

## RAPPORT FINAL DE MISSION

**Groupe de travail chargé de la communication ITIE** dans le cadre de l'état des lieux de l'évaluation à mi-parcours du Cameroun

Période couverte	Juillet 2025 – Mai 2026
Date de soumission	À compléter
Autorité de mise en place	Ministère des Finances
Structure concernée	Comité ITIE Cameroun

**Le Secrétariat du GPA**

Mme Corinne AHOUE

Rapporteur

**Le Président du Groupe de Travail**

Dr Blasius NGOME

## **SOMMAIRE**

### **Liste des abréviations**

### **REMERCIEMENTS**

### **RÉSUMÉ EXÉCUTIF**

### **INTRODUCTION GÉNÉRALE**

1. Contexte de mise en place du groupe de travail
2. Objet du rapport final
3. Méthodologie d'élaboration du rapport

### **I. RAPPEL DU MANDAT ET DES OBJECTIFS DU GROUPE DE TRAVAIL**

1. Mandat assigné au groupe
2. Objectifs généraux et spécifiques
3. Résultats attendus
4. Composition et organisation du groupe
5. Période d'exécution de la mission

### **II. SYNTHÈSE DU RAPPORT D'ÉTAPE DE DÉCEMBRE 2025**

1. Activités réalisées jusqu'en décembre 2025
2. Principaux acquis du premier semestre de travail
3. Difficultés relevées dans le rapport d'étape
4. Recommandations formulées à mi-parcours
5. Suites données après le rapport d'étape

### **III. ACTIVITÉS RÉALISÉES ENTRE JANVIER ET MAI 2026**

1. Poursuite des travaux internes du groupe
2. Organisation de la visioconférence-débat sur la transition énergétique
3. Lancement et mise en œuvre de la campagne digitale ITIE
4. Production des supports de communication
5. Contribution à l'état des lieux de l'évaluation ITIE
6. Avis technique du GPA sur la gouvernance digitale
7. Organisation de la conférence-débat à l'Université de Douala
8. Autres actions de capitalisation et coordination

### **IV. RÉSULTATS OBTENUS**

1. Résultats institutionnels et de gouvernance
2. Résultats en matière de communication et de visibilité
3. Résultats des activités de débat public
4. Résultats d'appropriation académique et citoyenne
5. Appréciation globale des résultats

### **V. ANALYSE CRITIQUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA MISSION**

1. Contraintes administratives et organisationnelles
2. Difficultés de coordination et de traitement des dossiers
3. Facteurs de résilience et d'adaptation
4. Enseignements tirés

### **VI. SITUATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE DE LA MISSION**

1. Cadre administratif de fonctionnement
2. Récapitulatif des activités réalisées (juillet 2025 – mai 2026)
3. Éléments financiers et diligences engagées
4. Éléments restant à régulariser

### **VII. CLÔTURE DE LA MISSION**

1. Constat de réalisation de la mission

2. Produits livrés
3. Transmission des acquis
4. Appréciation finale de clôture

### **VIII. RECOMMANDATIONS**

1. Comité ITIE / Secrétariat permanent
2. MINFI et administrations financières
3. Gouvernance digitale et ANTIC
4. Communication et externalisation
5. Débat public et territorialisation
6. Outils et modernisation
7. Recommandations transversales

### **CONCLUSION GÉNÉRALE**

### **ANNEXES**

- Décision de création du GPA
- Rapport d'étape décembre 2025
- Rapports des activités (campagne digitale, conférences)
- Avis technique GPA
- Supports de communication
- Liste des participants et preuves d'activités

## LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

Sigle	Signification
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
MINFI	Ministère des Finances
SI	Secrétariat International

## REMERCIEMENTS

Le Groupe de Travail par la voix de son Président adresse ses remerciements aux autorités nationales pour la confiance accordée dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Communication ITIE ajustée.

Il exprime sa gratitude au Ministre des Finances, **Monsieur Louis Paul MOTAZE**, au Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique **Monsieur FUH Calistus Gentry**, ainsi que les Membres du Comité ITIE, pour leur accompagnement et leur appui tout au long de la mission.

Le Groupe de Travail remercie également le Secrétariat permanent du Comité ITIE pour la collaboration technique et administrative, ainsi que les principaux collègues au sens large notamment les représentants de l'administration, de la société civile et des entreprises extractives, pour leur implication active dans les différentes activités.

Des remerciements particuliers sont adressés aux médias et aux journalistes pour leur participation aux actions de sensibilisation et de diffusion des données ITIE, ainsi qu'aux institutions académiques, en particulier l'Université de Douala, pour son accueil lors de la conférence-débat.

Enfin, le Groupe de Travail exprime sa reconnaissance à l'ensemble de ses membres pour leur engagement, leur disponibilité et la qualité du travail accompli tout au long de la mission.

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Groupe de Travail (GPA) a été mis en place en août 2025 pour renforcer la communication autour du processus ITIE au Cameroun et accompagner l'évaluation à mi-parcours du pays. Sa mission a consisté à rendre les données extractives plus accessibles, à dynamiser le débat public et à rapprocher l'ITIE des citoyens. Entre 2025 et 2026, le GPA a conduit avec succès plusieurs activités de communication impactantes :

- Une campagne digitale active a permis de toucher un large public et de renforcer la visibilité du Comité ITIE.
- Des supports de communication bilingues ont été produits pour mieux vulgariser les rapports ITIE.
- Deux grandes conférences-débats ont été organisées, dont une à l'Université de Douala ayant mobilisé plus de 600 participants et l'autre en ligne en croisant les données de production pétrolière du Cameroun et la transition énergétique.
- Le GPA a également contribué aux travaux techniques liés à l'état des lieux de l'évaluation et à la gouvernance digitale.

Ces actions ont permis de renforcer la compréhension du processus ITIE et l'engagement des parties prenantes. Malgré quelques contraintes administratives et financières, les résultats obtenus sont significatifs et visibles. Globalement, la mission du GPA marque une avancée importante dans la communication ITIE et ouvre des perspectives solides pour 2026 et 2027.

## INTRODUCTION GÉNÉRALE

### 1. Contexte de mise en place du groupe de travail

Le Groupe de Travail chargé de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Communication ITIE, ajustée dans le cadre du renforcement de la préparation de l'état des lieux annoncé par le Secrétariat international de l'ITIE, s'inscrit dans un contexte d'exigence accrue de conformité à la Norme ITIE et de préparation de l'évaluation à mi-parcours du Cameroun.

Sa création procède de la décision du Ministre des Finances en date du 13 août 2025. Elle vise à doter le Comité ITIE d'un mécanisme réunissant les Membres des trois collèges et le personnel ITIE dans un dispositif opérationnel renforcé, destiné à consolider la mise en œuvre de l'exigence 7.1.

La création de ce groupe s'inscrit dans la continuité des engagements du Cameroun à la suite de la dernière validation intervenue en février 2024, notamment en matière de suivi des recommandations. Dans ce cadre, le groupe a été chargé d'accompagner la préparation de l'état des lieux de l'évaluation à mi-parcours, à travers des actions ciblées de communication et de sensibilisation à destination de publics diversifiés, incluant le grand public, les étudiants, les médias et les autorités politiques. L'objectif poursuivi est resté constant : renforcer l'appropriation des Rapports ITIE et du processus ITIE par l'ensemble des parties prenantes.

### 2. Objet du rapport final

Le présent rapport final rend compte de manière exhaustive de l'exécution du mandat confié au Groupe de Travail Ad hoc. Il s'inscrit en complément du rapport d'étape de décembre 2025, lequel a couvert la première phase de mise en œuvre des activités.

Il vise spécifiquement à :

- présenter les activités conduites entre janvier et mai 2026 ;
- consolider les acquis issus du rapport d'étape, notamment en lien avec la mise en œuvre des exigences ITIE et les observations formulées dans le cadre du processus de validation ;
- analyser les résultats obtenus et leur contribution à la dynamique nationale de transparence ;
- et tirer les enseignements opérationnels et stratégiques de la mission.

### 3. Méthodologie d'élaboration du rapport

Le présent rapport repose sur une démarche méthodologique fondée sur la capitalisation des travaux réalisés.

Il s'appuie d'abord sur le rapport d'étape de décembre 2025, document de référence ayant structuré la continuité de la mission. Il mobilise ensuite l'ensemble des rapports d'activités produits, les notes techniques, les procès-verbaux de réunions, ainsi que les supports de communication et productions élaborés par le groupe.

Cette base documentaire a été enrichie par l'exploitation des éléments issus des activités institutionnelles du Comité ITIE Cameroun, notamment les exercices d'évaluation, les cycles de validation, les rapports antérieurs et les documents de suivi des recommandations.

Enfin, une démarche de synthèse et de capitalisation a permis de structurer les résultats, d'identifier les contraintes rencontrées et de dégager les principaux enseignements susceptibles d'éclairer les futures interventions dans le cadre du processus ITIE au Cameroun.

## **I. RAPPEL DU MANDAT ET DES OBJECTIFS DU GROUPE DE TRAVAIL**

### **1. Mandat assigné au groupe**

Le Groupe de Travail chargé de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Communication ITIE a été créé par décision du Ministre des Finances en date du 13 août 2025. Il est placé sous la supervision du Vice-président du Comité ITIE et s'inscrit dans le dispositif national de mise en œuvre de la Norme ITIE, en particulier de l'exigence relative à la communication et à la diffusion des données.

Conformément à la décision de création, le groupe est chargé d'assurer la mise en œuvre des activités de communication et de sensibilisation prévues dans le plan annuel de communication du Comité ITIE. À ce titre, il identifie les actions de dissémination et de débat public, veille à leur exécution et contribue à la préparation des éléments de rapportage liés à la communication institutionnelle.

Le groupe est également responsable de la préparation des termes de référence, de la planification opérationnelle des activités, de l'élaboration des budgets associés, ainsi que du suivi et de la production des rapports d'activités. Il participe en outre à l'appréciation des actions permettant la mise en œuvre effective de la stratégie nationale de communication actualisée, et contribue à l'évaluation annuelle des progrès réalisés.

### **2. Objectifs généraux et spécifiques**

Dans le cadre de son mandat, le Groupe de Travail poursuit un objectif général de renforcement de la visibilité, de la compréhension et de l'appropriation du processus ITIE au Cameroun par l'ensemble des parties prenantes.

De manière spécifique, il s'agit de :

- améliorer la diffusion et l'accessibilité de l'information relative à l'ITIE ;
- renforcer la communication institutionnelle autour des activités du Comité ITIE ;
- appuyer la mise en œuvre des exigences de la Norme ITIE en matière de transparence et de publication ;
- mobiliser les acteurs institutionnels, techniques et sociaux autour des enjeux de gouvernance du secteur extractif ;
- contribuer à la préparation de l'état des lieux de l'évaluation à mi-parcours du Cameroun.

### **4. Résultats attendus**

Les résultats attendus de la mission du Groupe de Travail se déclinent principalement comme suit :

- une meilleure structuration des actions de communication du Comité ITIE ;
- une production régulière de supports et de contenus de sensibilisation ;
- une amélioration de la visibilité des activités du processus ITIE auprès des différentes cibles ;
- la consolidation des éléments nécessaires à l'évaluation à mi-parcours ;

- la production de rapports d'activités consolidés permettant un meilleur suivi des actions engagées.

## **5. Composition et organisation du groupe**

Le Groupe de Travail est composé de représentants issus de différentes composantes du Comité ITIE, conformément à la décision ministérielle du 13 août 2025.

Il est présidé par un expert en communication, représentant de la société civile. Il comprend des membres issus de l'administration publique, du secteur extractif et de la société civile, garantissant ainsi une approche multi-acteurs conforme à l'esprit de l'ITIE.

Le secrétariat est assuré par des cadres du Secrétariat permanent du Comité ITIE, chargés d'appuyer la coordination administrative et technique des travaux, ainsi que la documentation des activités du groupe.

Le fonctionnement du groupe repose sur des réunions convoquées à l'initiative de son président. Les travaux peuvent être conduits en présentiel ou à distance, selon les nécessités opérationnelles.

## **5. Période d'exécution de la mission**

La mission du Groupe de Travail s'inscrit dans une période couvrant l'année 2025 et se prolongeant jusqu'à la finalisation des activités liées au volet communication de l'évaluation à mi-parcours.

Elle débute effectivement avec la mise en place du groupe en août 2025 et se poursuit jusqu'à la présentation du présent rapport final, couvrant notamment les activités réalisées au cours de la période janvier à mai 2026.

Cette temporalité reflète une logique de continuité opérationnelle entre la phase de lancement, la mise en œuvre des activités prévues dans le rapport d'étape de décembre 2025, et la phase de consolidation ayant conduit à l'achèvement de la mission.

Lien décision de création du GPA : <https://eiticameroun.org/download/decision-gpa-itie-1-pdf/?tmstv=1781791124>

## **II. SYNTHÈSE DU RAPPORT D'ÉTAPE DE DÉCEMBRE 2025**

### **1. Activités réalisées jusqu'en décembre 2025**

La période couverte par le rapport d'étape a été marquée par la mise en place effective du Groupe Pluri-Acteurs (GPA) et le démarrage opérationnel de ses activités, conformément à la décision ministérielle du 13 août 2025.

Dans le cadre de l'exécution de son mandat, le groupe a engagé une série d'actions visant à opérationnaliser la Stratégie Nationale de Communication ITIE ajustée, notamment à travers la conception et le déploiement d'outils de communication et la mise en œuvre d'activités de sensibilisation.

Les principales activités menées ont porté sur :

- l'élaboration et la validation de la campagne digitale ITIE sur les plateformes Facebook, X, LinkedIn et TikTok ;
- la production de contenus de sensibilisation relatifs aux rapports ITIE 2022 et 2023 ;
- la mise en place de supports de communication (plaquettes, vidéos, infographies) destinés à la vulgarisation des données ITIE ;
- la création de nouvelles plateformes officielles du Comité ITIE ;

- l'organisation de sessions de travail préparatoires ayant permis la mise en cohérence des interventions du groupe.

Ces activités s'inscrivent dans le cadre de la réponse aux insuffisances relevées lors de la dernière évaluation, notamment en matière de dissémination des données et de participation des parties prenantes au débat public ITIE.

## **2. Principaux acquis du premier semestre de travail**

Le premier semestre de mise en œuvre a permis d'obtenir des résultats, tant sur le plan organisationnel que sur le plan opérationnel.

Sur le plan institutionnel, la mise en place du GPA a permis de renforcer la coordination des actions de communication au sein du dispositif ITIE, en instaurant un cadre multi-acteurs associant administration, société civile et secteur extractif.

Sur le plan opérationnel, plusieurs acquis majeurs peuvent être relevés :

- l'ouverture de quatre plateformes numériques officielles du Comité ITIE (Facebook, X, LinkedIn, TikTok) ;
- la production de contenus audiovisuels et infographiques destinés à la sensibilisation du public ;
- la formation et l'implication de journalistes spécialisés dans l'exploitation des données ITIE ;
- la production et la diffusion de contenus médiatiques contribuant à l'élargissement du débat public sur la gouvernance extractive ;
- la structuration d'un circuit de communication permettant une circulation plus efficace de l'information entre les parties prenantes.

Ces acquis ont contribué à renforcer la visibilité du processus ITIE et à améliorer la diffusion des informations issues des rapports récents.

## **3. Difficultés relevées dans le rapport d'étape**

Le rapport d'étape a mis en évidence plusieurs contraintes ayant affecté la mise en œuvre optimale des activités du groupe.

Parmi les principales difficultés identifiées figurent :

- des délais dans la validation administrative de certains dossiers techniques et financiers ;
- des insuffisances dans la coordination opérationnelle entre certaines structures d'appui ;
- des contraintes liées à la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre complète de certaines activités prévues ;
- et des retards dans la validation de certains livrables stratégiques, notamment les supports de sensibilisation et les contenus multimédias.

Ces difficultés ont toutefois été progressivement atténuées par des ajustements internes et une meilleure structuration des circuits de validation.

## **4. Recommandations formulées à mi-parcours**

Le rapport d'étape a formulé plusieurs recommandations visant à améliorer l'efficacité de la mise en œuvre du mandat du groupe.

Celles-ci portaient notamment sur :

- le renforcement de la coordination entre le GPA et le Secrétariat permanent du Comité ITIE ;
- l'accélération des processus de validation des contenus et des supports de communication ;
- l'amélioration de la planification des activités afin de mieux respecter les délais d'exécution ;

- et le renforcement des moyens techniques et opérationnels nécessaires à la mise en œuvre des campagnes de communication.

Ces recommandations visaient globalement à consolider l'efficacité du dispositif et à améliorer l'impact des actions engagées.

## **5. Suites données après le rapport d'étape**

À la suite de la production du rapport d'étape de décembre 2025, plusieurs actions correctives et complémentaires ont été mises en œuvre.

Il s'agit notamment :

- de la poursuite des activités de production et de diffusion des contenus de communication ;
- de la consolidation des plateformes numériques du Comité ITIE ;
- du suivi des journalistes sur l'utilisation des données ITIE ;
- et de la préparation des activités de sensibilisation prévues dans la phase suivante de la mission (janvier à mai 2026).

Ces actions ont permis d'assurer la continuité opérationnelle du groupe et de préparer la phase de consolidation ayant conduit au présent rapport final.

## **III. ACTIVITÉS RÉALISÉES ENTRE JANVIER ET MAI 2026**

Au cours de la période allant de janvier à mai 2026, le Groupe de Travail a poursuivi l'exécution de son mandat autour de trois axes principaux : la consolidation des travaux internes, le déploiement effectif des actions de communication et l'organisation d'activités de débat public fondées sur les données ITIE. Cette période a marqué le passage d'une phase de préparation à une phase de mise en œuvre visible, à travers la production de supports, l'animation des plateformes digitales, la contribution à la préparation de l'état des lieux et la mobilisation de publics ciblés.

### **1. Poursuite des travaux internes du groupe**

Les travaux internes du GPA se sont poursuivis à travers des échanges de coordination, la validation progressive des contenus, le suivi des livrables et l'organisation des activités prévues dans le plan de communication. Ces travaux ont permis d'assurer la continuité entre les actions engagées en 2025 et les activités réalisées au cours du premier semestre 2026.

Le groupe a notamment travaillé à la finalisation des supports de communication, à la préparation des activités publiques, à l'encadrement des productions digitales et à la capitalisation des résultats obtenus. Cette dynamique interne a également permis de mieux articuler les actions du GPA avec les priorités du Comité ITIE, en particulier celles relatives à l'exigence 7.1 de la Norme ITIE 2023 sur la diffusion des données et le débat public.

### **2. Organisation d'une visioconférence-débat sur la SND30 et la transition énergétique**

Le GPA a contribué à l'organisation, le 5 février 2026, d'une visioconférence-débat sur le thème : « SND30 et transition énergétique au Cameroun : baisse de la production pétrolière, diversification vers l'industrie minière et les minerais de la transition énergétique, à la lumière des données ITIE ».

Cette activité avait pour objectif de relier les données issues des rapports ITIE aux enjeux de planification stratégique, notamment dans le contexte de la baisse progressive de la production pétrolière et de la nécessité de renforcer la diversification minière. Elle a permis de mobiliser des

représentants de l'administration, des entreprises extractives, de la société civile, des experts, des médias et des partenaires techniques.

Les échanges ont porté sur les liens entre gouvernance extractive, transition énergétique, minerais critiques, recettes publiques, industrialisation et SND30. Cette activité a ainsi contribué à démontrer que les données ITIE ne constituent pas seulement des informations de transparence, mais également des instruments d'analyse, de débat public et d'aide à la décision.

Lien du rapport d'activités : <https://eiticameroun.org/post/5654>

article: <https://eiticameroun.org/post/5640>

### 3. Lancement effectif de la campagne digitale

Lien rapport d'activité: <https://eiticameroun.org/download/rapport-final-campagne-digitale-itie-cmr-mai-2026-pdf/?tmstv=1781790928>

La campagne digitale du Comité ITIE, déployée sur la période mars–mai 2026, constitue l'un des axes de la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie de communication du GPA. Elle s'inscrit dans une logique de transformation de la communication institutionnelle vers un modèle plus ouvert, plus accessible et davantage orienté vers la donnée.

Dans sa phase active, la campagne a couvert cinq plateformes majeures (Facebook, TikTok, LinkedIn, YouTube et X ) avec une stratégie de diffusion multicanale centrée sur la vulgarisation des rapports ITIE, la pédagogie des données extractives et la sensibilisation des publics non spécialisés.

Les résultats enregistrés traduisent une dynamique particulièrement significative au regard du contexte institutionnel et des contraintes techniques rencontrées :

- **122 702 vues cumulées** sur l'ensemble des plateformes ;
- **2 024 interactions directes** (likes, commentaires, partages, engagements) ;
- Une progression exponentielle de la visibilité sur certaines plateformes, notamment Facebook et TikTok ;
- Une domination nette des contenus courts et pédagogiques, confirmant l'efficacité des formats vidéo dans la vulgarisation des données ITIE.

Au-delà des indicateurs quantitatifs, la campagne révèle trois transformations majeures.

Premièrement, une **extension rapide de l'audience**, caractérisée par une forte proportion de non-abonnés, traduisant une capacité réelle d'acquisition de nouveaux publics et d'élargissement du débat public au-delà des cercles institutionnels traditionnels.

Deuxièmement, une **appropriation progressive des contenus ITIE par des publics jeunes**, notamment les étudiants et les jeunes professionnels, confirmant la pertinence du positionnement universitaire et pédagogique de la communication.

Troisièmement, une **reconfiguration des formats de communication**, marquée par la prédominance des contenus visuels et courts, reléguant les formats institutionnels classiques à un rôle secondaire dans l'engagement des audiences.

Dans un contexte marqué par des contraintes techniques et des limitations publicitaires sur certaines plateformes, ces performances traduisent la résilience du dispositif de communication et la pertinence de la stratégie adoptée.

#### 4. Production et finalisation des supports de communication

Dans le cadre de la campagne de communication et de la valorisation des rapports ITIE, le GPA a assuré la production et la finalisation de plusieurs supports bilingues destinés à faciliter la compréhension des informations clés par les différentes parties prenantes.

Les supports produits ont notamment porté sur les thématiques suivantes :

N°	Thématique du support	Format prévue
01	Octroi des licences et des contrats	Une double page : 1 page recto en français et 1 page verso en anglais
02	Collecte des revenus	Une double page : 1 page recto en français et 1 page verso en anglais
03	Transactions liées aux entreprises d'État	Une double page en français et une double page en anglais
04	Contenu local	Une double page français/anglais
05	Exploration, production, exportation et émissions de gaz à effet de serre	Une double page anglais/français
06	Analyse des revenus de l'État issus des industries extractives	Une double page anglais/français
07	Contribution du secteur extractif à l'économie	Une double page anglais/français
08	Données clés du Rapport ITIE 2023	Une double page en anglais et en français

Ces supports ont permis de traduire les données techniques des rapports ITIE en messages accessibles, exploitables et adaptés aux besoins de communication institutionnelle, de sensibilisation citoyenne et de débat public.

Liens : <https://eiticameroun.org/post/3259>

#### 5. Contribution à la préparation de l'état des lieux lancé par le Secrétariat international

Le GPA a également contribué à la préparation de l'état des lieux annoncé par le Secrétariat international de l'ITIE, notamment à travers la consolidation des actions de communication, la valorisation des données ITIE et la production d'éléments utiles au suivi des progrès réalisés. Il a rempli à cet effet les réponses du Groupe Multi partite à l'évaluation initiale du Secrétariat International dans la cadre du Groupe de Travail Numéro 3.

#### 6. Organisation de la conférence-débat à l'Université de Douala

Dans le prolongement des activités de débat public, le GPA a organisé une conférence-débat à l'Université de Douala autour du thème : « L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives sous le prisme de la Responsabilité Sociale des Organisations ».

Cette activité visait à sortir le débat public ITIE du cadre institutionnel habituel de Yaoundé et à l'ouvrir au milieu universitaire, afin de favoriser une appropriation académique et citoyenne des données ITIE. Elle avait pour cibles principales les étudiants, les enseignants, les chercheurs, les médias, l'administration, la société civile et les entreprises extractives.

La préparation de cette conférence a mobilisé plusieurs actions : élaboration d'un dossier de presse, production de supports, conception de messages de sensibilisation, préparation de supports bilingues, mobilisation des médias et organisation matérielle de l'événement.

La conférence a permis de mobiliser plus de 600 étudiants, d'associer le corps enseignant à la réflexion, de produire et distribuer des supports de communication, et de susciter un intérêt académique autour des industries extractives, de la transparence, de la responsabilité sociale des entreprises, de la gouvernance et de la redevabilité.

Elle a également généré une couverture médiatique importante, avec plusieurs articles de presse et reportages audiovisuels. Elle constitue ainsi une activité majeure de clôture opérationnelle du mandat du GPA, en ce qu'elle a permis de traduire l'exigence de débat public en un exercice concret de vulgarisation, d'échange et d'appropriation des données ITIE par la jeunesse universitaire.

Liens conférence débat : [https://eiticameroun.org/download/rapport-itie-conference-debat-2026\\_125323-1-pdf/?tmstv=1781795424](https://eiticameroun.org/download/rapport-itie-conference-debat-2026_125323-1-pdf/?tmstv=1781795424)

## **6. Avis technique du GPA**

.....

le Groupe de Travail a apporté une contribution technique à travers plusieurs analyses et propositions, dont un avis formel relatif à la gouvernance des plateformes digitales du Comité ITIE. Cet avis, transmis le 24 février 2026, intervient dans un contexte marqué par la nécessité de sécuriser les actifs numériques du Comité et de garantir la continuité institutionnelle de la communication digitale.

Le GPA y relève notamment les insuffisances constatées dans la gestion antérieure des plateformes, ayant conduit à des interruptions de service et à une dépendance opérationnelle vis-à-vis de prestataires externes. Il insiste, à ce titre, sur la nécessité d'assurer la restitution complète des paramètres d'accès, des données techniques et des contenus au Secrétariat permanent du Comité ITIE, condition préalable à toute nouvelle contractualisation.

Sur le plan organisationnel, le GPA recommande de privilégier un dispositif transitoire de courte durée, n'excédant pas six mois, encadrant l'intervention d'un prestataire ou d'un agent désigné, avec obligation de passation formelle et de transfert intégral de compétences au bénéfice de l'administration.

Sur le plan stratégique, l'avis met en avant une orientation claire vers l'internalisation progressive de la fonction de communication digitale, considérée comme une fonction sensible et stratégique relevant de la souveraineté institutionnelle du Comité ITIE et des administrations de tutelle.

Cette position s'appuie également sur une analyse comparative des coûts, faisant apparaître qu'un recours structurel à un prestataire externe représente une charge estimée à 9 450 000 FCFA par an, contre environ 2 400 000 FCFA par an dans le cas de l'affectation d'un agent public dédié de la Cellule informatique du MINFI, soit un différentiel significatif en termes d'efficience budgétaire.

Cet avis s'inscrit dans une réflexion globale sur la sécurisation des actifs numériques, la continuité du service public de communication et la maîtrise institutionnelle des outils de diffusion de l'information.

## **1. Distinction fonctionnelle des métiers webmaster et de la communication**

L'analyse du GPA repose en premier lieu sur une clarification fondamentale des rôles au sein de l'écosystème digital du Comité ITIE. Elle établit une distinction nette entre trois métiers complémentaires mais distincts :

- le **métier de la communication institutionnelle**, centré sur la production des contenus, la stratégie éditoriale, la vulgarisation des données ITIE et la gestion du débat public ;
- le **métier de webmaster**, portant sur la gestion technique des plateformes, leur maintenance, leur sécurité et leur accessibilité ;
- le **métier d'administrateur des données**, garant de l'intégrité, de la structuration, de l'archivage et de la gouvernance des contenus publiés.

Cette distinction vise à éviter toute confusion fonctionnelle susceptible d'affaiblir la performance globale du dispositif et à garantir une meilleure spécialisation des interventions.

## **2. Position sur l'externalisation de la communication digitale**

Dans ce cadre, le GPA exprime une orientation claire en faveur de l'internalisation progressive de la fonction de communication digitale, considérée comme une fonction stratégique relevant de la souveraineté institutionnelle du Comité ITIE.

Il recommande en conséquence de ne pas reconduire, au-delà de l'exécution des engagements déjà arrêtés, le recours structurel à un prestataire externe, en l'occurrence le Cabinet ASSIFE, une fois les honoraires dus définitivement apurés dans le cadre du protocole de transaction élaboré par le Groupe de Travail en charge de la sécurisation des engagements contractuels (GTSEC).

Cette position vise à éviter la reconstitution d'une dépendance technique externe sur des fonctions considérées comme sensibles, notamment dans un contexte de transition institutionnelle et de renforcement de la gouvernance numérique.

## **2. Conformité aux orientations ministérielles de juin 2019**

Le GPA fonde également ses recommandations sur la nécessité de respecter les orientations stratégiques définies par le Ministre des Finances dans son instruction de juin 2019, relative à la rationalisation des dépenses de fonctionnement et à la maîtrise des coûts liés aux prestations externalisées au sein des administrations publiques.

Dans cette perspective, l'option privilégiée consiste à recourir à des ressources internes, notamment des agents publics qualifiés relevant des structures techniques compétentes, plutôt qu'à des prestataires externes, afin de garantir à la fois l'efficacité budgétaire, la continuité du service et la consolidation des capacités institutionnelles.

## **4. Gouvernance et sécurisation des plateformes**

Enfin, le GPA recommande la mise en place d'un dispositif renforcé de gouvernance des plateformes numériques du Comité ITIE, incluant :

- la sécurisation des accès et des identifiants ;
- la centralisation de l'administration technique sous autorité institutionnelle ;
- l'usage exclusif des plateformes officiellement validées ;
- et la formalisation des procédures de passation et de transfert de compétences.

## **7. Autres actions menées**

Outre les activités principales ci-dessus, le GPA a mené plusieurs actions complémentaires ayant contribué à la cohérence générale de la mission. Il s'agit notamment de la capitalisation de ses

réunions, de la préparation administrative et technique des activités, de la production de rapports d'activités et de la préparation des éléments de preuve destinés à documenter les résultats obtenus.

Ces actions ont permis d'assurer la traçabilité des activités réalisées, de renforcer la visibilité des acquis et de préparer les éléments nécessaires au présent rapport final de mission.

### **III. RÉSULTATS OBTENUS**

Les activités conduites par le Groupe de Travail entre janvier et mai 2026 ont produit des résultats traduisant à la fois l'efficacité opérationnelle du dispositif et son impact sur la dynamique institutionnelle, communicationnelle et académique du processus ITIE.

Ces résultats ne se limitent pas à la mise en œuvre des activités planifiées, mais s'étendent à une amélioration qualitative de la gouvernance de la communication, à l'élargissement du débat public et au renforcement de l'appropriation des données extractives.

#### **1. Renforcement de la gouvernance de la communication institutionnelle**

Un des résultats majeurs de la mission réside dans l'avis technique du Groupe de Travail. En effet, il a été établie une distinction fonctionnelle claire entre les métiers de la communication institutionnelle, de la gestion technique des plateformes (webmaster) et de l'administration des données. Cette clarification a permis de rationaliser les rôles, d'éviter les chevauchements de compétences et de renforcer l'efficacité du dispositif.

Par ailleurs, cet avis a consacré une orientation stratégique majeure consistant à privilégier l'internalisation progressive des fonctions de communication digitale, considérées comme des fonctions sensibles relevant de la souveraineté institutionnelle.

Dans ce cadre, le Groupe a recommandé de ne pas reconduire, au-delà des engagements déjà exécutés, le recours structurel au Cabinet ASSIFE, après l'apurement des obligations financières prévues dans le cadre du protocole de transaction élaboré par le Groupe de Travail chargé des engagements contractuels (GTSEC).

Cette position s'inscrit dans le respect de l'instruction du Ministre des Finances de juin 2019 relative à la rationalisation des dépenses publiques et à la maîtrise des coûts de fonctionnement, en privilégiant les ressources internes de l'administration.

#### **2. Amélioration significative de la visibilité du processus ITIE**

La campagne digitale et les actions de communication associées ont permis un renforcement notable de la visibilité du Comité ITIE auprès du grand public.

Les performances enregistrées sur les plateformes numériques traduisent une dynamique d'élargissement de l'audience et d'intensification de l'engagement citoyen autour des contenus produits. Elles confirment l'efficacité des formats pédagogiques et visuels dans la vulgarisation des données extractives.

Au-delà des indicateurs quantitatifs, les résultats montrent une transformation qualitative de la communication institutionnelle, désormais plus accessible, plus interactive et mieux adaptée aux usages numériques contemporains.

#### **3. Renforcement du débat public autour des données ITIE**

Deux activités majeures ont contribué à structurer et à élargir le débat public sur les enjeux extractifs.

D'une part, la visioconférence-débat sur la transition énergétique et la SND30 a permis de relier les données ITIE aux enjeux macroéconomiques et énergétiques du pays. Elle a mis en évidence les dynamiques de transformation du secteur extractif, notamment la baisse de la production pétrolière et la montée en importance des minerais critiques.

D'autre part, la conférence-débat organisée à l'Université de Douala a constitué un espace d'échange entre monde académique, administration, société civile et secteur privé. Elle a permis de mobiliser un public important, d'encourager l'analyse critique des données ITIE et de favoriser l'émergence d'une culture de recherche sur les industries extractives.

Ces deux activités ont contribué à repositionner les données ITIE comme un outil de débat public et non uniquement comme un instrument de reporting technique.

#### **4. Production et valorisation des supports de communication**

La mission a également permis la production et la structuration de supports de communication thématiques destinés à la vulgarisation des données ITIE.

Ces supports ont couvert des domaines clés du processus extractif, notamment les licences, la collecte des revenus, les transactions des entreprises d'État, le contenu local, la production et l'exportation des ressources, les émissions de gaz à effet de serre, ainsi que les données clés du rapport ITIE 2023.

Cette production a contribué à rendre les informations techniques plus accessibles, en facilitant leur appropriation par les citoyens, les médias et les acteurs académiques.

#### **5. Renforcement de l'appropriation académique et médiatique**

Les activités de sensibilisation et de débat ont favorisé une appropriation progressive des enjeux ITIE par les milieux académiques et médiatiques.

L'implication des étudiants et enseignants dans la conférence de Douala, ainsi que la couverture médiatique des activités du groupe, témoignent d'un intérêt croissant pour les questions de gouvernance extractive.

Cette dynamique s'est traduite par une production médiatique significative et par l'émergence de pistes de recherche académique portant sur la transparence, la responsabilité sociale des entreprises, la gouvernance des ressources extractive et la transition énergétique.

#### **6. Appréciation globale des résultats**

Au regard des actions menées, les résultats obtenus traduisent une contribution effective du Groupe de Travail à la mise en œuvre de la stratégie nationale de communication ITIE.

Ils mettent en évidence :

- un renforcement de la gouvernance de la communication institutionnelle ;
- une amélioration substantielle de la visibilité du processus ITIE ;
- une intensification du débat public sur les données extractives ;
- et une dynamique d'appropriation académique et citoyenne des enjeux de transparence.

Ces résultats confirment la pertinence de l'approche adoptée, fondée sur la complémentarité entre communication digitale, débats publics, production de contenus et structuration institutionnelle.

Ils constituent le socle sur lequel s'appuie l'analyse critique de la mise en œuvre de la mission, objet de la section suivante.

## **V. ANALYSE CRITIQUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA MISSION**

La mise en œuvre de la mission du Groupe de Travail s'est inscrite dans un contexte institutionnel marqué par une forte exigence de résultats, mais également par des contraintes structurelles et procédurales ayant influencé le rythme et la fluidité des activités.

L'analyse critique de cette mise en œuvre met en évidence un ensemble de facteurs à la fois facilitants et contraignants, qui permettent de mieux comprendre les conditions réelles d'exécution du mandat.

### **1. Lenteurs procédurales**

L'un des principaux facteurs ayant affecté l'exécution des activités réside dans les lenteurs administratives observées dans le circuit de validation et de mise à disposition des ressources.

Il a notamment été constaté des délais importants entre l'approbation des budgets, la transmission des états de paiement et leur validation effective par les différentes instances concernées. Ces retards ont eu un impact direct sur la planification et la mise en œuvre de certaines activités, en particulier celles à forte dimension opérationnelle.

La note adressée le 07 janvier 2026 au Ministre des Finances met en évidence plusieurs blocages récurrents, notamment :

- le retard dans la mise à disposition des états de paiement liés à la campagne digitale ;
- le retard dans la signature des états de paiement relatifs à l'organisation de la conférence-débat ;
- et les délais importants observés dans le paiement des indemnités des membres du Groupe de Travail.

Ces dysfonctionnements ont contribué à fragiliser la prévisibilité des activités et à réduire la marge d'anticipation du dispositif opérationnel.

### **2. Difficultés liées à la chaîne de paiement et à la mobilisation des acteurs**

Une autre limite importante concerne la chaîne de traitement des paiements et la coordination entre les différentes structures impliquées.

Les retards observés dans le traitement des dossiers financiers ont eu un effet cumulatif sur plusieurs activités, notamment celles impliquant des prestataires, des journalistes et des acteurs opérationnels.

La situation du dossier relatif au paiement des journalistes ayant couvert les activités ITIE 2022 et 2023 illustre cette contrainte. Malgré un accord budgétaire validé par l'autorité compétente, la finalisation du processus est restée conditionnée à la transmission de pièces justificatives et à la validation de plusieurs étapes administratives, entraînant un ralentissement de l'exécution globale .

Ces éléments traduisent une difficulté structurelle dans l'articulation entre la programmation des activités et la disponibilité effective des ressources financières.

### **3. Contraintes organisationnelles et coordination institutionnelle**

Sur le plan organisationnel, la mise en œuvre de la mission a également été marquée par des défis de coordination entre les différents niveaux d'intervention du dispositif ITIE.

La multiplicité des acteurs impliqués (GPA, Secrétariat permanent, MINFI, MINMIDT, prestataires techniques) a nécessité une coordination constante afin de garantir la cohérence des actions. Toutefois, cette architecture multi-acteurs a parfois généré des délais supplémentaires dans la validation et la mise en œuvre des décisions opérationnelles.

Ces contraintes ont mis en évidence la nécessité de renforcer les mécanismes de coordination interne, ainsi que la clarification des circuits de décision et de validation.

### **3. Facteurs de résilience et d'adaptation**

Malgré ces contraintes, la mission a bénéficié de plusieurs facteurs de résilience ayant permis d'assurer la continuité des activités.

Parmi ceux-ci figurent :

- l'engagement des membres du Groupe de Travail ;
- la capacité d'adaptation des équipes face aux contraintes de calendrier ;
- la mobilisation progressive des parties prenantes autour des activités de communication et de débat public ;
- et la flexibilité dans l'organisation des actions, notamment pour les activités numériques et académiques.

Ces éléments ont permis de maintenir une dynamique globale positive malgré les contraintes administratives et financières.

### **4. Enseignements tirés de la mise en œuvre**

L'analyse de la mise en œuvre de la mission permet de dégager plusieurs enseignements.

Premièrement, la performance d'un dispositif de communication institutionnelle dépend fortement de la fluidité des circuits administratifs et financiers. Les retards observés montrent l'importance d'une meilleure synchronisation entre la programmation technique et les procédures de validation.

Deuxièmement, la gestion des activités multi-acteurs nécessite un renforcement des mécanismes de coordination et de clarification des responsabilités, afin de réduire les délais de traitement et d'améliorer l'efficacité opérationnelle.

Troisièmement, la nécessité d'une meilleure anticipation des ressources et des échéances apparaît comme un facteur déterminant pour garantir la continuité des actions dans des délais contraints.

Enfin, la mission met en évidence la résilience du dispositif GPA, capable de maintenir un niveau d'activité satisfaisant malgré les contraintes rencontrées, confirmant ainsi la pertinence de l'approche adoptée.

## **VI. SITUATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE DE LA MISSION**

La présente section rend compte de la situation administrative et financière de la mission du Groupe de Travail chargé de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Communication ITIE ajustée. Elle vise principalement à retracer les activités effectivement réalisées depuis la mise en place du Groupe, à rappeler les diligences administratives engagées et à signaler, le cas échéant, les éléments restant à régulariser.

### **1. Rappel du cadre administratif de fonctionnement**

Le Groupe de Travail a été mis en place à la suite des orientations issues des travaux du Comité ITIE de juillet 2025, puis formalisé par décision du Ministre des Finances en août 2025. Sa mission s'est inscrite dans le cadre du renforcement de la préparation de l'état des lieux annoncé par le Secrétariat international de l'ITIE, avec un accent particulier sur la mise en œuvre de l'exigence 7.1 relative à la dissémination des données, à la communication et au débat public.

Le fonctionnement du Groupe a reposé sur une organisation souple, combinant réunions de travail, échanges en ligne, contributions techniques, production de supports, préparation d'activités publiques et coordination avec le Secrétariat permanent du Comité ITIE, le MINFI, le MINMIDT et les autres parties prenantes concernées.

## 2. Récapitulatif des activités réalisées de juillet 2025 à mai 2026

Période	Activités réalisées	Produits ou résultats obtenus	Situation administrative et financière
Juillet 2025	Tenue des premières réunions de cadrage et de déblayage des travaux du GPA.	Définition des premières orientations de travail ; identification des activités prioritaires issues du plan de communication.	Activités préparatoires réalisées dans le cadre de la mise en place opérationnelle du Groupe.
Juillet 2025	Création d'un groupe WhatsApp interne dénommé COM'EITI.	Mise en place d'un outil d'échange rapide entre les membres du GPA.	Sans incidence budgétaire significative.
Juillet 2025	Préparation des documents de création du Groupe : projet de résolution, note explicative, lettre de transmission et projet de décision.	Formalisation administrative du processus de création du GPA.	Activité administrative interne.
Août 2025	Signature de la décision de création du Groupe de Travail.	Existence juridique et administrative du GPA consacrée par décision ministérielle.	Base administrative de la mission.
Août 2025	Élaboration des termes de référence de la campagne digitale ITIE.	Document de cadrage de la campagne digitale sur les réseaux sociaux.	Le budget global prévisionnel de la campagne digitale a été préparé et soumis à validation.
Août 2025	Création de plateformes digitales au nom du Comité ITIE Cameroun.	Ouverture de comptes institutionnels sur Facebook, X, LinkedIn et TikTok, puis extension progressive à YouTube.	Action destinée à renforcer la présence numérique du Comité ITIE.
Août-septembre 2025	Préparation de la formation des journalistes spécialisés dans l'utilisation des données ITIE.	Élaboration des TDR, constitution d'une liste consolidée de journalistes et préparation des dossiers de formation.	Activité liée à l'animation du débat public et à l'exploitation médiatique des rapports ITIE.
Septembre 2025	Élaboration des données clés du Rapport ITIE 2022 et préparation de plaquette bilingue.	Production d'un support synthétique en français et en anglais.	Support produit pour la vulgarisation des données ITIE.
Septembre-octobre 2025	Organisation de deux sessions de formation en ligne des journalistes.	Environ 31 journalistes formés ; production de contenus médiatiques en presse écrite, radio, télévision et	Le paiement des journalistes a fait l'objet de diligences

<b>Période</b>	<b>Activités réalisées</b>	<b>Produits ou résultats obtenus</b>	<b>Situation administrative et financière</b>
		presse en ligne.	administratives spécifiques.
Septembre-octobre 2025	Tenue de réunions de coordination, de suivi et d'approbation des documents produits.	Dix-sept réunions recensées entre juillet et octobre 2025.	Activités conduites dans le cadre normal du fonctionnement du GPA.
Octobre-décembre 2025	Élaboration du rapport d'étape du GPA.	Capitalisation des premières activités réalisées ; identification des acquis, contraintes et recommandations à mi-parcours.	Rapport d'étape produit comme livrable intermédiaire de la mission.
Novembre-décembre 2025	Préparation et suivi des dossiers budgétaires liés à la campagne digitale, à la formation des journalistes et aux activités de débat public.	Transmission de documents administratifs et financiers aux autorités compétentes.	Certains circuits de paiement et de validation ont connu des délais de traitement.
Janvier 2026	Transmission d'une note sur les blocages récurrents rencontrés dans la mise en œuvre des activités.	Signalement des retards liés aux états de paiement, à la campagne digitale, à la conférence-débat et aux indemnités des membres.	Note administrative adressée à l'autorité compétente pour faciliter la levée des contraintes.
Février 2026	Organisation d'une visioconférence-débat sur la SND30 et la transition énergétique au Cameroun.	Débat public fondé sur les données ITIE, avec plus de 70 participants issus de l'administration, du secteur extractif, de la société civile, des médias et des experts.	Activité prévue dans le cadre de la mise en œuvre de l'exigence 7.1.
Février 2026	Suivi administratif du paiement des journalistes ayant traité les rapports ITIE 2022 et 2023.	Demande de transmission d'un point complet sur les paiements, fiches de décharge et pièces justificatives.	Montant de 1 760 000 FCFA rappelé au titre de l'accord donné pour l'utilisation du panel de journalistes.
Février 2026	Élaboration de l'avis technique du GPA sur la gouvernance des plateformes digitales du Comité ITIE.	Recommandations relatives à la sécurisation des accès, à la maîtrise institutionnelle des actifs numériques, à l'internalisation progressive de la communication digitale et à la clarification des rôles entre communication, webmaster et administration des données.	Avis technique sans caractère financier direct pour le GPA, mais comportant une analyse d'efficience budgétaire.
Mars-mai 2026	Lancement effectif et suivi de la campagne digitale du Comité ITIE	Animation des plateformes Facebook, TikTok, LinkedIn, YouTube et X ; plus de 122 000 vues	Budget publicitaire spécifique de 200 000 FCFA affecté à

<b>Période</b>	<b>Activités réalisées</b>	<b>Produits ou résultats obtenus</b>	<b>Situation administrative et financière</b>
	Cameroun.	cumulées et plus de 2 000 interactions.	Facebook et TikTok, avec dépenses exécutées via les comptes publicitaires.
Mars-mai 2026	Production et diffusion de contenus numériques de sensibilisation.	Réels, Shorts, vidéos, publications pédagogiques, contenus sur la transparence, les droits citoyens, la gouvernance extractive et les rapports ITIE.	Activité rattachée à la campagne digitale et aux ressources mobilisées à cet effet.
Janvier-mai 2026	Production et finalisation des supports de communication thématiques.	Supports bilingues portant sur les licences et contrats, la collecte des revenus, les entreprises d'État, le contenu local, la production, l'exportation, les émissions de gaz à effet de serre, les revenus de l'État, la contribution économique du secteur extractif et les données clés du Rapport ITIE 2023.	Supports produits pour faciliter la vulgarisation des données ITIE auprès des publics cibles.
Avril-mai 2026	Préparation de la conférence-débat à l'Université de Douala.	Élaboration du dossier de presse, conception des supports, mobilisation des intervenants, préparation logistique, communication préalable et coordination avec l'Université de Douala.	Activité préparatoire réalisée avec mobilisation de ressources humaines, techniques et matérielles.
Mai 2026	Organisation de la conférence-débat à l'Université de Douala sur l'ITIE sous le prisme de la Responsabilité Sociale des Organisations.	Mobilisation de plus de 600 étudiants, participation du corps enseignant, implication des médias, production de contenus de presse et distribution de supports de communication.	Activité majeure de clôture opérationnelle, inscrite dans la logique du débat public et de l'appropriation académique des données ITIE.
Mai 2026	Capitalisation des activités et préparation du rapport final de mission.	Consolidation des rapports, notes, supports, résultats, contraintes et recommandations.	Étape finale de documentation et de clôture de la mission.

### **3. Éléments financiers connus et diligences engagées**

Sur le plan financier, plusieurs éléments peuvent être rappelés de manière factuelle.

Le budget prévisionnel de la campagne digitale avait été arrêté à 1 454 500 FCFA. Ce budget a fait l'objet de diligences administratives, notamment pour la mise à disposition des états de paiement nécessaires à son exécution. Toutefois, des retards ont été relevés pour la mise à disposition des fonds.

Pour la campagne publicitaire proprement dite, une enveloppe spécifique de 200 000 FCFA a été allouée aux actions de promotion sur Facebook et TikTok, à raison de 100 000 FCFA par plateforme. Les fonds ont été engagés dans les comptes publicitaires correspondants, même si certaines restrictions techniques et exigences de certification ont limité la pleine fluidité de leur utilisation.

Le paiement des journalistes mobilisés dans le cadre du traitement des rapports ITIE 2022 et 2023 a également fait l'objet d'un suivi administratif particulier. Le montant de 1 760 000 FCFA, correspondant à l'option validée pour l'utilisation du panel de journalistes, a été rappelé dans une correspondance sollicitant la transmission des états récapitulatifs de paiement et des fiches de décharge. Cette sollicitation est restée sans suite au moment de rendre le rapport de fin de mission. S'agissant des indemnités des membres du GPA, les documents disponibles font état de diligences engagées pour leur traitement et des blocages rencontrés.

Enfin, l'avis technique relatif à la gouvernance digitale a également mis en évidence un enjeu d'optimisation des ressources, en comparant le coût du recours à un prestataire externe à celui d'une solution interne portée par un agent public désigné. Cette analyse participe de la rationalisation des dépenses et de la sécurisation des actifs numériques du Comité ITIE.

#### **4. Éléments restant à régulariser, le cas échéant**

Au terme de la mission, les éléments suivants peuvent faire l'objet d'une régularisation ou d'un classement administratif final :

- la consolidation des pièces justificatives relatives aux activités exécutées ;
- la finalisation des états de paiement et fiches de décharge des journalistes pour le Rapport ITIE 2023, le cas échéant ;
- l'archivage numérique et éventuellement en version papier, des supports produits, rapports d'activités, comptes rendus, dossiers de presse et éléments de preuve ;
- la sécurisation et la remise formelle des paramètres d'accès aux plateformes digitales ouvertes au nom du Comité ITIE ;
- la transmission des acquis de la mission au Comité ITIE et au Secrétariat permanent.

#### **5. Appréciation générale**

Malgré les contraintes administratives et financières relevées, les activités du GPA ont été poursuivies jusqu'à leur terme. Les retards observés n'ont pas empêché la réalisation des principales actions prévues, notamment la campagne digitale, les activités de débat public, la production de supports de communication et la contribution à la préparation de l'état des lieux.

La situation administrative et financière de la mission appelle donc une lecture équilibrée : elle met en évidence des lenteurs de procédure et des éléments de régularisation, mais confirme également la continuité effective du travail accompli par le Groupe, de sa mise en place en juillet 2025 jusqu'à la clôture opérationnelle des activités en mai 2026.

### **VII. CLÔTURE DE LA MISSION**

La présente section consacre la clôture opérationnelle de la mission du Groupe de Travail chargé de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Communication ITIE ajustée, institué par décision ministérielle du 13 août 2025.

## **1. Constat de réalisation de la mission**

Au terme de la période allant de juillet 2025 à mai 2026, il est établi que l'essentiel du mandat assigné au Groupe a été exécuté.

Les actions réalisées ont couvert la structuration du dispositif de communication, la mise en œuvre des activités de sensibilisation et de débat public, le déploiement de la campagne digitale, la production de contenus de vulgarisation ainsi que la contribution à la préparation de l'état des lieux de l'évaluation à mi-parcours du Cameroun.

L'ensemble de ces interventions a permis de répondre aux objectifs opérationnels définis lors de la mise en place du Groupe.

## **2. Principaux livrables produits**

La mission a abouti à la production de livrables, notamment :

- le dispositif opérationnel de communication digitale du Comité ITIE ;
- les contenus thématiques de vulgarisation des données ITIE 2023 ;
- les supports bilingues de sensibilisation et d'information ;
- les rapports d'activités et notes techniques de suivi ;
- le rapport d'étape intermédiaire de décembre 2025 ;
- le rapport de campagne digitale couvrant la période mars–mai 2026 ;
- les comptes rendus des activités de débat public ;
- ainsi que l'avis technique relatif à la gouvernance des plateformes numériques.

### **2. Transmission et capitalisation des acquis**

Les acquis issus de la mission sont destinés à être transmis au Comité ITIE et au Secrétariat permanent afin d'assurer leur intégration dans les mécanismes institutionnels de communication et de suivi.

Cette transmission concerne les outils développés, les contenus produits, les supports de diffusion ainsi que les enseignements tirés de la mise en œuvre des activités. Elle vise à garantir la continuité des actions engagées et à renforcer leur appropriation institutionnelle.

### **3. Appréciation de clôture**

La clôture de la mission intervient dans un contexte de renforcement des exigences de communication et d'accessibilité de l'information au sein du processus ITIE.

Elle marque l'aboutissement d'un cycle d'activités ayant permis de consolider les outils de communication, d'élargir le débat public et de renforcer la visibilité du Comité ITIE auprès des différentes parties prenantes.

Sous réserve des diligences administratives de consolidation finale, la mission est considérée comme achevée sur le plan opérationnel.

## **VIII. RECOMMANDATIONS**

Les recommandations sont regroupées par centres de responsabilité afin de faciliter leur mise en œuvre.

### **1. Comité ITIE / Secrétariat permanent**

- Prévoir, en fin d'exercice budgétaire, la mise à disposition d'une enveloppe budgétaire mobilisable pour les activités de communication, afin de permettre leur exécution dans des délais optimaux et de réduire les lenteurs liées aux procédures administratives de validation et de décaissement.

## **2. MINFI et administrations financières**

- Réduire les délais de traitement des dépenses à mobiliser pour les activités de communication.

## **3. Gouvernance digitale et ANTIC**

- Certifier les plateformes officielles du Comité ITIE.
- Identifier et faire retirer les pages non autorisées utilisant le nom ou le logo du Comité.
- Renforcer la sécurité et la maîtrise institutionnelle des outils numériques. Refondre le site internet du Comité ITIE et évoluer vers le .cm
- Poursuivre la vulgarisation des rapports ITIE auprès du grand public.

## **4. Communication et externalisation**

- Clarifier les rôles : communication, webmaster, administrateur de données.
- Limiter l'externalisation aux besoins techniques ponctuels.

## **5. Débat public et territorialisation**

- Institutionnaliser des cadres permanents multi-acteurs (administration, société civile, entreprises) dédiés à la communication.
- Renforcer les actions de dissémination dans les zones riveraines.

## **CONCLUSION GÉNÉRALE**

Le présent rapport rend compte de l'exécution de la mission confiée au Groupe de Travail chargé de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Communication ITIE ajustée, institué par décision du Ministre des Finances en août 2025.

Cette mission s'inscrivait dans le cadre du renforcement de la communication du Comité ITIE et de la préparation de l'état des lieux de l'évaluation à mi-parcours du Cameroun, conformément aux exigences de la Norme ITIE, notamment en matière de diffusion de l'information et de promotion du débat public.

Au terme de la période de mise en œuvre, il est établi que le mandat du Groupe a été globalement exécuté. Les activités réalisées ont permis de renforcer le dispositif de communication, de déployer une campagne digitale multicanale, de produire et diffuser des supports de vulgarisation des données ITIE, et d'animer des cadres de dialogue autour des enjeux de gouvernance des industries extractives.

Ces acquis ont contribué à améliorer la visibilité du processus ITIE, à renforcer l'appropriation des données par les parties prenantes et à élargir l'espace du débat public autour des questions de transparence et de redevabilité et surtout de la traçabilité de l'or.

La conférence-débat organisée à l'Université de Douala constitue, à cet égard, une activité de clôture majeure. Elle a permis de mobiliser un public académique important, de favoriser l'échange entre experts, étudiants et acteurs institutionnels, et de consolider l'ancrage universitaire du processus ITIE.

La mission s'achève ainsi sur une dynamique positive, marquée par la production de résultats tangibles et la consolidation d'outils durables de communication.

Toutefois, elle ouvre également des perspectives importantes pour la poursuite de la mise en œuvre du Plan d'actions 2026 et 2027, adossé à la Stratégie Nationale de Communication ITIE. Cette nouvelle phase devra accorder une attention particulière au renforcement de la sensibilisation dans les localités riveraines des zones d'exploitation extractive, afin de rapprocher davantage le processus ITIE des réalités territoriales.

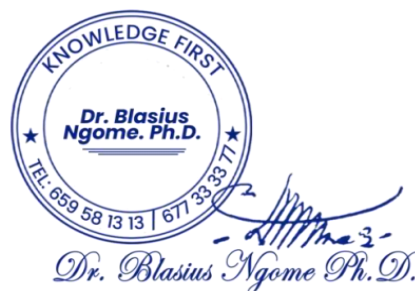
Enfin, il convient de rappeler que la communication ITIE ne se limite pas à une seule composante institutionnelle. Elle engage pleinement les trois collèges (administration publique, société civile et entreprises extractives) dont l'action coordonnée demeure essentielle au renforcement de la transparence et de la redevabilité dans le secteur extractif.

Dans cette perspective, les acquis du Groupe de Travail constituent un socle sur lequel pourra s'appuyer la poursuite de l'implémentation de la stratégie de communication sur l'étendue du territoire national.

**Fait à Yaoundé, le 20 Juin 2026**

**Le Président du Groupe de Travail**

Dr Blasius NGOME



The image shows a circular official stamp for Dr. Blasius Ngome Ph.D. The stamp contains the text "KNOWLEDGE FIRST" at the top, "Dr. Blasius Ngome. Ph.D." in the center, and "TEL: 659 58 13 13 | 677 33 33 77" at the bottom. To the right of the stamp is a handwritten signature in blue ink, and below it is the printed name "Dr. Blasius Ngome Ph.D." in a cursive font.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX – TRAVAIL – PATRIE  
-----  
MINISTERE DES FINANCES

-----  
COMITE ITIE  
-----

Secrétariat Permanent  
Tél/Fax : (237) 222 22 08 67  
E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)  
BP : Yaoundé

**CAMEROUN**  
Initiative pour  
la Transparence  
dans les Industries  
Extractives  
**EITI**  
Extractive  
Industries  
Transparency  
Initiative  
**CAMEROUN**

REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland  
-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
EITI COMMITTEE  
-----

---

N° \_\_\_\_\_/MINFI/ITIE/SP/GPA

**RAPPORT D'ACTIVITE DU GROUPE DE TRAVAIL MULTI-ACTEURS CHARGE DE LA  
MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE NATIONALE DE COMMUNICATION ITIE  
AJUSTEE DANS LE CADRE DU RENFORCEMENT DE LA PREPARATION EN COURS  
DE « L'ETAT DES LIEUX » (GPA)**

*(Version ajustée au 05 décembre 2025)*



## **I. INTRODUCTION**

Lors de sa séance ordinaire du 22 Juillet 2025 tenue à l'hôtel Mont Febe de Yaoundé présidée par Monsieur Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT), Vice-Président du Comité ITIE, Monsieur FUH Calistus Gentry, il a été résolu de mettre en place un Groupe Pluri-Acteurs (GPA). Ledit groupe de travail a pour mission la mise en œuvre de la stratégie Nationale de Communication ajustée dans le cadre du renforcement de la préparation en cours de l'état des lieux annoncée par le Secrétariat International de l'ITIE

Il s'en est suivi la signature d'une résolution par le MINMIDT et d'une Décision de monsieur le Ministre des Finances (MINFI), Président du Comité, Monsieur Louis Paul MOTAZE (*voir document ci-joint*).

Cette démarche est une réponse aux mesures correctives identifiés lors de la dernière validation du Cameroun ayant obtenu une note de 30/100 pour l'exigence 7.1 (Débat public) de la norme ITIE 2023 en raison d'un engagement insuffisant des parties prenantes en ce qui concerne la dissémination et l'utilisation des données des rapports ITIE avec pour objectif l'animation du débat public.

## II. COMPOSITION DE L'EQUIPE

### **PRESIDENT :**

Dr. Blasius NGOME Ph.D. en communication des Organisations, Représentant de l'Union des Journalistes du Cameroun (UJC) au sein du Comité ITIE [Collège de la Société Civile]

### **MEMBRES :**

- Mme Jessica LENGHA ABEGA, Membre du comité ITIE, Directeur Général Adjoint d'Addax Petroleum Cameroon [sous collège des hydrocarbures]
- Mme Irène MORIKANG, Membre du comité ITIE, Directeur de communication de la Commission Nationale Anti-Corruption (CONAC) [Collège de l'Administration]
- Monsieur Jules WACK MBALLA, Membre du comité ITIE, Directeur des Relations Publiques a COTCO [sous collège des hydrocarbures]
- Monsieur Eric FOU DA ETOGA, Membre du comité ITIE, Représentant du Centre pour l'Environnement et du Développement [collège de la Société Civile]

### **SECRETARIAT**

- Mme Corine AHOUE, Chargée de la Communication et de la Sensibilisation au Secrétariat Permanent du Comité ITIE
- Michel BISSOU, Cadre au Secrétariat Permanent du Comité ITIE

### **PERSONNES RESSOURCES INVITEES PAR LE PRESIDENT DU GPA:**

Mme Line Tchankoue (Addax Petroleum Cameroon)

Monsieur Samuel Diboma (Point Focal MINMIDT)

Monsieur Nkodo (Point Focal MINMIDT)

## III. LES TRAVAUX

Pour réaliser la mission à lui confié dans le cadre de la préparation de l'état des lieux et au regard de la contrainte de temps, le GPA extrait du Plan Stratégique Nationale de Communication ITIE trois activités principales notamment :

- 1) Conduire une campagne digitale ITIE sur quatre plates-formes numériques ;
- 2) Sensibilisation des populations ITIE sur les grands projets miniers au Cameroun (*en attente*). Les données clés du Rapport ITIE 2022 en français et en anglais ont été produits. Ceux du Rapport ITIE 2023 seront produits après la publication dudit Rapport ;
- 3) Renforcement des relations publiques via la constitution d'un groupe de journalistes capables d'utiliser les données des Rapports ITIE notamment ceux de 2018 à 2022 (**2 séances de formation terminées avec succès, publication d'une vingtaine de contenus - TV, Radio, article en ligne, presses écrites, un projet de dépliant en cours d'élaboration**). Deux autres sessions de formation sont également prévues dont l'une à l'endroit des journalistes après la publication du Rapport ITIE 2023, et l'autre à l'endroit des membres du Comité et des points focaux.

A la faveur des instructions du MINMIDT, Vice-président du Comité, portant :

- i. Intégration du Rapport ITIE 2023 dans la Stratégie de communication du GPA

- ii. Ajustement des supports de communication afférents pour y faire inclure les informations du Rapport ITIE 2023 ;
- iii. Glissement du calendrier des missions du GPA.

Le GPA a en effet :

- i. Réaffirmer la prise en compte du Rapport ITIE 2023 dans sa stratégie de communication.
- ii. Prévu ajustement les supports de communication afférents pour y faire inclure les informations du Rapport ITIE 2023 après sa publication ;
- iii. Poursuivre ses missions, en y intégrant notamment *les activités de communication autour de l'atelier de présentation du Rapport d'étude sur l'Intégration ITIE dans les systèmes de gouvernance* ; actant ainsi le glissement de calendrier de son mandat.

#### IV. REALISATIONS

Afin d'atteindre des résultats, le GPA a mis en place une approche de travail qui a permis d'obtenir les résultats ci-après :

**1-Création d'une plateforme WhatsApp a l'effet de faciliter l'interaction entre les membres du GPA**

**2-Création d'une plateforme WhatsApp communautaire afin de communiquer avec les membres du Comité et les points focaux ;**

**3- Tenue des séances de travail**

Des réunions de prise de contact, de séances d'orientation et approbation des contenus ont été tenues.

Nombre total des réunions de juillet au 05 décembre 2025 = **18**

**4. En vêtue des compétences dévolues au Président du GPA, les compétences des points focaux ci-après ont été mises à contribution :**

- Mme Line TCHANKOUE, point focal ADDAX
- M. Martial NKODO, point focal du MINMIDT
- M. Samuel DIBOMA, point focal du MINMIDT

**Relativement aux activités à mener, les résultats ci-après sont à relever :**

- i. Quatre plateformes numériques à savoir Facebook, X, LinkedIn, et TikTok ont été ouvertes au nom du Comité ITIE Cameroun.
- ii. Un premier projet de vidéo « *L'ITIE CE QUE C'EST* » d'une durée de 02 min 06 secondes a été produite et est en circulation dans les fora WhatsApp du Comité. À la suite de la validation du dossier par la hiérarchie, sa version finale est en cours d'élaboration ;
- iii. Le dossier de sensibilisation des populations ITIE sur les grands projets miniers au Cameroun a été élaboré et porté à l'attention de la hiérarchie du Comité
- iv. Une plaquette d'une page en anglais et en français des données clés du Rapport ITIE 2022 a été produite et sera publiée, autant que faire se peut, dans les différentes plateformes ;
- v. 02 ateliers de formation en ligne de journalistes dont la réussite est à saluer. Il convient de préciser que les approches genre et du bilinguisme ont été promus dans la sélection des participants ;
- vi. Une vingtaine de contenu journalistique a été publié par les médias en utilisant les données des rapports ITIE de 2018 à 2022. Lesdits contenus sont disponibles dans les deux langues officielles ;
- vii. Au sujet de l'ajout du Rapport ITIE 2023 dans la stratégie de communication du GPA, un ensemble d'activités dont les validations par la hiérarchie sont attendues ont été menées. Il s'agit de : *la rédaction des projets de Communiqués en français et en anglais sur l'atelier*

de publication du Rapport ITIE 2023, l'élaboration d'un dossier de presse pour l'atelier de publication du Rapport ITIE 2023 en français et en anglais, l'élaboration des projets de termes de référence pour l'organisation d'un débat de haut niveau sur la transparence des industries extractives. La contribution d'Experts en matière de gouvernance des industries extractives provenant des différents collèges du groupe multipartite sera sollicitée. Les thèmes proposés sont les suivants :

**Thème 1** : « Transparence des revenus extractifs et leur contribution au financement des projets miniers industriels : défis et opportunités dans le contexte de la non affectation au Cameroun ».

**Thème 2** : « Intégration des données ITIE et gouvernance des projets miniers industriels : quels enjeux pour le développement durable et la transition énergétique ».

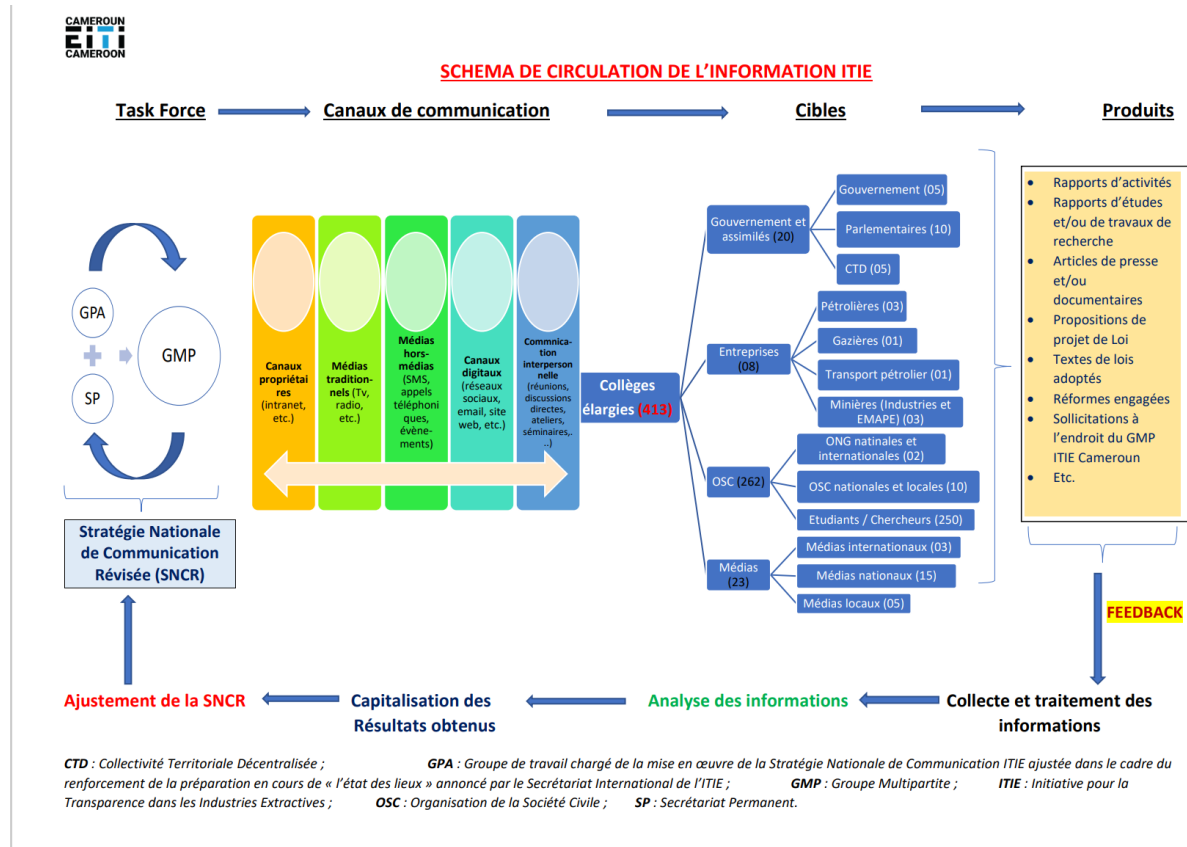
- viii. Relativement à l'atelier de publication de l'étude sur l'Intégration ITIE, des projets de Communiqués en français et en anglais sur l'atelier de publication ainsi qu'un projet de dossier de presse en français et en anglais ont été élaborés puis soumis à la validation de la hiérarchie.
- ix. La création d'un forum restreint de journalistes formés à l'utilisation des données ITIE. Ces journalistes ont été triés parmi ceux qui avaient été formés et qui ont fait montre d'une excellente capacité d'analyse et d'utilisation des données ITIE.
- x. Une demande de validation des éléments devant constituer la base de données ITIE en fichier Excel, partant des exercices 2001 à 2012, a été portée à l'attention de Madame le Secrétaire permanent pour suite de la procédure. Il faut rappeler qu'à la suite des évolutions de la Norme ITIE, l'administrateur indépendant produit les formulaires de données résumées qui font partie intégrante des éléments de la base de données ;

ACTIVITES	DATES DES RENCONTRES	OBJET DES RENCONTRES	OBSERVATION
Séances de travail du GPA	22 juillet 2025	Réunion de déblayage du chantier	<i>Voire recueil des résolutions du GPA en cours d'élaboration</i>
	1 Aout 2025	Prise de contact	
	12 Aout, 2025	Conception des dossiers	
	14 Aout, 2025		
	22 Aout 2025		
	5 Septembre 2025		
	9 Septembre 2025		
	12 Septembre 2025	Points sur le suivi des dossiers	
	17 Septembre 2025		
	18 Septembre 2025	Actions prévues issus du plan de communication	
	19 Septembre 2025		
	26 Septembre 2025		
	29 Septembre 2025		
	3 Octobre 2025	Réunions de coordination	
8 Octobre 2025			
10 Octobre 2025			

	17 Octobre 2025		
	1 <sup>er</sup> Décembre 2025		
<b>Nombre total des réunions de juillet au 17 octobre 2025 = 18</b>			

#### 4-Circuit de circulation de la communication

Le sens de l'efficacité aidant, le GPA a conçu un circuit de communication en s'inspirant du schéma habituel mais spécifique aux besoins de la cause.



Source : GPA

Le schéma traditionnel de communication prévoit de façon schématique l'émetteur, le récepteur encore appelé cible, les canaux et le feedback. Le GPA a jugé utile de concevoir au préalable le circuit de communication propre. L'objectif est d'atteindre le plus grand nombre de parties prenantes mais en même temps provoquer le débat public prescrit par le Secrétariat International de l'ITIE dans l'exigence 7.1 de la norme

#### 5- Traitement des dossiers soumis à l'appréciation et à la signature de la hiérarchie du comité

N°	DOSSIER	DATE DE PREPARATION	NOMBRE DE PAGES	OBSERVATION
1	Création d'un groupe WhatsApp dénommé COM'EITI	23 Juillet 2025	/	Faciliter la communication et interaction entre les membres du GPA
2	Projet de résolution + Projet de note explicative + Lettre de transmission adressé au	29 Juillet 2025	1	

	MINMIDT			
3	Projet de décision au MINFI	Juillet 2025	2	
4	Étude sur la Campagne de communication digitale sur une période de 30 jours relativement à la sensibilisation de la population camerounaise à la transparence dans les Industries Extractives  Termes de références de la campagne digitale	30 Juillet 2025	6  3	
5	Négociations avec les infographes sur la réalisation en images et textes en anglais et Français	/	/	
6	Création de 4 plateformes digitales à savoir Facebook, X, LinkedIn, et Tiktok pour une large diffusion de la campagne digitale et d'autres informations destinées à la communication globale et spécifique  Termes de références	23 Aout 2025	4	
7	Renforcement des relations publiques avec le groupe de journalistes capables d'utiliser les informations des rapports ITIE	27 Août 2025	02	
8	Lettre GPA au MINMIDT sollicitant l'inscription à l'ordre du jour le point sur les réalisations du GPA	1 Septembre 2025		C'est chose faite, malgré l'omission dans la mouture initiale
9	Termes de références sur la sensibilisation des populations dans les sites miniers  Lettre au MINIDT à ce sujet  Proposition d'un budget pour la sensibilisation sur 3 sites miniers dans la Région du Sud	2 Septembre 2025	3	
10	Notes  GPA au MINMIDT/MINFI	8 Septembre 2025	1	

	<p>pour une proposition d'Interview dans le cadre de la campagne digitale</p> <p>A la SP pour demander l'approbation de la base des données de l'ITIE de 2003 à 2022 et destinées à la formation des journalistes sur l'utilisation des données chiffrées de l'ITIE</p> <p>Notes GPA au MINMIDT sollicitant les services du Traducteur de son département ministériel pour traduction du contenu de la campagne digitale</p>		<p>1</p> <p>2</p>	<p>Elle nous a proposé d'exploiter les informations les plus récentes 2022</p> <p>Traduction faite par M. Jules WACK MBALLA et Mme Irène MORIKANG</p>
11	Note au MINFI a/s du Non-retour de l'accord MINFI aux projets de budgets des activités de communication relatives à la préparation de l'état des lieux dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de communication ITIE 2025	17 Septembre 2025	02	
12	Note au MINFI a/s du retard des activités du GPA et impact sur l'exigence 7.1	19 Septembre 2025	02	
13	Projet de Campagne Digitale ITIE – Sensibilisation à la transparence dans les Industries Extractives – Transmission au MINMIDT	06 Octobre 2025	02	
14	Validation du projet de budget pour encourager les journalistes à utiliser les données des Rapports ITIE	30 Octobre 2025	02	Accord du MINFI obtenu
15	Renforcement des relations publiques avec les journalistes	03 Novembre 2025	01	Courrier adressée à Madame le Secrétaire Permanent
16	Note à Monsieur le Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique, en réponse à ses instructions relatives à la correspondance de	1 <sup>er</sup> Novembre 2025	01	

	Mme le SP			
17	Mise à jour du site internet officiel du Comité avant l'évaluation à mi-parcours	13 novembre 2025	01	Courrier adressée à Madame le Secrétaire Permanent

### 6-Création d'un groupe de journalistes spécialisés à former pour l'utilisation des données des rapports ITIE

No	Dossier	DATE DE PREPARATION	NOMBRE DE PAGES	OBSERVATION
1	Termes de références Élaboration d'une liste consolidée de 31 journalistes tenant compte du caractère bilingue du Cameroun, genre, répartition géographique, différents médias ( <i>télévision, radio, presse écrite, presse digitale, ...</i> )	22 Aout 2025	2	
2	Programme de renforcement des capacités en ligne des journalistes spécialisés dans l'analyse des données ITIE	3 Septembre 2025	2	
3	Formation en ligne des journalistes spécialisés dans l'utilisation des données ITIE  Préparation du dossier du participant en Anglais et Français  Préparation Nombre de participants total pour les 2 sessions : <b>31</b>  Contenus publiés par les journalistes : 18  Médias :  Presse écrite, en ligne, radio, TV (disponible sur la plateforme COM'EITI.		8	2 séances (30 septembre et 9 Octobre 2025)
4	Lettre GPA au MINFI s/c MINIDT décrivant le retard de 15 jours enregistré par la SP pour la notification du GPA concernant le budget destiné à la formation des Journalistes		1	

## 7- Préparation de la communication à l'échelle locale au travers de la descente à Grand Zambie

No	Dossier	DATE DE PREPARATION	NOMBRE DE PAGES	OBSERVATION
1	Note au MINMIDT a/s de la Demande d'intégration d'un passage dédié à l'ITIE dans le discours du Premier Ministre lors de l'inauguration de la Mie de Grand Zambie	12 Septembre 2025	02	
2	Transmission de 3 fiches d'information pour l'implémentation du budget de trois activités phares notamment : sensibilisation des populations dans un site minier lors de l'inauguration par le premier ministre du projet minier de grand Zambie à Kribi, campagne digitale, formation des journalistes	09 Septembre 2025		
3	Élaboration des données clés du rapport ITIE Élaboration d'une plaquette bilingue y relative en quadrichromie à la demande de la SP	12 Septembre 2025	5	

## **RESOLUTION ET DECISION MINISTERIELS**

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX – TRAVAIL – PATRIE  
MINISTERE DES FINANCES

CAMEROUN

REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland  
MINISTRY OF FINANCE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX – TRAVAIL – PATRIE  
MINISTERE DES FINANCES

CAMEROUN  
EITI  
CAMEROUN

REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland  
MINISTRY OF FINANCE  
EITI COMMITTEE

Secrétariat Permanent  
Tél/Fax : (237) 222 22 08 67  
E-mail : secretariatitiecme@gmail.com  
BP : Yaoundé

005594 / MINFI/ITIE/GPA

Yaoundé, 08 AOUT 2025

Monsieur le Ministre des Mines, de l'Industrie  
et du Développement Technologique a.i  
Vice-président du Comité ITIE

À/to  
Monsieur le Ministre des Finances,  
Président du Comité ITIE  
Yaoundé

Objet : Projet de décision relative à la création du Groupe de Travail chargé de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Communication ITIE ajustée dans le cadre du renforcement de la préparation en cours de « l'état des lieux » annoncé par le Secrétariat International de l'ITIE- Pour SIGNATURE MINFI

Dans le but de permettre l'implémentation effective de la Stratégie de Communication ITIE Actualisée adoptée le 22 juillet 2025 (voir annexe 1), le Comité a décidé de créer un Groupe de Travail chargé de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Communication ITIE ajustée dans le cadre du renforcement de la préparation en cours de « l'état des lieux » annoncé par le Secrétariat International de l'ITIE, en abrégé "GPA".

J'ai l'honneur de vous proposer la mise en place de ce groupe de travail qui vise à répondre efficacement à l'Exigence 7.1 de la Norme ITIE 2023 en renforçant l'implication active de toutes les parties prenantes au processus ITIE à toutes les étapes de la communication (élaboration, suivi, évaluation). Il s'agit d'une approche inclusive pour la communication ITIE, permettant d'implémenter les attentes de la Norme ITIE 2023.

Cette proposition de groupe est un début de réponse aux mesures correctives identifiées lors de la dernière validation du Cameroun, où le pays a obtenu une note de 30/100 pour l'exigence 7.1, en raison d'un engagement insuffisant des parties prenantes à la dissémination et à l'utilisation des données ITIE. Pour des besoins opérationnels et en raison notamment de la qualité des membres du Comité constituant le groupe, le « GPA » sera placé sous ma supervision directe. Il est important de noter que la préparation de l'état des lieux en question est en cours depuis plusieurs mois, ce groupe de travail vient simplement accentuer le volet « COMMUNICATION ».

Aussi, je sous suggère de bien vouloir signer le projet de Décision de création, adossé à ladite résolution, comme le prévoit l'article 6 du décret ITIE du 31 janvier 2024 (voir annexe 2).

P.i. Ann.  
Copie :

Monsieur le Ministre des Mines, de  
l'Industrie et du Développement  
Technologique a.i  
Vice-président du Comité ITIE



Pr. FUH CALISTUS Gentry

N° \_\_\_\_\_ /MINFI/MINMIDT/ITIE

Yaoundé,

13 AOÛT 2025

00000992  
DÉCISION N° \_\_\_\_\_ /MINFI/ITIE/2025

Relative à la création d'un Groupe de Travail chargé de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Communication ITIE ajustée dans le cadre du renforcement de la préparation en cours de « l'état des lieux » annoncé par le Secrétariat International de l'ITIE

**LE MINISTRE DES FINANCES,**  
*PRESIDENT DU COMITE ITIE*

- Vu la Constitution ;  
Vu le décret n°2011/408 du 9 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété par le décret n°2018/190 du 02 mars 2018 ;  
Vu le décret n°2024/00165/PM du 31 janvier 2024 portant réorganisation et fonctionnement du Comité de suivi de la mise en œuvre de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) ;  
Vu la décision n°0000887/MINFI/du 23 septembre 2024 portant constatation de la composition du Comité de suivi de la mise en œuvre de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives ;  
Vu la résolution de la double session du Comité ITIE des 22 et 23 juillet 2025.

**DÉCIDE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>:** La présente décision porte création d'un Groupe de Travail chargé de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Communication ITIE ajustée dans le cadre du renforcement de la préparation en cours de « l'état des lieux » annoncé par le Secrétariat International de l'ITIE, dénommé "GPA".

**ARTICLE 2:** Le Groupe de travail visé à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, est placé sous la supervision directe du Ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique, Vice-président du Comité ITIE. Il est chargé notamment de :

- identifier les activités de dissémination et de débat public contenues dans le Plan de communication annuel, et veiller à leur mise en œuvre pour répondre aux mesures correctives et préparer l'évaluation ciblée ;
- préparer les termes de référence, le budget et le rapport d'activités des actions de communication entreprises en vue de leur publication en ligne;
- apprécier les actions pouvant permettre la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Communication Actualisée ;
- veiller, dans le cadre du rapport annuel d'avancement, à l'évaluation des progrès de la mise en œuvre des activités de communication.

**ARTICLE 3:** Le Groupe de travail est composé comme suit :

**PRÉSIDENT :** Dr Blasius NGOME, PhD en communication des organisations, Représentant de l'Union des Journalistes du Cameroun [Collège de la Société civile]

**MEMBRES :**

- Mme Jessica LENGHA ABEGA, Membre du Comité ITIE, Directeur Général Adjoint d'ADDAX [sous collège du secteur des hydrocarbures]
- Mme Irène MORIKANG, Membre du Comité ITIE, Directeur de la Communication à la Commission Nationale Anti-Corruption [collège de l'administration]
- M. Jules Wack MBALLA, Membre du Comité ITIE, Directeur des relations publiques à COTCO [sous collège du secteur des hydrocarbures]
- M. Eric FOUDA ETOGA, Membre du Comité, Représentant du Centre pour l'Environnement et le Développement [Collège de la société civile],

**SECRETARIAT:**

- Mme Corinne AHOUE, chargée de la communication et de la sensibilisation au Secrétariat Permanent du Comité ITIE.
- M. Michel BISSOU, Cadre au sein du Secrétariat Permanent du Comité ITIE.

**ARTICLE 4 :** Le Groupe de travail se réunit à l'invitation de son Président, en présentiel ou en ligne. Le Président veille à la discipline au sein du groupe.

**ARTICLE 5 :** Dès sa mise en place, le Groupe de travail définit, sur la base du Plan de communication annuel contenu dans la Stratégie Nationale de Communication, les activités de communication à mener. Il rédige les termes de référence, prépare le projet de budget et rédige les rapports de tenue d'activités. Il participe également à la rédaction du rapport annuel d'avancement.

**ARTICLE 6 :** Le Président du Groupe de travail peut inviter toute personne, en raison de son expertise, à prendre part aux travaux du groupe.

**ARTICLE 7:** Le mandat du Groupe de travail prend fin dès la présentation du volet sensibilisation/communication dans le cadre du rapport annuel d'avancement. Ce mandat est renouvelable, sauf avis contraire et motivé du Comité ITIE en session.

**ARTICLE 8 :** La présente Décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

Fait à Yaoundé, le **19 3 AOUT 2025**

**LE MINISTRE DES FINANCES**  
*Président du Comité ITIE*

**Copies :**

- MINMIDT
- Membres du Comité ITIE
- Intéressés
- Chrono/Archives



**Louis Paul MOTAZE**

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX – TRAVAIL - PATRIE

-----  
MINISTERE DES FINANCES

-----  
COMITE ITIE

-----  
Secrétariat Permanent

Tel/Fax: (237) 222 22 08 67

Email: [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)

P.O. Box: Yaoundé

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
EITI COMMITTEE



---

No. \_\_\_\_\_/MINFI/ITIE/SP/GPA Yaoundé,

## TERMS OF REFERENCE

### EITI DIGITAL CAMPAIGN - RAISING AWARENESS OF TRANSPARENCY IN THE EXTRACTIVE INDUSTRIES

As part of the implementation of the communication plan based on the Updated National Communication Strategy adopted on July 22, 2025, this digital campaign proposal has been developed. It aims to raise awareness among the Cameroonian population about the EITI (Extractive Industries Transparency Initiative) and to promote transparency in the exploitation of extractive resources. The campaign will run **throughout September 2025**, with daily posts on four social media platforms (Facebook, X, LinkedIn, Tiktok), using an engaging tone and a variety of formats to maintain public interest and encourage interaction.

#### 1. Campaign Objectives

1. Raise awareness and educate citizens about the EITI (Extractive Industries Transparency Initiative).
2. Highlight data from the EITI 2022 report.
3. Emphasize the importance of the EITI for transparency and good governance.
4. Invite presidential candidates to clarify their commitments regarding transparency in the management of oil, gas, and mining resources, recalling that Cameroon's membership in the EITI is an achievement of the Renewal under the leadership of H.E. Paul Biya, President of the Republic.
5. Demonstrate the concrete impact of the EITI on reforms, public policies, energy transition, and resource mobilization.

## 2. Campaign Plan

### WEEK 1 - INTRODUCTION TO THE EITI AND THE CHALLENGES OF TRANSPARENCY

Objective: Inform and educate citizens about the EITI and how it works.

#### Day 1 - 3 (Campaign launch)

Post 1 (Carousel): "What is the EITI? Let's learn about the Extractive Industries Transparency Initiative together."

- Simple definition of EITI.
- Key objectives of the initiative (transparency, anti-corruption, effective management of natural resources).
- Use infographics and figures to make the information visual and engaging.

#### Day 4 - 6

Post 2 (Explanatory video): "Why transparency in the extractive industries is crucial for economic and social development."

- Interview with an EITI expert (or government representative).
- Highlighting the principles of transparency and governance.
- Invitation to follow the series for more information.

#### Day 7

Post 3 (Infographic): "The 5 leading EITI countries: What can we learn from them?"

- Comparison of the impact of the EITI in several countries.
- Key figures, progress made.

### WEEK 2 - VALUING THE INFORMATION IN THE 2022 AND 2023 EITI REPORTS

Objective: Highlight the results of the EITI 2022 and 2023 reports. How do they influence resource management?

#### Day 8–10

Post 4 (Interactive infographic): "What have we learned from the EITI reports for 2022 and 2023?"

- Summary of the report's main findings (revenue transparency, public spending, etc.).
- Use of a graph to detail the distribution of resources from extractive industries.

### Day 11-13

Post 5 (Video testimony): "Civil society actors discuss the EITI 2022 and 2023 reports"

- Testimonials from citizens, NGOs, and government officials on the importance of EITI reports.
- Presentation of a concrete case of impact on a local community or on public debate.

### Day 14

Post 6 (Carousel): "Key figures from the 2022 and 2023 EITI reports: What do they reveal about the management of extractive resources in Cameroon?"

- Graphs and statistics highlighting key points from the report (oil revenues, investments, etc.).

## WEEK 3 - THE IMPORTANCE OF THE EITI FOR CITIZENS

Objective: To raise citizens' awareness of the direct impact of the EITI on their daily lives.

### Day 15-17

Post 7 (Interactive carousel): "How can the EITI improve citizens' lives?"

- Explanation by an expert or public figure of how transparency in resource exploitation can improve the management of public funds (infrastructure, public services, etc.).

### Day 18-20

Post 8 (Video): "The EITI in the fight against corruption: How are citizens protected?"

- Analysis of the impact of the EITI in reducing corruption and mismanagement.
- Testimonials from experts/public figures/private companies or citizens on visible changes.

### Day 21

Post 9 (Infographic): "What the EITI means for every citizen."

- Details on the benefits of transparency for society (better allocation of resources, greater trust in institutions, etc.).

## WEEK 4 - THE IMPACT OF THE EITI ON REFORMS, PUBLIC POLICIES, AND THE ENERGY TRANSITION

Objective: To show the tangible impact of the EITI in crucial areas such as reforms, energy transition, and resource management, either since 2005 or over the last 10 years.

### Day 22 - 24

Post 10 (Carousel): "The impact of the EITI on economic reforms and governance."

- Presentation of reforms initiated thanks to the EITI in Cameroon or other EITI countries.
- Examples of public policies modified thanks to EITI reports and recommendations.

## Day 25–26

Post 11 (Carousel): "Invite presidential candidates to specify their commitments regarding transparency in the management of oil, gas, and mining resources."

- **Reminder** that Cameroon's accession to the EITI is an achievement of the Renewal under the leadership of H.E. Paul Biya, President of the Republic, and that since then, the long-standing taboo on knowledge of oil revenues, in particular, has been lifted.
- **Example of policy change:** Thanks to EITI reports, Cameroon has been able to increase the transparency of revenues from extractive resources that go into the state budget. For example, the revision of tax laws and the creation of mechanisms to monitor the distribution of revenues in local communities have been influenced by EITI recommendations.
- **Call to action:** "What are the presidential candidates proposing to ensure more transparent management of natural resources?"

## Day 27

Post 12 (Video): "The EITI and the energy transition: From transparency to sustainable energy policies."

- Explanation of the impact of transparency on the energy transition (concrete examples of policies and projects).
- Interviews with renewable energy experts and policy makers.

## Day 28-30 (End of campaign)

Post 13 (Summary video): "The EITI: A tool that can help Cameroon achieve emergence."

- Summary of the main ideas developed during the campaign.
- Call to action for citizen engagement (e.g., supporting transparency policies, participating in public forums, etc.).

Post 13 (Carousel): "What we learned about the EITI: A look back at 30 days of campaigning."

- A visual and engaging summary of the main points covered during the campaign, accompanied by a call to action (e.g., follow the EITI's next actions, consult the 2022 reports,

## 3. ESTIMATE OF THE POTENTIAL AUDIENCE THAT COULD BE REACHED BY THE EITI COMMITTEE'S DIGITAL CAMPAIGN ON THE FOUR PLATFORMS OVER 30 DAYS

To estimate how many people this campaign could reach on **Facebook**, **X (formerly Twitter)**, **LinkedIn**, and **TikTok**, several factors must be taken into account, such as the target demographic, the reach of the ads, and the budget allocated for each platform.

#### **a)-Facebook:**

- **Sponsorship budget:** 80,000 CFA francs (Facebook advertising over 4 weeks)
- **Estimated reach per \$20,000** (per week):
  - In general, a budget of 20,000 CFA francs per week allows you to reach approximately **5,000 to 10,000 people per week**, depending on the audience targeting (interests, location, etc.).
  - **Estimate over 4 weeks: 20,000 to 40,000 people.**

#### **b) - X (formerly Twitter):**

- **Allocated budget:** 60,000 CFA francs (advertising on X over 4 weeks)
- **Estimated reach per 15,000 CFA francs** (per week):
  - A budget of 15,000 CFA francs per week can reach approximately **4,000 to 8,000 people per week**.
  - **Estimate over 4 weeks: 16,000 to 32,000 people.**

#### **c)- LinkedIn:**

- **Allocated budget:** 60,000 CFA francs (LinkedIn advertising over 4 weeks)
- **Estimated reach per 15,000 CFA francs** (per week):
  - On LinkedIn, with B2B targeting, 15,000 CFA francs per week can reach approximately **2,000 to 5,000 people per week**.
  - **Estimated over 4 weeks: 8,000 to 20,000 people.**

#### **d)- TikTok:**

- **Allocated budget:** 80,000 CFA francs (TikTok advertising over 4 weeks)
- **Estimated reach per \$20,000** (per week):
  - A budget of 20,000 CFA francs per week can reach approximately **10,000 to 20,000 people per week** on TikTok, due to the platform's viral nature and distribution algorithm.
  - **Estimate over 4 weeks: 40,000 to 80,000 people.**

**Total estimate (over 30 days):**

<b>Platform</b>	<b>Estimated reach</b>
<b>Facebook</b>	20,000 to 40,000 people
<b>X (Twitter)</b>	16,000 to 32,000 people
<b>LinkedIn</b>	8,000 to 20,000 people
<b>TikTok</b>	40,000 to 80,000 people

**Estimated total: Between 84,000 and 172,000 people.**

These figures are estimates based on effective targeting and a well-distributed advertising budget. Actual results may vary depending on user engagement, ad performance, and click-through rates.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX – TRAVAIL – PATRIE

-----  
MINISTERE DES FINANCES

-----  
COMITE ITIE

-----  
Secrétariat Permanent

Tél/Fax : (237) 222 22 08 67

E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)

BP : Yaoundé

REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
EITI COMMITTEE

N° \_\_\_\_\_/MINFI/ITIE/SP/GPA

Yaoundé,

NOTE

À/to

**Monsieur le Président du Groupe de Travail  
pluri-acteurs dédié au suivi de la mise en  
œuvre de la Stratégie Nationale de  
Communication ITIE actualisée**

Yaoundé

**Réf. :**

**Objet : Campagne Digitale ITIE - Sensibilisation à la Transparence dans les Industries  
Extractives**

Dans le cadre du plan de communication adossé à la SNCA adopté le 22 juillet 2025, nous avons l'honneur de soumettre à votre appréciation cette proposition de campagne digitale. Celle-ci vise à sensibiliser la population camerounaise sur l'ITIE (Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives) et à promouvoir la transparence dans l'exploitation des ressources extractives. La campagne se déroulera du **20 août au 20 septembre 2025**, avec des publications quotidiennes sur quatre plateformes sociales (Facebook, X, LinkedIn, Tiktok), en utilisant un ton engageant et des formats variés pour maintenir l'intérêt du public et encourager l'interaction.

### **Objectifs de la Campagne**

1. Sensibiliser et éduquer les citoyens sur l'ITIE (Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives).
2. Mettre en avant les données du rapport ITIE 2022.
3. Souligner l'importance de l'ITIE pour la transparence et la bonne gouvernance.
4. Discuter de ce que disent les candidats à l'élection présidentielle sur ce qu'ils vont faire pour la transparence dans les industries extractives.
5. Montrer l'impact concret de l'ITIE sur les réformes, les politiques publiques, la transition énergétique et la mobilisation des ressources.

## 1. Plan de Campagne

### Semaine 1 - Introduction à l'ITIE et aux enjeux de la transparence

Objectif : Informer et éduquer les citoyens sur l'ITIE et son fonctionnement.

#### Jour 1 - 3 (Lancement de la campagne)

Post 1 (Carrousel) : "Qu'est-ce que l'ITIE ? Découvrons ensemble l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives."

- Définition simple de l'ITIE.
- Objectifs clés de l'initiative (transparence, lutte contre la corruption, gestion efficace des ressources naturelles).
- Utilisation d'infographies et de chiffres pour rendre l'information visuelle et engageante.

#### Jour 4 - 6

Post 2 (Vidéo explicative) : "Pourquoi la transparence dans les secteurs extractifs est cruciale pour le développement économique et social."

- Interview avec un expert de l'ITIE (ou un représentant gouvernemental).
- Mise en avant des principes de transparence et de la gouvernance.
- Invitation à suivre la série pour plus d'informations.

#### Jour 7

Post 3 (Infographie) : "Les 5 pays leaders dans l'ITIE : Qu'avons-nous à apprendre d'eux ?"

- Comparaison de l'impact de l'ITIE dans plusieurs pays.
- Chiffres clés, progrès réalisés.

### Semaine 2 - Valorisation des informations des rapports ITIE 2022

Objectif : Mettre en lumière les résultats des rapports ITIE 2022 et comment ils influencent la gestion des ressources.

#### Jour 8 - 10

Post 4 (Infographie interactive) : "Qu'avons-nous appris du rapport ITIE 2022 ?"

- Résumé des principales conclusions du rapport (transparence des revenus, dépenses publiques, etc.).
- Utilisation d'un graphique pour détailler la répartition des ressources issues des industries extractives.

#### Jour 11 - 13

Post 5 (Vidéo témoignage) : "Les acteurs de la société civile parlent des rapports ITIE 2022"

- Témoignages de citoyens, d'ONG et de responsables gouvernementaux sur l'importance des rapports ITIE.
- Présentation d'un cas concret d'impact sur une communauté locale ou sur le débat public.

#### Jour 14

Post 6 (Carrousel) : "Les chiffres clés du rapport ITIE 2022 : Que montrent-ils sur la gestion des ressources extractives au Cameroun ?"

- Graphiques et statistiques mettant en avant des points clés du rapport (revenus pétroliers, investissements, etc.).

### Semaine 3 - L'importance de l'ITIE pour le citoyen

Objectif : Sensibiliser les citoyens à l'impact direct de l'ITIE dans leur vie quotidienne.

## Jour 15 - 17

Post 7 (Carrousel interactif) : "Comment l'ITIE peut améliorer la vie des citoyens ?"

- Explication d'un expert ou d'une personnalité publique de la manière dont la transparence dans l'exploitation des ressources peut améliorer la gestion des fonds publics (infrastructures, services publics, etc.).

## Jour 18 - 20

Post 8 (Vidéo) : "L'ITIE au service de la lutte contre la corruption : Comment les citoyens sont-ils protégés ?"

- Analyse de l'impact de l'ITIE dans la réduction de la corruption et de la mauvaise gestion.
- Témoignages des experts/personnalités publiques/entreprises privées ou des citoyens sur les changements visibles.

## Jour 21

Post 9 (Infographie) : "Ce que l'ITIE signifie pour chaque citoyen."

- Détails sur les bénéfices de la transparence pour la société (meilleure allocation des ressources, plus grande confiance dans les institutions, etc.).

## Semaine 4 - L'impact de l'ITIE sur les réformes, les politiques publiques et la transition énergétique

Objectif : Montrer l'impact tangible de l'ITIE dans des domaines cruciaux comme les réformes, la transition énergétique et la gestion des ressources soit depuis 2005, soit sur les 10 dernières années.

## Jour 22 - 24

Post 10 (Carrousel) : "L'impact de l'ITIE sur les réformes économiques et la gouvernance."

- Présentation de réformes initiées grâce à l'ITIE au Cameroun ou alors dans d'autres pays de mise en oeuvre.
- Exemple de politiques publiques modifiées grâce aux rapports et recommandations de l'ITIE.

## Jour 25 – 26

Post 11 (Carrousel) : "Inviter les candidats à l'élection présidentielle à préciser leurs engagements concernant la transparence dans la gestion des ressources pétrolières, gazières et minières."

- **Rappel** que l'adhésion du Cameroun à l'ITIE est un acquis du Renouveau sous le leadership du S.E.M Paul Biya, Président de la République, et que depuis lors, le tabou ancien sur la connaissance des revenus du pétrole, notamment, a été levé.
- Exemple de politique modifiée : Grâce aux rapports ITIE, le Cameroun a pu renforcer la transparence des revenus tirés des ressources extractives qui rentrent dans le budget de l'Etat. Par exemple, la révision des lois fiscales et la création de mécanismes de suivi de la répartition des revenus dans les collectivités locales ont été influencées par les recommandations de l'ITIE.
- Appel à l'action : "Que vous proposent les candidats à l'élection présidentielle pour garantir une gestion plus transparente des ressources naturelles ? Nous attendons des réponses concrètes pour un avenir plus responsable et durable."

## Jour 27

Post 12 (Vidéo) : "L'ITIE et la transition énergétique : De la transparence à des politiques énergétiques durables."

- Explication de l'impact de la transparence sur la transition énergétique (exemples concrets de politiques et projets).
- Interviews avec des experts en énergie renouvelable et responsables politiques.

### Jour 28 - 30 (Clôture de la campagne)

Post 13 (Vidéo récapitulative) : "L'ITIE : Un outil qui peut aider à atteindre l'Emergence du Cameroun."

- Récapitulatif des grandes idées développées au cours de la campagne.
- Appel à l'action pour un engagement citoyen (exemple : soutenir les politiques de transparence, participer à des forums publics, etc.).

Post 13 (Carrousel) : "Ce que nous avons appris sur l'ITIE : Un retour sur 30 jours de campagne."

- Un récapitulatif visuel et engageant des principaux points abordés pendant la campagne, accompagné d'un appel à l'action (exemple : suivre les prochaines actions de l'ITIE, consulter les rapports 2022, etc.).

### 3. ESTIMATION DE L'AUDIENCE POTENTIELLE QUE POURRAIT PERMETTRE DE TOUCHER LA CAMPAGNE DIGITALE DU COMITE ITIE SUR LES QUATRE PLATEFORMES PENDANT 30 JOURS

Pour estimer combien de personnes cette campagne pourrait toucher sur **Facebook, X (anciennement Twitter), LinkedIn**, et **TikTok**, plusieurs facteurs doivent être pris en compte, tels que la cible démographique, la portée des publicités, et le budget alloué pour chaque plateforme.

#### a)-Facebook :

- **Budget alloué** : 80 000 FCFA (publicité Facebook sur 4 semaines)
- **Portée estimée par 20 000 FCFA** (par semaine) :
  - En général, un budget de 20 000 FCFA par semaine permet de toucher environ **5 000 à 10 000 personnes par semaine**, selon le ciblage de l'audience (intérêts, localisation, etc.).
  - **Estimation sur 4 semaines** : **20 000 à 40 000 personnes**.

#### b) - X (anciennement Twitter) :

- **Budget alloué** : 60 000 FCFA (publicité sur X sur 4 semaines)
- **Portée estimée par 15 000 FCFA** (par semaine) :
  - Un budget de 15 000 FCFA par semaine peut permettre de toucher environ **4 000 à 8 000 personnes par semaine**.
  - **Estimation sur 4 semaines** : **16 000 à 32 000 personnes**.

#### c)- LinkedIn :

- **Budget alloué** : 60 000 FCFA (publicité LinkedIn sur 4 semaines)
- **Portée estimée par 15 000 FCFA** (par semaine) :
  - Sur LinkedIn, avec un ciblage B2B, 15 000 FCFA par semaine permet de toucher environ **2 000 à 5 000 personnes par semaine**.
  - **Estimation sur 4 semaines** : **8 000 à 20 000 personnes**.

#### d)- TikTok :

- **Budget alloué** : 80 000 FCFA (publicité TikTok sur 4 semaines)
- **Portée estimée par 20 000 FCFA** (par semaine) :
  - Un budget de 20 000 FCFA par semaine peut toucher environ **10 000 à 20 000 personnes par semaine** sur TikTok, en raison de la plateforme plus virale et de l'algorithme de diffusion.
  - **Estimation sur 4 semaines** : **40 000 à 80 000 personnes**.

**Estimation Totale (sur 30 jours) :**

**Plateforme Estimation de la portée**

**Facebook** 20 000 à 40 000 personnes

**X (Twitter)** 16 000 à 32 000 personnes

**LinkedIn** 8 000 à 20 000 personnes

**TikTok** 40 000 à 80 000 personnes

**Total estimé : Entre 84 000 et 172 000 personnes.**

Ces chiffres sont des estimations basées sur un ciblage efficace et un budget de publicité bien réparti. Les résultats réels peuvent varier en fonction de l'engagement des utilisateurs, des performances des annonces, et du taux de clics.

*Nous restons attentives à vos Instructions.*

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX – TRAVAIL – PATRIE

-----  
MINISTERE DES FINANCES

-----  
COMITE ITIE

-----  
Secrétariat Permanent

Tél/Fax : (237) 222 22 08 67

E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)

BP : Yaoundé



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
EITI COMMITTEE

---

N° \_\_\_\_\_/MINFI/ITIE/SP/GPA

Yaoundé,

**NOTE**

À/to

**Monsieur le Ministre des Mines, de l'Industrie  
et du Développement Technologique**

*Vice-Président du Comité ITIE*

Yaoundé

**Réf. :**

**Objet\_:** **Projet de Campagne Digitale ITIE - Sensibilisation à la Transparence dans les Industries Extractives-Transmission au MINMIDT**

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Communication 2025 de la Stratégie Nationale de Communication, et en vue de préparer l'état des lieux qui sera effectué en septembre par le Secrétariat International de l'ITIE, nous avons l'honneur de vous soumettre le projet de campagne digitale ITIE. Celle-ci se déroulera sur quatre plateformes : Facebook, X, TikTok et LinkedIn.

Les principaux objectifs de cette campagne, détaillés dans **l'Annexe 1** (Termes de Référence), sont les suivants :

- Sensibiliser les citoyens à l'ITIE (Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives).
- Mettre en avant les rapports ITIE 2022 et 2023.
- Promouvoir l'importance de l'ITIE pour la transparence et la bonne gouvernance.
- Inviter les candidats à l'élection présidentielle à préciser leurs engagements sur la gestion transparente des ressources pétrolières, gazières et minières.
- Souligner l'impact concret de l'ITIE sur les réformes, les politiques publiques, la transition énergétique et la mobilisation des ressources.

Il convient de souligner que cette campagne sera la première menée par le Comité ITIE sur les réseaux sociaux, plateformes offrant plusieurs avantages :

- Un ciblage précis des audiences à moindre coût par rapport aux médias traditionnels.
- Une interaction en temps réel permettant d'ajuster les messages et de renforcer la relation avec les citoyens.
- Une grande flexibilité pour adapter la stratégie en fonction des résultats obtenus.


Le budget prévisionnel détaillé dans l'Annexe 2 (Projet de budget) se présente comme suit:

Rubriques	Coût total (FCFA)	Responsable
Frais généraux	314 500	GPA
Frais publicitaires	200 000	GPA
Frais de création de contenus	350 000	GPA
Frais des professionnels (infographes, Community managers, monteurs, cameramen)	120 000	GPA
Imprévus	120 000	GPA
<b>Total</b>	<b>1 454 500</b>	

A la lecture des Termes de référence de la campagne, nous vous rappelons que lors des semaines 3 « L'importance de l'ITIE pour le citoyen » et 4 « L'impact de l'ITIE sur les réformes, les politiques publiques et la transition énergétique », une interview est prévue avec une équipe de production. **Nous vous prions de bien vouloir nous faire savoir la date qui vous conviendrait afin que nous puissions vous transmettre les éléments de contenu nécessaires.**

Dans cette perspective, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir signer les notes de transmission en vue de solliciter l'accord du MINFI pour le financement de cette campagne.

*Nous restons attentifs à vos instructions*



Dr. Blasius Ngome Ph.D.

Dr. Blasius Ngome Ph.D.

**LE PRESIDENT DU GPA**

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX – TRAVAIL – PATRIE  
-----  
MINISTERE DES FINANCES  
-----  
COMITE ITIE  
-----



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland  
-----  
MINISTRY OF FINANCE  
-----  
EITI COMMITTEE  
-----

Secrétariat Permanent  
Tél/Fax : (237) 222 22 08 67  
E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)  
BP : Yaoundé

N° \_\_\_\_\_ /MINFI/ITIE/SP/GPA

Yaoundé,

## PROJET DE BUDGET

*Validation par le MINFI des dépenses liées à l'organisation d'une campagne digitale ITIE sur quatre plateformes (facebook, tiktok, X, LinkedIn)*

Nous avons l'honneur de solliciter votre Haut Accord, sur le projet de budget ci-joint qui s'élève à **1 454 500 (un million trois cent quatre mille cinq cent) FCFA** et pourrait atteindre de **84 000 personnes** à plus de **180 000 personnes**.

Cette estimation couvre tous les frais liés à la publicité, à la création de contenu, aux forfaits des professionnels, et aux frais généraux comme les achats de matériel et services nécessaires pour le bon déroulement de la campagne.



*Dr. Blasius Ngome Ph.D.*

**LE PRESIDENT DU GPA**

### PROJET DE BUDGET

Rubriques	Désignation	Quantité	Coût unitaire (FCFA)	Coût total (FCFA)	Responsable
Frais généraux	Puce MTN ET ORANGE	2	1000	2000	GPA
	NIU COMITE ITIE	1	0	0	SP
	Carte UBA	1	12500	12500	SP
	Téléphone	1	100 000	100 000	GPA
Frais publicitaire	Publicité Facebook Ads (4 semaine)	4	50 000	200 000	GPA
Frais de créations de contenus	Création de contenu et des post (Infographies, vidéos, témoignages)	14	FF	350 000	GPA
	Sous titrage des vidéos en langue anglaise	FF	FF	100 000	GPA
	Création de contenus autour du rapport ITIE 2023	FF		150 000	GPA
Frais des professionnels	Infographiste	1	120 000	120 000	GPA
	Community Manager (Forfait)	1	150 000	150 000	
	Monteur et cameraman (Forfait)	2	150 000	150 000	
imprévus	Imprévus	FFF	FF	120 000	
	<b>Total</b>			<b>1 454 500</b>	



*Dr. Blasius Ngome Ph.D.*

## PLATES-FORMES NUMERIQUES CREEES PAR LE GPA NOMBRE D'UTILISATEURS PAR MOIS EN 2025

Plate-forme	Nombre d'utilisateurs dans le monde	Nombre d'utilisateurs au Cameroun
Facebook	3, 07 milliards	5,5 millions +
TikTok	1,59 milliards	pas disponible
Linkedin	1.1 milliards	1, 4 millions
X	440 millions	199 000

**SENSIBILISATION ITIE SUR LES GRANDS  
PROJETS MINIERES AU CAMEROUN**

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX – TRAVAIL – PATRIE  
-----  
MINISTERE DES FINANCES

-----  
COMITE ITIE  
-----

Secrétariat Permanent  
Tél/Fax : (237) 222 22 08 67  
E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)  
BP : Yaoundé



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland  
-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
EITI COMMITTEE  
-----

---

N° \_\_\_\_\_/MINFI/ITIE/SP/GPA

Yaoundé,

**NOTE**

À/to

**Monsieur le Ministre des Mines, de l'Industrie  
et du Développement Technologique**

*Vice-Président du Comité ITIE*

Yaoundé

**Réf.** :

**Objet** : Mise en œuvre du Plan de communication 2025 en vue de l'état des lieux en septembre

*A /s : Demande de coanimation d'une activité de dissémination sur le site d'un projet minier*

Dans le cadre de la mise en œuvre du **Plan de communication 2025** (*Annexe 1*), adossé à la Stratégie de communication, qui constitue la boussole des actions du Groupe de Travail (GPA) que vous supervisez,

Nous avons l'honneur de porter à votre attention une activité visant à renforcer la transparence et la communication autour des projets miniers. L'activité en question consiste à proposer à votre département ministériel de coanimer avec le Comité ITIE une activité de dissémination sur le ou les sites d'un ou plusieurs projet (s) minier(s) parmi les 16 projets miniers inscrits dans le cadre de la SND30.

Il est important de souligner que, pour bâtir la confiance, l'ITIE doit se tenir aux côtés du MINMIDT afin de rassurer que la transparence autour de la chaîne de valeurs de chaque projet soit assurée, par l'information rendue accessible grâce aux rapports ITIE, surtout aujourd'hui, où le Cameroun est engagé dans **la divulgation systématique** avec le souci d'améliorer la ponctualité des données ITIE.

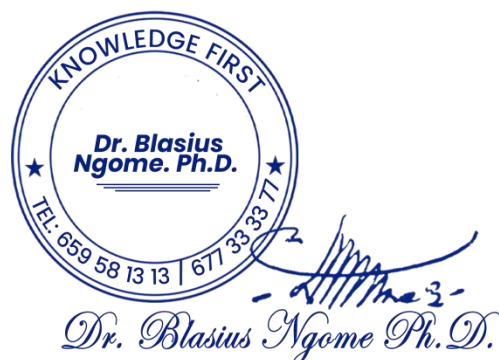
Nous sollicitons ainsi votre appui pour la coanimation de cette activité de terrain qui devra avoir lieu **en dehors de Yaoundé**. Cette initiative vise à répondre aux **mesures correctives** depuis 2018 qui recommandent aux parties prenantes de s'engager dans la **dissémination** notamment hors de Yaoundé.

Nous vous prions de bien vouloir, après examen par vos services compétents, nous **communiquer une date précise** pour la tenue de ladite activité courant septembre 2025 au vu de l'enjeu de la clôture de l'état des lieux dans le cadre de l'évaluation ciblée.

Au cas où cette activité vous conviendrait, suivront **les projets de termes de référence et de budget**, comprenant sauf meilleur avis de votre part, les estimations des attentes du Comité ITIE à l'endroit du MINMIDT pour faciliter cette descente importante, notamment en termes de soutien logistique, tels que les véhicules, la mobilisation de la population locale, ainsi que des journalistes. Les Membres du GPA étant d'office de l'équipe d'encadrement de cette activité en liaison avec les cellules de communication du MINFI et du MINFI.

Si votre agenda permet la réalisation de ladite activité de sensibilisation, nous vous prions par la présente saisine d'en informer le **Ministre des Finances**, Président du Comité ITIE, afin que les diligences nécessaires soient faites en vue de la réussite de cette activité, essentielle pour améliorer la note du Cameroun à l'évaluation ciblée, vu qu'à ce jour, aucune activité de sensibilisation en dehors de Yaoundé n'a été organisée.

*Nous restons attentifs à vos instructions.*



KNOWLEDGE FIRST  
Dr. Blasius  
Ngome. Ph.D.  
TEL: 659 58 13 13 | 671 33 33 77

*Dr. Blasius Ngome Ph.D.*

**LE PRESIDENT DU GPA**

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX – TRAVAIL – PATRIE  
-----  
MINISTERE DES FINANCES  
-----  
COMITE ITIE  
-----



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland  
-----  
MINISTRY OF FINANCE  
-----  
EITI COMMITTEE  
-----

Secrétariat Permanent  
Tél/Fax : (237) 222 22 08 67  
E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)  
BP : Yaoundé

N° \_\_\_\_\_/MINFI/ITIE/SP/GPA

Yaoundé,

#### NOTE

À/to

**Monsieur le Ministre des Mines, de l'Industrie  
et du Développement Technologique**

*Vice-Président du Comité ITIE*

Yaoundé

**Réf.** :

**Objet : Mise en œuvre du Plan de communication 2025 en vue de l'état des lieux en septembre**

*A /s : Demande de coanimation d'une activité de dissémination sur le site d'un projet minier*

Dans le cadre de la mise en œuvre du **Plan de communication 2025 (Annexe 1)**, adossé à la **Stratégie de communication**, qui constitue la boussole des actions du **Groupe de Travail (GPA)** que vous supervisez,

Nous avons l'honneur de porter à votre attention une activité visant à renforcer la transparence et la communication autour des projets miniers. L'activité en question consiste à proposer à votre département ministériel de **coannimer avec le Comité ITIE** une activité de dissémination sur le ou les sites d'un ou plusieurs projet (s) minier(s) parmi les 16 projets miniers inscrits dans le cadre de la **SND30**.

Il est important de souligner que, pour bâtir la confiance, l'**ITIE** doit se tenir aux côtés du **MINMIDT** afin de rassurer que la transparence autour de la chaîne de valeurs de chaque projet soit assurée, par l'information rendue accessible grâce aux rapports ITIE, surtout aujourd'hui, où le Cameroun est engagé dans la **divulgarion systématique** avec le souci d'améliorer la ponctualité des données ITIE.

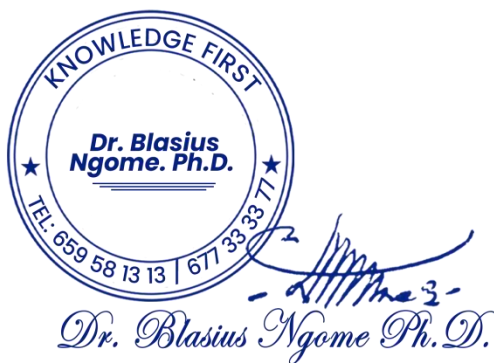
Nous sollicitons ainsi votre appui pour la **coanimation** de cette activité de terrain qui devra avoir lieu **en dehors de Yaoundé**. Cette initiative vise à répondre aux **mesures correctives** depuis 2018 qui recommandent aux parties prenantes de s'engager dans la **dissémination** notamment hors de Yaoundé.

Nous vous prions de bien vouloir, après examen par vos services compétents, nous **communiquer une date précise** pour la tenue de ladite activité courant septembre 2025 au vu de l'enjeu de la clôture de l'état des lieux dans le cadre de l'évaluation ciblée.

Au cas où cette activité vous conviendrait, suivront **les projets de termes de référence et de budget**, comprenant sauf meilleur avis de votre part, les estimations des attentes du Comité ITIE à l'endroit du **MINMIDT** pour faciliter cette descente importante, notamment en termes de **soutien logistique**, tels que les **véhicules**, la **mobilisation de la population locale**, ainsi que des **journalistes**. Les Membres du GPA étant d'office de l'équipe d'encadrement de cette activité en liaison avec les cellules de communication du MINFI et du MINFI.

Si votre agenda permet la réalisation de ladite activité de sensibilisation, nous vous prions par la présente saisine d'en informer le **Ministre des Finances**, Président du Comité ITIE, afin que les diligences nécessaires soient faites en vue de la réussite de cette activité, essentielle pour améliorer la note du Cameroun à l'évaluation ciblée, vu qu'à ce jour, aucune activité de sensibilisation en dehors de Yaoundé n'a été organisée.

*Nous restons attentifs à vos instructions.*



KNOWLEDGE FIRST  
Dr. Blasius  
Ngome. Ph.D.  
TEL: 659 58 13 13 | 677 33 33 77

*Blasius Ngome*

**LE PRESIDENT DU GPA**

N° \_\_\_\_\_/MINFI/MINMIDT/ITIE/SP/GPA

Yaoundé,

## PROJET DE BUDGET

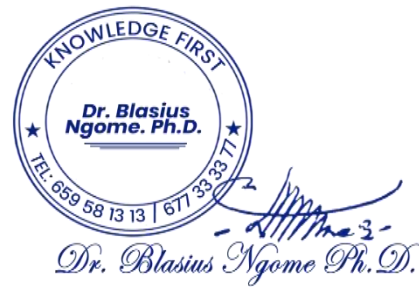
### Sensibilisation ITIE lors de l'inauguration du projet minier par le Premier ministre

Nous avons l'honneur de solliciter votre **Haut Accord** au projet de budget relatif à la matière sus titrée qui s'élève à **5 596 710** (Cinq millions cinq cent quatre-vingt et seize mille sept cent dix ) **FCFA**.

N°	Rubriques	Qté	N°. Jours	PU	Budget	
<b>I-PHASE PREPARATOIRE</b>						
<b>1.PRISE EN CHARGE</b>						
	Transport Limbé-Yaoundé Dr NGOME ( aller et retour)	70 Lx 840 FCFA= 58800X2= 117600 FCFA	70 L	2	840	117 600
	Transport Douala -Yaoundé Mme le DGA ADDAX	70 Lx 840 FCFA= 58800X2= 117600 FCFA	70 L	2	840	117 600
	Hébergement à Yaoundé	Président GPA	2		30 000	60 000
		DGA ADDAX	2		30 000	60 000
	Hébergement dans la localité du projet minier à inaugurer	Membres du Comité du GPA (04), pour trois nuitées	04	03	30000	360 000
		Membres du Secrétariat du GPA (02) pour trois nuitées	02	03	25000	150 000
	Location d'un véhicule PRADO Aller et retour du GPA pour le compte du Comité ITIE y compris les péages à l'aller et au retour		1	4	110 000	440 000
	Carburant (70 Litres x 840 FCFA/litre de super) aller et retour+ tour dans la ville		FF	FF	200 000	200 000
	<b>Sous total 1 :</b>					<b>1 505 200</b>
<b>2. COMMUNICATION</b>						
	Conception des supports de communication (A5 Flyer, plaquette 1 page sur les données 2022) personnalisés à l'activité en anglais et en français		1000	/	1000	1 500 000
	<b>Tee-shirts et casquettes ITIE (200) disponibles au niveau du stock du Secrétariat Permanent</b>		/	/	/	/
	Production d'une banderole pour le carré ITIE		1	/	40 000	40 000
	Achat d'un disque dur externe dédié à archiver les éléments de communication ITIE		1	/	50 000	50 000
	Photos et vidéos de l'activité auprès du cameraman MINMIDT et photographe MINMIDT		2	/	30 000	60 000
	Publication en ligne des photos et articles sur la sensibilisation ITIE		/	/	/	/
	<b>Sous total 2 :</b>					<b>1 650 000</b>
<b>II-DEROULEMENT DE LA CARAVANE</b>						
<b>3. PRISE EN CHARGE DE L'EQUIPE D'ENCADREMENT (06)</b>						
	Frais de mission	Un Président du GPA (05) Forfait proposé en raison de sa qualité de président	01	05	100 000	500 000
		Un DGA ADDAX (05)	01	05	75 000	375 000
		Deux Membres du Comité (04)	04	2	75 000	600 000
		Deux cadres du Secrétariat (04)	04	2	50 000	400 000

Forfait de téléphone (06 personnes)	Président du GPA (1) : 20 000 Membres du GPA(4) : 45000 Cadres (02) : 20 000	FF	/	85 000	85 000
<b>Ss/total 03</b>					<b>1 960 000</b>
<b>4. INTENDANCE</b>					
Intendance du facilitateur (01) du MINJEC pour mobilisation	Mobilisation d'une cinquantaine de personnes	50	/	2500	125 000
	Mobilisation de six hôteses	06		10 000	60 000
	Un Facilitateur	1	/	30 000	30 000
<b>Ss/total 04</b>					<b>215 000</b>
<b>III- PENDANT ET APRES LA CARAVANE</b>					
<b>5. REDACTION DU COMPTE RENDU DE LA SENSIBILISATION ITIE</b>					
<b>Ss/total 05</b>					<b>0</b>
<b>TOTAL AVANT IMPREVUS</b>					<b>4 830 200</b>
<b>VI-IMPREVUS (5%)</b>					266 510
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>					<b>5 596 710 FCFA</b>

NB : les couts des frais de mission sont calculés en tenant compte du barème de l'article 50 du statut du personnel ITIE signé par le MINFI le 30 Octobre 2023. Pour ce qui est des Membres du Comité, un forfait raisonnable a été proposé. Les autres prix ont été facturés au cout réel.



Dr. Blasius Ngome Ph.D.

**LE PRESIDENT DU GPA**

Secrétariat Permanent  
Tél/Fax : (237) 222 22 08 67  
E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)  
BP : Yaoundé

N° \_\_\_\_\_ /MINFI/ITIE/SP/GPA

Yaoundé,

## NOTE

À/to

**Madame le Secrétaire Permanent**  
Yaoundé

**Réf.** :

**Objet** : Etat de besoin des supports de communication pour la sensibilisation ITIE lors de l'inauguration prochaine d'un projet minier par le Premier Ministre

Dans le cadre de la sensibilisation ITIE prévue lors de l'inauguration du projet minier dans la région de l'Est, deux hypothèses se présentent relativement à la matière reprise en objet pour que le Comité ITIE mène à bien ladite mission :

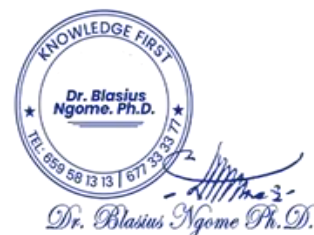
**Hypothèse 1** : sauf meilleure appréciation de votre part, le Secrétariat Permanent met à la disposition du GPA les supports existants, notamment 250 tee-shirts, 250 casquettes, 50 parapluies, 1 000 plaquettes sur les données extraites du rapport ITIE 2022 et 1 000 flyers « C'est quoi l'ITIE ? ».

**Hypothèse 2** : en dehors des gadgets déjà disponibles [250 tee-shirts, 250 casquettes, 50 parapluies], si la production des supports papier (flyers et plaquettes) s'avère nécessaire, un projet de budget de 1 500 000 FCFA TTC sera soumis à votre appréciation et à celle du MINFI pour validation notamment pour les quantités ci-après : 1 000 plaquettes sur les données extraites du rapport ITIE 2022 et flyers « C'est quoi l'ITIE ? ».

Nous restons à votre écoute.

**P.J** : Ann  
**Copie** : MINMIDT

**POUR LE GPA**

  
Dr. Blasius Ngome Ph.D.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

-----  
MINISTERE DES FINANCES

-----  
COMITE ITIE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
EITI COMMITTEE

N° \_\_\_\_\_/MINFI/ITIE

## ORDRE DE MISSION N° \_\_\_\_\_

Conformément aux Termes de Référence relatifs à l'inscription d'une sensibilisation ITIE au cours de l'activité d'inauguration d'un projet d'industrie minière dans la région de l'Est par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, prévue dans la semaine du 15 au 19 septembre 2025.

Les membres de l'équipe de pré-repérage et d'encadrement pour mener à bien ladite mission sont les suivants :

N°	Qualité	Noms
1	Président du GPA	<b>M. Blasius NGOME</b> <i>Représentant de l'Union des Journalistes au Comité ITIE</i> <i>Président du GPA</i> <i>Chef de mission</i>
2	Membres du Comité, par ailleurs Membres du GPA	<b>Mme Jessica LENGHA ABEGA</b> <i>Représentant ADDAX</i>
3		<b>M. Jules WACK MBALLA</b> <i>Représentant COTCO</i>
4		<b>M. Éric ETOGA</b> <i>Représentant du Centre pour l'Environnement et le Développement</i>
5	Membres du Secrétariat du GPA	<b>Mme Corinne AHOUBE</b> , <i>Responsable communication du Comité ITIE</i>
6		<b>M. Michel BISSOU</b> , <i>Cadre au sein du Secrétariat Permanent</i>

**1. Mission :** Participation et encadrement des activités de sensibilisation ITIE lors de l'inauguration d'un projet minier.

**2. Lieu de mission :** Région de l'Est (localité à préciser au moment du compte rendu).

**3. Durée :** courant septembre 2025 [ sur 4 jours]

**4. Objectifs :** Sensibiliser les communautés locales et les parties prenantes sur l'importance de la transparence dans la gestion des ressources extractives, conformément aux engagements de l'ITIE.

**5. Moyens mis à disposition :** Supports de communication (flyers, banderoles, gadgets, etc.), logistique et appui institutionnel.

**6. Budget :** L'équipe de pré-repérage et d'encadrement est prise en charge sur le budget du Comité ITIE. Les frais liés au transport, à l'hébergement et autres frais sont pris en charge selon les règles en vigueur au sein du Comité ITIE.

A l'issue de la mission, un compte rendu détaillé devra être soumis au Ministre des Finances, au Secrétariat Permanent et au Comité ITIE.

**LE MINISTRE DES FINANCES**

*Président du Comité ITIE*

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX – TRAVAIL – PATRIE

-----  
MINISTERE DES FINANCES

-----  
COMITE ITIE

-----  
Secrétariat Permanent

Tél/Fax : (237) 222 22 08 67

E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)

BP : Yaoundé



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
EITI COMMITTEE

N° \_\_\_\_\_ /MINFI/ITIE/SP/GPA

Yaoundé,

## NOTE

À/to

**Madame le Secrétaire Permanent**  
Yaoundé

**Réf.** :

**Objet** : Etat de besoin des supports de communication pour la sensibilisation ITIE lors de l'inauguration prochaine d'un projet minier par le Premier Ministre

Dans le cadre de la sensibilisation ITIE prévue lors de l'inauguration du projet minier dans la région de l'Est, deux hypothèses se présentent relativement à la matière reprise en objet pour que le Comité ITIE mène à bien ladite mission :

**Hypothèse 1** : sauf meilleure appréciation de votre part, le Secrétariat Permanent met à la disposition du GPA les supports existants, notamment 250 tee-shirts, 250 casquettes, 50 parapluies, 1 000 plaquettes sur les données extraites du rapport ITIE 2022 et 1 000 flyers « C'est quoi l'ITIE ? ».

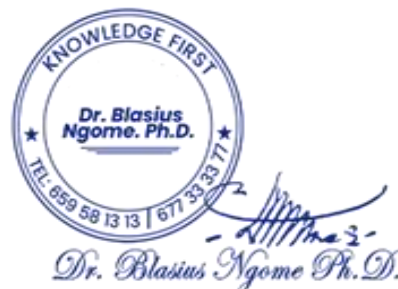
**Hypothèse 2** : en dehors des gadgets déjà disponibles [250 tee-shirts, 250 casquettes, 50 parapluies], si la production des supports papier (flyers et plaquettes) s'avère nécessaire, un projet de budget de 1 500 000 FCFA TTC sera soumis à votre appréciation et à celle du MINFI pour validation notamment pour les quantités ci-après : 1 000 plaquettes sur les données extraites du rapport ITIE 2022 et flyers « C'est quoi l'ITIE ? ».

Nous restons à votre écoute.

**P.J** : Ann

**Copie** : MINMIDT

**POUR LE GPA**



N° \_\_\_\_\_/MINFI/ITIE/GPA

Yaoundé le 09 septembre 2025

## TERMES DE RÉFÉRENCE

**Sensibilisation à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) sur un projet minier lors de l'inauguration par le Premier Ministre**

**Période** : du XXX au XXX 2025 [à déterminer par les services compétents du MINMIDT]

**Lieu** : [À déterminer par les services compétents du MINMIDT]

### I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND 30) du Gouvernement du Cameroun met un accent particulier sur la diversification économique, notamment à travers le développement du secteur minier. Cette évolution doit impérativement s'accompagner d'une gestion transparente et responsable des ressources extractives, en particulier pour les communautés locales qui en subiront les conséquences directes.

Dans ce contexte, les rapports de l'ITIE, qui documentent les paiements effectués par les entreprises minières et les bénéfices pour les populations locales, sont d'une importance capitale pour garantir cette transparence. À l'approche de la validation à mi-parcours du Cameroun pour l'ITIE, il est primordial de renforcer la sensibilisation locale afin d'assurer une meilleure compréhension des enjeux liés à l'exploitation minière. Ces actions de sensibilisation visent à :

1. Renforcer la compréhension des communautés locales sur le fonctionnement du mécanisme ITIE, ses avantages et son rôle clé dans la transparence des secteurs miniers, pétroliers et gaziers.
2. Encourager la participation active des riverains dans le processus de gouvernance des ressources extractives, afin qu'ils puissent exiger des retombées économiques positives et durables.

Le projet minier [**Nom du projet minier à préciser**], qui sera inauguré par le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Monsieur DION NGUTE, le [**Date à préciser**] **septembre 2025** à [**Nom de la localité à préciser**], représente une étape stratégique pour le secteur minier du pays. Cette inauguration est l'occasion de valoriser l'engagement du Gouvernement. Il convient de rappeler que l'ITIE joue un rôle fondamental en renforçant la confiance des citoyens, des investisseurs et des autres parties prenantes. Il est donc impératif d'intégrer une sensibilisation ITIE durant cet événement pour promouvoir la transparence et la responsabilisation des acteurs du secteur extractif.

### II. OBJECTIFS DE L'ACTIVITÉ

**L'objectif principal** de cette activité est de sensibiliser le public, les autorités et les acteurs du secteur minier sur l'importance de la transparence dans la gestion des ressources extractives. L'accent sera mis sur le rôle de l'ITIE dans la gouvernance du secteur minier et les avantages pour les populations locales.

**Objectifs spécifiques :**

- **Mettre en avant** l'importance de l'ITIE dans le secteur minier en soulignant les bénéfices de la transparence pour les communautés locales et la nation dans son ensemble.

- **Sensibiliser les acteurs locaux** et les autorités sur les mécanismes de transparence en place pour ce projet minier, en insistant sur la responsabilité et la bonne gestion des ressources naturelles.
- **Renforcer la visibilité de l'ITIE** lors de l'inauguration pour positionner l'Initiative comme un pilier incontournable de la gouvernance minière.
- **Rassurer les populations locales** sur l'engagement du Gouvernement et des parties prenantes pour une gestion transparente et équitable des ressources extractives.

### III. CIBLES DE L'ACTIVITÉ

Les principales cibles de cette activité de sensibilisation sont :

- **Les autorités gouvernementales**, y compris le Premier ministre, les ministres, les autorités locales, et les membres du Comité ITIE.
- **Les communautés locales**, qui bénéficieront directement des retombées du projet minier.
- **Les acteurs du secteur minier**, y compris les investisseurs, les entreprises, et les partenaires au développement.
- **Le grand public**, en particulier ceux présents lors de l'inauguration.

### IV. ACTIVITÉS PRÉVUES

Pour atteindre les objectifs de sensibilisation, plusieurs actions concrètes seront mises en œuvre lors de l'inauguration :

1. **Discours des hautes autorités :**
  - **Premier ministre :** Dans son discours, le Premier ministre soulignera l'engagement du Gouvernement en matière de transparence et de gestion responsable des ressources minières. L'ITIE y sera mentionnée comme un mécanisme essentiel pour assurer cette gouvernance.
  - **Président/Vice-président du Comité ITIE :** Un discours dédié mettra en avant l'importance de l'ITIE et des rapports ITIE, ses actions concrètes, et ses bénéfices pour les communautés locales.
2. **Distribution de supports de communication :** plusieurs hôtesse ITIE distribueront des flyers explicatifs sur les actions de l'ITIE et d'autres supports de communication.
3. **Création d'un carré ITIE :** Un carré composé de 100 personnes sera formé derrière une banderole arborant le message : *“L'ITIE garantit que les communautés locales bénéficient des retombées économiques des projets extractifs et que leurs préoccupations sont prises en compte”*.
4. **Visite du site du projet minier**
5. **Présence de l'équipe du Comité ITIE :** Une équipe du Comité ITIE sera présente pour superviser l'action de sensibilisation et recueillir des retours sur les perceptions de la transparence auprès des populations locales.

### V. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

L'organisation de cette activité repose sur une coordination entre le Comité ITIE, le Ministère des Finances, le Ministère en charge des Mines, les services compétents du Gouvernement, ainsi que les autres parties prenantes impliquées dans l'inauguration.

Les étapes suivantes sont prévues :

- Pré-repérage avec le MINJEC
- Prise de contact avec les autorités [MINMIDT, MINFI, PM] pour la prise en compte de l'ITIE dans les discours.
- Demande au SP/ITIE des supports de communication et coordination avec les hôtesse pour la distribution.
- Installation du carré et hôtesse ITIE et coordination avec les hôtesse pour la distribution pour la distribution des supports de communication.
- Supervision par l'équipe ITIE pendant l'événement et suivi des actions de sensibilisation.

## VI. RESSOURCES NÉCESSAIRES

### Ressources humaines :

- Carré ITIE incluant des hôtesse [100] pour la distribution des supports de communication.
- Équipe du Comité ITIE pour l'encadrement et la supervision.

### Ressources matérielles :

- Supports de communication [gadgets (Tee-shirt, casquettes, parapluie), flyer, plaquettes données ITIE 2022]
- Logo ITIE sur les banderoles de l'activité ;
- Une banderole pour le carré ITIE.
- Logistique nécessaire (véhicule de transport, etc.).

## VII. ÉVALUATION ET SUIVI

L'évaluation de l'impact de l'activité de sensibilisation comprendra :

- **Feedback** : Collecte des avis des autorités gouvernementales et des acteurs du secteur minier par le cameraman.

## VIII. MESSAGE À VÉHICULER

### Message clé à valider par le Président du GPA :

1. « *La transparence vous permet de connaître vos droits et met en lumière les minerais de vos localités* ». 2. « *L'ITIE garantit que les communautés locales bénéficient des retombées économiques des projets extractifs et que leurs préoccupations sont prises en compte.* »

Ces éléments peuvent être enrichis par la présence d'indicateurs d'activités (*nombre de flyers distribués, nombre de participants au carré ITIE, etc.*) et par des livrables tels que des rapports de sensibilisation, une analyse de la visibilité de l'ITIE dans les discours, et des retours des autorités et des communautés locales.

## IX. ÉQUIPE D'ENCADREMENT

### 1. Équipe chargée du pré-repérage et de l'encadrement de la sensibilisation

#### Membres du Comité du GPA :

- **Dr Blasius NGOME**, société civile au Comité ITIE- Chef de mission
- **Mme Jessica LENGHA ABEGA**, Représentant ADDAX au Comité ITIE
- **M. Jules WACK MBALLA**, Entreprises au Comité ITIE
- **M. Éric ETOGA**, Société civile au Comité ITIE

#### Membres du Secrétariat du GPA :

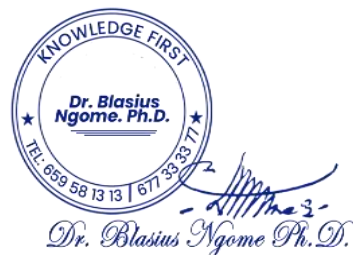
- **Mme Corinne AHOUE**, Responsable de la Communication Comité ITIE
- **M. Michel BISSOU**, cadre au sein du Secrétariat du GPA

**Personnes ressources externes :**

- **01 cameraman de la Celcom MINMIDT**
- **01 Photographe de la Celcom MINMIDT**

*NB : Afin d'éviter le double paiement, les personnes financées par le budget du MINMIDT ne seront pas prises en charge par le budget de l'ITIE.*

**LE PRESIDENT GPA**



REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX – TRAVAIL – PATRIE

-----  
MINISTERE DES FINANCES

-----  
COMITE ITIE

-----  
Secrétariat Permanent

Tél/Fax : (237) 222 22 08 67

E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)

BP : Yaoundé



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
EITI COMMITTEE

N° \_\_\_\_\_/MINFI/ITIE/SP/GPA

Yaoundé,

## NOTE

À/to

**MONSIEUR LE MINISTRE DES  
FINANCES,**

*Président du Comité ITIE*

**S/c Monsieur le Ministre des Mines, de  
l'Industrie et du Développement  
Technologique**

*Vice-Président du Comité ITIE*

Yaoundé

**Réf. :**

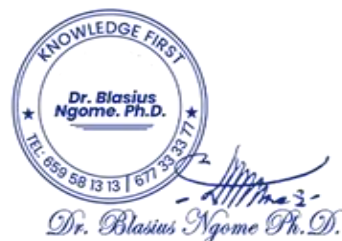
**Objet :**

*Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance que depuis la mise en place du Groupe de travail dédié à la communication ITIE par votre décision officielle du 13 AOUT2025, nous vous avons transmis à ce jour trois dossiers assortis de projets de budget réalistes et raisonnables :*

1. Sensibilisation ITIE lors de l'inauguration de la mine d'exploitation industrielle de fer de Grand Zambie le lundi 15 septembre, activité reportée par le Premier Ministre au lundi 22 septembre 2025 ; dossier transmis au MINMIDT, vice-président du Comité ITIE avec copie à Mme le SP/ITIE, le 09 septembre 2025 pour suite de la procédure à l'endroit du MINFI (Annexe 1) ; avec les deux hypothèses de budgets :
  - Hypothèse 1 : 5 596 710 FCFA
  - Hypothèse 2 : 4 096 710 FCFA
- 2.

*Nous restons attentifs à vos instructions.*

**LE PRESIDENT DU GPA**



## NOTE

À/to

**Monsieur le Ministre des Mines, de l'Industrie  
et du Développement Technologique**  
*Vice-Président du Comité ITIE*  
Yaoundé

**Réf.** :

**Objet** : **Sensibilisation ITIE lors de l'inauguration d'un projet minier par le Premier ministre**

*A/s : Proposition de plan d'action pour approbation MINMIDT*

Nous avons l'honneur de vous soumettre une proposition d'activité de sensibilisation à l'ITIE lors de l'inauguration par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement d'un projet minier prévu le **[date à préciser par les services compétents du MINMIDT]** dans la localité de **[Nom de la localité à préciser par les services compétents du MINMIDT]**.

Cette inauguration constitue une opportunité stratégique pour le Comité ITIE dans le cadre de la mise en œuvre de sa Stratégie Nationale de Communication et de son Plan 2025, permettant de réaliser une activité de sensibilisation en dehors de Yaoundé, notamment sur un projet minier prioritaire pour le gouvernement. La présence de l'ITIE ne se limiterait pas à un simple symbole, mais enverrait un message fort aux parties prenantes, autorités, populations et acteurs économiques. Elle soulignerait que l'ITIE est un gage de confiance et de responsabilité dans la gestion des ressources extractives, assurant ainsi la pérennité du projet minier inauguré.

Nous vous proposons, en nous alignant aux Termes de référence de l'activité (*Annexe 1*), de mener les actions suivantes en concertation avec **vosre cellule de communication et celle de la Primature** :

- Veiller à la mention de l'ITIE dans le discours du Premier ministre pour souligner l'engagement du Gouvernement en matière de transparence et de gouvernance responsable des ressources extractives ;
- Veiller que dans le cadre de la préparation du discours du Président ou du Vice-président du Comité ITIE les avantages de l'Initiative pour l'État, les entreprises, les populations locales et les mécanismes de contrôle qu'elle soutient, soient mis en valeur.

Nous sommes convaincus que cette visibilité renforcera dans le cadre de « l'état des lieux » l'engagement du Gouvernement ainsi que l'exigence sur le débat public en réponse aux mesures correctives des dernières validations. C'est le lieu de soumettre à **vosre appréciation et validation préalable** avant transmission au MINFI, le projet de budget ci-joint (*Annexe 2*), estimé à **5 596 710 (Cinq millions cinq cent quatre-vingt et seize mille sept cent dix ) FCFA** qui couvriront les frais découlant des grandes lignes reprises ci-dessous :

Rubriques		Budget	
01	Phase préparatoire	Prise en charge	1 505 200
		<b>Communication</b>	<b>1 650 000</b>
02	Déroulement de la caravane	Prise en charge de l'équipe d'encadrement	1 960 000
		Intendance	215 000
Total avant imprévus		5 330 200	
Imprévus 5%		266 510	
<b>TOTAL</b>		<b>5 596 710</b> <b>FCFA</b>	

Le projet de budget soumis couvre toutes les étapes essentielles de l'activité, de la phase préparatoire à l'exécution de la caravane de sensibilisation ITIE, avec des prévisions réalistes et un pourcentage d'imprévus de 5%, garantissant une gestion flexible et responsable des dépenses. Deux hypothèses sont proposées sous réserve de votre avis favorable :

1. Si des supports de communication papier doivent être produits, le budget s'élèvera à **5 596 710 FCFA**.
2. Si ces supports gadgets sont déjà disponibles au Secrétariat Permanent, le budget sera réduit à **4 096 710 FCFA**.

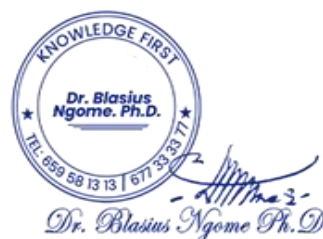
En cas d'accord sur l'une des hypothèses, nous vous prions de bien vouloir signer la note de transmission pour solliciter l'approbation du MINFI pour cette activité (*annexe 3*).

Par ailleurs, les points focaux du Comité ITIE à contacter pour ladite activité :

- **Monsieur Blasius NGOME**, Président du GPA ([Email : [enondia77@gmail.com](mailto:enondia77@gmail.com) , téléphone : 677 33 33 77])
- **Madame Agnès Solange ONDIGUI OWONA**, Secrétaire Permanent [email : [enondia77@gmail.com](mailto:enondia77@gmail.com); Téléphone : 6 62 04 08 56]
- **Madame Corinne AHOUE**, Responsable de la Communication du Comité ITIE ([Email : [cocoahoupe@gmail.com](mailto:cocoahoupe@gmail.com) , téléphone : 674 07 36 05])

*Nous restons attentifs à vos instructions.*

**LE PRESIDENT DU GPA**



N° \_\_\_\_\_/MINFI/ITIE

Yaoundé,

**Le Ministre des Finances**

*Président du Comité ITIE*

À/to

**Monsieur le Premier Ministre, Chef du  
Gouvernement**

Yaoundé

**Réf :** Pas de référence antérieure

**Objet :** Sensibilisation ITIE lors de l'inauguration du projet minier – Doléances du Comité ITIE

Dans le cadre de l'inauguration du projet minier prévu courant septembre 2025 à [Nom de la localité], et pour renforcer l'engagement du Gouvernement en matière de transparence et de gouvernance ouverte, le Comité ITIE, que je préside, sollicite votre bienveillance pour intégrer la sensibilisation ITIE dans le programme de cet événement.

L'intégration de la transparence à travers l'ITIE est essentielle pour garantir la confiance des populations et des parties prenantes dans ce projet minier d'envergure. À cet effet, nous soumettons les propositions suivantes :

1. **La mention de l'ITIE dans le discours du Premier ministre** pour rappeler l'engagement du Gouvernement en faveur de la transparence et de la gestion responsable des ressources naturelles.
2. **Un discours du Président ou Vice-président du Comité ITIE**, afin de souligner les avantages de la transparence pour les communautés locales et les bénéficiaires à long terme pour le pays.

Pour garantir le bon déroulement de cette sensibilisation, je vous prierai de bien vouloir prescrire à vos services compétents de prendre contact avec les points focaux de la communication ITIE :

- **Monsieur Blasius NGOME**, Président du GPA ([Email : [enondia77@gmail.com](mailto:enondia77@gmail.com) , téléphone : 677 33 33 77])
- **Madame Agnès Solange ONDIGUI OWONA**, Secrétaire Permanent [email : [enondia77@gmail.com](mailto:enondia77@gmail.com); Téléphone : 6 62 04 08 56]
- **Madame Corinne AHOUBE**, Responsable de la Communication du Comité ITIE ([Email : [cocoahoupe@gmail.com](mailto:cocoahoupe@gmail.com) , téléphone : 674 07 36 05])

Je vous remercie d'avance pour l'attention que vous porterez à cette action essentielle pour instaurer la confiance autour de ce projet minier ainsi que de tous les projets miniers en cours dans le cadre de la SND30 dont ci-joints les termes de référence. De même, la réalisation de cette activité constituera un atout pour le Cameroun, qui fera l'objet d'une évaluation à mi-parcours de son engagement à l'ITIE d'ici octobre 2025, avec un état des lieux prévu entre août et septembre 2025.

Dans l'attente de votre réponse favorable, veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma haute considération.

P.j. : Ann.

**Le Ministre des Finances,**

N° \_\_\_\_\_/MINFI/MINMIDTITIE/SP/GPA Yaoundé,

**Le Ministre des Mines, de l'Industrie et du  
Développement Technologique**  
*Vice-président du Comité ITIE*

À/to

**Monsieur le Ministre des Finances**  
*Président du Comité ITIE*  
Yaoundé

Réf : pas de référence antérieure

**Objet : Demande d'intégration de la sensibilisation ITIE lors de l'inauguration du projet minier**

Par la présente, je sollicite votre bienveillance pour envisager l'intégration de la sensibilisation ITIE dans le cadre de l'inauguration par le Premier Ministre du projet minier prévu du **[Date à préciser par le MINMIDT]** à **[Nom de la localité à préciser par le MINMIDT]**. Cet événement, placé sous l'égide du Premier ministre, représente une occasion stratégique pour renforcer les valeurs de transparence et de gouvernance ouverte promues par l'ITIE.

Conformément aux termes de référence de cette activité (*annexe 1*), il semble pertinent d'inclure les actions suivantes dans le programme de l'inauguration :

- La mention de l'ITIE dans le discours du Premier ministre**, afin de rappeler l'engagement du Gouvernement en matière de transparence et de gouvernance responsable des ressources pétrolières, gazières et minières.
- Un discours du Président ou du Vice-président du Comité ITIE**, soulignant les avantages de l'Initiative pour l'État, les entreprises, les populations locales, ainsi que les mécanismes de contrôle transparents qu'elle soutient.

Je suis convaincu que cette visibilité renforcera, dans le cadre de « l'état des lieux » à l'ITIE, les exigences sur l'engagement du Gouvernement et sur le débat public en réponse aux mesures correctives des dernières validations. Je sou mets donc à **vo tre validation**, le projet de budget ci-joint (*Annexe 2*), estimé à **5 596 710** (*Cinq millions cinq cent quatre-vingt et seize mille sept cent dix*) **FCFA**, couvrant les frais relatifs aux grandes lignes détaillées ci-dessous :

	Rubriques		Budget
01	Phase préparatoire	Prise en charge	1 505 200
		Communication	1 650 000
02	Déroulement de la caravane	Prise en charge de l'équipe d'encadrement	1 960 000
		Intendance	215 000
	Total avant imprévus		5 330 200
	Imprévus 5%		266 510
	TOTAL		<b>5 596 710</b> <b>FCFA</b>

Le projet de budget soumis couvre toutes les étapes essentielles de l'activité, de la phase préparatoire à l'exécution de la caravane de sensibilisation ITIE, avec des prévisions réalistes et un pourcentage d'imprévu de 5%, assurant une gestion flexible et responsable des dépenses. Je souhaite attirer votre attention sur le fait que ce projet peut être ajusté selon deux hypothèses :

**Hypothèse 1** : Si des supports de communication papier doivent être produits, le budget s'élèvera à **5 596 710 FCFA**.

**Hypothèse 2**. Si ces supports sont déjà disponibles au Secrétariat Permanent, le budget sera réduit à **4 096 710 FCFA**.

Je vous propose également de signer les six ordres de mission de l'équipe d'encadrement pour cette activité (*Annexe 3*). Je vous remercie d'avance pour l'attention que vous porterez à cette action essentielle pour renforcer la confiance autour de ce projet minier ainsi que de tous les projets miniers en cours dans le cadre de la SND30.

Je vous prie de bien vouloir, sauf meilleur avis, saisir Monsieur le Premier Ministre en ce sens, comme précisé dans *l'Annexe 4*.

**Le Ministre des Mines, de l'Industrie et du  
Développement Technologique**  
*Vice-président du Comité ITIE*

Secrétariat Permanent  
Tél/Fax : (237) 222 22 08 67  
E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)  
BP : Yaoundé

N° \_\_\_\_\_/MINFI/ITIE/SP/GPA

Yaoundé,

## NOTE

À/to

**Monsieur le Ministre des Mines, de l'Industrie  
et du Développement Technologique**

*Vice-Président du Comité ITIE*

Yaoundé

**Réf.** :

**Objet** : Demande d'intégration d'un passage dédié à l'ITIE dans le discours du Premier Ministre lors de l'inauguration de la mine de Grand Zambie

Dans le cadre de l'inauguration de la mine de fer de Grand Zambie le 15 septembre 2025, nous vous proposons d'intégrer un passage sur l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) dans le discours du Premier Ministre. Ce passage soulignerait l'engagement du Cameroun à maintenir des standards de transparence, notamment en matière de gestion des ressources minières, pétrolières et gazières.

À l'approche de l'évaluation ciblée de l'ITIE, il est essentiel de rappeler l'importance de cette initiative pour assurer une gestion transparente des ressources et renforcer la confiance des communautés locales et des entreprises partenaires, telles que SINOSTEEL. Cette mention renforcera la crédibilité du Cameroun et sa réputation internationale, tout en consolidant la confiance des citoyens.

Nous vous remercions par avance pour votre attention à cette demande. Si elle vous convient, nous vous prions de bien vouloir signer le projet de transmission au Directeur de Cabinet du Premier Ministre.


*Nous restons attentifs à vos instructions.*

**P.j.** : Ann.

**Copies** :

Celcom/MINMIDT

**LE PRESIDENT DU GPA**

  
*Dr. Blasius Ngome Ph.D.*

---

## **Proposition de passage à inclure dans le discours du Premier Ministre [Version Fr]**

« Mesdames et Messieurs,

L'inauguration de cette mine d'exploitation industrielle de fer de Grand Zambie, confiée à l'entreprise SINOSTEEL, marque un tournant majeur pour notre pays. C'est un symbole fort de notre engagement en faveur de la transformation structurelle de l'économie camerounaise et de notre volonté de répondre aux aspirations des populations.

Je réaffirme ici l'engagement ferme du gouvernement camerounais à respecter les normes de transparence, notamment à travers **l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)**. En collaboration avec l'ITIE, nous mettons en place des mécanismes stricts pour garantir une gestion transparente du minerai de fer, du financement à la distribution des bénéfices. Grâce à l'ITIE, nous assurons un suivi rigoureux des flux financiers, favorisant une répartition équitable des bénéfices, tant pour les finances publiques que pour les collectivités et les populations locales. Les recettes générées par cette exploitation seront investies dans le développement des infrastructures, l'amélioration des conditions de vie des populations et la création d'emplois durables.

Je tiens à rassurer la population que cette exploitation du fer se fera dans la plus totale transparence, au bénéfice de tous. L'ITIE renforce la confiance des citoyens, des investisseurs et des partenaires internationaux, et garantit que chaque citoyen, chaque famille et chaque communauté puisse bénéficier des retombées du projet dans le respect des principes de justice et d'équité. Ce projet de mine de fer s'inscrit pleinement dans la vision du chef de l'Etat de faire du secteur minier un vecteur de l'émergence de notre nation ».

## **Proposition de passage à inclure dans le discours du Premier Ministre [Version Ang]**

"Ladies and Gentlemen,

The inauguration of the Grand Zambie iron ore industrial mining project, entrusted to SINOSTEEL, marks a significant milestone for our country. It is a powerful symbol of our commitment to the structural transformation of the Cameroonian economy and our determination to meet the aspirations of our people.

I hereby reaffirm the firm commitment of the Cameroonian government to uphold transparency standards, particularly through the Extractive Industries Transparency Initiative (EITI). In collaboration with the EITI, we are implementing stringent measures to ensure the transparent management of the iron ore, from financing to the distribution of benefits. Thanks to the EITI, we ensure rigorous monitoring of financial flows, promoting the equitable distribution of benefits for public finances, as well as local communities and populations. The revenue generated by this operation will be reinvested in the development of infrastructure, the improvement of living conditions, and the creation of sustainable jobs.

I want to reassure the population that the extraction of iron ore will be carried out with complete transparency, for the benefit of all. The EITI strengthens the trust of citizens, investors, and international partners, ensuring that every citizen, every family, and every community will benefit from the project's outcomes, in line with the principles of justice and equity. This iron mining project is fully aligned with the Head of State's vision of making the mining sector a driver of our nation's emergence."

N° \_\_\_\_\_/MINFI/ITIE

Yaoundé,

**Le Ministre des Mines, de l'Industrie et du  
Développement Technologique**  
*Vice-président du Comité ITIE*

À/to

**Monsieur** le Directeur de Cabinet des Services  
du Premier Ministre  
Yaoundé

**Réf :**

**Objet : Demande d'intégration d'un passage ITIE dans le discours du Premier Ministre lors de l'inauguration de la mine de Grand Zambi**

Dans le cadre de l'inauguration de la mine de fer de Grand Zambi, prévue pour le **15 septembre 2025**, je vous propose d'intégrer un passage sur l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) dans le discours du Premier Ministre (annexe 1). Ce projet, prioritaire pour le développement du Cameroun, souligne notre engagement en faveur de la transparence dans les secteurs pétrolier, gazier et surtout minier.

L'ITIE garantit une gestion transparente et équitable des ressources minières. Nous croyons qu'une mention de cette initiative dans le discours renforcerait la confiance des populations ainsi que des entreprises partenaires, comme SINOSTEEL à l'ensemble des projets miniers en cours dans le pays.

Nous vous prions d'intégrer ce passage, en soulignant l'impact de l'ITIE à l'approche de l'évaluation ciblée de notre pays par les instances faitières de l'ITIE basées en Norvège. Cette mention de l'ITIE dans le discours d'une haute autorité politique telle que le Premier Ministre réaffirme l'engagement du gouvernement à maintenir des standards élevés de transparence dans ce secteur prioritaire de la SND30.

**Contacts des points focaux de la communication ITIE :**

- **Monsieur Blasius NGOME**, Président du GPA ([Email : [enondia77@gmail.com](mailto:enondia77@gmail.com), téléphone : 677 33 33 77])
- Madame Agnès Solange ONDIGUI OWONA, Secrétaire Permanent (Email : ONDIGUI Agnès Solange [ondiguiagnessolange@yahoo.com](mailto:ondiguiagnessolange@yahoo.com); Téléphone : 6 62 04 08 56)
- Madame Corinne AHOUBE, Responsable de la Communication du Comité ITIE ([Email : [cocoahoupe@gmail.com](mailto:cocoahoupe@gmail.com), téléphone : 674 07 36 05])

Je vous remercie pour l'attention portée à cette demande.

**P.j. : Ann.**

**Copies :**

MINFI (A.T.I)

SP/ITIE (A.T.I)

**Le Ministre des Mines, de l'Industrie et du  
Développement Technologique**

*Vice-président du Comité ITIE*

**Renforcement des relations publiques via la constitution  
d'un groupe de journalistes capables d'utiliser les  
données des rapports ITIE 2018 à 2022**

## TERMES DE RÉFÉRENCE

### DU GROUPE DE JOURNALISTES CAMEROUNAIS CAPABLES D'UTILISER LES DONNÉES DES RAPPORTS ITIE

#### 1. Contexte et justification

L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) est un standard mondial visant à améliorer la gestion des ressources extractives, notamment dans les secteurs pétrolier, gazier et minier. Le Cameroun, membre de l'ITIE depuis 2005, publie chaque année des rapports, notamment le "rapport ITIE", détaillant les paiements effectués par les entreprises extractives et les revenus perçus par l'État. Ces rapports visent à promouvoir la transparence et à favoriser une gestion plus responsable des ressources extractives.

En mai 2024, le CRADEC avait formé plusieurs journalistes dans l'analyse des données ITIE. Ce groupe a été élargi à d'autres journalistes de la presse économique par le Groupe de Travail chargé de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Communication ITIE ajustée, mis en place à l'issue du Comité ITIE des 21 et 22 juillet 2025. Il s'agit d'encourager les journalistes à traiter et analyser les informations ITIE de manière rigoureuse, avec un volet dédié au **renforcement des capacités en ligne** des journalistes. Ce renforcement, effectué via des plateformes comme WhatsApp ou Google Meet, permettra de réaliser l'imprégnation des journalistes à coûts réduits.

#### 2. Objectif général

L'objectif principal est d'utiliser les données ITIE pour éclairer le débat public sur la gouvernance du secteur extractif au Cameroun. Les journalistes doivent fournir des analyses précises sur les enjeux économiques, sociaux et environnementaux liés à ces secteurs afin de favoriser la transparence et la bonne gestion des ressources naturelles. Une **formation continue** permettra également de renforcer les compétences techniques des journalistes pour l'analyse des rapports ITIE et la gestion de données complexes en ligne.

## Objectifs spécifiques :

- **Analyser les données ITIE pour éclairer le débat public** : Extraire des rapports ITIE des informations pertinentes pour informer le public sur la gestion des ressources extractives.
  - **Suivre l'évolution des politiques publiques** : Observer et analyser l'évolution des politiques liées aux secteurs extractifs, à partir des données ITIE.
  - **Renforcer la maîtrise des outils ITIE** : Assurer la formation continue des journalistes afin de garantir une analyse rigoureuse des rapports ITIE et une couverture médiatique approfondie.
- ### 3. Volet dédié au renforcement des capacités en ligne (16h30 - 17h30, Date exacte à préciser par le GPA)

Une session spécifique de renforcement des capacités est prévue entre 16h30 et 17h30, pour une durée d'une heure, pour chaque membre du panel. Un volet de **formation en ligne**, via des plateformes comme WhatsApp ou Google Meet, sera intégré pour renforcer la compréhension des données ITIE et leur traitement analytique. Ledit module formation portera sur les éléments suivants :

- **Introduction aux rapports ITIE et leur structure** (16h30 - 16h45) : Explication détaillée de la structure des rapports ITIE, leur importance pour la transparence dans les secteurs extractifs, et la manière de les exploiter efficacement.
- **Extraction et analyse des données ITIE** (16h45 - 17h00) : Comment extraire des données pertinentes des rapports ITIE et les utiliser pour éclairer des enjeux économiques et politiques spécifiques aux secteurs extractifs.
- **Outils numériques pour l'analyse des données** (17h00 - 17h15) : Formation sur l'utilisation des outils numériques pour traiter et analyser les données ITIE, notamment les outils d'analyse de données financières et la présentation des résultats sous forme de graphiques ou de rapports d'analyse.
- **Séance de questions-réponses** (17h15 - 17h30) : Une session interactive où les journalistes pourront poser leurs questions et clarifier leurs doutes concernant l'utilisation des rapports ITIE et des outils numériques.

### 4. Résultats attendus

- **Publications régulières** : Articles, rapports et synthèses publiés sur les médias traditionnels et numériques, éclairant la gestion des ressources extractives au Cameroun.
- **Sensibilisation accrue** : Amélioration de la compréhension du public, des décideurs et des acteurs économiques des enjeux liés à la transparence et à la gestion des ressources naturelles.
- **Renforcement de la gouvernance** : Influence positive sur les politiques publiques grâce à des analyses fondées sur des données transparentes.

## 5. Livrables

- **Articles de fond rédigés** par les journalistes formés.
- **Rapport du GPA présenté au Comité ITIE**, incluant les résultats du panel et les suggestions de couverture médiatique.

## 6. Méthodologie

Sous la supervision du Groupe de Travail, les journalistes adopteront une approche analytique rigoureuse pour exploiter les données des rapports ITIE. Les étapes principales incluent :

- **Collecte et analyse des données ITIE** : Les journalistes analyseront les flux financiers, les contrats et les obligations fiscales des entreprises extractives, les données de production, etc.
- **Rédaction et publication des articles** : Production d'articles de fond en utilisant les données collectées et en respectant une approche éthique et objective.
- **Évaluation de l'impact des publications** : Le Groupe de Travail mettra en place un mécanisme de suivi pour évaluer l'impact des publications et ajuster les stratégies en fonction des résultats obtenus.

## 7. Proposition de panel de journalistes à associer

La proposition de panel de journalistes ci-dessous a été formulée en tenant compte des critères suivants : spécialisation en journalisme économique ou d'investigation, genre, langue d'expression, audience, et formation dispensée par le CRADEC en 2024. Ladite session de formation en ligne sera prévue pour chaque membre du panel le **(date à préciser par le GPA)**, entre **16h30 et 17h30** via WhatsApp ou Google Meet ou zoom.

N°	Noms et prénoms	Médias	Langue	Genre	Téléphones
<b>PRESSE ECRITE PRIVEE</b>					
1	M. Jean Daniel OBAMA	L'ÉCONOMIE	Française	Homme	696930616
2	Jean Dedieu BIDIAS	MUTATIONS	Française	Homme	693 54 40 36
4	Lindovi NJIO	ŒIL DU SAHEL	Française	Homme	650 05 03 62
5	Pepin NJOH	FINANCIER D'AFRIQUE	Française	Homme	676 93 37 25
4	Prisca MEKAM	RADIO INTEGRATION	Française	Femme	674 47 39 84
5	Louise NSANA	JOURNAL INTEGRATION	Française	Femme	6 93 13 85 87
6	Pascal DIBAMO	ECONEWS	Française	Homme	656 18 02 64
7	Arthur WANDJI	ECOMATIN	Française	Homme	697 21 96 66

8	Blaise NANG	INVEST TIME	Anglaise	Homme	677 81 46 59	
9	SONDE KINI NSOM Yerima	THE POST	Anglaise	Homme	6 73 48 84 75	
			Anglaise	Homme	677799969	
10	Théodore MIH NDZE	THE VOICE	Anglaise	Homme	675 23 26 50	
11	Christian NGAH	THE GUARDIAN POST	Anglaise	Homme	675 50 52 47	
12	ZE Gabriel FELICIEN	FRATERNITE HEBDO	Française	Homme	6 77 74 91 97	
13	Etienne NDAGE	EAGLE's EYES	Anglaise	Homme	6 79 11 26 02	
14	Amos MUANG NSAH	THE EXPRESS	Anglaise	Homme	650888875	
15	CHIFU George NDI	THE WEBSITE	Anglaise	Homme	677433618 / 683710457	
16	Colbert GWAIN FULAI	THE VOICE	Anglaise	Homme	677852476	
17	Gerald NDIKUM	NEW HORIZON	Anglaise	Homme	67752465	
18	Victor NDOKI	LES NOUVELLES DU PAYS	Française	Homme		
19	Olive EJANG TEBUG	THE ULTIMATE	Anglaise	Femme	677 79 77 89	
20	Stephen OJONG	THE MEDIAN	Anglaise	Homme	677 07 27 79	
<b>MEDIAS INSTITUTIONNELS</b>						
21	Olivier KINGUE Cameraman	CRTV- Télé	Française	Homme	676967631 / 699 82 85 17	
22	Isaac NGONG KUM	CRTV- Télé	Anglaise	Homme	678604788	
23	Mauger	CAMEROON BUSINESS TODAY	Anglaise	Femme	675 32 59 56	
24	Jocelyne MOULIOM	CAMEROON TRIBUNE	Française	Femme	6 77 76 01 99	
25	SARDI LAWAN	POSTE NATIONAL CRTV	Anglaise	Homme	6 80 14 33 50	
<b>TELEVISIONS PRIVEES</b>						
26	Hycenth CHIA Cameraman	CANAL INTERNATIONAL	2	Anglaise	Homme	676240350 676240350
27	Géraldo AMARA Cameraman	INFO TV		Française	Homme	670 71 99 54
28	Ernest ATEBA Cameraman	VISION 4		Française	Homme	6 95 46 84 95
29	TONGA Richard JATO	RADIO <b>HOT</b> COCOA		Anglaise	Homme	677205545
30	Jonathan BABILA Marcelin NGANSOP Cameraman	EQUINOXE		Française et Anglaise	Homme	6 97 50 29 11
31	Derick JATO	MY MEDIA PRIME TV		Anglaise	Homme	674 28 23 49

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX - TRAVAIL - PATRIE

MINISTERE DES FINANCES

COMITE ITIE

Secrétariat Permanent

Tél/Fax : (237) 222 22 08 67

E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)

BP : Yaoundé



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

EITI COMMITTEE

N° \_\_\_\_\_/MINFI/ITIE/SP/GPA

Yaoundé,

## PROJET DE BUDGET

**Objet :** Validation du projet de budget pour encourager les journalistes à utiliser les données des rapports ITIE.

Nous avons l'honneur de solliciter votre **haut accord** sur le projet de budget visant à encourager les journalistes formés par le CRADEC et le GPA, pour la publication des informations extraites des rapports ITIE.


Votre accord en faveur du projet de budget concerne deux hypothèses de dépenses possibles, à savoir :

1. **Hypothèse 1 :** Utilisation du panel des journalistes uniquement pour l'état des lieux de l'évaluation ciblée, pour un montant total de **880 000 FCFA**.
2. **Hypothèse 2 :** Utilisation du panel des journalistes à la fois pour l'état des lieux et pour le débat public autour du rapport ITIE 2023, portant ainsi l'estimation à  $880\ 000 \times 2 = 1\ 760\ 000$  FCFA.

N°	Noms et prénoms	Médias	Téléphones	Estimation de budget
<b>PRESSE ECRITE ET RADIO PRIVEES</b>				
1	M. Jean Daniel OBAMA	L'ÉCONOMIE	696 93 06 16	20 000
2	Jean Dedieu BIDIAS	MUTATIONS	693 54 40 36	20 000
3	Lindovi NJIO	ŒIL DU SAHEL	650 05 03 62	20 000
4	Pepin NJOH	FINANCIER D'AFRIQUE	676 93 37 25	20 000
5	Prisca MEKAM	RADIO INTEGRATION	674 47 39 84	20 000
6	Louise NSANA	JOURNAL INTEGRATION	6 93 13 85 87	20 000
7	Pascal DIBAMO	ECONEWS	656 18 02 64	20 000
8	Arthur WANDJI	ECOMATIN	697 21 96 66	20 000
9	Blaise NANG	INVEST TIME	677 81 46 59	20 000
10	SONDE	THE POST	6 73 48 84 75	20 000
11	Théodore MIH NDZE	THE VOICE	675 23 26 50	20 000
12	Christian NGAH	THE GUARDIAN POST		20 000
13	ZE GABRIEL FELICIEN	FRATERNITE HEBDO	6 77 74 91 97	20 000
14	Etienne NDAGE	EAGLE's EYES	6 79 11 26 02	20 000
15	Amos MUANG NSAH	THE EXPRESS		20 000
16	CHIFU George NDI	THE WEBSITE		20 000

17	Colbert GWAIN FULAI	THE VOICE		20 000
18	Gerald NDIKUM	NEW HORIZON		20 000
19	Victor NDOKI	LES NOUVELLES DU PAYS		20 000
20	Olive EJANG TEBUG	THE ULTIMATE		20 000
21	Stephen OJONG	THE MEDIAN		20 000
22	CHIFU George NDI	THE WEBSITE		20 000
<b>MEDIAS INSTITUTIONNELS</b>				
23	Olivier KINGUE Cameraman	CRTV- Télé	6 76 96 76 31 699 82 85 17	30 000
24	Isaac NGONG KUM cameraman	CRTV- Télé	678604788	45000
25	Mauger	CAMEROON BUSINESS TODAY	675 32 59 56	20 000
26	Jocelyne MOULIOM	CAMEROON TRIBUNE	6 77 76 01 99	20 000
27	SARDI LAWAN	POSTE NATIONAL CRTV	6 80 14 33 50	40 000
28	CELCOM MINFI	CELCOM MINFI	6 96 95 79 49	20 000
29	CELCOM MINMIDT	CELCOM MINMIDT	6 97 58 70 71	20 000
<b>TELEVISIONS PRIVEES</b>				
30	Hycenth CHIA Cameraman	CANAL 2 INTERNATIONAL	676240350 676240350	30 000
31	Géraldo AMARA Cameraman	INFO TV	670 71 99 54	30 000
32	Ernest ATEBA Cameraman	VISION 4	6 95 46 84 95	30 000
33	Jonathan BABILA Marcelin NGANSOP Cameraman	EQUINOXE	6 97 50 29 11	45 000
		Imprévus (10%)		<b>80 000</b>
				<b>880 000</b>

\*

  
*Dr. Blasius Ngome Ph.D.*

**LE PRESIDENT DU GPA**

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX – TRAVAIL – PATRIE

-----  
MINISTERE DES FINANCES

-----  
COMITE ITIE

-----  
Secrétariat Permanent

Tél/Fax : (237) 222 22 08 67

E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)

BP : Yaoundé

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
EITI COMMITTEE



N° \_\_\_\_\_/MINFI/MINMIDT/ITIE/GPA Yaoundé,

## **Programme de renforcement des capacités en ligne des journalistes spécialisés dans l'analyse des données ITIE (16h30 - 17h30)**

*[Date exacte à préciser par le Président du GPA]*

Une session spécifique de renforcement des capacités d'une durée d'une heure est prévue, pour chaque membre du panel des journalistes sélectionnés. Ce volet de formation en ligne, via des plateformes comme WhatsApp ou Google Meet, a été intégré pour renforcer la compréhension des données ITIE et leur traitement analytique. La session placée sous la supervision Président du GPA, Dr Blasius NGOME sera animé par M. Michel BISSOU, Mme Line TCHANKOUE, Mme Corinne AHOUE.

### **Articulations de la formation**

Ledit module formation portera sur les éléments suivants :

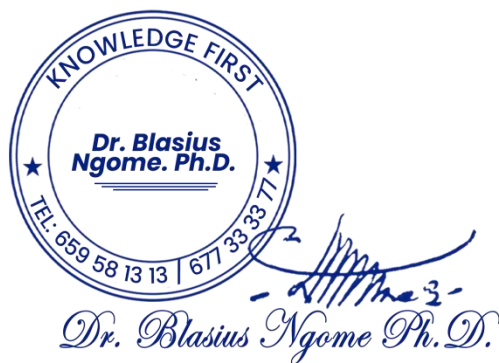
- **Introduction aux rapports ITIE et leur structure (16h30 - 16h45)** [Intervenant [M. Michel BISSOU](#)] : Explication détaillée de la structure des rapports ITIE, leur importance pour la transparence dans les secteurs extractifs, et la manière de les exploiter efficacement.
- **Extraction et analyse des données ITIE (16h45 - 17h00)** : Comment extraire des données pertinentes des rapports ITIE et les utiliser pour éclairer des enjeux économiques et politiques spécifiques aux secteurs extractifs.
- **Outils numériques pour l'analyse des données (17h00 - 17h15)** : Formation sur l'utilisation des outils numériques pour traiter et analyser les données ITIE, notamment les outils d'analyse de données financières et la présentation des résultats sous forme de graphiques ou de rapports d'analyse.
- **Séance de questions-réponses (17h15 - 17h30)** : Une session interactive où les journalistes pourront poser leurs questions et clarifier leurs doutes concernant l'utilisation des rapports ITIE et des outils numériques.

## Résultats attendus

- **Publications régulières** : Articles, rapports et synthèses publiés sur les médias traditionnels et numériques, éclairant la gestion des ressources extractives au Cameroun.
- **Sensibilisation accrue** : Amélioration de la compréhension du public, des décideurs et des acteurs économiques des enjeux liés à la transparence et à la gestion des ressources pétrolières, gazières et minières.
- **Renforcement de la gouvernance** : Influence positive sur les politiques publiques grâce à des analyses fondées sur des données transparentes.

## Livrables

Articles de fond rédigés par les journalistes formés et publiés dans le pressbook du site du Comité ITIE ou du MINMIDT.



**LE PRESIDENT DU GPA**

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX – TRAVAIL – PATRIE

-----  
MINISTERE DES FINANCES

-----  
COMITE ITIE

-----  
Secrétariat Permanent

Tél/Fax : (237) 222 22 08 67

E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)

BP : Yaoundé



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
EITI COMMITTEE

N° \_\_\_\_\_/MINFI/MINMIDT/ITIE/GPA

## DOSSIER DU PARTICIPANT

### PARTICIPANT'S FILE

#### RENFORCEMENT DES RELATIONS PUBLIQUES : FORMATION EN LIGNE ET CONSTITUTION D'UN GROUPE DE JOURNALISTES CAPABLES D'UTILISER LES INFORMATIONS ITIE

*Public relations strengthening: online training and creation of a group of journalists capable of using EITI data*

**DATE : 30 septembre 2025**

**September 30, 2025**

# SOMMAIRE

## I. INTRODUCTION

*Par le Dr Blasius NGOME, Président du GPA, Groupe de Travail mis en place par décision officielle du MINFI en août 2025*

*Comment lire et exploiter les données d'un rapport ITIE et des formulaires de données résumées pour éclairer le débat public au Cameroun ?*

## II. TERMES DE RÉFÉRENCE DE LA FORMATION EN LIGNE

## III. CONTENU DE LA FORMATION EN LIGNE

## IV. CAS PRATIQUES ET PROPOSITIONS D'ANGLES D'ANALYSES POUR LES JOURNALISTES

### **4.1. Cas pratique : Fiscalité Pétrolière au Cameroun entre 2018 et 2022 : enjeux, défis et perspectives dans un contexte de transition énergétique mondiale**

- Article suggéré : Article rédigé et suggéré par le GPA
- Autres pistes d'analyses sur la fiscalité pétrolière : Suggestions pour les Journalistes

### **4.2. Cas pratique : Évolution de l'Impôt sur les sociétés pétrolières au Cameroun (2018-2022)**

- Article suggéré : Article rédigé et suggéré par le GPA
- Autres pistes d'analyses sur la fiscalité pétrolière : Suggestions pour les Journalistes

### **4.3. Cas pratique : Contribution du secteur extractif à l'économie nationale**

### **4.4. Cas pratique : Evolution des paiements en numéraire et en nature du secteur extractif camerounais de 2018 à 2022**

### **4.5. Cas pratique : Analyse comparée des paiements et recettes budgétaires issus du secteur extractif de 2018 à 2022**

### **4.6. Cas pratique : Production et exportation pétrolières de 2018 à 2022**

## V. CONSEILS PRATIQUES À LA FIN DE LA FORMATION

### **5.1) Consignes à l'endroit des journalistes**

### **5.2) Consignes à l'endroit des cellules de communication MINFI et MINMIDT**

## 1. Introduction

**Par Dr Blasius NGOME, Président du Groupe de Travail (GPA) chargé de la communication ITIE, Représentant de l'Union des Journalistes du Cameroun au sein du Comité ITIE .**

*Comment lire et exploiter les données d'un rapport ITIE et des formulaires de données résumées pour éclairer le débat public au Cameroun ?*

Dans le cadre de la formation destinée à renforcer les capacités des journalistes pour leur permettre d'utiliser les données des rapports ITIE, il est essentiel de comprendre à la fois les rapports ITIE complets et de faciliter la compréhension des formulaires de données résumées. Ces formulaires présentent de manière simplifiée les informations essentielles contenues dans les rapports, rendant leur utilisation plus accessible pour éclairer le débat public.

### i. Comprendre les rapports ITIE

La Norme ITIE 2023 exige la publication de rapports détaillés sur la transparence des industries extractives, ainsi que des formulaires résumés. Les rapports ITIE portent sur les exigences de la Norme ITIE 2023, à savoir :

- ❖ **Exigence 2 : Cadre juridique et institutionnel, contrats et licences, bénéficiaires effectifs**  
**Objectif sous-jacent :** Garantir la transparence des contrats d'exploitation, des licences et des bénéficiaires effectifs des entreprises extractives. Cette exigence vise à assurer que les accords sont clairs et publics, permettant une meilleure compréhension des parties prenantes.
- ❖ **Exigence 3 : Exploration et production**  
**Objectif sous-jacent :** Publier des informations détaillées sur les activités d'exploration et de production des ressources naturelles. Cette exigence assure une visibilité complète des opérations et des flux d'extraction pour éviter toute opacité.
- ❖ **Exigence 4 : Collecte des recettes**  
**Objectif sous-jacent :** Assurer une collecte transparente et complète des recettes générées par les industries extractives. Cela garantit que tous les paiements effectués par les entreprises sont correctement collectés et rapportés pour une gestion responsable des fonds publics.
- ❖ **Exigence 5 : Gestion et répartition des recettes**  
**Objectif sous-jacent :** Veiller à une gestion claire et équitable de la répartition des recettes issues du secteur extractif. L'objectif est de garantir que les fonds générés profitent effectivement au développement national et local, avec une répartition équitable.
- ❖ **Exigence 6 : Dépenses économiques et sociales**  
**Objectif sous-jacent :** Assurer la transparence dans les dépenses économiques et sociales liées aux ressources extractives, notamment pour les projets de développement. Cela permet de suivre l'affectation des fonds aux projets qui bénéficient directement aux communautés et au développement national.

### ii. Lire et interpréter les données des rapports ITIE

Les journalistes doivent comprendre que les formulaires de données résumées sont des versions simplifiées des rapports complets. Ils présentent les informations financières et contractuelles

essentielles sous forme de tableaux, mettant en avant les paiements effectués par les entreprises et les revenus de l'État.

### iii. Importance de l'utilisation des données ITIE pour les journalistes

Les journalistes peuvent exploiter les données des rapports ITIE pour :

- ❖ **Eclairer le débat public** en tenant compte des enjeux économiques, politiques et sociaux du secteur extractif.
- ❖ **Rendre les données accessibles au public**

Les journalistes peuvent simplifier les informations contenues dans les rapports ITIE ou les formulaires résumés à l'aide de graphiques et d'infographies pour les rendre plus digestes pour le public.

- ❖ **Créer des comparaisons internationales**

Les données extraites peuvent aussi être utilisées pour comparer la gestion des ressources au Cameroun avec celle d'autres pays, stimulant ainsi un débat sur les meilleures pratiques et incitant les décideurs à adopter des stratégies plus efficaces.

## 2. TERMES DE RÉFÉRENCE

### i. Contexte et justification

Le Cameroun, membre de l'ITIE depuis 2005, publie chaque année des rapports ITIE détaillant les paiements effectués par les entreprises extractives et les revenus perçus par l'État. Ces rapports visent à promouvoir la transparence et à favoriser une gestion plus responsable des ressources extractives.

### ii. Objectif général

L'objectif principal est d'utiliser les données ITIE pour éclairer le débat public sur la gouvernance du secteur extractif. Les journalistes sont invités à fournir des analyses sur les enjeux économiques, sociaux et environnementaux liés à ces secteurs pour favoriser la transparence et la bonne gestion des ressources extractives.

### iii. Résultats attendus

- **Publications régulières** : Articles, rapports et synthèses publiés sur les médias traditionnels et numériques.
- **Sensibilisation accrue** : Amélioration de la compréhension du public et des décideurs.
- **Renforcement de la gouvernance** : Influence positive sur les politiques publiques grâce à des analyses fondées sur des données transparentes.

### iv. Méthodologie

Les journalistes adopteront une approche analytique pour exploiter les données des rapports ITIE, en suivant les étapes de collecte et analyse des données, rédaction d'articles et évaluation de l'impact des publications.

### v. Livrables

- Articles de fond rédigés par les journalistes formés.
- Rapport du GPA présenté au Comité ITIE.

## 3. CONTENU DE LA FORMATION

### 30 septembre 2025, 16h30 - 17h30 (1 heure)

- **Introduction aux rapports ITIE (16h30 - 16h45) :** *Comment lire et exploiter les données d'un rapport ITIE et des formulaires de données résumées pour éclairer le débat public au Cameroun ? [Dr Blasius NGOME]*
- **Extraction, analyse des données ITIE et sensibilisation sur les outils numériques pour l'analyse des données (16h45 - 17h00) :** *Cas pratique et angles d'analyses [Membres du Secrétariat Permanent du Comité ITIE]*
- **Conseils pratiques (17h00 - 17h15) :** *Utilisation des outils numériques pour traiter et analyser les données ITIE [Membres du Comité ITIE du GPA]*
- **Séance de questions-réponses (17h15 - 17h30) :** Session interactive pour clarifier les préoccupations des journalistes.

## 4. CAS PRATIQUES ET PROPOSITIONS D'ANGLES D'ANALYSES

### 4.1. Evolution de la fiscalité pétrolière au Cameroun à partir des données des rapports ITIE 2018 à 2022

#### 4.1.1. Cas pratique : évolution de la fiscalité pétrolière au Cameroun à partir des données des rapports ITIE 2018 à 2022

La fiscalité pétrolière joue un rôle crucial dans le financement de l'économie camerounaise, contribuant de manière significative au budget de l'État. Les rapports ITIE permettent de suivre l'évolution de cette fiscalité et d'identifier les tendances, les défis et les pistes d'amélioration dans la gestion des ressources pétrolières.

**2018 :** Les recettes fiscales pétrolières ont été de 120 milliards de FCFA, représentant 22% des recettes fiscales totales, avec l'impôt sur les sociétés (IS) pétrolier comme principal contributeur. Ces recettes ont été modestes mais ont amorcé une croissance, soutenues par des augmentations de transferts et de paiements en nature (Rapport ITIE 2018, p. 13).

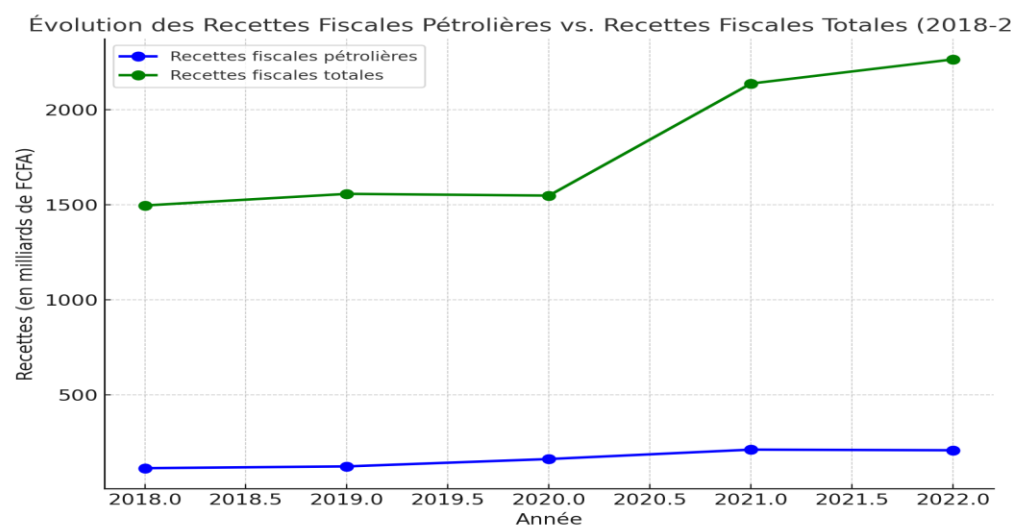
**2019 :** Une croissance notable a été observée, avec 145 milliards de FCFA (24% des recettes budgétaires totales). Cette année a marqué une amélioration des processus de collecte grâce à la digitalisation, favorisant ainsi une meilleure gestion des recettes fiscales (Rapport ITIE 2019, p. 19).

**2020 :** La pandémie a eu un impact sur les recettes pétrolières, mais l'impôt sur les sociétés pétrolières a généré 321,37 milliards de FCFA, représentant 60% des recettes extractives. Cela a été en grande partie dû à la mise en place de nouveaux systèmes de recouvrement (Rapport ITIE 2020, p. 22).

**2021** : Les recettes ont chuté à 139,3 milliards de FCFA, représentant 23,64% des recettes totales, marquées par une réduction des recettes liées à la baisse des prix des hydrocarbures et le ralentissement économique (Rapport ITIE 2021, p. 18).

**2022** : Une reprise marquée avec 294,97 milliards de FCFA (26,35% des recettes totales) grâce à la forte croissance de l'IS pétrolier, atteignant 207,52 milliards de FCFA (+154% par rapport à 2021). Cette performance a été stimulée par des prix plus élevés des hydrocarbures et une gestion plus transparente des recettes (Rapport ITIE 2022, p. 16).

En résumé, la fiscalité pétrolière du Cameroun a montré une forte croissance en 2020 et 2022, soutenue par des réformes dans la gestion fiscale et l'impact des prix internationaux du pétrole. Toutefois, des fluctuations ont eu lieu, particulièrement en 2021. Les perspectives de croissance pour les années suivantes dépendent de la gestion de la transition énergétique et des investissements dans l'infrastructure fiscale.



#### 4.1.2. Modèle d'article suggéré :

##### **Titre : La Fiscalité Pétrolière au Cameroun : un pilier du financement national face aux défis de la transition énergétique**

La fiscalité pétrolière occupe une place stratégique dans le financement de l'économie camerounaise, représentant une part importante des recettes fiscales de l'État. Entre 2018 et 2022, les rapports de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) ont révélé une tendance générale à la hausse des recettes fiscales issues du secteur pétrolier, même si des défis subsistent.

En 2018, les recettes fiscales pétrolières ont atteint 120 milliards de FCFA, représentant 22 % des recettes fiscales totales du pays. Cette année-là, l'impôt sur les sociétés pétrolières (IS) a constitué le principal contributeur, même si les recettes demeuraient modestes (Rapport ITIE 2018, p. 13). En 2019, les recettes ont connu une augmentation significative pour atteindre 145 milliards de FCFA, soit 24 % des recettes budgétaires totales, soutenues par une digitalisation progressive des processus de collecte (Rapport ITIE 2019, p. 19).

L'année 2020, marquée par la pandémie mondiale, a vu un rebond exceptionnel des recettes fiscales pétrolières, avec 321 milliards de FCFA, représentant 60 % des recettes extractives totales. Ce record a été facilité par l'introduction de nouveaux systèmes de recouvrement, permettant de maintenir une certaine stabilité dans les finances publiques malgré la chute des prix du pétrole (Rapport ITIE 2020, p. 22).

Cependant, en 2021, les recettes ont chuté à 139,3 milliards de FCFA, représentant 23,64 % des recettes totales, en raison de la baisse des prix des hydrocarbures et du ralentissement économique lié à la pandémie (Rapport ITIE 2021, p. 18). Une reprise a été observée en 2022, avec des recettes fiscales pétrolières atteignant 294,97 milliards de FCFA, soit 26,35 % des recettes totales, stimulées par une forte croissance de l'impôt sur les sociétés pétrolières (Rapport ITIE 2022, p. 16).

Cette évolution des recettes fiscales pétrolières montre l'importance de ce secteur pour l'économie camerounaise, mais met également en évidence sa vulnérabilité aux fluctuations des prix mondiaux du pétrole. À l'heure où la transition énergétique devient un enjeu mondial, il devient essentiel pour le pays de diversifier ses sources de revenus pour garantir une croissance stable et durable. L'introduction de la fiscalité verte, avec des incitations fiscales pour les énergies renouvelables, pourrait constituer une réponse pertinente aux défis environnementaux et économiques actuels.

Les rapports ITIE continueront de jouer un rôle fondamental dans la promotion de la transparence et de la bonne gouvernance des ressources pétrolières, en aidant le pays à se préparer à un avenir plus durable et résilient face aux défis de la transition énergétique.

#### **4.1.3. Autres angles d'analyses sur la fiscalité pétrolière : suggestions pour les journalistes**

Dans le cadre de la formation des journalistes, plusieurs pistes d'analyses peuvent être explorées pour approfondir la compréhension de la fiscalité pétrolière au Cameroun et ses impacts sur l'économie nationale. Ci-après quelques axes d'analyse suggérés par le GPA :

- **Angle 1 : évaluation des efforts de transparence des contrats pétroliers**

*L'une des premières étapes pour renforcer la gouvernance des ressources pétrolières réside dans la transparence des contrats d'exploitation. Il est crucial pour les journalistes de mener une analyse approfondie de l'évolution de la publication des contrats pétroliers au Cameroun. Cette analyse devrait porter sur les efforts réalisés pour garantir une divulgation complète et systématique des informations relatives aux conditions d'exploitation, aux parties prenantes et aux bénéficiaires pour l'État. En particulier, les journalistes peuvent examiner l'efficacité des mécanismes mis en place par l'État pour rendre ces contrats accessibles au public et aux acteurs économiques, tout en identifiant les points d'amélioration possibles dans la politique de divulgation des informations.*

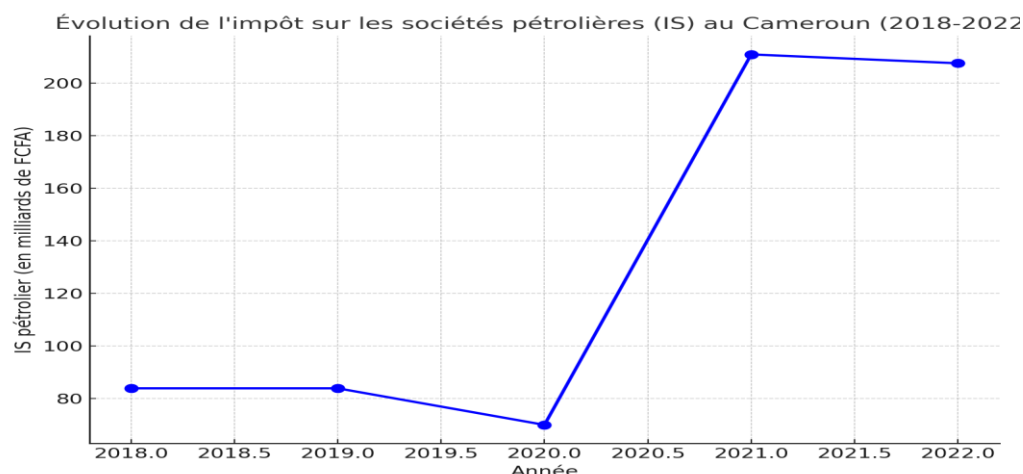
- **Angle 2 : comparaison des recettes fiscales de 2018 à 2022 et leur impact sur l'économie nationale**

*Une autre piste d'analyse consiste à comparer l'évolution des recettes fiscales issues du secteur pétrolier entre 2018 et 2022, et à évaluer leur impact sur l'économie nationale. Les journalistes peuvent analyser les fluctuations des recettes fiscales annuelles, telles que celles issues de l'impôt sur les sociétés pétrolières (IS pétrolier), des royalties et autres taxes. Cette analyse pourrait se concentrer sur la contribution de ces recettes au financement du budget national, en particulier leur rôle dans le soutien aux investissements publics et aux projets d'infrastructure. L'objectif est de comprendre comment ces recettes influent sur la politique économique du pays et si possible comment*

elles sont allouées aux priorités nationales, telles que la santé, l'éducation et le développement des infrastructures.

## 4.2. : Évolution de l'impôt sur les sociétés pétrolières au Cameroun (2018-2022)

### 4.2.1. Cas pratique : évolution de l'impôt sur les sociétés pétrolières au Cameroun de 2018 à 2022



Le graphique ci-dessus rend compte de l'évolution de l'impôt sur les sociétés pétrolières (IS) au Cameroun de 2018 à 2022, basé sur les données des rapports ITIE. Ce graphique montre l'augmentation des recettes fiscales, particulièrement en 2021 et 2022, avec des pics significatifs en raison de la hausse des prix du pétrole et de la gestion accrue des revenus par la SNH.

### 4.2.2. Modèle d'article suggéré :

#### **Titre : Croissance et Défis : L'Évolution de l'Impôt sur les Sociétés Pétrolières au Cameroun (2018-2022)**

L'analyse de la fiscalité pétrolière au Cameroun de 2018 à 2022 à partir des rapports ITIE montre une progression notable de l'impôt sur les sociétés (IS) pétrolier, qui constitue l'impôt le mieux collecté chaque année dans le secteur extractif.

2018 : Le secteur pétrolier a commencé à connaître une hausse modérée des recettes fiscales, avec des contributions principalement liées à l'impôt sur les sociétés. Cependant, la contribution globale du secteur pétrolier était encore en développement, avec des recettes fiscales relativement faibles par rapport aux années suivantes. La fiscalité restait encore dominée par des revenus issus de la production en nature, principalement des hydrocarbures, qui ne sont pas toujours directement liés aux rendements fiscaux (Rapport ITIE 2018).

2019 : En 2019, la fiscalité pétrolière a commencé à croître grâce à l'augmentation des prix des hydrocarbures. L'impôt sur les sociétés pétrolières a continué d'être le principal contributeur fiscal, représentant une proportion plus importante des recettes budgétaires. Cette année-là, le Cameroun a

enregistré un bond dans les recettes fiscales pétrolières, atteignant 83,90 milliards de FCFA en IS, un signe de l'amélioration de la collecte (Rapport ITIE 2019, p. 18).

2020 : L'année 2020 a été marquée par une pandémie mondiale qui a affecté les prix du pétrole et, par conséquent, les revenus fiscaux. Malgré cette baisse, l'impôt sur les sociétés pétrolières est resté un pilier essentiel de la fiscalité. Les recettes pétrolières étaient encore dominées par l'IS, bien qu'il y ait eu une légère baisse par rapport à l'année précédente en raison de la baisse des volumes produits et de la volatilité des prix (Rapport ITIE 2020, p. 22).

2021 : L'impôt sur les sociétés pétrolières a fortement contribué à la reprise des finances publiques, avec une augmentation de 151,36 % des recettes par rapport à 2020. L'IS a atteint 210,89 milliards de FCFA, principalement grâce à la hausse des prix du pétrole sur les marchés mondiaux (Rapport ITIE 2021, p. 19). Cette année-là, le secteur extractif a vu une croissance substantielle de ses recettes fiscales, illustrant un renforcement de la collecte.

2022 : En 2022, l'IS pétrolier a continué d'exploser avec un total de 207,52 milliards de FCFA, représentant 18,54 % des recettes fiscales globales du pays. Cette performance remarquable est attribuée à une stabilité accrue des prix du pétrole et à une gestion améliorée des revenus, avec la SNH jouant un rôle clé dans la collecte. En 2022, l'État a perçu 774,51 milliards de FCFA via la SNH, ce qui a permis de soutenir de manière substantielle le budget national (Rapport ITIE 2022, p. 16).

En d'autres termes, l'impôt sur les sociétés pétrolières est de loin la source la plus fiable et la plus importante des recettes fiscales dans le secteur des hydrocarbures. Pour améliorer cette situation dans un contexte mondial où la transition énergétique est devenu un enjeu, il serait pertinent d'envisager des réformes fiscales qui encouragent les entreprises pétrolières à adopter des pratiques plus durables. Les incitations fiscales pour les investissements dans des technologies d'énergie renouvelable pourraient être un levier stratégique pour aligner la fiscalité pétrolière avec les objectifs de transition énergétique. Cela pourrait inclure par exemple des crédits d'impôt pour la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> ou des exonérations fiscales pour les projets d'énergie verte (Rapport ITIE 2022, p. 20).

#### **4.2.3. Autres pistes d'analyses sur les flux financiers dans le secteur pétrolier : suggestions pour les journalistes**

Dans le cadre de la formation des journalistes, plusieurs pistes d'analyses peuvent être explorées pour approfondir la compréhension des flux d'impôts au Cameroun et ses impacts sur l'économie nationale ou la contribution aux impôts par entreprise pétrolière

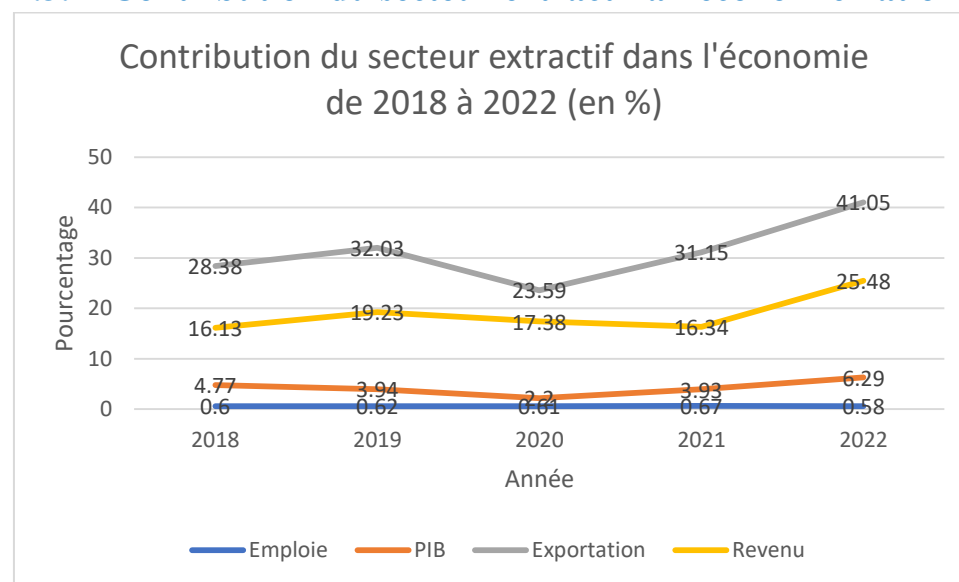
- **Angle 1 : l'impact de la contribution fiscale de chaque entreprise pétrolière (2018-2022)**

*Les journalistes pourraient analyser la contribution fiscale de chaque entreprise pétrolière présente au Cameroun sur la période de 2018 à 2022. Cette analyse détaillée mettrait en lumière les disparités entre les compagnies pétrolières multinationales et éventuellement locales en termes de paiement d'impôts. En croisant les données ITIE, il pourrait aussi être intéressant de comparer les montants d'impôts payés, les conditions fiscales spécifiques auxquelles chaque entreprise est soumise et les ajustements fiscaux réalisés. Cette approche pourrait révéler des inégalités ou des zones d'optimisation fiscales, tout en mettant en lumière les pratiques transparentes ou opaques des entreprises pétrolières. Cela permettrait de mieux comprendre les dynamiques internes au secteur et d'éventuellement suggérer des réformes fiscales pour assurer une plus grande équité dans les contributions fiscales des acteurs du secteur extractif.*

▪ **Angle 2 : les défis du recouvrement fiscal hors impôt sur les sociétés : flux fiscaux et obstacles à la récupération des revenus sectoriels**

Un autre angle d'analyse pertinent serait de se concentrer sur les autres flux fiscaux générés par l'industrie pétrolière, tels que les redevances, les taxes sur la production et les paiements en nature (comme les volumes d'hydrocarbures). Les journalistes pourraient examiner en profondeur pourquoi ces flux ne génèrent pas autant de recettes que l'impôt sur les sociétés, malgré leur importance théorique. À partir des données ITIE, cette analyse se pencherait sur les défis liés à la collecte de ces taxes, notamment les problèmes d'évaluation, de transparence et de traçabilité des paiements. Les journalistes pourraient également investiguer sur l'efficacité des mécanismes de contrôle mis en place par l'État et les entreprises pétrolières pour collecter ces flux, en soulignant les obstacles bureaucratiques, les retards dans les paiements ou encore les zones de non-conformité fiscale.

### 4.3. Contribution du secteur extractif à l'économie nationale

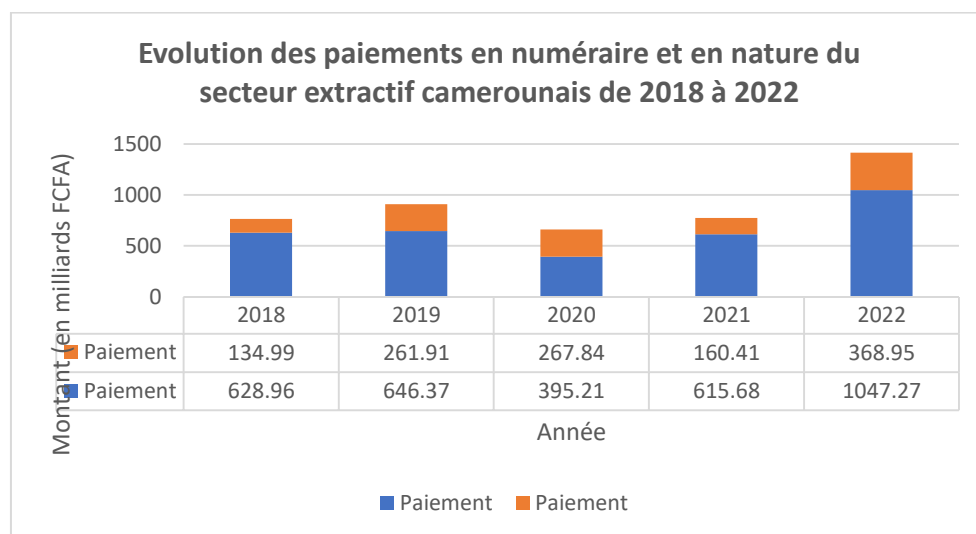


Source : Rapports ITIE Cameroun 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022

De 2018 à 2022, les données économiques montrent que l'exploitation de ses ressources extractives ne fait pas du Cameroun Etat rentier. Les contributions du dit secteur tant aux recettes budgétaires que d'exportation sont restées en deca des seuils jugés critiques par les Institutions Financières Internationales. Elles se situent en moyenne, pour ce qui est des revenus à 18,91% (*inférieur au tiers du PIB*) et 31.24% (*inférieur au 50% des recettes d'exportation*). Pour ce qui est de l'emploi, les données ITIE montre que le secteur extractif est faiblement pourvoyeur d'emploi. Environ 0.6% de contribution à la main d'œuvre en moyenne. En 2020 et 2022, le secteur extractif a connu des extrema en termes de contribution au PIB, soit une contribution minimale de 2.2% en 2020 contre une contribution maximale de 6.29% en 2022. La prise en compte de l'impact de la COVID-19 ainsi que la relance du commerce mondiale de pétrole pourraient justifier ces faits.

Ces chiffres sont significativement impactés par l'industrie des hydrocarbures qui seul contribue à plus de 90% des revenus issus du secteur extractif. Faute de diversification de son tissu industriel et au regard des prévisions des retombés des projets miniers de fer de Grand ZAMBI et de la Lobé, ainsi que de la bauxite de Minim Martap, leur entrée en exploitation ne plongerait-il pas le Cameroun dans le bassin des Etats rentiers ?

#### 4.4. Evolution des paiements en numéraire et en nature du secteur extractif camerounais de 2018 à 2022

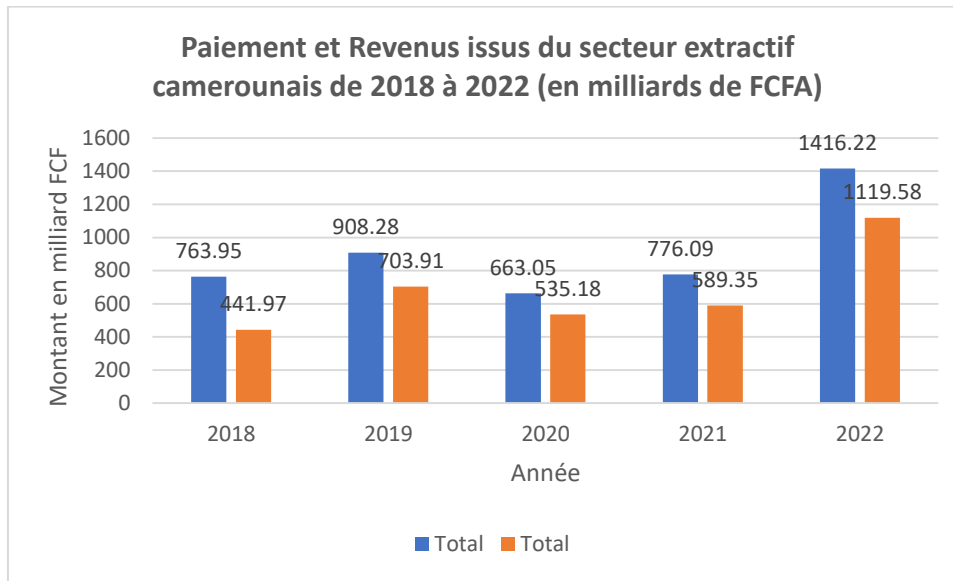


Source : Rapports ITIE Cameroun 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022

Les paiements qu'effectuent les entreprises extractives auprès de l'Etat sont fortement marqués par les paiements en nature. Ces paiements en nature, pour ce qui est du secteur des hydrocarbures, sont du fait des paiements effectués par les sociétés pétrolières auprès de la SNH, majoritairement à la SNH-Mandat en comparaison à la SNH -Fonctionnement. Pour ce qui est du secteur minier, il s'agit surtout des prélèvements en nature issus de l'EMAPE. En effet, de 2018 à 2022, les Rapports ITIE nous montrent que les paiements en nature ont toujours été supérieurs à ceux en numéraire. Ces paiements en numéraires sont issus des taxes et impôts payés auprès des régis financières, mais également des paiements effectués notamment auprès de la SNH, du MINMIDT.

Il faut relever que faute de structure de transformation (raffinage) de son pétrole brut, ces paiements en nature sont convertis en valeur monétaire grâce au actions issues de leur vente.

#### 4.5. Analyse comparée des paiements et recettes budgétaires issus du secteur extractif de 2018 à 2022

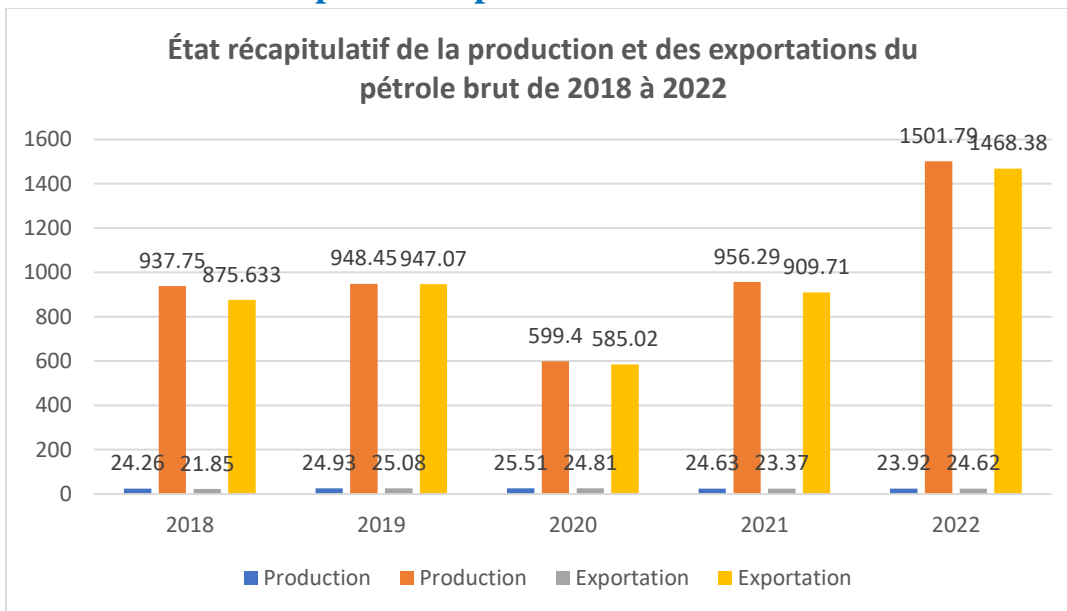


Source : Rapports ITIE Cameroun 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022

L'analyse des données issues des rapports ITIE révèle que ce n'est pas tout ce qui payé par les entreprises à l'Etat qui est forcément pris en compte dans son budget. En effet, s'il est vrai que la majorité de ces paiements se font auprès des régis financières avec en tête de liste le Trésor, reste que d'autres paiements vont dans des caisses autres comme celles de la CNPS via les cotisations sociales, de la SNI via les dividendes, et d'autres bénéficiaires à l'exemple des communautés à travers notamment les paiements sociaux ou même le MINMIDT.

Le pic de des paiements et des recettes budgétaires a été observé en 2022. Les paiements s'élevaient à 1416.22 milliards tandis que les recettes budgétaires issus de ces paiements étaient de 1119.58 milliards de FCFA

#### 4.6. Production et exportation pétrolières de 2018 à 2022



Source : Rapports ITIE Cameroun 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022

L'évolution de la production pétrolière est fluctuante depuis 2018. L'analyse de ces données tant sur le plan des volumes que des valeurs impose de prendre en compte les effets prix au cours de la période de référence.

En effet, bien que la production ait été la plus faible en 2022 (23,92 millions de baril) qu'en 2020 (25.51 millions de baril), la comparaison des revenus issus de cette production montrait l'inverse. Relativement à l'analyse des exportations, celles des produits pétroliers suit la même courbe que celle de la production. En effet, faute de capacité de stockage de la production brute, elle est de suite exportée. A ce titre, les données ITIE montrent que le Cameroun exporte en moyenne plus de 95% de sa production brute.

En 2020 elle a été au plus bas, tandis qu'en 2022 elle a été maximale au cours de cette période.

## V. CONSEILS PRATIQUES À LA FIN DE LA FORMATION

### 5.1) Consignes à l'endroit des journalistes :

À l'issue de cette formation, les journalistes formés sont invités à mettre en pratique les connaissances acquises en rédigeant un article détaillé analysant les données des rapports ITIE. L'objectif est de produire un contenu informatif sur la gestion des ressources extractives au Cameroun, en se basant sur les rapports ITIE disponibles.

### Recommandations pour rédiger un article ou reportage avec les données ITIE :

1. **Choisir un angle d'analyse pertinent :**  
L'article doit se concentrer sur un aspect spécifique des rapports ITIE (ex : transparence des contrats pétroliers, évolution des recettes fiscales, impacts sociaux et environnementaux des activités extractives). Faites le lien avec les enjeux économiques, politiques et sociaux actuels du pays ou mondiaux.
2. **Analyser les données :**  
Utilisez les données issues des rapports ITIE pour étayer vos arguments. Vous pouvez intégrer des graphiques ou des tableaux pour rendre les informations plus accessibles et compréhensibles.
3. **Contextualiser les données :**  
Mettez les données en perspective, en les comparant avec celles des années précédentes ou en les confrontant à des situations similaires dans d'autres pays.
4. **Être objectif :**  
L'analyse doit être factuelle. Soulevez les points forts et les faiblesses, tout en restant objectif dans votre jugement.
5. **Respecter le délai de publication :**  
L'article doit être rédigé et prêt à être publié dans un délai d'une semaine après la fin de la formation.
6. **Soumettre l'article pour relecture (si nécessaire) :**  
Si vous estimez que votre article a besoin d'une relecture avant publication, vous pouvez soumettre votre travail aux Membres du GPA à ces adresses :
  - enondia77@gmail.com
  - cocoahoupe@gmail.com
  - nmbissou8@gmail.com

- line.tchankoue@cm.addaxpetroleum.com

### **Modalités de soumission :**

Les journalistes sont invités à envoyer les coupures d'articles ou les liens des articles qu'ils ont publiés par mail aux adresses suivantes :

- [enondia77@gmail.com](mailto:enondia77@gmail.com) (Dr Blasius NGOME, Président du GPA)
- [ondiguiagnessolange@yahoo.com](mailto:ondiguiagnessolange@yahoo.com) (Mme Agnès Solange ONDIGUI OWONA, Secrétaire Permanent)
- [cocoahoupe@gmail.com](mailto:cocoahoupe@gmail.com) (Mme Corinne AHOUBE, responsable de la communication)
- [nmbissou8@gmail.com](mailto:nmbissou8@gmail.com) (M. Michel BISSOU, cadre)
- [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)

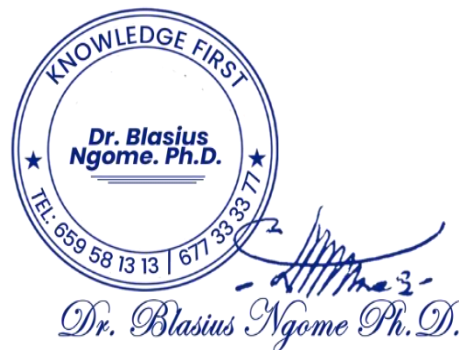
En suivant ces conseils et en respectant les délais, les journalistes contribueront à enrichir le débat public sur la gestion des ressources extractives au Cameroun, tout en favorisant une meilleure compréhension des enjeux de transparence et de gouvernance dans ce secteur, alors que le pays se prépare à une évaluation à mi-parcours dans le cadre de l'ITIE.

### **5.2) Consignes à l'endroit des cellules de communication MINFI et MINMIDT :**

Les cellules de communication du MINFI et du MINMIDT, en charge des relations publiques du Comité ITIE, sont invitées à porter une attention particulière aux journalistes formés à l'utilisation des données des Rapports ITIE. La qualité des contenus rédigés par ces journalistes peut influencer la notation du pays dans le cadre de l'évaluation de l'ITIE. Il a été constaté que certains journalistes se contentent de rédiger des comptes rendus d'activités, or ce qui est attendu est une **analyse approfondie des données ITIE avec ou sans celles qui existent dans l'espace public**.

Ainsi, il est essentiel de rappeler à ces journalistes de privilégier l'analyse des données des rapports ITIE plutôt que de simplement relater les événements. Cette démarche est cardinale pour contribuer positivement à la notation de l'Exigence 7.1.

### **LE PRESIDENT DU GPA**



REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX – TRAVAIL – PATRIE

-----  
MINISTERE DES FINANCES

-----  
COMITE ITIE

-----  
Secrétariat Permanent

Tél/Fax : (237) 222 22 08 67

E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)

BP : Yaoundé



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
EITI COMMITTEE

No. \_\_\_\_\_/MINFI/MINMIDT/ITIE/GPA

## PARTICIPANT'S FILE

### DOSSIER DU PARTICIPANT

#### STRENGTHENING PUBLIC RELATIONS: ONLINE TRAINING AND CREATION OF A GROUP OF JOURNALISTS CAPABLE OF USING EITI INFORMATION

*Renforcement des relations publiques : formation en ligne et constitution d'un groupe de  
journalistes capables d'utiliser les informations ITIE*

DATE: September 30, 2025  
*30 Septembre 2025*

## SUMMARY

### I. INTRODUCTION

*By Dr. Blasius NGOME, Chair of the GPA, a working group established by official decision of the MINFI in August 2025*

*How to read and use data from an EITI report and summary data forms to inform public debate in Cameroon?*

### II. TERMS OF REFERENCE FOR THE ONLINE TRAINING

### III. CONTENT OF THE ONLINE TRAINING

### IV. CASE STUDIES AND SUGGESTED ANGLES OF ANALYSIS FOR JOURNALISTS

#### 4.1. Practical case study: Oil taxation in Cameroon between 2018 and 2022: issues, challenges, and prospects in the context of global energy transition

- Suggested article: Article written and suggested by the GPA
- Other avenues for analysis of oil taxation: Suggestions for journalists

#### 4.2. Case study: Changes in corporate tax on oil companies in Cameroon (2018-2022)

- Suggested article: Article written and suggested by the GPA
- Other avenues for analysis on oil taxation: Suggestions for journalists

#### 4.3. Case study: Contribution of the extractive sector to the national economy

#### 4.4. Case study: Changes in cash and in-kind payments in Cameroon's extractive sector from 2018 to 2022

#### 4.5. Case study: Comparative analysis of payments and budget revenues from the extractive sector from 2018 to 2022

#### 4.6. Case study: Oil production and exports from 2018 to 2022

### V. PRACTICAL ADVICE AT THE END OF THE TRAINING

#### 5.1) Instructions for journalists

#### 5.2) Guidelines for MINFI and MINMIDT communications units

## 1. Introduction

**By Dr. Blasius NGOME, Chair of the Working Group (GPA) responsible for EITI communication, Representative of the Union of Journalists of Cameroon on the EITI Committee.**

*How can the data in an EITI report and summary data forms be read and used to inform public debate in Cameroon?*

As part of training to build the capacity of journalists to use data from EITI reports, it is essential to understand both the full EITI reports and to facilitate understanding of the summary data forms. These forms present the essential information contained in the reports in a simplified manner, making them more accessible for use in informing public debate.

### i. Understanding EITI reports

The EITI Standard 2023 requires the publication of detailed reports on transparency in the extractive industries, as well as summary forms. EITI reports cover the requirements of the EITI Standard 2023, namely:

- ❖ **Requirement 2: Legal and institutional framework, contracts and licenses, beneficial owners**  
**Underlying objective:** To ensure transparency of operating contracts, licenses, and beneficial owners of extractive companies. This requirement aims to ensure that agreements are clear and public, allowing for better understanding by stakeholders.
- ❖ **Requirement 3: Exploration and production**  
**Underlying objective:** To publish detailed information on natural resource exploration and production activities. This requirement ensures full visibility of operations and extraction flows to avoid any opacity.
- ❖ **Requirement 4: Revenue collection**  
**Underlying objective:** Ensure transparent and complete collection of revenues generated by extractive industries. This guarantees that all payments made by companies are properly collected and reported for responsible management of public funds.
- ❖ **Requirement 5: Revenue management and distribution**  
**Underlying objective:** To ensure clear and equitable management of the distribution of revenues from the extractive sector. The aim is to guarantee that the funds generated effectively benefit national and local development, with equitable distribution.
- ❖ **Requirement 6: Economic and social expenditures**  
**Underlying objective:** To ensure transparency in economic and social expenditures related to extractive resources, particularly for development projects. This allows for monitoring the allocation of funds to projects that directly benefit communities and national development.

### ii. Reading and interpreting EITI report data

Journalists should understand that summary data forms are simplified versions of the full reports. They present key financial and contractual information in tabular form, highlighting payments made by companies and revenues to the state.

### iii. Importance of using EITI data for journalists

Journalists can use data from EITI reports to:

- ❖ **Inform public debate** by taking into account the economic, political, and social issues of the extractive sector.
- ❖ **Make data accessible to the public**

## 4. CASE STUDIES AND SUGGESTED ANALYSIS PERSPECTIVES

### 4.1. Evolution of oil taxation in Cameroon based on data from EITI reports 2018 to 2022

#### 4.1.1 . Practical case: evolution of oil taxation in Cameroon based on data from EITI reports 2018 to 2022

Oil taxation plays a crucial role in financing the Cameroonian economy, contributing significantly to the state budget. EITI reports make it possible to track changes in this taxation and identify trends, challenges, and areas for improvement in the management of oil resources.

**2018:** Oil tax revenues amounted to CFAF 120 billion, representing 22% of total tax revenues, with oil corporate income tax (CIT) as the main contributor. These revenues were modest but began to grow, supported by increases in transfers and payments in kind (EITI Report 2018, p. 13).

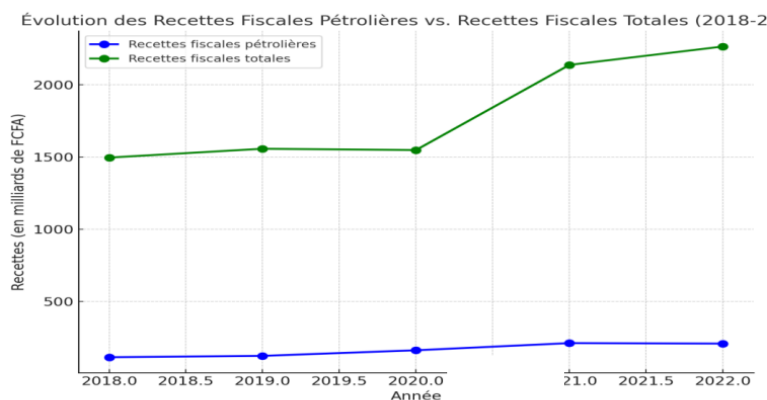
**2019:** Significant growth was observed, with 145 billion CFA francs (24% of total budget revenues). This year saw an improvement in collection processes thanks to digitization, thereby promoting better management of tax revenues (EITI Report 2019, p. 19).

**2020:** The pandemic had an impact on oil revenues, but corporate tax on oil companies generated 321.37 billion CFA francs, representing 60% of extractive revenues. This was largely due to the implementation of new collection systems (EITI Report 2020, p. 22).

**2021:** Revenues fell to CFAF 139.3 billion, representing 23.64% of total revenues, marked by a reduction in revenues linked to lower hydrocarbon prices and the economic slowdown (EITI Report 2021, p. 18).

**2022:** A marked recovery with 294.97 billion CFA francs (26.35% of total revenues) thanks to strong growth in oil income tax, reaching 207.52 billion CFA francs (+154% compared to 2021). This performance was driven by higher hydrocarbon prices and more transparent revenue management (EITI Report 2022, p. 16).

In summary, Cameroon's oil taxation showed strong growth in 2020 and 2022, supported by reforms in tax management and the impact of international oil prices. However, there were fluctuations, particularly in 2021. The growth outlook for the coming years depends on the management of the energy transition and investments in tax infrastructure.



5 /13

#### 4.1.2. Suggested article template:

##### **Title: Oil Taxation in Cameroon: a pillar of national financing in the face of the challenges of the energy transition**

Oil taxation plays a strategic role in financing the Cameroonian economy, accounting for a significant share of the state's tax revenues. Between 2018 and 2022, reports from the Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) revealed a general upward trend in tax revenues from the oil sector, although challenges remain.

In 2018, oil tax revenues reached CFAF 120 billion, representing 22% of the country's total tax revenues. That year, corporate income tax on oil companies was the main contributor, although revenues remained modest (EITI Report 2018, p. 13). In 2019, revenues increased significantly to CFAF 145 billion, or 24% of total budget revenues, supported by the gradual digitization of collection processes (EITI Report 2019, p. 19).

The year 2020, marked by the global pandemic, saw an exceptional rebound in oil tax revenues, with CFAF 321 billion, representing 60% of total extractive revenues. This record was facilitated by the introduction of new collection systems, which helped maintain a degree of stability in public finances despite the fall in oil prices (EITI Report 2020, p. 22).

However, in 2021, revenues fell to CFAF 139.3 billion, representing 23.64% of total revenues, due to lower hydrocarbon prices and the economic slowdown linked to the pandemic (EITI Report 2021, p. 18). A recovery was observed in 2022, with oil tax revenues reaching CFAF 294.97 billion, or 26.35% of total revenues, driven by strong growth in corporate income tax on oil companies (EITI Report 2022, p. 16).

This trend in oil tax revenues shows the importance of this sector for the Cameroonian economy, but also highlights its vulnerability to fluctuations in global oil prices. At a time when energy transition is becoming a global issue, it is essential for the country to diversify its sources of income to ensure stable and sustainable growth. The introduction of green taxation, with tax incentives for renewable energies, could be a relevant response to current environmental and economic challenges.

EITI reports will continue to play a fundamental role in promoting transparency and good governance of oil resources, helping the country prepare for a more sustainable and resilient future in the face of the challenges of the energy transition.

#### 4.1.3. Other angles of analysis on oil taxation: suggestions for journalists

As part of journalist training, several avenues of analysis can be explored to deepen understanding of oil taxation in Cameroon and its impact on the national economy. Below are some areas of analysis suggested by the GPA:

- **Angle 1: assessment of efforts to ensure transparency in oil contracts**

*One of the first steps in strengthening the governance of oil resources is to ensure the transparency of exploitation contracts. It is crucial for journalists to conduct an in-depth analysis of developments in the publication of oil contracts in Cameroon. This analysis should focus on efforts to ensure full and systematic disclosure of information on exploitation conditions, stakeholders, and benefits to the state. In particular, journalists can examine the effectiveness of the mechanisms put in place by the state to make these contracts accessible to the public and economic actors, while identifying areas for improvement in the information disclosure policy.*

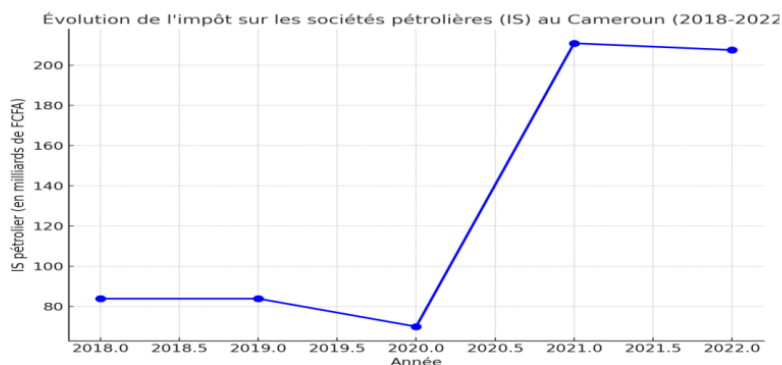
- **Angle 2: Comparison of tax revenues from 2018 to 2022 and their impact on the national economy**

*Another avenue for analysis is to compare the evolution of tax revenues from the oil sector between 2018 and 2022 and assess their impact on the national economy. Journalists can analyze fluctuations in annual tax revenues, such as those from corporate income tax on oil companies, royalties, and other taxes. This analysis*

could focus on the contribution of these revenues to the financing of the national budget, in particular their role in supporting public investment and infrastructure projects. The aim is to understand how these revenues influence the country's economic policy and, if possible, how they are allocated to national priorities such as health, education, and infrastructure development.

## 4.2: Changes in oil company tax in Cameroon (2018-2022)

### 4.2.1. Case study: changes in corporate tax on oil companies in Cameroon from 2018 to 2022



The graph above shows the evolution of corporate tax on oil companies in Cameroon from 2018 to 2022, based on data from EITI reports. This graph shows the increase in tax revenues, particularly in 2021 and 2022, with significant peaks due to rising oil prices and increased revenue management by the SNH.

### 4.2.2. Suggested article template:

#### **Title: Growth and Challenges: The Evolution of Taxation on Oil Companies in Cameroon (2018-2022)**

An analysis of oil taxation in Cameroon from 2018 to 2022 based on EITI reports shows a notable increase in oil corporate income tax (CIT), which is the most collected tax each year in the extractive sector.

2018: The oil sector began to experience a moderate increase in tax revenues, with contributions mainly related to corporate income tax. However, the overall contribution of the oil sector was still developing, with relatively low tax revenues compared to subsequent years. Taxation was still dominated by revenues from production in kind, mainly hydrocarbons, which are not always directly linked to tax yields (EITI Report 2018).

2019: In 2019, oil taxation began to grow thanks to rising hydrocarbon prices. Taxes on oil companies continued to be the main source of tax revenue, accounting for a larger share of budget revenue. That year, Cameroon saw a jump in oil tax revenue, reaching 83.90 billion CFA francs in corporate income tax, a sign of improved collection (EITI Report 2019, p. 18).

2020: The year 2020 was marked by a global pandemic that affected oil prices and, consequently, tax revenues. Despite this decline, corporate income tax on oil companies remained an essential pillar of taxation. Oil revenues were still dominated by CIT, although there was a slight decrease compared to the previous year due to lower production volumes and price volatility (EITI Report 2020, p. 22).

2021: Taxation of oil companies contributed significantly to the recovery of public finances, with a 151.36% increase in revenues compared to 2020. Corporate income tax reached CFAF 210.89 billion,

mainly due to higher oil prices on world markets (EITI Report 2021, p. 19). That year, the extractive sector saw substantial growth in tax revenues, illustrating a strengthening of collection.

2022: In 2022, oil CIT continued to skyrocket, totaling CFAF 207.52 billion, representing 18.54% of the country's overall tax revenues. This remarkable performance is attributed to increased oil price stability and improved revenue management, with SNH playing a key role in collection. In 2022, the government collected 774.51 billion CFA francs through the SNH, which substantially supported the national budget (EITI Report 2022, p. 16).

In other words, corporate tax on oil companies is by far the most reliable and significant source of tax revenue in the hydrocarbon sector. To improve this situation in a global context where energy transition has become a key issue, it would be appropriate to consider tax reforms that encourage oil companies to adopt more sustainable practices. Tax incentives for investments in renewable energy technologies could be a strategic lever for aligning oil taxation with energy transition objectives. This could include, for example, tax credits for CO<sub>2</sub> emission reductions or tax exemptions for green energy projects (EITI Report 2022, p. 20).

#### **4.2.3. Other avenues for analysis of financial flows in the oil sector: suggestions for journalists**

As part of journalist training, several avenues of analysis can be explored to deepen understanding of tax flows in Cameroon and their impact on the national economy or the tax contribution of oil companies

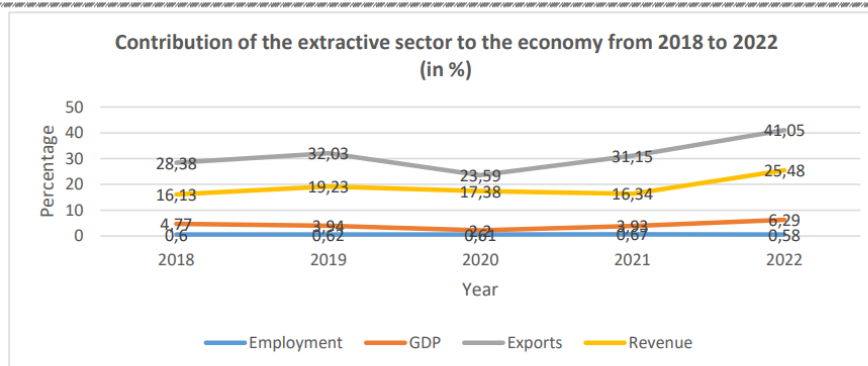
- **Angle 1: the impact of each oil company's tax contribution (2018-2022)**

*Journalists could analyze the tax contribution of each oil company operating in Cameroon over the period from 2018 to 2022. This detailed analysis would highlight the disparities between multinational and possibly local oil companies in terms of tax payments. By cross-referencing EITI data, it could also be interesting to compare the amounts of tax paid, the specific tax conditions to which each company is subject, and the tax adjustments made. This approach could reveal inequalities or areas for tax optimization, while highlighting the transparent or opaque practices of oil companies. This would provide a better understanding of the internal dynamics of the sector and possibly suggest tax reforms to ensure greater equity in the tax contributions of players in the extractive sector.*

- **Angle 2: The challenges of tax collection outside of corporate income tax: tax flows and obstacles to recovering sector revenues**

*Another relevant angle of analysis would be to focus on other tax flows generated by the oil industry, such as royalties, production taxes, and payments in kind (such as hydrocarbon volumes). Journalists could examine in depth why these flows do not generate as much revenue as corporate income tax, despite their theoretical importance. Using EITI data, this analysis would look at the challenges associated with collecting these taxes, including issues of valuation, transparency, and payment traceability. Journalists could also investigate the effectiveness of the control mechanisms put in place by the state and oil companies to collect these flows, highlighting bureaucratic obstacles, delays in payments, and areas of tax non-compliance.*

### **4.3. Contribution of the extractive sector to the national economy**



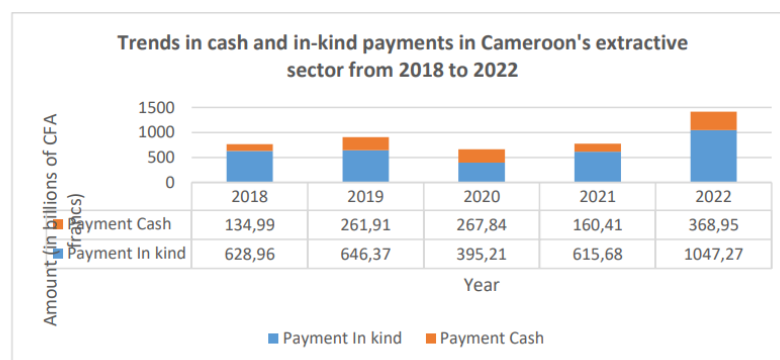
*Source: EITI Cameroon Reports 2018, 2019, 2020, 2021, and 2022*

From 2018 to 2022, economic data show that the exploitation of its extractive resources has made varied contributions to different economic indicators.

- In terms of employment, the average contribution was 0.6%, with a minimum contribution of 0.58% in 2022 and a maximum of 0.67% in 2021.
- In terms of GDP, the extractive sector's contribution was 2.2% in 2020 and 6.29% in 2022.
- The contribution to export revenues fluctuated between 2018 and 2021, then continued to grow in 2022 to reach 41.05%.
- The share of extractive revenues in the national budget was 16.13% in 2018 and 19.23% in 2019. In 2020 and 2021, this contribution declined, only to rise again in 2022.

Overall, despite the effects of the COVID-19 crisis, the extractive sector's contribution to the national economy was able to rebound in 2021, returning to previous levels.

#### 4.4. Evolution of cash and in-kind payments in Cameroon's extractive sector from 2018 to 2022

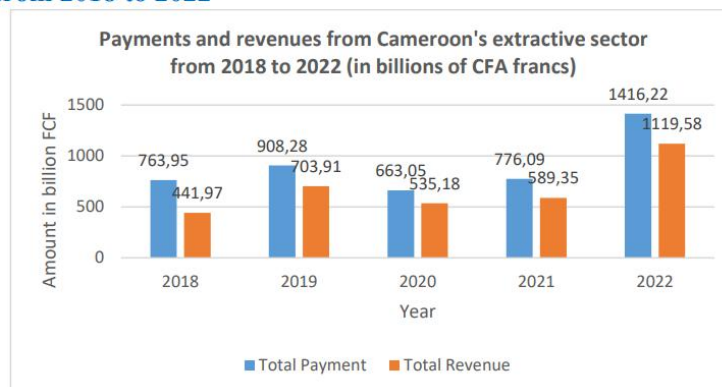


*Source: EITI Cameroon Reports 2018, 2019, 2020, 2021, and 2022*

Payments made by extractive companies to the state are heavily weighted towards payments in kind. In the hydrocarbon sector, these are due to payments made by oil companies to the SNH, mainly to SNH-Mandat rather than SNH-Fonctionnement. In the mining sector, these are mainly payments in kind from artisanal and small-scale mining (EMAPE). Indeed, from 2018 to 2022, EITI reports show that payments in kind have always been higher than cash payments. These cash payments come from taxes and duties paid to the financial authorities, but also from payments made to the SNH and the MINMIDT in particular.

Payments in kind peaked in 2022 with a value of 1,047.27 billion CFA francs. In 2020, they were worth 395.21 billion CFA francs. This difference is not the same for cash payments, which were worth 134.99 billion CFA francs in 2018 and 368.95 billion CFA francs in 2022.

#### 4.5. Comparative analysis of budget payments and revenues from the extractive sector from 2018 to 2022

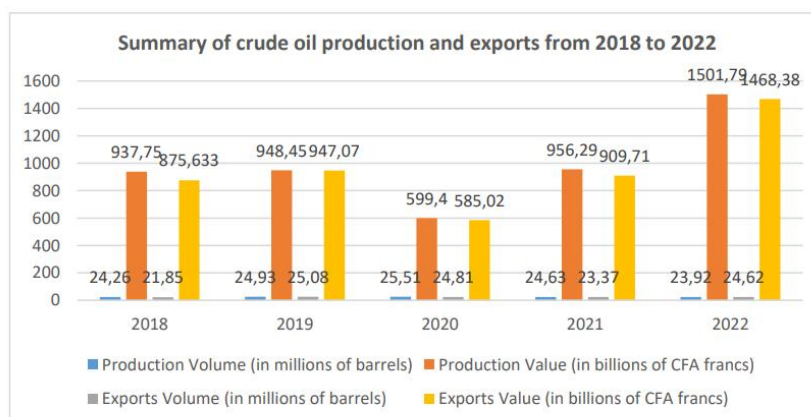


Source: EITI Cameroon Reports 2018, 2019, 2020, 2021, and 2022

Analysis of data from EITI reports reveals an important fact about taxation in the extractive industries. Not everything that companies pay to the government (*payments*) is necessarily included in its budget (*revenue*). While it is true that the majority of these payments are made to financial authorities, with the Treasury at the top of the list, other payments go to other funds such as the CNPS via social security contributions, the SNI via dividends, and other beneficiaries such as communities, notably through social payments, and to the MINMIDT for fixed fees related to the granting of mining titles.

The peak in payments and budget revenues was observed in 2022. Payments amounted to CFAF 1,416.22 billion, while budget revenues from these payments amounted to CFAF 1,119.58 billion. Compared to 2018 and 2021, for example, payments in 2018 (763.95 billion CFA francs) were higher than those in 2020 (663.05 billion CFA francs). However, the opposite was true for revenues. Revenues in 2020 amounted to CFAF 535.18 billion, compared to CFAF 441.97 billion in 2018.

#### 4.6. Oil production and exports from 2018 to 2022

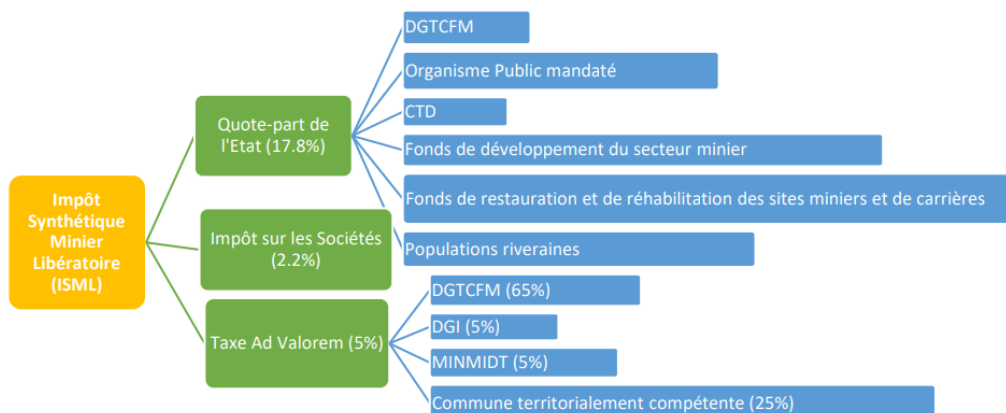


Source: EITI Cameroon Reports 2018, 2019, 2020, 2021, and 2022

Oil production has fluctuated since 2018. Analysis of this data in terms of both volume and value requires taking into account price effects during the reference period.

Although production was lower in 2022 (23.92 million barrels) than in 2020 (25.51 million barrels), a comparison of the revenues generated by this production showed the opposite. Revenues from production in 2022 were more than double those obtained in 2020. With regard to the analysis of exports, those of petroleum products follow the same curve as that of production. EITI data show that Cameroon exports on average more than 95% of its crude oil production.

#### 4.7. Contextual data on subnational transfers



*Source: EITI Cameroon Reports 2022*

Analysis of contextual data from the EITI Report covering the 2022 financial year provides an understanding of the structure of subnational transfers as required by the EITI Standard.

The main source of subnational transfers is the Synthetic Mining Tax (ISML). It was established by Article 28 of the 2016 Mining Code and is a levy in kind on the gross production of semi-mechanized artisanal mining sites. It amounts to 25% of production in kind, distributed between: the State's share (17.8%), the advance payment on corporate income tax (2.2%) and the ad valorem tax (5%).

- **The State's share** is distributed between the Public Treasury, the mandated public body, the CTDs, the Mining Sector Development Fund, the Mining and Quarry Site Restoration and Rehabilitation Fund, and finally the local populations.
- Article 2 of Decree No. 2007-1139 of September 3, 2007, sets out the terms and conditions for the collection and distribution of the Additional Municipal Centimes (CAC), applied to **corporate income tax (IS)** and capital gains tax (IRCM) at a rate of 10%.
- **The ad valorem tax** is distributed between the Public Treasury, the DGI, the MINMIDT, and the territorially competent municipality.

<b>Table showing the distribution of ISML in 2022</b>	
<b>5,275,103.96</b> <i>(ISML – 25%)</i>	<b>938,968.50</b> <i>(State share (17.8%))</i>
	<b>263,755.19</b> <i>(Ad Valorem Tax – 5%)</i>
	171,440.88 <i>(DGTCFM – 65%)</i>
	13,187.76 <i>(MINMIDT – 5%)</i>
	13,187.76 <i>(DGI – 5%)</i>
	65,938.80 <i>(Municipality -25%)</i>
	<b>116,052.29</b> <i>(IS – 2.2%)</i>

*Source: EITI Report 2022, page 192*

## V. PRACTICAL ADVICE AT THE END OF THE TRAINING

### 5.1) Instructions for journalists:

At the end of this training, trained journalists are invited to put their acquired knowledge into practice by writing a detailed article analyzing the data from EITI reports. The objective is to produce informative content on the management of extractive resources in Cameroon, based on available EITI reports.

#### Recommendations for writing an article or report using EITI data:

1. **Choose a relevant angle of analysis:**  
The article should focus on a specific aspect of the EITI reports (e.g., transparency of oil contracts, changes in tax revenues, social and environmental impacts of extractive activities). Make the connection with current economic, political, and social issues in the country or globally.
2. **Analyze the data:**  
Use data from EITI reports to support your arguments. You can include graphs or tables to make the information more accessible and understandable.
3. **Contextualize the data:**  
Put the data into perspective by comparing it with data from previous years or with similar situations in other countries.
4. **Be objective:**  
The analysis must be factual. Highlight strengths and weaknesses, while remaining objective in your judgment.
5. **Meet the publication deadline:**  
The article must be written and ready for publication within one week of the end of the training.
6. **Submit the article for proofreading (if necessary):**  
If you feel that your article needs proofreading before publication, you can submit your work to GPA members at these addresses:
  - o [enondia77@gmail.com](mailto:enondia77@gmail.com)
  - o [cocoahoupe@gmail.com](mailto:cocoahoupe@gmail.com)
  - o [nmbissou8@gmail.com](mailto:nmbissou8@gmail.com)
  - o [line.tchankoue@cm.addaxpetroleum.com](mailto:line.tchankoue@cm.addaxpetroleum.com)

#### **Submission guidelines:**

Journalists are invited to send clippings or links to articles they have published by email to the following addresses:

- [enondia77@gmail.com](mailto:enondia77@gmail.com) (Dr. Blasius NGOME, President of the GPA)
- [ondiguiagnessolange@yahoo.com](mailto:ondiguiagnessolange@yahoo.com) (Ms. Agnès Solange ONDIGUI OWONA, Permanent Secretary)
- [cocoahoupe@gmail.com](mailto:cocoahoupe@gmail.com) (Ms. Corinne AHOUE, Communications Manager)
- [nmbissou8@gmail.com](mailto:nmbissou8@gmail.com) (Mr. Michel BISSOU, Executive)
- [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)

By following this advice and meeting deadlines, journalists will help enrich public debate on extractive resource management in Cameroon, promoting a better understanding of transparency and governance issues in this sector as the country prepares for a mid-term review under the EITI.

#### **5.2) Instructions for the MINFI and MINMIDT communications units:**

The MINFI and MINMIDT communications units, which are responsible for the EITI Committee's public relations, are invited to pay particular attention to journalists trained in the use of EITI Report data. The quality of the content written by these journalists can influence the country's rating in the EITI assessment. It has been noted that some journalists simply write reports on activities, whereas what is expected is an **in-depth analysis of EITI data, with or without data that is already in the public domain.**

It is therefore essential to remind these journalists to focus on analyzing EITI report data rather than simply reporting on events. This approach is crucial to contributing positively to the rating of Requirement 7.1.

#### **THE CHAIR OF THE GPA**

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX – TRAVAIL – PATRIE

-----  
MINISTERE DES FINANCES

-----  
COMITE ITIE

-----  
Secrétariat Permanent

Tél/Fax : (237) 222 22 08 67

E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)

BP : Yaoundé



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
EITI COMMITTEE

N° \_\_\_\_\_/MINFI/ITIE/SP/GPA

Yaoundé,

## NOTE

À/to

**Madame le Secrétaire Permanent**  
Yaoundé

**Réf.** :

**Objet** : Demande de validation des éléments de la base de données ITIE et transmission des formulaires 2018-2020

Dans le cadre de la formation en ligne des journalistes et de la constitution d'un groupe spécialisés dans l'utilisation des données ITIE, le GPA sollicite votre validation sur les éléments de la base de données en fichier Excel, qui sera transmis ce jour par mail pour votre appréciation ou, si nécessaire, celle de l'Administrateur Indépendant pour les exercices fiscaux 2003-2018.

En outre, concernant les données ITIE des exercices 2018 à 2022, les formulaires des données résumées sont disponibles, mais leur téléchargement sur le site du Comité ITIE rencontre des difficultés. Nous vous prions donc de bien vouloir demander à l'Administrateur Indépendant de transmettre à nouveau les formulaires de 2018, 2019 et 2020, étant donné que ceux de 2021 et 2022 sont disponibles sur le site du MINMIDT.

P.J : Ann

Copie : MINMIDT

**POUR LE GPA**

## **CONTENUS (TV, RADIO, ARTICLES) PUBLIES A L'ISSUE DU RENFORCEMENT DE CAPACITE DES JOURNALISTES A L'UTILISATION DES DONNEES DES RAPPORTS DE L'ITIE**

### **1. LES TRAVAUX**

Le GPA, sur la base du Plan Stratégique Nationale de Communication ITIE a procédé au

- Renforcement des relations publiques via la constitution d'un groupe de journalistes capables d'utiliser les données des rapports ITIE 2018 à 2022 (**2 séances de formation terminées avec succès, publication de 19 contenus - TV, Radio, article en ligne, presses écrite**)
- Nombre total des Participants à la formation en ligne : **30 (Trente)**
- Nombre de séances : **2 Deux**)
- Dates : **30 Septembre 2025 et 9 Octobre 2025**
- Nombre de contenus (TV, Radio, presse en ligne, et presse écrite) : **Plus de 18 (Dix Huit)**. Certains ayant été publiés en version papier et en ligne.

### **2. LES CONTENUS**

La production des contenus est dense comme l'illustre les articles, vidéo, et audio ci-après :



Retrouvez toute l'actu de  
Le Financier d'Afrique sur **YelloKiosk**

**Le Financier d'Afrique**



# Le Financier d'Afrique

« La sagesse ne peut pas entrer dans un esprit méchant, et science sans conscience n'est que ruine de l'âme. »

François Rabelais

JOURNAL DU MONDE ECONOMIQUE ET FINANCIER \* N°1356 DU 02 OCT 2025 \* PRIX - CAMEROUN : 400 F CFA - CONGO/GABON : 600 F CFA  
DIRECTEUR DE PUBLICATION : Boniface Tchuenkam - Tél. : 677 75 25 67 / 695 03 16 06 - EMAIL : lefinancierdafrique@yahoo.fr

## FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

# La contribution d'Afriland First Bank à l'autonomisation industrielle du Cameroun

- En investissant 29 milliards de Fcfa dans le capital de Canyon Resources, elle devient le premier établissement de crédit du pays et de la Cemac à entrer dans le capital d'une industrie lourde.
- La banque contribue également au développement des autres industries via des prêts bancaires et des accompagnements non financiers.



## COOPÉRATION SUD-SUD

# Le Gabon et Cuba liés par trois nouveaux accords

# L'hôtel 5 étoiles de la Mutuelle du personnel du Trésor inauguré à Yaoundé

## POLITIQUE MONÉTAIRE

# Les six facteurs de la diminution des réserves de change de la Cemac

## ENTREPRENEURIAT

# Nestlé accompagne 500 jeunes au Cameroun et au Gabon

1<sup>ère</sup> ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DE L'ENTREPRISE, DE LA PME ET DU PARTENARIAT DE YAOUNDE  
DU 12-21 JUIN 2025  
AU PALAIS DES CONGRÈS  
YAOUNDE - CAMEROUN

Sous le Haut Patronage du Président de la République du Cameroun  
**Thème: « Entreprises privées et environnement des affaires : quels repères face aux défis économiques nationaux et internationaux ? »**

**INSCRIPTIONS OUVERTES**

- Dans nos bureaux
- Inscrivez-vous en ligne

Tél. : (+237) 677 70 76 79  
info@interprogress.org www.salonpromote.org

## INDUSTRIES EXTRACTIVES

# Plaidoyer pour des incitations fiscales dans des technologies d'énergie renouvelable

Selon le rapport Itie 2022, elles pourraient être un levier stratégique pour aligner la fiscalité pétrolière avec les objectifs de transition énergétique, tout en contribuant efficacement à la mobilisation des ressources budgétaires.

Jean Pépin Ndjio

Des différents rapports Itie (Initiative pour la transparence dans les industries extractives) de 2018 à 2022, l'impôt sur les sociétés pétrolières est de loin la source la plus fiable et la plus importante des recettes fiscales dans le secteur des hydrocarbures. Pour améliorer cette situation dans un contexte mondial où la transition énergétique est devenu un enjeu, le rapport Itie 2022 page 20, plaide pour des réformes fiscales qui encouragent les entreprises pétrolières à adopter des pratiques plus durables. Selon lui, « les incitations fiscales pour les investissements dans des technologies d'énergie renouvelable pourraient être un levier stratégique pour aligner la fiscalité pétrolière avec les objectifs de transition énergétique », lit-on. Il propose par conséquent, des crédits d'impôt pour la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> ou encore, des exonérations fiscales pour les projets d'énergie verte.

## UNE PROGRESSION NOTABLE DE L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS (IS) PÉTROLIÈRES

En effet, l'analyse de la fiscalité pétrolière au Cameroun de 2018 à 2022 à partir des rapports Itie montre une progression notable de l'impôt sur les sociétés (IS) pétrolières, qui constitue l'impôt le mieux collecté chaque année dans le secteur ex-



Une plateforme pétrolière

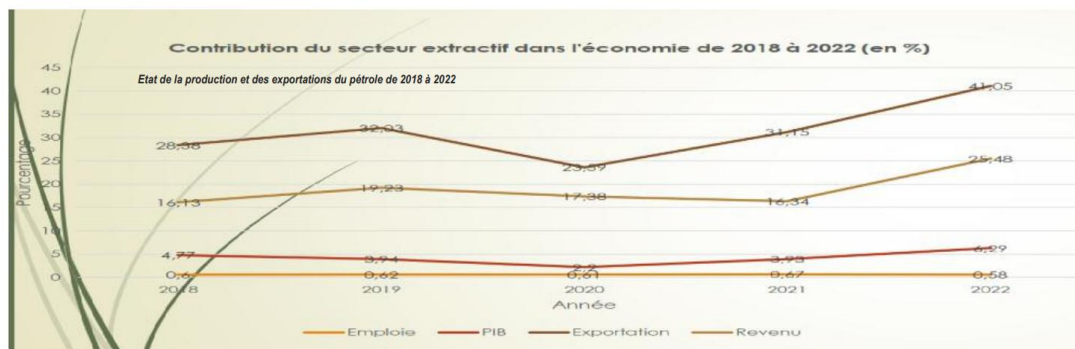
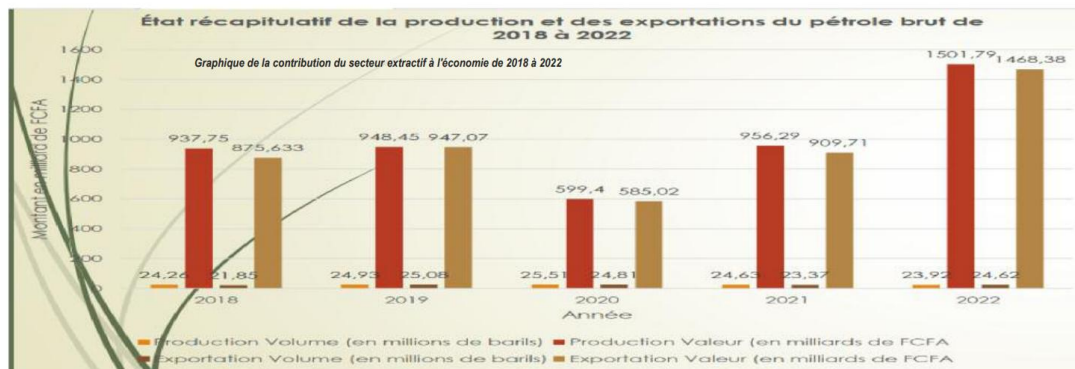
tractif. « En 2018, le secteur pétrolier a commencé à connaître une hausse modérée des recettes fiscales, avec des contributions principalement liées à l'impôt sur les sociétés ». Cependant, la contribution globale du secteur pétrolier était encore en développement, avec des recettes fiscales relativement faibles par rapport aux années suivantes. La fiscalité restait encore dominée par des revenus issus de la production en nature, principalement des hydrocarbures, qui ne sont pas toujours directement liés aux rendements fiscaux. En 2019, la fiscalité pétrolière a commencé à croître grâce à l'augmentation

des prix des hydrocarbures. « L'impôt sur les sociétés pétrolières a continué d'être le principal contributeur fiscal, représentant une proportion plus importante des recettes budgétaires. Cette année-là, le Cameroun a enregistré un bond dans les recettes fiscales pétrolières, atteignant 83,90 milliards de Fcfa en IS, un signe de l'amélioration de la collecte », lit-on à la page 18 du rapport Itie 2019. Toutefois, l'année 2020 a été marquée par la pandémie mondiale de la Covid-19 qui a affecté les prix du pétrole et, par conséquent, les revenus fiscaux. Malgré cette baisse, l'impôt sur les sociétés pétrolières est resté un pilier essentiel de la fiscalité.

« Les recettes pétrolières étaient encore dominées par l'IS, bien qu'il y ait eu une légère baisse par rapport à l'année précédente en raison de la baisse des volumes produits et de la volatilité des prix », précise le rapport Itie 2020 à sa page 22.

## PRINCIPAL CONTRIBUTEUR À LA RELANCE POST-COVID-19 DES FINANCES PUBLIQUES

Dès 2021, l'impôt sur les sociétés pétrolières a fortement contribué à la reprise des finances publiques, avec une augmentation de 151,36 % des recettes par rapport à 2020. L'IS a atteint 210,89 milliards de Fcfa, principalement grâce à la hausse des prix du pétrole sur les marchés mondiaux selon le rapport 2021 à sa page 19. « Cette année-là, le secteur extractif a vu une croissance substantielle de ses recettes fiscales, illustrant un renforcement de la collecte », note-t-il. En 2022, l'IS pétrolier a continué d'exploser avec un total de 207,52 milliards de Fcfa, représentant 18,54 % des recettes fiscales globales du pays. Cette performance remarquable est attribuée à une stabilité accrue des prix du pétrole et à une gestion améliorée des revenus, avec la Société nationale des hydrocarbures (SNH) jouant un rôle clé dans la collecte. En 2022, l'État a perçu 774,51 milliards de Fcfa via la SNH, ce qui a permis de soutenir de manière substantielle le budget national selon le rapport Itie 2022 consulté par LFA.



Source: Rapports Itie de 2018-2022

ÉVALUATION

# Les recettes fiscales pétrolière en nette augmentation entre 2018 et 2022

*Cette performance a été stimulée par des prix plus élevés des hydrocarbures et une gestion plus transparente des recettes.*

**L**a fiscalité pétrolière désigne l'ensemble des taxes et prélèvements spécifiques et de droit commun que l'État applique sur les activités de la chaîne pétrolière, de l'exploration et de la production à la distribution des produits finis. Elle joue un rôle fondamental dans le financement de l'économie camerounaise, contribuant de manière significative au budget de l'État.

Entre 2018 et 2022, les rapports de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie) ont révélé une tendance générale à la hausse des recettes fiscales issues du secteur pétrolier, même si des défis subsistent. Selon les rapports de l'Itie en 2018 par exemple, les recettes fiscales pétrolières ont été de 120 milliards FCFA, représentant 22% des recettes fiscales totales, avec l'impôt sur les sociétés (IS) pétrolier comme principal contributeur. Ces recettes ont été modestes mais ont amorcé une croissance, soutenues par des

augmentations de transferts et de paiements en nature.

En 2018, il y a eu une amélioration des processus de collecte grâce à la digitalisation, favorisant ainsi une meilleure gestion des recettes fiscales. Pour ce qui est de 2020 par exemple, malgré l'impact négatif de la pandémie de Covid-19, l'on a enregistré 321,37 milliards FCFA comme impôt sur les sociétés pétrolières. Ce qui représente 60% des recettes extractives, grâce aux mécanismes de collecte mis en place par le gouvernement.

Lors d'un webinaire organisé par l'Itie le 30 septembre 2025 pour le renforcement des capacités des journalistes, l'on a également appris que les recettes ont par contre chuté à 139,3 milliards FCFA en 2021, représentant 23,64% des recettes totales, marquées par une réduction des recettes liées à la baisse des prix des hydrocarbures et le ralentissement économique. En 2022, les rapports notent une reprise marquée avec 294,97 milliards FCFA (26,35% des recettes totales) grâce à la forte croissance de l'impôt sur les sociétés (IS) pétrolier, atteignant 207,52 milliards FCFA (+154% par rapport à 2021).

Cette performance a été stimulée par des prix plus élevés des hydrocarbures et une gestion plus transparente des recettes. « En résumé, la fiscalité pé-



*Cette performance a été stimulée par des prix plus élevés des hydrocarbures et une gestion plus transparente des recettes.*

trolière du Cameroun a montré une forte croissance en 2020 et 2022, soutenue par des réformes dans la gestion fiscale et l'impact des prix internationaux du pétrole. Toutefois, des fluctuations ont eu lieu, particulièrement en 2021. Les perspectives de croissance pour les années suivantes dépendent de la gestion de la transition énergétique et des investissements dans l'infrastructure fiscale » précise l'Itie dans ses différents rapports.

JEAN DANIEL OBAMA

## INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

# La méthode de collecte renouvelée

*Elle a été présentée aux administrations et au secteur privé il y a quelques jours à Yaoundé.*

**L**a prise de décision et la formulation des politiques économiques au Cameroun dans le cadre de la Stratégie nationale de développement 2020-2030 (SND30) dépendent de la disponibilité d'un flux régulier de données économiques de qualité. Ces données exhaustives et fiables sont indispensables pour suivre la transformation structurelle de l'économie et pour soutenir les efforts de décentralisation. C'est dans ce contexte que l'Institut national de la statistique a organisé le mardi 30 septembre 2025 à Yaoundé, un atelier de présentation des résultats de l'indice du chiffre d'affaires (ICA) produit à partir des données administratives. L'objectif de cet atelier était de présenter les méthodes de l'approche secteur, les premiers indices renouvelés avec les parties prenantes, recueillir les observations, les commentaires et les recommandations pour améliorer les indices et les modalités de leur diffusion.



« Il est question d'exploiter les sources de données disponibles, notamment celle de la déclaration de la TVA (Taxe sur la valeur ajoutée Ndlr) afin de produire l'indice du chiffre d'affaires et la disponibilité de cette source permet à l'INS de s'affranchir de beaucoup de difficultés. Nous avons remarqué que les entreprises ont beaucoup de difficultés à répondre au questionnaire à temps et cela a un impact sur la publication de certains résultats » a expliqué Georges

*La première phase du projet a été marquée par un atelier de lancement du 28 au 30 mars 2023, permettant de définir les premières orientations méthodiques et de la suite.*

Nazel Tsakou, ingénieur statisticien économiste INS Cameroun.

L'atelier tenu à Yaoundé a permis de présenter aux acteurs le chemin suivi depuis le lancement du projet en mars 2023 jusqu'à la production des premiers résultats à partir d'une méthode recommandée reconnue au niveau international. « La phase d'analyse n'a pas encore débuté mais il était déjà question aujourd'hui de montrer au bailleur de fonds comment le financement du projet a été mené et à quel niveau nous en sommes. Aujourd'hui nous avons présenté les courbes d'évolution de certains indices par secteur. Lors des prochaines étapes nous allons approfondir le travail afin d'avoir de meilleurs résultats » a expliqué Georges Nazel Tsakou.

Ce dernier a également indiqué que les indices conjoncturels tels que l'ICA sont des outils de pilotage cruciaux, fournissant une lecture à court terme de la santé économique des différents secteurs. La première phase du projet a été marquée par un atelier de lancement du 28 au 30 mars 2023, permettant de définir les premières orientations méthodiques et de la suite.

JEAN DANIEL OBAMA



Ce 30 Novembre, l'assurance est du Dr. Blasius Ngome Président du Groupe Pluri acteurs dédiés à la communication de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (Itie) et par ailleurs Représentant de l'union des Journalistes au sein du Comité Itie. Sous sa conduite, les journalistes ont reçu une formation destinée à renforcer leurs capacités sur l'utilisation des données Itie.

Comment lire et exploiter les données d'un rapport Itie et des formulaires de données résumées pour éclairer le débat public au Cameroun ? Voilà le fil d'Ariane de cette formation en ligne. Le Cameroun, membre de l'Itie depuis 2005, publie chaque année des rapports de paiements effectués par les entreprises extractives et les revenus perçus par l'État. Ces rapports visent à promouvoir la transparence et à favoriser une gestion plus responsable des ressources extractives. Pour mieux comprendre ces données, il est essentiel de comprendre à la fois les rapports complets et de faciliter la compréhension des formulaires de données résumées. Dans le cadre de cette formation, pour que la relation apprentissage et application soit étroitement liée, les derniers rapports Itie publiés entre 2018 et 2025 par le Cameroun ont été mis à la disposition des journalistes. Ces formulaires présentent de manière simplifiée les informations essentielles pour éclairer le débat public.

Vers l'utilisation professionnelle des données

L'objectif principal de cette séance de formation, est l'utilisation des données Itie pour éclairer le débat public sur la gouvernance du secteur extractif. Au cours de cet atelier, Les journalistes ont reçu des stratégies d' analyses sur les enjeux économiques, sociaux et environnementaux liés à ces secteurs pour favoriser la transparence et la bonne gestion des ressources extractives.

Au cours de cette séance de renforcement de capacités, plusieurs angles de traitement ont été abordés notamment: Fiscalité Pétrolière au Cameroun entre 2018 et 2022 : enjeux, défis et perspectives dans un contexte de transition énergétique mondiale; Évolution de l'Impôt sur les sociétés

pétrolières au Cameroun (2018-2022); Contribution du secteur extractif à l'économie nationale. Tous ces pistes d'analyses de sujets ont été traitées le Gpa.

#### Méthodologie du traitement d'un article Itie

Il ressort de ce webinaire que, pour rédiger un article ou reportage avec les données Itie, le choix d'un angle d'analyse est pertinent. L'article doit se concentrer sur un aspect spécifique des rapports Itie. Faire l'analyse des données: Utilisez les données issues des rapports Itie pour étayer les arguments. Intégrer des graphiques ou des tableaux permet de rendre les informations plus accessibles et compréhensibles; Contextualiser les données, revient à les Mettre en perspective, en les comparant avec celles des années précédentes ou en les confrontant à des situations similaires dans d'autres pays; l'objectivité du journaliste. L'analyse doit être factuelle c'est à dire: Soulevez les points forts et les faiblesses, tout en restant objectif dans votre jugement. Respecter le délai de publication: l'article doit être rédigé et prêt à être publié dans un délai d'une semaine après la fin de la formation.

#### Comment comprendre les rapports Itie

Rappelons que La norme Itie 2023 exige la publication de rapports détaillés sur la transparence des industries extractives, ainsi que des formulaires résumés. Les rapports Itie portent sur les exigences de la norme Itie 2023 notamment: le cadre juridique et institutionnel, contrats et licences, bénéficiaires effectifs. Ici, l'objectif sous-jacent est de Garantir la transparence des contrats d'exploitation, des licences et des bénéficiaires effectifs des entreprises extractives. Cette exigence vise à assurer que les accords sont clairs et publics, permettant une meilleure compréhension des parties prenantes. L'exploration et la production en est une autre exigence. L'objectif sous-jacent est la Publication des informations détaillées sur les activités d'exploration et de production des ressources naturelles. Cette exigence assure une visibilité complète des opérations et des flux d'extraction pour éviter toute opacité. Cette exigence repose sur la collecte des recettes. Assurer une collecte transparente et complète des recettes générées par les industries extractives sont les objectifs sous adjacents. Cela garantit que tous les paiements effectués par les entreprises sont correctement collectés et rapportés pour une gestion responsable des fonds publics...

Line Tchakounté.

**CRTV WEST//NGONG KUM//EITI REPORTS - ECONOMIC AND SOCIAL IMPACT IN  
CAMEROON//RADIO NEWS//15-10-2025**

A group of close to 20 Cameroonian journalists, have been trained on how to read and use data from an EITI Report and Summary Data Forms, to better inform public debate on the contribution of extractive companies in Cameroon's sustainable development strategy.

The online training workshop, was coordinated by Dr. Blassius Ngome, the Chair of the working Group created by the Cameroon Branch of the Extractive Industries Transparency Initiative, in conjunction with the Ministry of Finance and that of Mines, Industries, and Technological Development.

Our West Regional Correspondent, Isaac Ngong Kum, took part in the online training and put together the following report...

## BUSINESS ET ENTREPRISES

## Cameroun : les revenus versés à l'État par les entreprises extractives grimpent de 43% en cinq ans grâce au pétrole

Malgré une légère baisse de la production pétrolière, les revenus versés par les entreprises extractives au Cameroun connaissent une forte progression, stimulés par la hausse des cours mondiaux et l'émergence de projets miniers ambitieux.

Publiée mardi 14 octobre 2025 à 18:16:08 • Modifiée mardi 14 octobre 2025 à 18:16:10 • Temps de lecture 3 min •

Par Arthur WANDJI



La valeur des ressources pétrolières a grimpé de 60% en cinq ans

Les recettes publiques issues du secteur extractif camerounais ont connu une forte progression entre 2018 et 2022, malgré un contexte de baisse de la production pétrolière. Selon les données compilées par le Groupe de Travail Pluri-Acteur du Comité ITIE à partir des rapports produits par le pays, les paiements versés par les entreprises extractives à l'État sont passés d'environ 763 milliards FCFA en 2018 à près de 1 416,22 milliards FCFA en 2022, soit une hausse de 43% en cinq ans. Cette évolution traduit l'impact direct de la flambée des prix du pétrole sur les marchés internationaux, combinée à l'émergence progressive du secteur minier national.

### Les hydrocarbures, moteur de la rente extractive

Selon les rapports consultés par EcoMatin, les hydrocarbures demeurent le pilier du secteur extractif camerounais. En 2022, la valeur de la production pétrolière a atteint 1 501,7 milliards FCFA, contre 937,7 milliards FCFA en 2018, 948,4 milliards en 2019, 599,4 milliards en 2020 et 956,29 milliards en 2021, soit une progression de plus de 60% en cinq ans. Cette hausse s'explique essentiellement par la remontée des cours mondiaux du brut, stimulés par la reprise économique post-Covid et les tensions sur l'offre liées à la guerre en Ukraine.

Pourtant, les volumes produits ont légèrement diminué, passant de 24,26 millions de barils en 2018 à 23,92 millions en 2022, soit une baisse d'environ 1,4% sur la période. Cette érosion s'explique par le vieillissement des champs matures, notamment ceux opérés par Perenco, Addax Petroleum et la Société nationale des hydrocarbures (SNH), mais aussi par des contraintes techniques et des retards d'investissement dans le développement de nouveaux blocs.

**Lire aussi :** [Cameroun : avec une hausse de 10,5%, le secteur extractif tire les prix sortie-usine vers le haut](#)

Les paiements en nature, c'est-à-dire les parts de production transférées à l'État, représentent d'ailleurs la composante dominante des recettes, évaluées à plus de 1 047,27 milliards FCFA en 2022, contre 628,96 milliards FCFA en 2018. Les paiements en numéraire ont, eux, progressé de 134,99 milliards FCFA à 368,95 milliards FCFA sur la même période, confirmant la hausse globale des contributions des opérateurs pétroliers.

### Un secteur minier en expansion

Parallèlement au pétrole, le secteur minier camerounais a connu une véritable montée en puissance. L'année 2022 a marqué un tournant, avec l'entrée en scène de la Société nationale des mines (Sonamines),



JE ME C

(20,4 milliards FCFA) pour Bipina, Grand Zambé, ou encore Sandance. Ressources (88,58 milliards FCFA) dans le mégaprojet de Mbalam-Nabeba, à la frontière du Congo. Même l'or, longtemps dominé par l'exploitation artisanale, a connu une percée : la production a plus que doublé, atteignant 859,9 kg en 2022, valorisés à 27,45 milliards FCFA, contre 353,6 kg l'année précédente.

Selon le rapport ITIE, le secteur extractif a contribué à hauteur de 6,29% au PIB nominal du Cameroun en 2022, contre 3,7% en 2021. Cette contribution correspond à 1 740 milliards FCFA. Cette amélioration intervient dans un contexte de renforcement de la gouvernance dans le secteur extractif au Cameroun. Pour Yaoundé, la stratégie consiste désormais à diversifier la rente extractive et à optimiser la fiscalité pétrolière et minière, afin de réduire la dépendance aux fluctuations des cours mondiaux.

Jour-Jour/Mon à Dimanche

Malgré les contraintes sécuritaires et climatiques, le chantier avance à un rythme jugé satisfaisant, selon le MINTP.

La reconstruction de la route Mora-Dabanga-Kousséri franchit une étape décisive. Le 7 octobre dernier, l'entreprise en charge du chantier a procédé à la planche d'essai en vue de la mise au point de la couche de roulement en béton bitumineux, une opération technique de première importance. En raison de l'infrastructure aérienne pour la fin de l'année 2025. À en croire le MINTP (ministère des Travaux publics), la planche d'essai a été menée dans de bonnes conditions, démontrant la qualité des travaux réalisés, derniers couche qui assurera la solidité et la longévité du revêtement. Selon les ingénieurs sur le site, cette phase constitue le chaînon manquant aux standards internationaux et ouvre la voie à la généralisation de la pose sur l'ensemble du pays. Les travaux, réalisés sous la supervision des Ministres des Travaux publics (MINTP), visent à garantir une route durable, capable de supporter un trafic commercial croissant. La route Mora-Dabanga-Kousséri, long de près de 219 kilomètres, constitue un corridor majeur reliant le Cameroun au Tchad et au Nigeria, et par conséquent aux marchés sudanais. Sa remise à niveau revêt donc une portée économique et géostratégique de premier plan.

Belle Démarche

94 véhicules tout-terrain ont été remis pour améliorer leur efficacité.

La logistique de l'administration territoriale vient de franchir un lot de 94 véhicules tout-terrain remis. La remise officielle a eu lieu le mercredi 10 octobre à Yaoundé, sous la supervision du ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji. Selon lui, cette initiative constitue « un geste salvateur » destiné à permettre aux responsables de terrain de « faire leur travail sereinement » dans des conditions optimales. Le Ministre précise que cette dotation

ROUTE MORA-DABANGA-KOUSSERI Des signaux de relance



Sur le chantier de la route Mora-Dabanga-Kousséri, le 7 octobre 2023

Après des aspects techniques, la remise de l'axe Mora-Dabanga-Kousséri symbolise la volonté d'un territoire souvent délaissé. Les échanges commerciaux, souterrains ou aériens par la dégradation des routes, retrouveront progressivement leur dynamisme. Les transporteurs, les commerçants et les producteurs agricoles bénéficieront directement de cette amélioration, avec une réduction notable des temps de trajet et des coûts logistiques. En effet, le projet, inscrit dans le Programme national de réhabilitation des routes structurantes, illustre la volonté

du gouvernement de renforcer les infrastructures dans les régions septentrionales, longtemps confinées à l'enclavement et à la dégradation du réseau routier.

Bénéficiaires

Pour le plus socio-économique, la réhabilitation de cette route transformera profondément la vie des populations locales. Elle facilitera l'écoulement des produits agricoles, réduira les coûts de transport et soutiendra la compétitivité des filières d'élevage, de commerce transfrontalier et de services.

COMMANDEMENT TERRITORIAL

Les chefs de terre encore aux petits soins

Ils s'inscrivent dans le cadre du Programme de gouvernement et d'appui institutionnel, conçu pour rapprocher l'administration des populations et accroître l'efficacité de l'action publique. Le ministre a par ailleurs rappelé aux bénéficiaires la nécessité d'un entretien rigoureux : « le souhait que ces véhicules soient bien entretenus, car nous avons travaillé pour les leur offrir en un laps de temps » a-t-il souligné, invitant les préfets et sous-préfets à suivre scrupuleusement le kilométrage et à procéder à des vidanges régulières. Cette remise intervient quatre jours avant l'élection présidentielle du 12 octobre et un peu plus de deux mois après la nomination des nouveaux préfets, le 23 juillet dernier. Un calendrier qui suscite interrogations et critiques. L'opinion y voit une instrumentalisation des moyens de l'État à des fins électorales, tandis que le pouvoir souligne le caractère strictement institutionnel de cette initiative, destinée à améliorer la gouvernance et l'efficacité administrative sur le terrain.

PRODUCTION PÉTROLIÈRE Le Cameroun roule sur des pics décroissants

Les données de la SNE pointent à 6,520 milliards de barils la quantité de pétrole brut en les trimestres 2025. Lors des 24,20 milliards de barils brut se produisent au Cameroun 2023 dans son rapport SNE 2023.

La Société nationale des hydrocarbures (SNE) a rendu publics des données relatives à la production de pétrole brut au Cameroun de l'année commerciale (c'est-à-dire des données sur la commercialisation des quatre pays riverains à l'échelle internationale) au cours de l'année 2023. Ces données ont été publiées le 10 octobre 2023. Elles indiquent que la production de pétrole brut au Cameroun a atteint 6,520 milliards de barils en 2023, soit une baisse de 1,20 milliard de barils par rapport à l'année 2022. L'apogée des revenus pétroliers du Cameroun, les comptes de la SNE pointent à 10,000 milliards de FCFA en 2023, contre 12,000 milliards de FCFA en 2022. L'apogée sur les ventes pétrolières, 9,900 milliards de FCFA en 2022, a été atteint par le Cameroun après avoir atteint 10,000 milliards de FCFA en 2021.

Des écarts

Ces écarts proviennent de la baisse des revenus de l'industrie pétrolière (IPI) sur les trimestres 2023-2024, en raison de la baisse de la production de pétrole brut. L'apogée des revenus pétroliers du Cameroun, les comptes de la SNE pointent à 10,000 milliards de FCFA en 2023, contre 12,000 milliards de FCFA en 2022. L'apogée sur les ventes pétrolières, 9,900 milliards de FCFA en 2022, a été atteint par le Cameroun après avoir atteint 10,000 milliards de FCFA en 2021.

Chaque année, la production d'hydrocarbures liquides est évaluée à 21,13 milliards de barils en 2024, contre 20,22 milliards de barils en 2023, pour un traitement global de 24,91 milliards de barils en 2023 (S). Rapport SNE Cameroun 2023. La raison, l'un y ajoutant, fait « de l'investissement des champs et des conditions opérationnelles de production ». C'est la question posée, la question émise principalement dans les bureaux de l'État et dans les bureaux de l'industrie pétrolière.

Capacités en baisse

Dans son rapport sur la situation pétrolière du Cameroun 2023 publié le 10 octobre, l'entreprise souligne que la production de pétrole brut au Cameroun a atteint 6,520 milliards de barils en 2023, soit une baisse de 1,20 milliard de barils par rapport à l'année 2022. Pour une vision plus précise du phénomène, le rapport SNE pointe à une baisse de 1,20 milliard de barils de la production de pétrole brut en 2023, contre 7,720 milliards de barils en 2022. Cette baisse est due à la baisse de la production de pétrole brut au Cameroun, qui a atteint 6,520 milliards de barils en 2023, contre 7,720 milliards de barils en 2022.

Lucie Youa

Intégration

SUPPLÉMENT / SPÉCIALE PRÉSIDENTIELLE DU 12 OCTOBRE 2025 AU CAMEROUN

INTERVIEW COLONEL DIDIER LAVENIR MVOUM

« Les candidats n'ont pas suffisamment éclairé les Camerounais sur des questions de sécurité »

Les candidats ne sont pas suffisamment dotés

Interview menée par Lucie Youa. Pour l'ancien expert chargé des questions de défense et de sécurité à la Cserc, les questions sécuritaires sont d'actualité plus importantes.

**Crédit scolaire & Universitaire**

**BIEN PLUS QU'UNE RENTRÉE, OFFRONS-LEUR UN AVENIR**

Crédit disponible toute l'année à un taux exceptionnel dans l'ensemble des agences Afriland First Bank  
Documentation simplifiée - Demande de crédit | Prêt étudiant | Plan de localisation | Bulletin de paie

222 51 80 50  
180 05 80 05

qualite@afrilandfirstbank.com  
www.afrilandfirstbank.com

Afriland First Bank

400 F CFA

www.journalintegration.com

# Intégration

LA TRIBUNE DES COMMUNAUTÉS

DIRECTEUR DE PUBLICATION: THIERRY NDONG OWONA  
Tél.: +237 222 232 352 / +237 676 203 709 / +237 690 020 339

N°687 DU VENDREDI 10 OCTOBRE 2025

jti CERTIFIÉ

Crédit selon le programme JTI/CFA 1500 2019 au BNA. Accrédité par le BCCG avec licence 1500/2019

**Cemac**

## Tchad et Gabon, principaux partenaires commerciaux du Cameroun

Page 3



**FIN DE CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE AU CAMEROUN** Pages 10

# La "fille aînée" de Paul Biya sous le charme de Tchiroma



● Au lendemain du départ du Président - candidat à sa succession, un gigantesque meeting à Maroua jeudi 9 octobre 2025 donne la chair de poule à la capitale régionale de l'Extreme - Nord du pays.

- Le récit de notre envoyé spécial. Pages 5 - 10
- Lire notre éditorial en page 2

Technologie et coopération Page 3

## Le Cameroun donne de la voix à Victoria Falls

Production pétrolière Page 4

## Le Cameroun roule sur des pics décroissants

## Campagne présidentielle 2025 : une journée auprès de Jules Doret Ndongo

Page 4

**MEDICAL TRAVEL ameroon**

AGENCE DE TOURISME MÉDICAL

VOS SOINS, EN TOUTE SÉCURITÉ, EN TUNISIE

BP : 25512 Yaoundé - Cameroun / cameroonmedicaltravel@camedt.com  
+237 689 63 39 15 / +237 671 76 91 91 / +237 621 60 35 25 / +237 222 22 57 25 (Fixe)

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION N°010 / RDDP/ J12 / SAAJP \*\*\* TÉL. : +237 676 20 37 09 / 699 93 10 42

**Secteur énergétique** Page 9  
Globeleq prépare son départ du Cameroun et négocie la cession des centrales de Kribi et Dibamba

**Gouvernance bancaire** Page 8  
Gwendoline Abunaw trace la voie d'une transformation à 360° à la tête de l'Apeccam

**Expansion bancaire** Page 3  
BGFIBank Cameroun muscle son réseau d'agences pour rapprocher la banque des populations

# CONJONCTURE

## E C N O M I Q U E

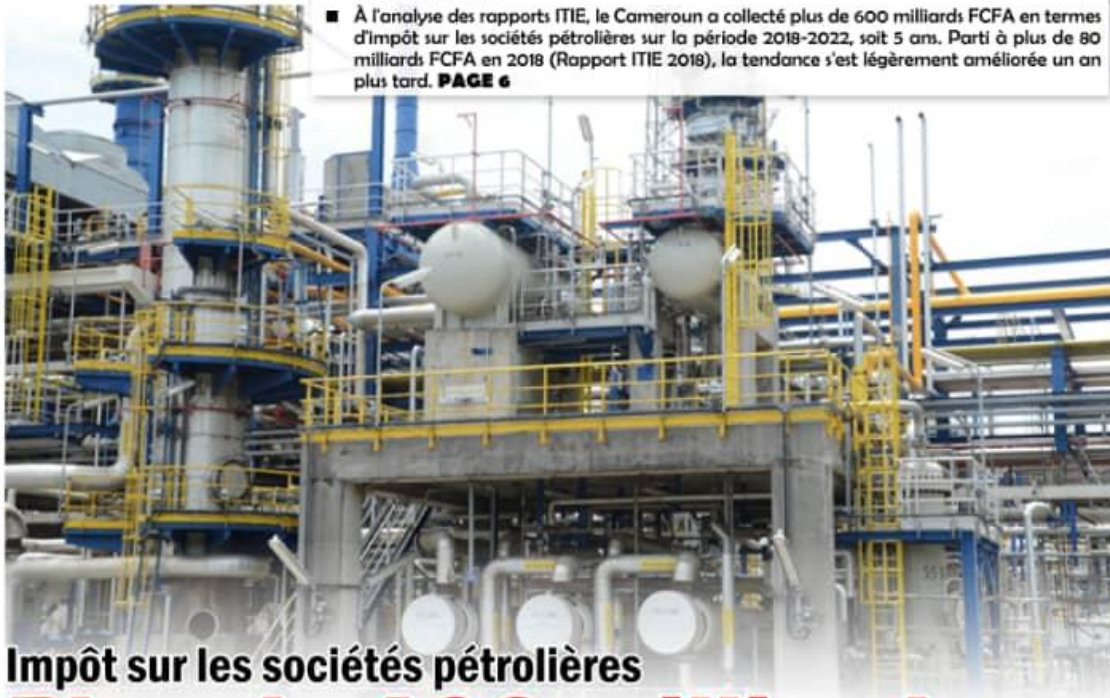
N° 177 du 17 octobre 2025



400 Fcfa

Directeur de publication : Jean Claude KENDJES. Tél. : +237 076 237 786 / +237 091 922 528

- Portée par une production en dents de scie qui est passée de 25,13 millions de barils en 2018 à 26,56 en 2020 avant de chuter à 25,61 en 2021 pour finalement s'établir à 24,95 millions de barils en 2022 (Cf. Rapport ITIE Cameroun 2022). De 2018 à 2022, la collecte de l'impôt sur les sociétés pétrolières (IS) a connu une tendance haussière malgré l'impact néfaste de la Covid en 2020.
- À l'analyse des rapports ITIE, le Cameroun a collecté plus de 600 milliards FCFA en termes d'impôt sur les sociétés pétrolières sur la période 2018-2022, soit 5 ans. Parti à plus de 80 milliards FCFA en 2018 (Rapport ITIE 2018), la tendance s'est légèrement améliorée un an plus tard. **PAGE 6**



### Impôt sur les sociétés pétrolières

# Plus de 600 milliards FCFA collectés en 5 ans



Le réflexe digital des entreprises performantes.




Bihédomadaire d'informations économiques sur le Cameroun et l'Afrique

**Secteur extractif**

# Pour que le Cameroun revienne à la conformité ITIE

Des actions de la société civile sont entreprises en vue de faire réadmettre notre pays parmi les économies bien notées en matière d'exploitation du sous-sol.

Gabriel KENFACK TSAIBO

Le 9 octobre dernier, le Groupe de travail pluri-acteurs chargé de la mise en œuvre de la stratégie nationale de communication de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) a organisé un webinaire, pour la constitution d'un groupe de journalistes capables d'utiliser les informations ITIE. L'exercice visait à renforcer les capacités des professionnels de médias sur la méthodologie pour lire et exploiter les données d'un rapport ITIE, éclairer le débat public sur la gouvernance du secteur extractif en tenant compte des enjeux socio-économiques et politiques, à l'indiqué le président du groupe de travail, Dr. Blasius Ngome, représentant de l'Union des journalistes du Cameroun au sein du comité ITIE.

On apprendra surtout que la démarche entreprise constitue l'une des exigences requises pour que le Cameroun sorte



Bien gérés, les ressources naturelles sont un levier de développement.

de la suspension. Le pays a été suspendu à deux reprises, mais s'en est plutôt bien tiré, indique Dr. Ngome. « On est actuellement en train de sortir d'une deuxième suspension », poursuit notre source. Lors d'un webinaire similaire organisé le

30 septembre dernier, Jessica Lengha Abega, membre du comité ITIE par ailleurs directeur général adjoint d'Addax, faisait observer qu'« il a été donné au Cameroun un délai, celui de mars 2025, pour produire le rapport. Ce qui a été fait. Le

comité ITIE a aussi dénoncé la formation des professionnels de médias qui va se poursuivre », il s'agit d'ailleurs de choses qui sont faites par le Cameroun pour sortir de la suspension. Il y a plusieurs exigences, notamment les débats publics que le

**1119,58 milliards de F**  
Contribution du secteur extractif au budget de l'Etat en 2022.

Cameroun est également en train d'entreprendre à travers la sensibilisation, et nous encourageons les journalistes à provoquer davantage de débats publics à travers l'utilisation des données ITIE », a-t-elle ajouté. Parmi les chiffres présentés par Michel Bisson, cadre au sein du secrétariat permanent du comité ITIE, l'on a surtout retenu qu'en 2022, la contribution du secteur extractif au budget de l'Etat était de 1119,58 milliards de F en termes de recettes budgétaires. Soit une hausse de 89,97% par rapport aux 589,35 milliards de F générés en 2021. Le sous-secteur hydrocarbures a le plus contribué aux recettes budgétaires du secteur extractif, à hauteur de 95,95% des revenus budgétaires en 2022, soit une hausse par rapport à 95,78% en 2021. Le secteur des mines et carrières industrielles par contre, a baissé avec un niveau de contribution qui chute à 0,09% en 2022 contre 0,63% en 2021.

4 INTEGRATION NATIONALE / ACTUALITÉS

INTÉGRATION N° 687

Jour-Jour Météo-Années

**Malgré les contraintes sécuritaires et climatiques, le chantier avance à un rythme jugé satisfaisant, selon le MINTP.**

La reconstruction de la route Mora-Daranga-Kousséri franchit une étape décisive. Le 7 octobre dernier, l'entreprise en charge du chantier a procédé à la planche d'essai en vue de la mise en œuvre de la couche de roulement en béton bitumineux, une opération technique déterminante avant la livraison de l'infrastructure autorisée pour la fin de l'année 2025. A en croire le MINTP (ministère des Travaux publics), le planche d'essai bilaine permet d'évaluer la résistance et la qualité des bétons bitumineux, derniers couche qui assurent la solidité et la longévité des revêtements. Selon les ingénieurs sur le site, cette phase confirme le conformisme du matériau aux standards internationaux et ouvre la voie à la généralisation de la pose sur l'ensemble du tronçon. Les travaux, exécutés sous la supervision du Ministère des Travaux publics (MINTP), visent à garantir une route durable, capable de supporter un trafic commercial croissant. La route Mora-Daranga-Kousséri, longue de près de 215 kilomètres, constitue un corridor majeur reliant le Cameroun au Tchad et au Nigeria, et par extension aux marchés voisins. Sa remise à niveau revêt donc une portée économique et géopolitique de premier plan.

Bébé Doanane

**91 véhicules tout-terrain leur ont été remis pour optimiser leur efficacité.**

La logistique de l'administration territoriale vient de franchir d'un pas de 91 véhicules tout-terrain remis. La remise officielle a eu lieu le mercredi 8 octobre à Yaoundé, sous la supervision du ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji. Selon lui, cette initiative constitue « un geste nécessaire » destiné à permettre aux responsables des services de « faire leur travail sereinement » dans des conditions optimales. Le Ministre précise que cette dotation

ROUTE MORA-DARANGA-KOUSSÉRI  
**Des signaux de relance**



Sur le chantier de la route Mora-Daranga-Kousséri, le 7 octobre 2025

du gouvernement de renforcer les infrastructures dans les régions septentrionales, longtemps confrontées à l'exclusion et à la dégradation des routes, retrouveront progressivement leur dynamisme. Les transports, les commerçants et les producteurs agricoles bénéficieront directement de cette amélioration, avec une réduction notable des temps de trajet et des coûts logistiques. En effet, le projet, inscrit dans le Programme national de réhabilitation des routes structurantes, illustre la volonté

**Bénéfices**

Sur le plan socio-économique, la réhabilitation de cette route transformera profondément la vie des populations locales. Elle facilitera l'accès aux produits agricoles, réduira les coûts de transport et soutiendra la compétitivité des filières d'élevage, de commerce transfrontalier et de ser-

VICES. À terme, la route deviendra un véritable levier d'intégration économique régionale, jadis symbole d'exclusion, car elle facilitera le commerce et le service de la croissance et de la cohésion nationale. Les livraisons prévues en décembre 2025 marqueront une étape clé dans la modernisation du réseau routier national. Elle soulève également la position du Cameroun comme pôle logistique sous-régional, soutenant les ambitions économiques portées par la stratégie nationale de développement 2030.

COMMANDEMENT TERRITORIAL

**Les chefs de terre encore aux petits soins**

vis à accroître les capacités opérationnelles des préfets et sous-préfets, à garantir leur sécurité et à améliorer leurs conditions de travail. « Depuis hier, ils ont sept ans, nous essayons de doter les 200 sous-préfets de véhicules. Le chef de l'Etat tient à ce que les autorités travaillent dans un cadre confortable », insiste Paul Atanga Nji. Robustes et adaptés aux conditions difficiles rencontrées dans certaines régions, ces véhicules faciliteront les déplacements des responsables administratifs, en particulier dans les localités enclavées.

Il s'inscrit dans le cadre du Programme de gouvernance et d'appui institutionnel, conçu pour rapprocher l'administration des populations et accroître l'efficacité de l'action publique. Le ministre a par ailleurs rappelé aux bénéficiaires la nécessité d'un entretien rigoureux : « le véhicule que ces véhicules soient bien entretenus, car nous avons travaillé pour les faire venir en un laps de temps », a-t-il souligné, invitant les préfets et sous-préfets à suivre scrupuleusement le kilométrage et à procéder à des vidanges régulières.

PRODUCTION PÉTROLIÈRE  
**Le Cameroun roule sur des pics décroissants**

Les données de la SNEF pointent à 6,28 milliards de barils le quart de pétrole brut en 2025. Loin des 24,28 milliards de barils dont se prévalait le Cameroun 2019 dans son rapport SNEF dédié.

La Société nationale des hydrocarbures (SNEH) a rendu publique ses données relatives à la production de pétrole brut au deuxième trimestre commercial, ainsi que des données sur la consommation des quatre pays riverains. L'Etat a produit 6,28 milliards de barils de pétrole brut, soit 10,7 millions de barils nettes à l'Etat. L'apport des investissements en hydrocarbures du Cameroun, les ventes de la SNEH ont atteint 6,28 milliards de barils de pétrole brut, soit 10,7 millions de barils nettes à l'Etat. L'apport des investissements en hydrocarbures du Cameroun, les ventes de la SNEH ont atteint 6,28 milliards de barils de pétrole brut, soit 10,7 millions de barils nettes à l'Etat.

Des experts

Ces données sont comparables aux données de l'Agence de l'énergie pour le trimestre 2025. En 2019, la production de pétrole brut en Cameroun était de 24,28 milliards de barils, soit 42,8 millions de tonnes. Cette production a permis au Cameroun de devenir un pays exportateur net de pétrole. Cependant, la production de pétrole brut en Cameroun a diminué de manière significative au cours des dernières années. En 2020, la production de pétrole brut en Cameroun était de 10,7 milliards de barils, soit 18,7 millions de tonnes. Cette production a permis au Cameroun de devenir un pays importateur net de pétrole. En 2021, la production de pétrole brut en Cameroun était de 10,7 milliards de barils, soit 18,7 millions de tonnes. Cette production a permis au Cameroun de devenir un pays importateur net de pétrole. En 2022, la production de pétrole brut en Cameroun était de 10,7 milliards de barils, soit 18,7 millions de tonnes. Cette production a permis au Cameroun de devenir un pays importateur net de pétrole. En 2023, la production de pétrole brut en Cameroun était de 10,7 milliards de barils, soit 18,7 millions de tonnes. Cette production a permis au Cameroun de devenir un pays importateur net de pétrole. En 2024, la production de pétrole brut en Cameroun était de 10,7 milliards de barils, soit 18,7 millions de tonnes. Cette production a permis au Cameroun de devenir un pays importateur net de pétrole. En 2025, la production de pétrole brut en Cameroun était de 10,7 milliards de barils, soit 18,7 millions de tonnes. Cette production a permis au Cameroun de devenir un pays importateur net de pétrole.

# Intégration

SUPPLÉMENT / SPECIALE PRESIDENTIELLE DU 12 OCTOBRE 2025 AU CAMEROUN

INTERVIEW COLONEL DIDIER LAVENIR MVOUM

## « Les candidats n'ont pas suffisamment éclairé les Camerounais sur des questions de sécurité »

Interview accordée par Colonel Mvooum  
Pour l'ancien expert chargé des questions de défense et de sécurité à la Cevac, les questions sécuritaires sont d'autant plus importantes

Les candidats ne sont pas suffisamment éclairés sur des questions de sécurité



## ÉVALUATION

**Les recettes fiscales pétrolière en nette augmentation entre 2018 et 2022**

**Cette performance a été stimulée par des prix plus élevés des hydrocarbures et une gestion plus transparente des recettes.**

La fiscalité pétrolière désigne l'ensemble des taxes et prélèvements spécifiques et de droit commun que l'État applique sur les activités de la chaîne pétrolière, de l'exploration et de la production à la distribution des produits finis. Elle joue un rôle fondamental dans le financement de l'économie camerounaise, contribuant de manière significative au budget de l'État.

Entre 2018 et 2022, les rapports de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie) ont révélé une tendance générale à la hausse des recettes fiscales issues du secteur pétrolier, même si des défis subsistent. Selon les rapports de l'Itie en 2018 par exemple, les recettes fiscales pétrolières ont été de 120 milliards FCFA, représentant 22% des recettes fiscales totales, avec l'impôt sur les sociétés (IS) pétrolier comme principal contributeur. Ces recettes ont été modestes mais ont amorcé une croissance, soutenues par des

augmentations de transferts et de paiements en nature.

En 2018, il y a eu une amélioration des processus de collecte grâce à la digitalisation, favorisant ainsi une meilleure gestion des recettes fiscales. Pour ce qui est de 2020 par exemple, malgré l'impact négatif de la pandémie de Covid-19, l'on a enregistré 321,37 milliards FCFA comme impôt sur les sociétés pétrolières. Ce qui représente 60% des recettes extractives, grâce aux mécanismes de collecte mis en place par le gouvernement.

Lors d'un webinaire organisé par l'Itie le 30 septembre 2025 pour le renforcement des capacités des journalistes, l'on a également appris que les recettes ont par contre chuté à 139,3 milliards FCFA en 2021, représentant 23,64% des recettes totales, marquées par une réduction des recettes liées à la baisse des prix des hydrocarbures et le ralentissement économique. En 2022, les rapports notent une reprise marquée avec 294,97 milliards FCFA (26,35% des recettes totales) grâce à la forte croissance de l'impôt sur les sociétés (IS) pétrolier, atteignant 207,52 milliards FCFA (+154% par rapport à 2021).

Cette performance a été stimulée par des prix plus élevés des hydrocarbures et une gestion plus transparente des recettes. « En résumé, la fiscalité pé-



**Cette performance a été stimulée par des prix plus élevés des hydrocarbures et une gestion plus transparente des recettes.**

trolière du Cameroun a montré une forte croissance en 2020 et 2022, soutenue par des réformes dans la gestion fiscale et l'impact des prix internationaux du pétrole. Toutefois, des fluctuations ont eu lieu, particulièrement en 2021. Les perspectives de croissance pour les années suivantes dépendent de la gestion de la transition énergétique et des investissements dans l'infrastructure fiscale » précise l'Itie dans ses différents rapports.

JEAN DANIEL OBAMA

## INDICE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

**La méthode de collecte rénovée**

**Elle a été présentée aux administrations et au secteur privé il y a quelques jours à Yaoundé.**

La prise de décision et la formulation des politiques économiques au Cameroun dans le cadre de la Stratégie nationale de développement 2020-2030 (SND30) dépendent de la disponibilité d'un flux régulier de données économiques de qualité. Ces données exhaustives et fiables sont indispensables pour suivre la transformation structurelle de l'économie et pour soutenir les efforts de décentralisation. C'est dans ce contexte que l'Institut national de la statistique a organisé le mardi 30 septembre 2025 à Yaoundé, un atelier de présentation des résultats de l'indice du chiffre d'affaires (ICA) produit à partir des données administratives. L'objectif de cet atelier était de présenter les méthodes de l'approche secteur, les premiers indices rénovés avec les parties prenantes, recueillir les observations, les commentaires et les recommandations pour améliorer les indices et les modalités de leur diffusion.



« Il est question d'exploiter les sources de données disponibles, notamment celle de la déclaration de la TVA (Taxe sur la valeur ajoutée Ndlr) afin de produire l'indice du chiffre d'affaires et la disponibilité de cette source permet à l'INS de s'affranchir de beaucoup de difficultés. Nous avons remarqué que les entreprises ont beaucoup de difficultés à répondre au questionnaire à temps et cela a un impact sur la publication de certains résultats » a expliqué Georges

**La première phase du projet a été marquée par un atelier de lancement du 28 au 30 mars 2023, permettant de définir les premières orientations méthodiques et de la suite.**

Nazel Tsakou, ingénieur statisticien économiste INS Cameroun.

L'atelier tenu à Yaoundé a permis de présenter aux acteurs le chemin suivi depuis le lancement du projet en mars 2023 jusqu'à la production des premiers résultats à partir d'une méthode recommandée reconnue au niveau international. « La phase d'analyse n'a pas encore débuté mais il était déjà question aujourd'hui de montrer au bailleur de fonds comment le financement du projet a été mené et à quel niveau nous en sommes. Aujourd'hui nous avons présenté les courbes d'évolution de certains indices par secteur. Lors des prochaines étapes nous allons approfondir le travail afin d'avoir de meilleurs résultats » a expliqué Georges Nazel Tsakou.

Ce dernier a également indiqué que les indices conjoncturels tels que l'ICA sont des outils de pilotage cruciaux, fournissant une lecture à court terme de la santé économique des différents secteurs. La première phase du projet a été marquée par un atelier de lancement du 28 au 30 mars 2023, permettant de définir les premières orientations méthodiques et de la suite.

JEAN DANIEL OBAMA

**Limbe**  
**Mile 4 Residents**  
**Protest Alleged**  
**Minor Abuse** P.6

**THE EXPRESS**  
 Weekly-Hebdomadaire Journal d'informations générales Bilingue  
 Paraissant le Lundi N°091 du 19 Oct 2023  
 Directeur de Publication / Publisher: Amos Muang Nsah / Reg N°0007/ACK/E.33/SAAP / Tél : 690 19 04 02 / 650 88 88 75 / Siège : Yaoundé Cameroun / Email : theexpress2021@yahoo.com

## 2025 Presidential Election

# Results Awaited Amid Tension



Clement Atangana, President of the Constitutional Council (middle) to proclaim results on Thursday  
**Despite speculation about Biya's possible victory, Issa Tchiroma remains certain that he won the October 12 election** P.2

**Oil Taxation in Cameroon**  
**A Pillar of National Financing Amid Energy-Transition Challenges** P.4

**Presidential Election**  
**PAP Praises Akere Muna for Integrity, Patriotism** P.7



**2025 Presidential Election**  
**"No to hate speech, No to division, No to violence"**  
**Fadimatu Iyawa Ousmanou, President of CNYC urges young people to model democratic maturity .** P.5



YAOUNDE INTERNATIONAL BUSINESS SCHOOL  
 Developing Innovative Professionals  
**BREAST CANCER**  
 Awareness Month  
 Self Examination is Important

## NEWS

## Oil Taxation in Cameroon

# A Pillar of National Financing Amid Energy-Transition Challenge

By Amos Muang Nsah

Oil taxation plays a strategic role in financing the Cameroonian economy, accounting for a significant share of the state's tax revenues. Between 2018 and 2022, EITI reports show a general upward trend in oil sector tax revenues, though challenges remain. In 2018, oil tax revenues reached CFAF 120 billion, representing 22% of total tax revenues, with corporate income tax on oil companies as the main contributor, though overall revenues were modest (EITI Report 2018, p. 13). In 2019, revenues rose to CFAF 145 billion, or 24% of total budget revenues, aided by the gradual digitization of collection processes (EITI Report 2019, p. 19). The pandemic year 2020 saw an exceptional rebound to CFAF 321 billion, representing 60% of total extractive revenues, helped by new collection systems that maintained fi-

growth in 2022 reaching 41.05%. On the other hand, the share of extractive revenues in the national budget was 16.13% in 2018 and 19.23% in 2019. In 2020 and 2021, the contribution plummeted, only to rise again in 2022.

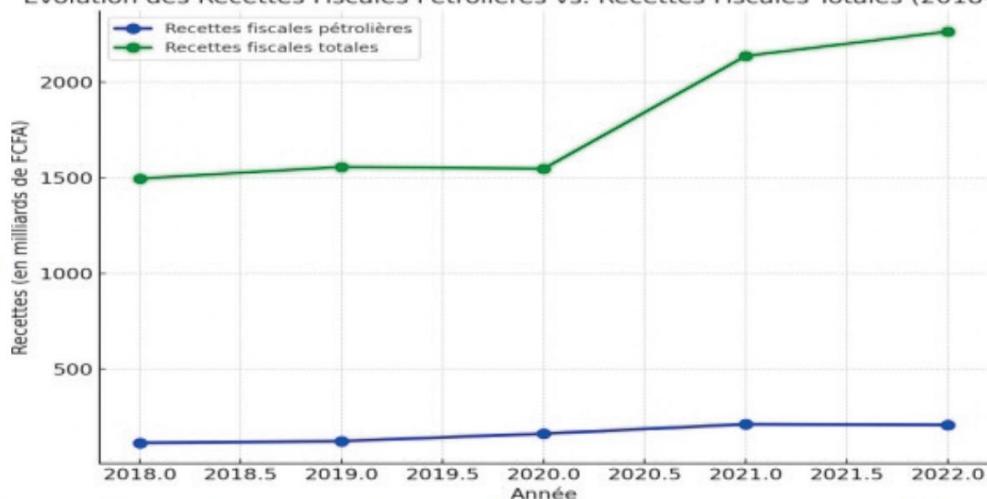
Analysis show that despite the effects of the COVID-19 crisis, the contribution of the extractive sector to the national economy was able to rebound in 2021, returning to previous levels.

From data contained in the reports, payments made by extractive companies to the state of Cameroon are heavily weighted towards payments in kind.

In the hydrocarbons sector, these are due to payments made by oil companies to the National Hydrocarbons Corporation, SNH mainly to the SNH-Mandat rather than SNH-Fonctionnement.

In the mining sector, these are mainly payments in kind from artisanal and small-scale mining.

Évolution des Recettes Fiscales Pétrolières vs. Recettes Fiscales Totales (2018-2



ancial stability despite lower oil prices (EITI Report 2020, p. 22). However, in 2021, revenues fell to CFAF 139.3 billion, about 23.64% of total revenues, due to weaker hydrocarbon prices and pandemic-linked economic slowdown (EITI Report 2021, p.18). A recovery occurred in 2022, with oil tax revenues at CFAF 294.97 billion, or 26.35% of total revenues, driven by

strong growth in corporate income tax on oil companies (EITI Report 2022, p. 16). This pattern underscores the sector's importance to the Cameroonian economy while highlighting its sensitivity to global oil price fluctuations. As energy transition becomes a global issue, diversifying income sources is essential to secure stable, sustainable growth. The introduction

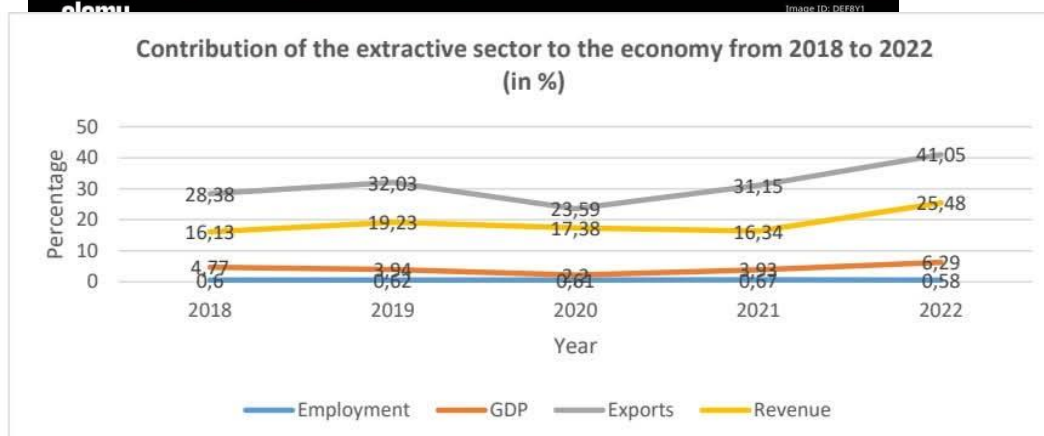
of green taxation, with incentives for renewable energies, could help address current environmental and economic challenges. EITI reports will continue to play a fundamental role in promoting transparency and good governance of oil resources, aiding Cameroon in preparing for a more sustainable and resilient future amid the energy-transition challenges.

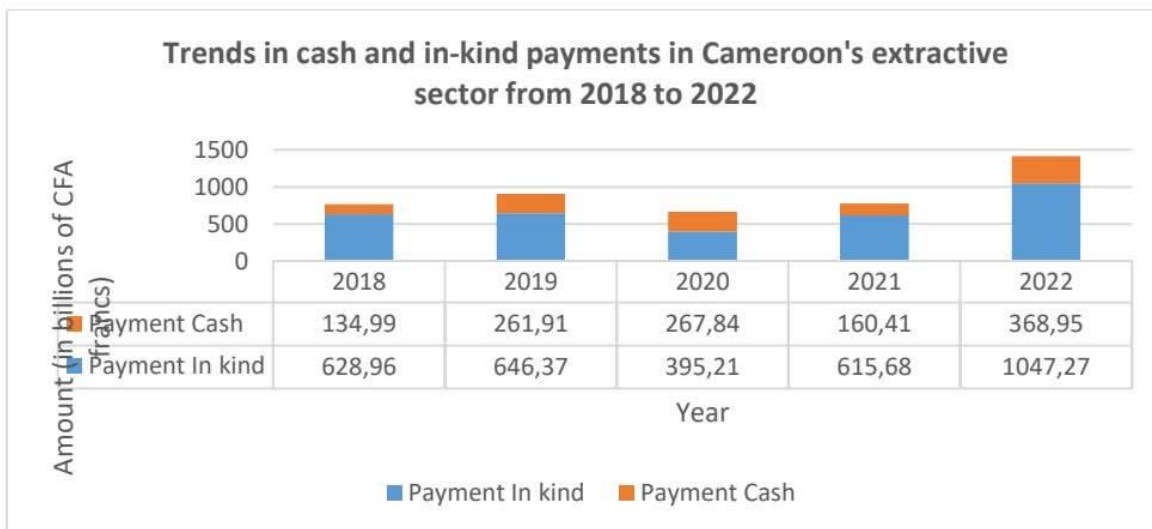
Thus, from 2018 to 2022, EITI reports show that payments in kind have always been higher than cash payments. The cash payments come dominantly from taxes and duties paid to the financial authorities, but also from payments made to the SNH and the Ministry of Mines, Industry and Technological Development, MINMIDT in particular.

From the reports, payments in kind reached its peak in 2022 with a value of FCFA 1.047.27 billion. In 2020, the payments in kind were worth FCFA 395.21 billion. Meanwhile, for cash payments, the difference is not the same. They were worth FCFA 134.99 billion in 2018 and FCFA 368.95 billion in 2022.

It is worth noting that making public payments by the extractive industries for the development of the national economy, does not only help in forestalling abuse and misappropriation by the tax administration, but it could also assist citizens in monitoring and tracing the use of government revenue.

This therefore ties with EITI standard requirement five which calls for reliable disclosure of company payments and government revenues from the extractive industries as well as making public the contribution of the extractive sector to the development of the national economy. It thus ensures clear and equitable management of revenue guaranteeing that the generated funds effectively and equitably benefit national and local development.





*Source: EITI Cameroon Reports 2018, 2019, 2020, 2021, and 2022*

**Au cours de cette formation organisée en ligne le 30 septembre 2025**

**par le Groupe de travail dédié à la communication ITIE, ils ont été édifiés sur une meilleure utilisation des données ITIE. Cette formation a également permis aux journalistes d'avoir une parfaite connaissance de l'ITIE. Zoom.**

Selon le Dr. Blasius Ngome Président du GPA, l'objectif de cette formation consistait à outiller les journalistes à l'utilisation et l'analyse des données des rapports ITIE pour enrichir le débat public.

Les journalistes ont ainsi appris que la mission de l'ITIE est de promouvoir la compréhension de la gestion des ressources naturelles, renforcer la gouvernance et la redevabilité publiques et des entreprises, et fournir les données nécessaires à l'élaboration des politiques et le dialogue multipartite dans le secteur extractif.

Initiative du Premier Ministre TONY BLAIR ITIE est une association qui regroupe plusieurs gouvernements à travers le monde. Le Cameroun y adhère en 2005. Au cours de cette formation, les journalistes ont été édifiés sur la notion de « rapportage ITIE » qui est le Processus de production du Rapport ITIE. Le rapport ITIE étant le document clé qui présente les informations sur la gouvernance du secteur extractif d'un pays au cours d'un exercice fiscal donné. Les professionnels des médias ont également appris les types de données ITIE notamment les Données contextuelles sur l'année couverte par le rapport, mais également sur l'année de publication du Rapport ITIE, les Données (qualitatives et/ou

qualitatives) sur le secteur extractif au cours de l'année couverte par le Rapport ITIE.

## Utilisation des données ITIE : Une formation offerte aux journalistes Camerounais

Au cours de cette formation organisée en ligne le 30 septembre 2025 par le Groupe de travail dédié à la communication ITIE, ils ont été éduqués sur une meilleure utilisation des données ITIE. Cette formation a également permis aux journalistes d'avoir une parfaite connaissance de l'ITIE. Zoom. ICI ☐☐

<https://yaoundeinfo.com/2025/10/06/utilisation-des-donnees-itie-une-formation-offerte-aux-journalistes-camerounais/>

Cette formation en ligne qui a bénéficié de l'expertise de Michel Bissou, leur a aussi permis de savoir Comment trouver les données ITIE notamment à travers la lecture des Rapports ITIE), l'examen de la table de matière du Rapport ITIE, la Lecture rapide du « Résumé exécutif » d'un Rapport ITIE, la Lecture des conclusions et recommandations d'un Rapport ITIE, la Lecture de la section du Rapport faisant référence à une Exigence particulière, l'Exploitation des annexes au Rapport ITIE, l'Utilisation des formulaires de données résumées des Rapports ITIE.

Les hommes et femmes des médias sont donc conscients qu'aujourd'hui, l'utilisation des données ITIE permet de Susciter ou animer le débat public sur la gouvernance des ressources extractives, Susciter les réformes utiles, Présenter les résultats et impacts de la mise en œuvre de l'ITIE. Il faut noter que l'utilisation des données ITIE est bénéfique et salutaire pour les populations, le Groupe multipartite ou tout autre acteur du suivi de la mise en œuvre (Partenaires au développement, chercheurs, etc.).

Depuis son adhésion à l'ITIE en 2005, le Cameroun a déjà publié 17 Rapports dont certains couvrant plus d'un exercice (2001 – 2004 et 2006 – 2008), 22 exercices fiscaux déjà couverts : de 2001 à 2022. Le 18ème Rapport (2023) est en cours.

Bon à savoir, au regard de l'engouement de cette formation, le Dr. Blasius Ngome Président du GPA, envisage d'ailleurs organiser une deuxième formation cette fois sur whatsapp.

**Ericien P Nguiamba Bibiang**

**FISCALITÉ** Par Blaise NNANG

## Forte croissance des recettes fiscales pétrolières de 2018 à 2022 au Cameroun

Selon les rapports de l'Initiative de transparence dans les industries extractives (Itie), la fiscalité pétrolière du Cameroun a montré une forte croissance en 2020 et 2022, soutenue par des réformes dans la gestion fiscale et l'impact des prix internationaux du pétrole. Toutefois, des fluctuations ont eu lieu, particulièrement en 2021.

La fiscalité pétrolière occupe une place stratégique dans le financement de l'économie camerounaise, représentant une part importante des recettes fiscales de l'Etat. Entre 2018 et 2022, les rapports de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) ont révélé une tendance générale à la hausse des recettes fiscales issues du secteur pétrolier, même si des défis subsistent. En 2018, les recettes fiscales pétrolières ont été de 120 milliards de FCFA, représentant 22% des recettes fiscales totales, avec l'impôt sur les sociétés (IS) pétrolier comme principal contributeur. Ces recettes ont été modestes mais ont amorcé une croissance, soutenue par des augmentations de transferts et de paiements en nature.

En 2019, une croissance notable a été observée, avec 145 milliards de FCFA, soit 24% des recettes budgétaires totales. Cette année, note le rapport de l'Itie, a marqué une amélioration des processus de collecte grâce à la digitalisation, favorisant ainsi une meilleure gestion des recettes fiscales. En 2020, la pandémie a eu un impact sur les recettes pétrolières, mais l'impôt sur les sociétés pétrolières a généré 321,37 milliards de FCFA, représentant 60% des recettes extractives. Cela a été en grande partie dû à la mise en place de nouveaux systèmes de recouvrement, précise-t-on. Cependant, en 2021, les recettes ont chuté à 139,3 milliards de FCFA, représentant 23,64% des recettes totales, marquées par une réduction des recettes liées à la baisse des prix des hydrocarbures et le ralentissement économique. Mais, en 2022, l'on a noté une reprise marquée avec 294,97 milliards de FCFA, soit 26,35% des recettes totales, grâce à la forte croissance de l'IS pétrolier, atteignant 207,52 milliards de FCFA (+151% par rapport à 2021). Cette performance, précise-t-on, a été stimulée par des prix plus élevés des hydrocarbures et une gestion plus transparente des recettes.

Cette évolution des recettes fiscales pétrolières, relèvent les rapports de l'Itie, montre l'importance de ce secteur pour l'économie camerounaise, mais met également en évidence sa vulnérabilité aux fluctuations des prix mondiaux du pétrole. À l'heure où la transition énergétique devient un enjeu mondial, il devient essentiel pour le pays de diversifier ses sources de revenus pour garantir une croissance stable et durable. L'introduction de la fiscalité verte, avec des incitations fiscales pour les énergies renouvelables, pourrait constituer une réponse pertinente aux défis environnementaux et économiques actuels.

### L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES, PRINCIPAL CONTRIBUTEUR

En 2018, apprend-on des rapports Itie, le secteur pétrolier a commencé à connaître une hausse modérée des recettes fiscales, avec des contributions principalement liées à l'impôt sur les sociétés. Cependant, la contribution globale du secteur pétrolier était encore en développement, avec des recettes fiscales relativement faibles par rapport aux années suivantes. La fiscalité restait encore dominée par des revenus issus de la production en nature, principalement des hydrocarbures, qui ne sont pas toujours directement liés aux rendements fiscaux (Rapport ITIE 2018). Les recettes fiscales pétrolières ont atteint 120 milliards de FCFA, représentant 22% des recettes fiscales totales du pays. Cette année-là, l'impôt sur les sociétés pétrolières a constitué le principal contributeur, même si les recettes demeuraient modestes.

Mais en 2019, la fiscalité pétrolière a commencé à croître grâce à l'augmentation des prix des hydrocarbures. L'impôt sur les sociétés pétrolières a continué d'être le principal contributeur fiscal, représentant une proportion plus importante des recettes budgétaires. Cette année-là, le Cameroun a enregistré un bond dans les recettes fiscales pétrolières, atteignant

83,90 milliards de FCFA en IS, un signe de l'amélioration de la collecte. Mais, l'année 2020 a été marquée par une pandémie mondiale qui a affecté les prix du pétrole, et par conséquent, les revenus fiscaux. Malgré cette baisse, l'impôt sur les sociétés pétrolières est resté un pilier essentiel de la fiscalité. Les recettes pétrolières étaient encore dominées par l'IS, bien qu'il y ait eu une légère baisse par rapport à l'année précédente en raison de la baisse des volumes produits et de la volatilité des prix.

Par contre au cours de l'année 2021, indique-t-on, l'impôt sur les sociétés pétrolières a fortement contribué à la reprise des finances publiques, avec une augmentation de 151,36% des recettes par rapport à 2020. L'IS a atteint 210,89 milliards de FCFA, principalement grâce à la hausse des prix du pétrole sur les marchés mondiaux. Cette année-là, le secteur extractif a vu une croissance substantielle de ses recettes fiscales, illustrant un renforcement de la collecte. Même tendance haussière en 2022. L'IS pétrolier, selon le rapport Itie, a continué d'exploser avec un total de 207,52 milliards de FCFA, représentant 18,54% des recettes fiscales globales du pays. Cette performance remarquable est attribuée à une stabilité accrue des prix du pétrole et à une gestion améliorée des revenus, avec la SNH jouant un rôle clé dans la collecte. En 2022, l'Etat a perçu 774,51 milliards de FCFA via la SNH, ce qui a permis de soutenir de manière substantielle le budget national.

### ENCOURAGER DES PRATIQUES PLUS DURABLES

En d'autres termes, selon l'Itie, l'impôt sur les sociétés pétrolières est de loin la source la plus fiable et la plus importante des recettes fiscales dans le secteur des hydrocarbures. Pour améliorer cette situation dans un contexte mondial où la transition énergétique est devenue un enjeu, il serait pertinent d'envisager des réformes fiscales qui encouragent

les entreprises pétrolières à adopter des pratiques plus durables. Les incitations fiscales pour les investissements dans des technologies d'énergie renouvelable pourraient être un levier stratégique pour aligner la fiscalité pétrolière avec les objectifs de transition énergétique. Cela pourrait inclure par exemple des crédits d'impôt pour la réduction des émissions de CO2 ou des exonérations fiscales pour les projets d'énergie verte. Les rapports ITIE, rappelle-t-on, continueront de jouer un rôle fondamental dans la promotion de la transparence et de la bonne gouvernance des ressources pétrolières, en aidant le pays à se préparer à un avenir plus durable et résilient face aux défis de la transition énergétique.

### DES CONTRIBUTIONS VARIÉES SUR DIFFÉRENTS INDICATEURS ÉCONOMIQUES

De 2018 à 2022, selon les rapports Itie, les données économiques montrent que l'exploitation de ses ressources extractives a enregistré des contributions variées sur différents indicateurs économiques. En matière d'emploi, la contribution moyenne a été de 0,6% avec une contribution minimale de 0,58% en 2022 et maximale de 0,67% en 2021. Relativement au PIB, la contribution du secteur extractif a été de 2,2% en 2021 et de 6,29% en 2022. La contribution aux recettes d'exportation a été en dent de scie de 2018 à 2021, puis la croissance s'est poursuivie en 2022 pour atteindre 41,05%. En ce qui concerne la part des revenus extractifs au budget national, elle a été de 16,13% en 2018, puis de 19,23% en 2019. En 2020 et 2021, cette contribution a baissé pour remonter en 2022. Globalement, précise-t-on, malgré les effets de la crise de la COVID-19, la contribution du secteur extractif à l'économie nationale a pu être relancée dès 2021 pour atteindre les performances antérieures.

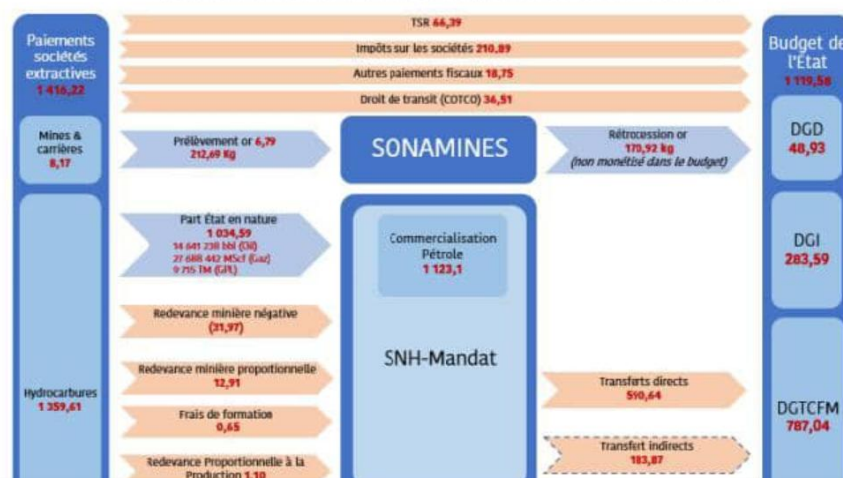
 <p>1er News Magazine Camerounais Régistré N° 00089 RDD/JN/GBASC Édité par <b>Overland Company</b> BP 15552 Yaoundé Tel : 699 99 71 65 / 679 25 25 94 222 230 745 Email : dactuel@yahoo.fr</p> <p><b>Directeur de publication</b> François BAMBOU francoisbambou@yahoo.fr</p> <p><b>Assisté de</b> Erne Grâce NOUPA</p>	<p><b>Conseillers</b> Degaille YEMKWA - Adolphe PÉNÉ</p>	<p><b>Grand Reporter</b> Yves TCHENANG</p>	<p><b>Design et PAO</b> Christelle DJOMO Adrien Hervé NEKAM</p>	
	<p><b>Administration &amp; Commercial</b> Sorelle NOUMI KAMDEM (+237) 696 96 95 35</p>	<p><b>Rédaction</b> Fabrice BELOKO Tatiana MELIEDJE Y. Claude Paul TJEG François BAMBOU Jean Luc FASSI Yves TCHENANG Janvier Dudair MVONDO Bonaventure TCHOUANGE</p>	<p><b>Chief d'atelier</b> Braïnd MBAH</p>	<p><b>Tirage</b> 2000 exemplaires</p>
	<p><b>Rédacteur en Chef</b> Claude Paul TJEG</p>	<p><b>Secrétariat de rédaction</b> Ali Ghatro</p>	<p><b>Impression</b> OVERLAND PRINT Tel : 699 99 71 65</p>	
	<p><b>Chief de Bureau Douala</b> Tatiana MELIEDJE Y.</p>			



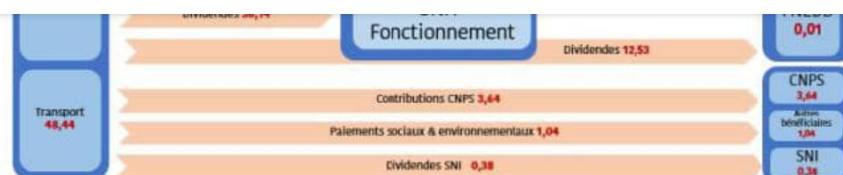
## Contribution du secteur extractif au budget de l'État en 2022: un montant 1119.58 Fcfa a été généré

 Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives du Cameroun  
 Rapport ITIE 2022

Figure 2 - Revenus du secteur extractif (chiffres en milliards de FCFA)



ACCUEIL ACTUALITÉS ▼ PUBLI REPORTAGES INVITÉS PUBLICITÉS VIDÉOS CONTACT ▼



Le secteur extractif au Cameroun, dominé par les hydrocarbures pétrole et gaz est un moteur majeur de l'économie, mais il est confronté à des défis tels que le vieillissement des champs pétrolifères et une faible contribution à l'emploi. Le pays possède aussi d'importants gisements de minerais, comme le fer, mais le secteur minier y reste marginal en termes de contribution budgétaire.

En 2022, le secteur extractif a généré 1 119,58 milliards de FCFA (soit 1 794,31 millions de USD) de recettes budgétaires, enregistrant une hausse significative de 89,97% par rapport à 2021 qui s'élève à (589,35 milliards de FCFA).

Cette progression exceptionnelle est principalement due à: l'augmentation des transferts de la SNH-Mandat, qui ont atteint 774,51 milliards de Fcfa, une hausse de 89,35% par rapport à 2021.

La forte croissance de l'Impôt sur les Sociétés (IS) pétrolier, dont les recettes ont plus que doublé, passant de 83,90 milliards de FCFA en 2021 à 210,89 milliards de FCFA en 2022 (+151,36%).

Ces performances traduisent une conjoncture favorable dans le secteur pétrolier, portée par une hausse des prix internationaux des hydrocarbures.

#### Répartition des revenus budgétaires par secteur

L'essentiel des recettes budgétaires du secteur extractif provient du sous-secteur des hydrocarbures, qui représente 95,95% des revenus budgétaires en 2022, en hausse par rapport à 95,78% en 2021. À l'inverse, le secteur des mines et carrières industrielles enregistre une forte baisse, avec une contribution qui chute de 0,63% en 2021 à 0,09% en 2022, soit une diminution de 74,26% en valeur absolue.

#### Répartition revenus budgétaires par flux

L'analyse des flux de revenus met en évidence la prépondérance des recettes non fiscales, qui représentent 73,65% des revenus budgétaires en 2022, contre 26,35% pour les recettes fiscales. Les transferts de la SNH-Mandat constituent la principale source de recettes, avec 52,76% des revenus budgétaires sous forme de redevances directes et 16,41% sous forme de transferts indirects.

L'Impôt sur les Sociétés (IS) pétrolier représente 18,54% des revenus, suivi des droits de transit (3,26%) et de la taxe spéciale sur les revenus (5,93%).

#### Exhaustivité des données des Entreprises

[ACCUEIL](#) [ACTUALITÉS](#) [PUBLI REPORTAGES](#) [INVITÉS](#) [PUBLICITÉS](#) [VIDÉOS](#) [CONTACT](#)

#### SINOSTEEL, G-STONES RESOURCES S.A et C & K MINING INC.

Les revenus reportés par l'État pour ces entreprises défailtantes sont très faibles, avec seulement 0,6 million FCFA attribués à SINOSTEEL, et aucun paiement reporté pour les trois autres sociétés.

#### Données de l'Etat

Toutes les entités publiques retenues dans le périmètre de déclaration ont soumis leurs déclarations, garantissant une exhaustivité des données du côté gouvernemental.

Rappelons que, Ce secteur est un moteur de la croissance économique et une source de revenus budgétaires à nulle autre pareille. L'État doit encore fournir des efforts dans l'emploi des jeunes.

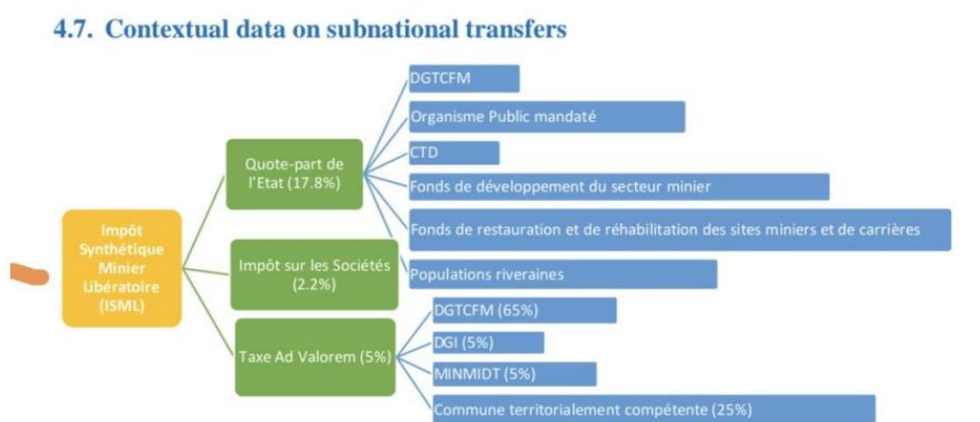
Line TCHAKOUNTE.

## Transparency in Extractive Sector:

### Journalists Trained on Utilizing EITI Reports to Inform Public Debates

By Olive Ejang

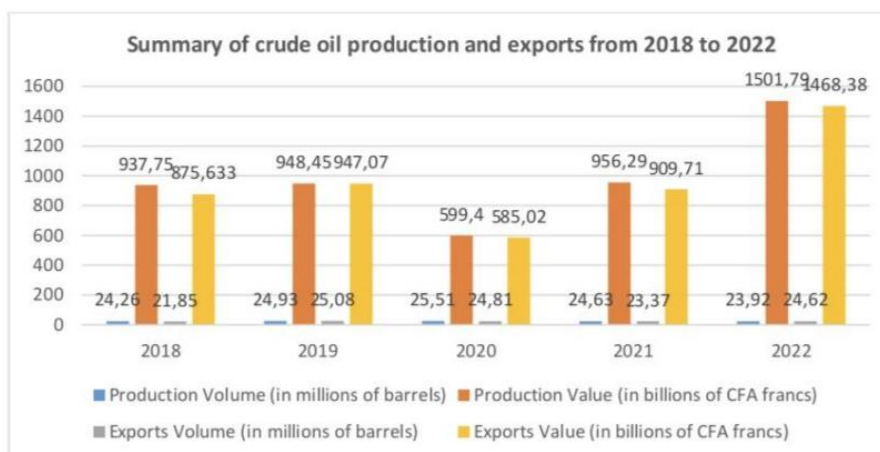
The Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) has trained some thirty journalists in Cameroon on tools and resources necessary to effectively cover the extractive sector and hold governments and companies accountable.



*Source: EITI Cameroon Reports 2022*

The online training which took place recently, aimed to empower journalists with the skills and knowledge necessary to effectively utilize EITI reports and summary data forms to inform public debate in Cameroon.

By doing so, the initiative seeks to promote transparency and accountability in the extractive sector, ultimately contributing to the country's development.



Source: EITI Cameroon Reports 2018, 2019, 2020, 2021, and 2022

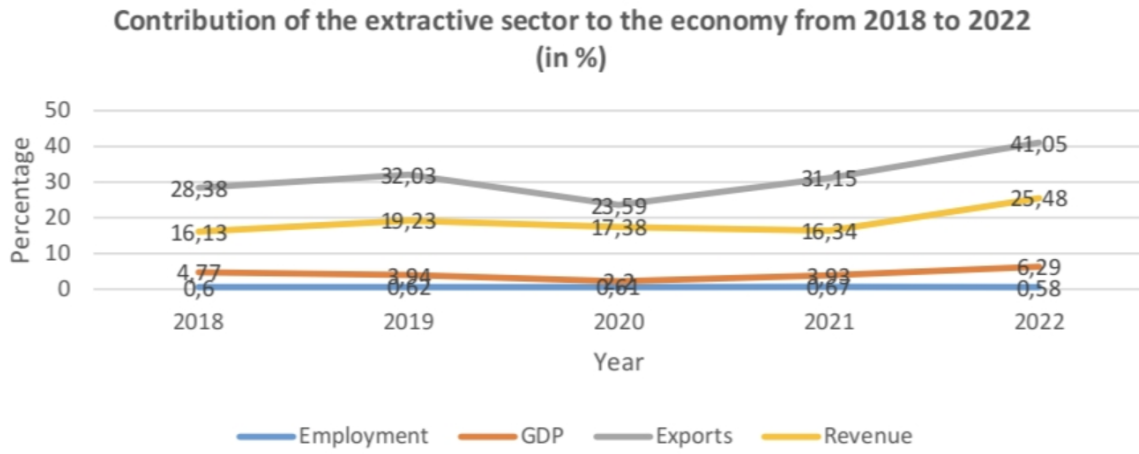
Addressing participants at the opening session, Dr. Blasius Ngome, Chair of the Working Group (GPA) responsible for EITI communication, called on journalists to focus on understanding the EITI Standard 2023 and utilizing summary data forms to access key financial and contractual information.

He said knowledge from the workshop will enhance the capacity of Cameroon journalists to read and use data from EITI reports to inform public debate.



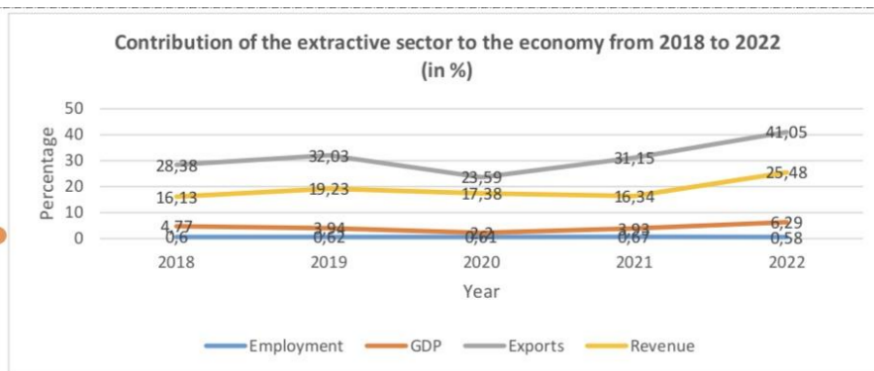
Meanwhile, Michel Bissou, the workshop facilitator educated that EITI Standard 2023 requires the publication of detailed reports on transparency in the extractive

industries, covering requirements such as legal and institutional frameworks, contracts and licenses, beneficial owners, exploration and production, revenue



He said these reports provide a comprehensive overview of the extractive sector, enabling stakeholders to track payments made by companies and revenues received by the state.

In the course of the training, journalists learned how to read and interpret EITI report data, with a focus on summary data forms that present essential information in a simplified manner.



Source: EITI Cameroon Reports 2018, 2019, 2020, 2021, and 2022

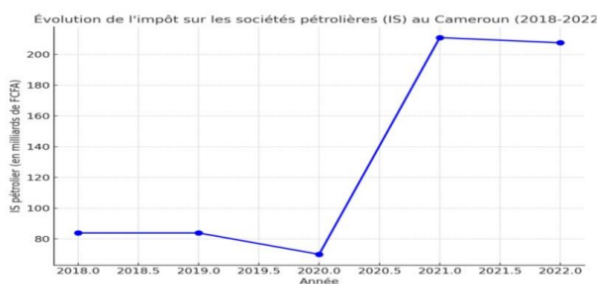
The training also highlighted the importance of using EITI data to inform public debate, particularly in the context of Cameroon’s extractive sector.

The training featured several case studies, including:

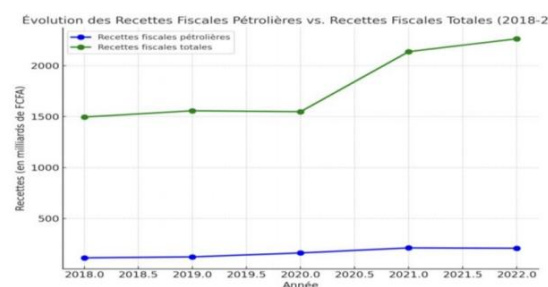
- Oil taxation in Cameroon between 2018 and 2022: issues, challenges, and prospects in the context of global energy transition

#### 4.2: Changes in oil company tax in Cameroon (2018-2022)

##### 4.2.1. Case study: changes in corporate tax on oil companies in Cameroon from 2018 to 2022



- Changes in corporate tax on oil companies in Cameroon (2018-2022)
- Contribution of the extractive sector to the national economy
- Changes in cash and in-kind payments in Cameroon's extractive sector from 2018 to 2022
- Comparative analysis of payments and budget revenues from the extractive sector from 2018 to 2022



- Oil production and exports from 2018 to 2022

These case studies provided journalists with practical examples of how to analyze and utilize EITI data to inform public debate and promote transparency in the extractive sector.

<b>Table showing the distribution of ISML in 2022</b>		
<b>5,275,103.96</b> <i>(ISML – 25%)</i>	<b>938,968.50</b> <i>(State share (17.8%))</i>	
	<b>263,755.19</b> <i>(Ad Valorem Tax – 5%)</i>	171,440.88 <i>(DGTCFM – 65%)</i>
		13,187.76 <i>(MINMIDT – 5%)</i>
		13,187.76 <i>(DGI – 5%)</i>
		65,938.80 <i>(Municipality -25%)</i>
<b>116,052.29</b> <i>(IS – 2.2%)</i>		

*Source: EITI Report 2022, page 192*

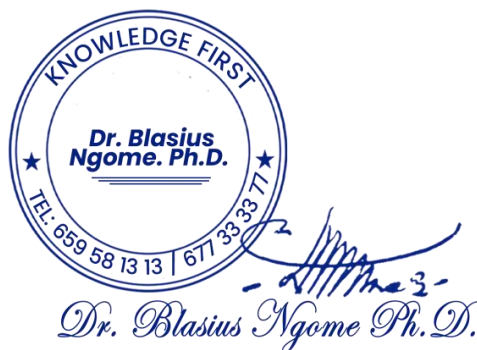
By Olive Ejang

## **CONCLUSION**

A cette étape de la mission confiée au GPA, il convient de retenir ce qui suit :

- Le renforcement de capacités des journalistes s'est fait en ligne avec une trentaine de participants. La production de contenus est abondante ;
- La base de données de 2001 à 2023 doit être publiée sur le site internet du Comité pour constituer un outil à utiliser par les cibles de la communication ITIE ;
- La sensibilisation des populations sur les sites miniers est en attente du budget y relatif ;
- La campagne de communication digitale se poursuit ;
- Il serait judicieux pour le Comité de respecter le décret ITIE concernant l'UTO provisoire en envisageant d'y ajouter les points focaux désignés par les entreprises afin de s'assurer que leurs compétences contribuent à l'avancement de la mise en œuvre de l'Initiative au Cameroun. Ce qui suppose que le cahier de charge des points focaux soit élaboré et adopté ;
- Au regard des contraintes rencontrées, le Plan de Communication 2026 est en cours de rédaction et le GPA plaide pour qu'une session du Comité dédiée à son adoption soit programmée d'ici la fin du mois de décembre 2025.

**La communication du GPA sur le rapport 2022 destinée entre autres au respect de la norme ITIE 2023 et particulièrement relative au débat public (exigence 7.1) a connu un grand succès. Le groupe s'attelle déjà sur le rapport 2023 qui fera l'objet de publication au plus le 10 Décembre 2025**



**LE PRESIDENT DU GPA**

**ANNEXES** (Voir documents joints)

Limbe 2 Juin 2026

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX – TRAVAIL – PATRIE

-----  
MINISTERE DES FINANCES

-----  
COMITE ITIE

-----  
Secrétariat Permanent

Tél/Fax : (237) 222 22 08 67

E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)

BP : Yaoundé



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
EITI COMMITTEE

---

**RAPPORT ITIE SUR LA CONFERENCE-DEBAT SUR LE  
THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS  
LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME  
DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES  
ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE  
18 MAI 2026**

PAR DR. BLASIUS NGOME (P.h.D.) EN SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION, SPECIALITE  
COMMUNICATION DES ORGANISATIONS

**RAPPORT ITIE SUR LA CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR  
LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME  
DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE  
DOUALA LE 18 MAI 2026**

**Le présent rapport porte sur les axes suivants :**

- 1) CONTEXTE
- 2) PROBLEMATIQUE
- 3) OBJECTIFS
- 4) CIBLES
- 5) PHASE PREPARATIVE
- 6) PREPARATION MATERIELLE
- 7) DEROULEMENT
- 8) RESULTATS ET IMPACT

**1)-CONTEXTE**

La norme ITIE 2023 dans son exigence 7.1 consacre le débat public et en fait l'une des conditions sine qua non de son implémentation. Par ailleurs lors de plusieurs réunions du groupe multipartite (GMP) il a été convenu de sortir le débat public hors de la capitale politique Yaoundé abritant le siège social de l'ITIE Cameroun. L'idée donc de l'organisation de la conférence débat ci-dessus précisément à l'Université de Douala y trouve son fondement. Mais s'en tenir à cette vision unique demeure limitatif. La conférence débat dans ce milieu universitaire va forcément au-delà de ces considérations pour embrasser aussi bien la communication globale sur l'ITIE qui reste peu connue à ce jour (21 ans après l'adhésion du Cameroun) et la communication spécifique s'inscrivant dans le sillage du débat public.

**2)-PROBLEMATIQUE**

- 1) L'ITIE auquel le Cameroun a adhéré depuis 2005 est-il connu des camerounais ?
- 2) Quelle est le pourcentage de Camerounais qui connaissent l'ITIE ?
- 3) La tranche des citoyens qui la connaisse connaît-elle sa raison d'être ?
- 4) Est-ce qu'elle en tire bon profit de l'existence de l'ITIE ?
- 5) Les Camerounais savent-ils que le débat y afférant est de nature à impulser un changement radical au profit des parties prenantes?

- 6) Savent-ils que les étudiants peuvent faire de l'activité extractive en général leur sujet de recherche au niveau des mémoires et thèses?

## **1)-OBJECTIFS**

Cette conférence débat s'est donné les objectifs suivants :

- 1) Poser les bases d'une communication globale visant à faire connaître l'ITIE aux étudiants et au corps enseignant de l'Université de Douala
- 2) Provoquer un débat public concernant les activités phares de l'ITIE en s'appuyant sur les informations contenues dans les rapports ITIE particulièrement celui de 2023
- 3) Aller au-delà des chiffres pour embrasser d'autres préoccupations de l'ITIE parmi lesquelles la transparence, la recevabilité, la lutte contre la corruption dans ce milieu.
- 4) Expliquer les notions clés tels que les bénéficiaires effectifs, les contrats, les transferts infranationaux etc.
- 5) Sensibiliser les étudiants chercheurs à s'intéresser au secteur des industries extractives
- 6) Former une nouvelle génération des étudiants et medias à communiquer sur ce secteur

## **4)-CIBLES**

- 1) Les étudiants de l'université de Douala
- 2) Le corps enseignant
- 3) Les medias
- 4) L'administration
- 5) Les sociétés extractives
- 6) La Société Civile

## **5)-PREPARATION DE LA CONFERENCE-DEBAT**

Mise en place d'une équipe pluri-acteurs au niveau de l'ITIE composée ainsi qu'il suit :

### **PRESIDENT :**

1. Dr. Blasius NGOME Ph.D. en communication des Organisations, Représentant de l'Union des Journalistes du Cameroun (UJC) au sein du Comité ITIE [Collège de la Société Civile]

### **2. MEMBRES :**

3. Mme Jessica LENGHA ABEGA, Membre du comité ITIE, Directeur Général Adjoint d'Addax Petroleum Cameroon [sous collège des hydrocarbures]
4. Mme Irène MORIKANG, Membre du comité ITIE, Directeur de communication de la Commission Nationale Anti-Corruption (CONAC) [Collège de l'Administration]
5. Monsieur Jules WACK MBALLA, Membre du comité ITIE, Directeur des Relations Publiques a COTCO [sous collège des hydrocarbures]
6. Monsieur Eric FOUDA ETOGA, Membre du comité ITIE, Représentant du Centre pour l'Environnement et du Développement [collège de la Société Civile]

#### **7. SECRETARIAT**

8. Mme Corine AHOUBE, Chargée de la Communication et de la Sensibilisation au Secrétariat Permanent du Comité ITIE
9. Michel BISSOU, Cadre au Secrétariat Permanent du Comité ITIE

#### **PERSONNES RESSOURCES INVITEES PAR LE PRESIDENT DU GPA:**

1. Mme Line TCHANKOUE (Addax Petroleum Cameroon)
2. Monsieur Emile Martial NKODO (Point Focal MINMIDT)

Mise en place d'un comité d'organisation à l'Université de Douala sous la coordination du Laboratoire de l'Analyse des conjonctures de la Communication (LACOCOM)

1. Président : Dr. Blasius NGOME

#### **MEMBRES**

2. Professeur Thomas ATENGA, chef du département de communication
3. Professeur Georges MADIBA
4. Dr. Marcelline MESHI
5. Dr. Jean WANGUE EDIMO
6. Mme Anne Marie AMAGNE
7. Monsieur Martin EYANGO
8. Dr. NJOYA

## **6)-PREPARATION MATERIELLE**

- 1) Rédaction d'un dossier de presse / Participant décrivant les informations de base sur l'évènement dans ses différentes articulations et devant servir de guide aux médias et participants**
- 2) Elaboration de la liste des Medias invites à couvrir l'évènement (presse écrite, en ligne, Radio et Télévision)**
- 3) Elaboration d'un guide/Check-list exhaustive comprennent toutes les détails relativement aux activités de l'évènement, le chronogramme, les responsables d'actions, les délais d'exécution**
- 4) Conception d'un post contenant les conférenciers, titres, fonctions ainsi que les thèmes concernant chaque intervenant avec déclinaison de leurs domaines de compétence**
- 5) Rédaction d'une brève biographie de chaque intervenant**
- 6) Conception des posts de sensibilisation publiés sur les réseaux sociaux à l'effet de mobiliser les participants (un post par jour pendant plus de deux mois avant la conférence débat**
- 7) Conception et réalisation des posts pour le compte à rebours publié pendant 3 semaines jusqu'au Jour dit.**
- 8) Conceptions des banderoles en anglais et français**
- 9) Impression de Roll ups dans les deux langues (anglais/français)**
- 10) Impression de 1000 dépliants portant sur ce qu'est l'ITIE, son historique, la publication des rapports de validation depuis l'adhésion en 2005, la norme ITIE et ses différentes exigences, la gouvernance la transparence, la lutte anti-corrruption, les bénéficiaires effectifs, les contrats etc.**
- 11) Conception et impression d'un programme dans les deux langues**
- 12) Elaboration des fiches de présence**
- 13) Production d'un fond de scène dans les deux langues**
- 14) Mise à disposition d'un groupe électrogène,**
- 15) Propreté de l'Amphi Théâtre et des commodités annexes**
- 16) Organisation des réunions de suivi**
- 17) Sélection et formation des hôtes**
- 18) Conception de chevaliers**

## 7)-DEROULEMENT DES ASSISES

**Quatre exposés publiés au total ont été présentés dans une salle pleine à craquer malgré les pluies diluviennes qui se sont abattues dans la ville de Douala en matinée avec pour modérateur Professeur Georges MADIBA, professeur des Universités, enseignant à l'Université de Douala**

### **Premier expose par Professeur Thomas ATENGA**

Son exposé a porté sur les défis de la communication sur l'extractivisme. Selon lui Le concept d'extractivisme a été introduit par des chercheurs et militants d'Amérique du Sud pour analyser de manière critique l'exploitation des ressources naturelles par des acteurs majoritairement établis au Nord. La notion permet aussi d'analyser les résistances qu'elle a suscitées et les alternatives post-extractivistes qu'il est possible d'envisager (Gudynas 2015, 2021 ; Syampa 2013). Historiquement, ces processus extractifs s'inscrivent dans la continuité des politiques de développement (post) colonial et de l'expansion du capitalisme à l'échelle mondiale, en étroite articulation avec le développement des sociétés industrielles du Nord global.

Il a ajouté que l'extractivisme se rapporte ainsi à la production de valeur, par le biais de processus d'extraction (exploitation minière, industrie pétrolière, agriculture industrielle, etc). Dans la mesure où il conduit à l'épuisement des ressources, il impacte durablement les moyens de subsistance des populations affectées par ces processus. A la fin il encourage les étudiants chercheurs à s'intéresser dans ce domaine surtout au plan communicationnel afin d'éviter les dysfonctionnements constatés dans d'autres pays

### **Deuxième expose par Dr. Blasius NGOME**

Selon lui **Les travaux au sujet de** l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) sous le prisme de la responsabilité sociale des organisations (RSO), s'inspirent de la pensée de Voltaire et son aînée philosophique à savoir Socrate selon qui *« L'ignorance est un fléau, un obscurantisme entravant la liberté et l'humanité, mais aussi un point de départ de la connaissance.*

A titre d'illustration, l'ITIE a réalisé un vox pop dont les résultats étaient révélateurs à plusieurs égards. La question posée était : Connaissez-vous l'ITIE ? 70 % ne connaissent pas, 20% en ont entendu parler et largement moins de 10 % en savent quelque chose mais quoi exactement. Partant de l'hypothèse que cette entité serait peu connue par les camerounais et par conséquent ils ne peuvent pas tirer profit de son existence, sa démarche a consisté à :

- 1) Expliquer ce qu'est l'ITIE d'abord, ensuite

- 2) Convoquer les concepts de la RSO, et enfin comme diraient les mathématiciens
- 3) Trouver le dénominateur commun entre l'ITIE et la RSO.

Le but est d'apporter plus de lumière à cet organisme international auquel le Cameroun a adhéré depuis 2005 pour l'intérêt de ses citoyens. Il espère que la conférence débat pourraient non seulement provoquer le débat académique au sein de l'Université de Douala mais aussi motiver la recherche scientifique relative l'apport de l'ITIE sur l'échiquier national.

### **Troisième expose par Monsieur Jules WACH MBALLA**

L'intéressé a décliné la vision sociale de la RSE en faisant une distinction entre les dépenses volontaires et obligatoires. Par la suite, en s'appuyant sur le rapport annuel 2023 il a présenté les chiffres desdites contributions en s'étendant sur celles de COTCO.

Toutefois il est allé au-delà des seules contributions de ladite année pour embrasser la responsabilité sociale en générale donnant par la des bases de réflexion sur le débat publique

### **Quatrième exposé par Jean Camille TONJE**

Il met en avant que l'industrie extractive peut être une source importante de revenus et d'emplois, en particulier dans les régions riches en ressources naturelles. Cependant, elle est souvent confrontée à des défis tels que la gestion durable des ressources, la réduction des impacts environnementaux, la protection des droits des travailleurs et des communautés locales, et la lutte contre la corruption et la mauvaise gouvernance.

Pour relever ces défis, de nombreuses entreprises extractives mettent en œuvre des pratiques de développement durable, telles que l'adoption de normes environnementales et sociales strictes, la consultation des parties prenantes et l'investissement dans des projets de développement communautaire.

## **8)-RESULTATS ET IMPACT**

**La moisson était abondante dans les domaines ci-après :**

- 1. La production et distribution des supports de communications parmi lesquels 1000 dépliant**
- 2. L'association des étudiants et enseignants a l'organisation de la conférence débat (source de pratique de la communication des organisations)**
- 3. La mobilisation de plus de 600 étudiants**

4. **La mobilisation du corps enseignant**
5. **La production de 17 articles de presse écrite, en ligne et trois chaînes de télévision notamment CRTV, STV, et DASH TV.**
6. **La participation des sociétés extractives et leur sensibilisation au travers des activités RSE sur la base du rapport 2023 et au-delà.**
7. **L'engagement pris par les étudiants et enseignants d'orienter leurs recherches académiques sur les sociétés extractives et l'ITIE en général.**

**En conclusion cette activité gagnerait à s'étendre dans d'autres universités camerounaises dans lesquels le débat public et académiques trouvent un terrain fertile. Par ailleurs, l'ITIE gagnerait à promouvoir la recherche académique dans ce domaine phare surtout à l'heure où le Cameroun est en phase de devenir un pays minier.**

#### **PISTES DE SUJETS DE MEMOIRES ET DE THESES**

- 1) L'effectivité des obligations sociales et environnementales dans les industries extractives au Cameroun : entre norme, déclaration et impact territorial.
- 2) Lecture critique des dépenses sociales volontaires des entreprises pétrolières.
- 3) Transparence extractive et redevabilité budgétaire : que révèle la contribution des recettes extractives aux finances publiques ?
- 4) Propriété effective, gouvernance et lutte contre l'opacité dans les industries extractives.
- 5) Débat public et communication institutionnelle ITIE : comment améliorer l'appropriation universitaire et citoyenne des données extractives ?
- 6) Paiements infranationaux, communes et populations riveraines : quels enjeux de justice.
- 7) Transition énergétique, : l'ITIE peut-elle devenir un support d'analyse climatique ?

**EITI REPORT ON THE ROUND TABLE CONFERENCE ON THE THEME: THE EXTRACTIVE INDUSTRIES TRANSPARENCY INITIATIVE (EITI) THROUGH THE LENS OF CORPORATE SOCIAL RESPONSIBILITY (CSR) AT THE UNIVERSITY OF DOUALA ON 18 MAY 2026**

---

This report covers the following headings:

1. CONTEXT
2. PROBLEM STATEMENT
3. OBJECTIVES
4. TARGET GROUPS
5. PREPARATORY PHASE
6. MATERIAL PREPARATION
7. PROGRAMME / FLOW OF EVENTS
8. RESULTS AND IMPACT

### **1) CONTEXT**

The EITI 2023 standard, in requirement 7.1, establishes public debate and makes it one of the essential conditions for its implementation. Furthermore, during several meetings of the Multi-Stakeholder Group (MSG), it was agreed to move the public debate out of the political capital, Yaoundé, which hosts the EITI Cameroon headquarters.

The idea of organising the above conference precisely at the University of Douala therefore finds its basis here. However, limiting the initiative to this single vision is still restrictive. The conference in an academic environment must necessarily go beyond these considerations, covering both general communication about the EITI—still relatively unknown to date (21 years after Cameroon’s accession)—and specific communication, building on the public debate.

## **2) PROBLEM STATEMENT**

1. Is EITI—Cameroon having acceded to it since 2005—known to Cameroonians?
2. What percentage of Cameroonians knows about EITI?
3. Do those who know about it understand its purpose?
4. Are they able to benefit properly from the existence of EITI?
5. Do Cameroonians know that the related debate can drive radical change in favour of stakeholders?
6. Do they know that students can make extractive activity the subject of their research at the level of dissertations and theses?

## **3) OBJECTIVES**

This conference set out the following objectives:

1. To lay the foundations for comprehensive communication aimed at making the EITI known to students and academic staff at the University of Douala.
2. To stimulate a public debate on EITI's key activities, based on the information contained in EITI reports, particularly the 2023 report.
3. To go beyond figures and embrace other EITI concerns, including transparency, accountability, and the fight against corruption in this sector.
4. To explain key concepts such as beneficial owners, contracts, subnational transfers, etc.
5. To raise students' awareness—encouraging student researchers to take an interest in the extractive industries sector.
6. To train a new generation of students and media practitioners to communicate on this sector.

## **4) TARGET GROUPS**

1. Students of the University of Douala
2. Academic staff
3. The media
4. The administration
5. Extractive companies
6. Civil society

## **5) PREPARATION OF THE CONFERENCE**

A multi-actor team was set up under EITI, as follows:

### **CHAIRPERSON:**

1. Dr. Blasius NGOME, PhD in Organisational Communication, Representative of the Union of Journalists of Cameroon (UJC) within the EITI Committee [Civil Society College].

### **MEMBERS:**

2. Ms. Jessica LENGHA ABEGA, Member of the EITI Committee, Deputy General Manager at Addax Petroleum Cameroon [Hydrocarbons College].
3. Ms. Irène MORIKANG, Member of the EITI Committee, Director of Communication at the National Anti-Corruption Commission (CONAC) [Administration College].
4. Mr. Jules WACK MBALLA, Member of the EITI Committee, Director of Public Relations at COTCO [Hydrocarbons College].
5. Mr. Eric FOU DA ETOGA, Member of the EITI Committee, Representative of the Centre for Environment and Development [Civil Society College].

### **SECRETARIAT:**

6. Ms. Corine AHOUE, Communications and Sensitisation Officer at the Permanent Secretariat of the EITI Committee.
7. Michel BISSOU, Staff member at the Permanent Secretariat of the EITI Committee.

### **RESOURCE PERSONS INVITED:**

1. Mrs. Line TCHANKOUE (Addax Petroleum Cameroon)
2. Mr. Emile Martial NKODO (Focal Point, MINMIDT)

A conference organisation committee was set up at the University of Douala under the coordination of the Laboratory for Analysis of Communication Conjunctures (LACOCOM):

1. Chairperson: Dr. Blasius NGOME
2. Members:

- Professor Thomas ATENGA, Head of the Communication Department
- Professor Georges MADIBA
- Dr. Marceline MESHI
- Dr. Jean WANGUE EDIMO
- Ms. Anne Marie AMAGNE
- Mr. Martin EYANGO
- Dr. NJOYA

## **6) MATERIAL PREPARATION**

1. Drafting a press kit / participant pack describing basic information about the event in its various aspects, to serve as a guide for the media and participants.
2. Developing the list of media outlets invited to cover the event (print media, online media, radio and television).
3. Preparing an exhaustive guide/checklist including all details related to the event activities: timetable, responsible persons for actions, and execution deadlines.
4. Designing a post featuring the speakers, titles, positions, and the themes related to each speaker, broken down according to their areas of expertise.
5. Writing a short biography of each speaker.
6. Designing sensitisation posts to be published on social networks in order to mobilise participants (one post per day for more than two months prior to the debate conference).
7. Designing and producing countdown posts published over the three weeks leading up to the event day.
8. Designing banners in both English and French.
9. Printing roll-up banners in both languages (English/French).
10. Printing 1,000 leaflets explaining what the EITI is: its history; publication of validation reports since accession in 2005; the EITI standard and its various requirements; governance; transparency; the anti-corruption fight; beneficial owners; contracts; etc.
11. Designing and printing the programme in both languages.
12. Preparing attendance forms.
13. Producing stage backdrops in both languages.
14. Providing a power generator.
15. Ensuring cleanliness in the auditorium and related facilities.

16. Organising follow-up meetings.
17. Selecting and training the hostesses.
18. Designing certificates/“chevaliers”.

## **7) THE CONFERENCE PROPER**

A total of four presentations were delivered in a room packed to capacity, despite the heavy rains that fell in the morning in Douala. The moderator was Professor Georges MADIBA, a University Professor and lecturer at the University of Douala.

### **First presentation by Professor Thomas ATENGA**

His presentation focused on the challenges of communication about extractivism. According to him, the concept of extractivism was introduced by researchers and activists from South America to critically analyse the exploitation of natural resources by actors mainly based in the Global North. The notion also makes it possible to analyse the resistance it has generated and the post-extractivist alternatives that could be considered (Gudynas 2015, 2021; Syampa 2013). Historically, these extractive processes form part of the continuity of (post-) colonial development policies and the expansion of capitalism at a global scale, closely linked to the development of industrial societies in the Global North.

He added that extractivism therefore relates to the production of value through extraction processes (mining, oil industry, industrial agriculture, etc.). Since it leads to the depletion of resources, it has a lasting impact on the livelihoods of communities affected by these processes. In conclusion, he encouraged student researchers to take an interest in this field—particularly from a communication perspective—in order to avoid the malfunctions observed in other countries.

### **Second presentation by Dr. Blasius NGOME**

In his view, work on the Extractive Industries Transparency Initiative (EITI), through the lens of corporate social responsibility (CSR), draws on Voltaire’s thinking and his philosophical predecessor, namely Socrates, who said: “Ignorance is a scourge, an obscurantism that hinders freedom and humanity, but also a starting point for knowledge.”

By way of illustration, EITI conducted a vox pop, the results of which were revealing in several respects. The question asked was: “Do you know EITI?” Seventy per cent did not know it, 20% had heard of it, and fewer than 10% knew something about it—yet not exactly what. Starting from the hypothesis that this initiative is not widely known by Cameroonians and, consequently, they cannot benefit properly from its existence, the approach consisted of:

1. Explaining what EITI is first, and then
2. Introducing the concepts of CSR, and finally, as mathematicians would say
3. Finding the common denominator between EITI and CSR.

The aim is to shed more light on this international organisation to which Cameroon has been a signatory since 2005, for the benefit of its citizens. He hopes that the debate conference will not only stimulate academic debate within the University of Douala, but also motivate scientific research related to EITI’s contribution in Cameroon’s national context.

### **Third presentation by Mr. Jules Wach MBALLA**

The speaker outlined the social vision of corporate social responsibility (CSR) by distinguishing between voluntary and mandatory spending. Subsequently, based on the 2023 annual report, he presented the figures for these contributions, particularly those of COTCO.

However, he went beyond the contributions of that year alone, embracing social responsibility in general and, through this, laying foundations for reflection on public debate.

### **Fourth presentation by Jean Camille TONJE**

He highlighted that the extractive industry can be an important source of revenue and jobs, particularly in regions rich in natural resources. However, it is often faced with challenges such as the sustainable management of resources, reducing environmental impacts, protecting workers’ rights and local communities, and combating corruption and poor governance.

To meet these challenges, many extractive companies implement sustainable development practices, such as adopting strict environmental and social standards, consulting stakeholders, and investing in community development projects.

## 8) RESULTS AND IMPACT

The outcomes were substantial in the following areas:

1. Production and distribution of communication materials, including 1,000 leaflets.
2. Involving students and academic staff in the organisation of the conference (a practical learning opportunity for organisational communication).
3. Mobilisation of more than 600 students.
4. Mobilisation of the academic staff.
5. Production of 17 press articles (print and online) and three television channels, including CRTV, STV, and DASH TV.
6. Participation of extractive companies and their sensitisation through CSR activities, based on the 2023 report and beyond.
7. The commitment made by students and academic staff to direct their academic research towards extractive companies and EITI in general.

In conclusion, this activity should be expanded to other Cameroonian universities where public and academic debate can flourish. Furthermore, EITI should promote academic research in this key field, especially at a time when Cameroon is moving towards becoming a mining country.

### TOPICS FOR DISSERTATIONS AND THESES

1. The effectiveness of social and environmental obligations in the extractive industries in Cameroon: between standards, reporting, and territorial impact.
2. A critical reading of voluntary social spending by oil companies.
3. Extractive transparency and budget accountability: what do extractive revenues reveal about public finances?
4. Effective ownership, governance and the fight against opacity in extractive industries.
5. Public debate and EITI institutional communication: how can university and citizen ownership of extractive data be improved?
6. Subnational payments, municipalities and neighbouring populations: what justice-related issues are at stake?
7. Energy transition: can EITI become a platform for climate analysis?

# DOSSIER DE PRESSE/PARTICIPANT

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX – TRAVAIL – PATRIE

-----  
MINISTERE DES FINANCES

-----  
COMITE ITIE

-----  
Secrétariat Permanent

Tél/Fax : (237) 222 22 08 67

E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)

BP : Yaoundé



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
EITI COMMITTEE

## COMITÉ ITIE

# DOSSIER DE PRESSE/PARTICIPANT

## Conférence-débat à l'Université de Douala

### L'ITIE sous le prisme de la Responsabilité Sociale des organisations (RSO)

*Faire des données ITIE un matériau de réflexion, de recherche et de production académique*

<b>Date</b>	<b>Mardi 12 mai 2026</b>
<b>Horaire</b>	<b>11h00 - 13h00</b>
<b>Lieu</b>	<b>Université de Douala, Douala</b>

## TABLE DES MATIÈRES

1. Note de présentation	3
2. Fiche signalétique de l'activité	3
3. Fondement institutionnel et justification	3
3.1. Repère pédagogique : comprendre l'ITIE en quelques mots	4
4. Ce que le Rapport ITIE 2023 permet de dire et de questionner	4
5. Données ITIE 2023 à valoriser pendant la conférence	4
6. Pourquoi les étudiants doivent se saisir des rapports ITIE	5
7. Programme de la conférence-débat	6
8. Profil synthétique de quelques intervenants	7
9. Messages clés de la conférence	8
10. Questions probables des journalistes et éléments de réponse	8
11. Communiqué de presse	9
12. Contact presse et suivi média	9

## 1. Note de présentation

Le présent dossier de presse a été conçu comme un outil de communication institutionnelle, d'information média et de mobilisation intellectuelle autour de la conférence-débat que le Comité ITIE organise **le 12 mai 2026 à l'Université de Douala**. Son ambition n'est pas seulement d'annoncer un événement : il vise à repositionner les données ITIE comme une matière première pour l'analyse, la critique, la recherche et la production académique.

Le thème officiellement retenu : « **L'ITIE sous le prisme de la Responsabilité Sociale organisations (RSO)** », offre un point d'entrée utile, mais le présent dossier élargit volontairement la focale. Au-delà de la RSO et des dépenses sociales, les rapports ITIE contiennent une multitude d'informations sur la gouvernance, la fiscalité, l'environnement, les transferts infranationaux, l'emploi, les exportations, l'octroi des titres, la propriété effective, les coûts des projets et les mécanismes de redevabilité publique.

En gardant à l'esprit l'expression reprise par le Président de la République, S.E.M PAUL BIYA, selon laquelle la jeunesse constitue « le fer de lance de la nation », ce dossier propose un cadrage susceptible d'inciter les étudiants, enseignants-chercheurs et jeunes chercheurs à transformer la donnée publique en sujets de mémoires, de thèses, de dissertations, de communications scientifiques et de travaux appliqués sur la gouvernance extractive au Cameroun.

## 2. Fiche signalétique de l'activité

<b>Intitulé</b>	Conférence-débat : « L'ITIE sous le prisme de la Responsabilité Sociale des Organisations (RSO) »
<b>Date</b>	Mardi 12 mai 2026
<b>Horaire</b>	11h00 - 13h00
<b>Lieu</b>	Université de Douala, Douala
<b>Organisateur</b>	Comité ITIE Cameroun
<b>Public cible</b>	Étudiants, enseignants, chercheurs, médias, administrations publiques, société civile, entreprises extractives et partenaires.
<b>Finalité</b>	Faire des données ITIE un support de débat public et un déclencheur de recherches académiques sur la gouvernance extractive.

## 3. Fondement institutionnel et justification

La présente activité se rattache à l'exigence 7.1 de la Norme ITIE 2023 relative au débat public. La conférence-débat apparaît comme un levier d'amélioration de l'appropriation publique des rapports

ITIE. Le support primaire de l'animation doit être le Rapport ITIE 2023 et l'un des objectifs centraux consiste à encourager le débat dans le milieu universitaire et à provoquer la recherche académique dans ces domaines.

La Conférence-débat vise donc à porter le débat dans les milieux universitaires afin de faire connaître l'ITIE sur le plan de la communication globale, de l'incitation à la recherche scientifique et de la diffusion des bonnes pratiques de transparence dans les industries extractives. Cette orientation justifie pleinement un dossier de presse qui ne soit pas seulement événementiel, mais aussi pédagogique et intellectuellement exigeant.

### 3.1. Repère pédagogique : comprendre l'ITIE en quelques mots

L'ITIE, ou Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives, est une norme internationale de transparence et de redevabilité. Elle vise à rendre publiques, compréhensibles et discutables les informations essentielles sur la gouvernance des ressources extractives : cadre légal, contrats, licences, revenus, transferts, participation de l'État, contribution économique, dépenses sociales et environnementales. Pour les étudiants, l'ITIE présente donc un double intérêt : elle fournit des données utilisables pour la recherche, mais elle apprend aussi à lire les politiques publiques avec esprit critique.

**Positionnement éditorial retenu : transformer la conférence-débat en passerelle entre communication institutionnelle, culture de la transparence et production scientifique universitaire.**

## 4. Ce que le Rapport ITIE 2023 permet de dire et de questionner

Le Rapport ITIE Cameroun 2023 montre que le secteur extractif conserve un poids économique significatif, avec une contribution de 21,95 % des recettes extractives dans les recettes totales de l'État, 4,15 % du PIB, 32,04 % des exportations et 0,62 % de l'emploi moderne recensé (*Rapport ITIE Cameroun 2023*, pp. 249-250).

Un point de vigilance méthodologique mérite toutefois d'être signalé dès l'ouverture de la conférence : la page 249 du rapport mentionne dans le texte 22,05 % des recettes totales de l'État, tandis que le tableau 125 de la même page fait apparaître 21,95 %. Le présent dossier retient 21,95 %, car il correspond à la valeur détaillée du tableau. Cette mention illustre utilement la posture critique que la conférence veut transmettre aux étudiants : lire les données, mais aussi vérifier leur cohérence interne.

Le chapitre 6 du rapport offre ensuite une entrée directe sur la thématique RSO à travers les dépenses sociales et environnementales (pp. 233-239). Mais il rappelle aussi une limite importante : ces dépenses sont déclarées unilatéralement par les entreprises, sans seuil de matérialité et sans validation croisée avec les bénéficiaires. Autrement dit, l'ITIE rend visible un pan de la réalité ; elle ne dispense pas du travail d'analyse, de vérification et d'évaluation de l'impact.

## 5. Données ITIE 2023 à valoriser pendant la conférence

### 5.1. Extraits du Rapport ITIE 2023 : dépenses sociales et environnementales

Le chapitre 6 du Rapport ITIE 2023 du Cameroun est consacré aux dépenses sociales et économiques. Les sections utiles pour cette fiche se situent principalement entre les pages 233 et 240, avec un complément important sur l'impact environnemental aux pages 253 à 258 et un tableau de consolidation des paiements à la page 264.

#### 5.1.1. Repères généraux dans le rapport

Rubrique	Pages de référence
Dépenses sociales	p. 233
Dépenses sociales – secteur des hydrocarbures	p. 233-234
Dépenses sociales – secteur mines et carrières	p. 234-236
Dépenses environnementales	p. 236
Cadre juridique environnemental	p. 236-237
Types de paiements environnementaux	p. 237-238
Dépenses environnementales – hydrocarbures	p. 238-239
Dépenses environnementales – mines	p. 239
Impact environnemental et accessibilité des documents	p. 253-257
Paiements sociaux et environnementaux par entités perceptrices	p. 264

#### 5.1.2. Dépenses sociales

##### Définition retenue par le Comité ITIE – page 233

Le rapport distingue deux catégories : les dépenses sociales obligatoires, imposées par la réglementation, une convention minière ou un contrat pétrolier ; et les dépenses sociales volontaires, réalisées par les entreprises au titre de leur politique de Responsabilité Sociétale d'Entreprise, sans obligation contractuelle ou légale.

Le rapport précise que les bénéficiaires de ces dépenses sont généralement des tiers : collectivités, communautés, associations, ONG, etc. Le Comité ITIE a donc considéré que leur rapprochement avec les bénéficiaires n'était pas réalisable dans le contexte camerounais. En conséquence, ces dépenses sont déclarées unilatéralement par les entreprises, sans seuil de matérialité et sans validation croisée avec les bénéficiaires.

##### Point de vigilance méthodologique

Ces données sont utiles, mais elles ne doivent pas être interprétées comme des dépenses vérifiées auprès des bénéficiaires finaux. Pour un mémoire ou une thèse, il faut distinguer clairement déclaration, vérification et impact réel.

#### 5.1.2.1. Dépenses sociales dans les hydrocarbures – pages 233-234

Le rapport indique que le Code pétrolier de 2019 ne comporte aucune disposition spécifique relative aux dépenses sociales obligatoires. L'examen des modèles de contrats pétroliers n'a pas non plus révélé de clause imposant ce type de dépenses. Toutefois, COTCO a déclaré des dépenses sociales obligatoires liées à son plan de gestion environnemental.

Société	Nature	Montant déclaré	Page
COTCO	Dépenses sociales obligatoires liées au plan de gestion environnemental	4 374 000 FCFA	p. 233

Les dépenses sociales volontaires déclarées par les sociétés pétrolières pour 2023 sont présentées dans le tableau 118 du rapport.

Société	Contributions en numéraire	Contributions en nature	Total
APCC	—	727 986 925	727 986 925
APCL	—	28 161 938	28 161 938
COTCO	49 512 040	—	49 512 040
GDC	62 039 473	—	62 039 473
PERCAM	2 773 433	—	2 773 433
PRDR	154 992 906	—	154 992 906
Total	269 317 852	756 148 863	1 025 466 715

Référence : Rapport ITIE 2023, tableau 118, p. 234. Le texte introductif mentionne 1 013,23 millions FCFA, tandis que le total du tableau donne 1 025 466 715 FCFA. Cette différence doit être signalée dans toute analyse académique rigoureuse.

### 5.1.2.2. Dépenses sociales dans les mines et carrières – pages 234-236

Deux types de dépenses sociales obligatoires sont identifiés dans le secteur minier : la contribution au Compte spécial de développement des capacités locales (CSDCL) et les contributions sociales prévues dans les conventions minières.

Type d'obligation	Contenu	Constat 2023	Pages
Contribution au CSDCL	Contribution annuelle comprise entre 0,5 % et 1 % du chiffre d'affaires hors taxes, selon la convention minière ou le cahier des charges.	Aucune contribution reportée par les entreprises du périmètre ITIE.	p. 234
Contributions prévues dans les conventions minières	Engagements communautaires : infrastructures sanitaires, éducatives, programmes sociaux, eau, logement, santé, formation, cogestion avec les communautés.	Aucune société n'a reporté de contribution obligatoire en 2023.	p. 235-236

Le rapport ITIE 2023 cite les conventions de **C&K Mining**, **G-Stones Resources**, **CIMENCAM**, **CODIAS**, **SINOSTEEL** et **GEOVIC**. Ces conventions prévoient divers engagements sociaux : construction ou amélioration d'infrastructures médicales et scolaires, centre de formation minière, programmes de développement communautaire, logements, santé, éducation, loisirs, eau et accès aux infrastructures sous conditions.

#### Constat à relever

Le secteur minier présente un écart notable entre l'existence d'obligations sociales dans les conventions et l'absence de contribution obligatoire reportée en 2023. Cet écart constitue un excellent angle de recherche sur l'effectivité des obligations conventionnelles.

Concernant les dépenses sociales volontaires minières, une seule entreprise a déclaré une contribution en 2023.

Société	Nature	Montant	Page
DANGOTE Cameroun	Contribution sociale volontaire en nature	67 000 000 FCFA	p. 236

### 5.1.2.3. Total des paiements sociaux – page 264

Secteur	Montant en millions FCFA	Lecture
Hydrocarbures	975,95	Principal poste social dans les paiements en numéraire consolidés.
Transport pétrolier	53,89	Correspond principalement aux dépenses déclarées par COTCO.
Minier	67,00	Correspond à la contribution volontaire en nature déclarée par DANGOTE Cameroun.
Total paiements sociaux	1 096,84	Part marginale dans les paiements consolidés.

Référence : Rapport ITIE 2023, tableau des paiements par entités perceptrices, p. 264.

### 5.1.3. Dépenses environnementales

#### 5.1.3.1. Cadre juridique – pages 236-237

Les paiements environnementaux du secteur extractif sont encadrés par plusieurs textes qui fixent les obligations de prévention, de suivi et de réparation des impacts environnementaux.

Texte	Objet principal
Loi n°96/12 du 5 août 1996	Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement ; principe pollueur-payeur ; obligation d'études d'impact.
Décret n°2001/78/PM du 3 septembre 2001	Organisation du Comité interministériel de l'environnement.
Décret n°2005/0577/PM du 23 février 2005	Modalités de réalisation des Études d'Impact Environnemental et Social.
Décret n°2008/064 du 4 février 2008	Gestion du Fonds National de l'Environnement et du Développement Durable.
Décret n°2013/0171/PM du 14 février 2013	Modalités de réalisation des EIES.
Décret n°2013/0172/PM du 14 février 2013	Procédures de réalisation des audits environnementaux et sociaux.
Code minier 2023 et Code pétrolier 2019	Obligation de prévoir et financer la réhabilitation des sites après exploitation.
Loi de finances 2020	Création du Compte d'Affectation Spéciale FNEEDD.

#### 5.1.3.2. Types de paiements environnementaux – pages 237-238

Catégorie	Exemples
Taxes et redevances environnementales	Frais d'examen et d'approbation des EIES ; frais de permis environnementaux ; frais d'examen des audits ; frais de suivi et de contrôle.
Amendes et sanctions	Amendes pour non-respect des obligations légales et réglementaires ; pénalités en cas d'exploitation illégale.
Contributions aux fonds environnementaux	FNEEDD ; fonds de réhabilitation des sites miniers et pétroliers ; sommes recouvrées pour remise en état des sites ; contributions volontaires et subventions.

### 5.1.3.3. Dépenses environnementales du secteur des hydrocarbures – pages 238-239

En 2023, aucun paiement environnemental obligatoire n'a été déclaré directement par les sociétés pétrolières du périmètre. Toutefois, le MINEPDED a rapporté un montant imputé à Perenco Cameroon.

Société	Nature	Montant	Page
Perenco Cameroon	Frais liés aux termes de référence d'une EIES	3 500 000 FCFA	p. 238

Le rapport présente également les provisions pour abandon et réhabilitation constituées par certaines sociétés pétrolières. Ces montants sont importants, mais ils ne sont pas encore déposés sur des comptes séquestres.

Société	Permis	Montant USD	Montant FCFA	Observation
APCC	Dissoni North	111 750	67 533 403	Provision non encore déposée sur compte séquestre.
APCC	Mokoko Abana & Rio Del Rey	22 718 188	13 729 186 002	Provision prévue par le contrat d'association ; pas de dépôt sur compte séquestre.
APCL	Iroko	196 000	118 447 847	Provision non encore déposée sur compte séquestre.
Total	—	23 025 938	13 915 167 252	Montant provisionné, non assimilable à une dépense réellement versée.

*Référence : Rapport ITIE 2023, tableau 120, p. 238. Point clé : une provision comptable n'est pas équivalente à une dépense environnementale effective.*

Deux sociétés pétrolières ont déclaré des paiements environnementaux volontaires.

Société	Nature	Montant	Page
COTCO	Paiement destiné à la Fondation pour l'Environnement et le Développement au Cameroun (FEDEC).	302,7 millions FCFA	p. 239
PRDR	Soutien à l'initiative WORD CLEAN DAY, recyclage des déchets plastiques, accompagnement de la JME 2023, achat de plantes pour reboisement.	7,77 millions FCFA	p. 239

### 5.1.3.4. Dépenses environnementales du secteur des mines – page 239

Les sociétés minières incluses dans le périmètre de conciliation n'ont déclaré aucun paiement au titre des dépenses environnementales obligatoires en 2023. Toutefois, le MINEPDED a rapporté des paiements correspondant principalement à des frais d'examen et d'audit environnementaux.

Société	Description du paiement	Montant FCFA
BOCOM Petroleum SA	TDR d'étude d'impact environnemental et social	9 500 000
RAZEL	Examen de rapports d'EIES et audit environnemental	5 000 000
E&M Global Mining SARL	Examen de rapports d'EIES et audit environnemental	5 000 000

Société MIRA	Examen de rapports d'EIES et audit environnemental	5 000 000
Total	—	24 500 000

### Réhabilitation des sites miniers

L'article 233 du Code minier prévoit un Fonds de restauration, de réhabilitation et de fermeture des sites miniers et carrières. En 2023, ce fonds n'était pas encore opérationnel faute de décret d'application. Le rapport précise qu'aucune dépense réelle ni paiement n'a été effectué au titre de 2023.

#### 5.1.3.5. Total des paiements environnementaux – pages 17 et 264

Catégorie	Montant	Lecture
Paiements environnementaux	328,50 millions FCFA	Paiements environnementaux identifiés dans le tableau consolidé.
FNEDD	28,00 millions FCFA	Montants liés au Fonds National de l'Environnement et du Développement Durable.
Total environnemental élargi	356,50 millions FCFA	Paiements environnementaux + FNEDD.

#### 5.1.4. Complément : impact environnemental et transparence – pages 253-257

La section 6.5 du rapport complète l'analyse des dépenses en décrivant le cadre de gestion des impacts environnementaux et sociaux. Elle rappelle que les projets extractifs doivent réaliser une EIES avant exploitation, consulter les populations affectées et prévoir un plan de gestion environnementale et sociale.

##### 5.1.4.1. Sanctions environnementales

Infraction	Sanction indiquée dans le rapport	Page
Non-réalisation d'une EIES	Amende de 2 à 5 millions FCFA et/ou emprisonnement de 6 mois à 2 ans	p. 256
Pollution du sol, de l'air ou des eaux	Amende de 1 à 5 millions FCFA et/ou emprisonnement de 6 mois à 1 an	p. 256
Infraction commise par un agent public	Peines doublées	p. 256

Le rapport indique qu'en 2023, aucun paiement d'amende environnementale n'a été signalé.

##### 5.1.4.2. Accessibilité des évaluations et permis environnementaux

Document	Situation de divulgation dans la pratique	Page
Termes de référence des EIES ou audits	Non divulgué	p. 256
Rapports d'EIES	Non divulgué	p. 256
Audits environnementaux et sociaux	Non divulgué	p. 256
Rapports sur les audiences publiques	Non divulgué	p. 256
Certificats de conformité environnementale	Non divulgué	p. 256-257
Délibérations du Comité interministériel de l'environnement	Non divulgué	p. 257
Rapports d'audit environnemental	Non divulgué	p. 257

### 5.1.4.3. Gestion de l'impact social et environnemental par les entreprises

Politique déclarée	Sociétés minières	Sociétés pétrolières	Page
Politique spécifique de gestion des impacts environnementaux	2	8	p. 257
Politique spécifique en matière d'impacts sociaux	2	8	p. 257
Politique en faveur du genre	2	6	p. 257

*Le rapport précise que les entreprises ne rendent pas systématiquement ces informations accessibles au public.*

## 5.2. Commentaire institutionnel proposé

Le Rapport ITIE 2023 met en évidence une avancée importante dans la transparence des dépenses sociales et environnementales du secteur extractif camerounais. En rendant publiques les contributions sociales, les paiements environnementaux, les provisions de réhabilitation et les informations relatives aux obligations de gestion des impacts, le Cameroun consolide progressivement son engagement en faveur d'une gouvernance extractive plus responsable.

Cependant, les données publiées appellent une lecture équilibrée. Les montants sociaux et environnementaux demeurent marginaux (faibles) au regard des paiements globaux du secteur extractif. En 2023, les paiements sociaux s'élèvent à environ 1,097 milliard FCFA, tandis que les paiements environnementaux élargis atteignent environ 356,5 millions FCFA. Ces chiffres montrent que la contribution sociale et environnementale existe, mais reste marginale par rapport au poids financier des hydrocarbures dans les revenus extractifs.

L'autre enseignement majeur concerne la qualité de la redevabilité. Plusieurs dépenses sociales sont déclarées unilatéralement par les entreprises, sans rapprochement direct avec les bénéficiaires. De même, les documents essentiels de suivi environnemental — études d'impact, audits, certificats de conformité et rapports d'audiences publiques — ne sont pas systématiquement accessibles au public. La transparence progresse donc, mais elle doit désormais franchir une nouvelle étape : passer de la simple déclaration des montants à la vérification de leur effectivité, de leur traçabilité et de leur impact réel sur les communautés riveraines.

L'année 2023 révèle ainsi une double dynamique : d'un côté, un effort notable de publication et de structuration des données ; de l'autre, des marges d'amélioration importantes en matière de contrôle, de divulgation des documents environnementaux, de fonctionnement des fonds de réhabilitation et de suivi des engagements communautaires. Pour les pouvoirs publics, les entreprises et la société civile, l'enjeu n'est plus seulement de savoir combien a été déclaré, mais de démontrer ce que ces dépenses changent concrètement pour les territoires, les populations et l'environnement.

Synthèse finale pour les étudiants

L'intérêt scientifique n'est pas de recopier les chiffres ITIE, mais de les questionner : qui paie, à qui, pourquoi, selon quelle obligation, avec quelle preuve et avec quel impact réel ?

Synthèse finale pour les étudiants

L'intérêt scientifique n'est pas de recopier les chiffres ITIE, mais de les questionner : qui paie, à qui, pourquoi, selon quelle obligation, avec quelle preuve et avec quel impact réel ?

### Synthèse finale pour les étudiants

L'intérêt scientifique n'est pas de recopier les chiffres ITIE, mais de les questionner : qui paie, à qui, pourquoi, selon quelle obligation, avec quelle preuve et avec quel impact réel ?

## 6. Pourquoi les étudiants doivent se saisir des rapports ITIE

Réduire l'ITIE aux seules dépenses sociales serait une mauvaise lecture. Le Rapport ITIE 2023 montre qu'il aborde beaucoup d'autres sujets importants : le cadre légal et institutionnel, l'attribution des licences, la publication des contrats, la propriété effective, la participation de l'État, l'exploration, la production, les exportations, les émissions de gaz à effet de serre, la collecte des revenus, les transferts aux collectivités, les dépenses quasi-budgétaires, la contribution à l'économie, l'impact environnemental et le contenu local. En d'autres termes, l'ITIE offre un large champ d'étude. Un étudiant en droit, en économie, en science politique, en sociologie, en géographie, en journalisme, en management, en communication, en environnement, en finances publiques ou en relations internationales peut y trouver une base concrète pour travailler. Les rapports ITIE apportent des données, posent des questions, révèlent des écarts entre les règles et la pratique, et ouvrent des pistes de réflexion utiles pour la recherche académique.

### 6.1. Pistes de sujets de mémoires et de thèses

- 8) L'effectivité des obligations sociales et environnementales dans les industries extractives au Cameroun : entre norme, déclaration et impact territorial.
- 9) Lecture critique des dépenses sociales volontaires des entreprises pétrolières.
- 10) Transparence extractive et redevabilité budgétaire : que révèle la contribution des recettes extractives aux finances publiques ?
- 11) Propriété effective, gouvernance et lutte contre l'opacité dans les industries extractives.
- 12) Débat public et communication institutionnelle ITIE : comment améliorer l'appropriation universitaire et citoyenne des données extractives ?
- 13) Paiements infranationaux, communes et populations riveraines : quels enjeux de justice.
- 14) Transition énergétique: l'ITIE peut-elle devenir un support d'analyse climatique ?

### 6.2. Résultat recherché à l'issue de la conférence

Le but de cette conférence ne se limite pas à avoir une bonne couverture dans les médias. Le vrai objectif est d'amener les étudiants à aller plus loin : ne pas seulement écouter ou regarder, mais aussi réfléchir, analyser et produire eux-mêmes des travaux sur la gestion des ressources extractives. Cette conférence doit leur donner envie de lire les rapports ITIE avec un regard de chercheur, c'est-à-dire en se posant de vraies questions, et pas seulement par simple curiosité.

## 7. Programme de la conférence-débat

Horaire	Séquence	Contenu / finalité
10h30 - 11h00	Accueil des invités, presse et participants	Accueil, installation, remise du dossier de presse et orientation du public.
11h00 - 11h10	Mots d'ouverture	Allocution du représentant du MINFI, suivie du mot de bienvenue du Recteur de l'Université de Douala ou de son

		représentant. Rappel du contexte, de l'exigence de débat public et des objectifs de la rencontre.
11h10 - 11h20	<i>Exposé 1</i> : La communication des Organisations <b>Pr. Thomas Hirenee Atenga</b>	Intervention d'un professeur de l'Université de Douala sur les liens entre espace public, gouvernance, communication et responsabilité des organisations.
11h20 - 11h50	<i>Exposé principal</i> : L'ITIE sous le Prisme de la Responsabilité Sociale des Organisations- <b>Dr. Blasius NGOME</b>	Qu'est-ce que l'ITIE, la RSO et leur dénominateur commun
11h50 - 12h00	Exposé 2 : <b>Reporting de la RSE par les entreprises extractives dans le cadre du rapport ITIE 2023 - Mme Jessica ABEGA, DGA ADDAX</b> , membre du Groupe Multipartite, Société extractive	<b>Importance des dépenses sociales et environnementales des entreprises du secteur des hydrocarbures et du secteur minier à la lumière des données du Rapport ITIE 2023</b>
12h05 - 12h25	<i>Exposé 3</i> : <b>La contribution du secteur minier à l'économie nationale- M. Aristide MIMBANG, Directeur des Mines.</b>	Importance des données ITIE pour le secteur minier à l'heure des grands projets miniers et de la mise en place de la mine industrielle au Cameroun.
12h25 - 12h45	Échanges avec les étudiants et le public	Discussion sur les pistes de mémoire et de thèse, les disciplines concernées, les méthodes de recherche possibles et les enjeux de gouvernance extractive.
12h45 - 12h55	Point presse / questions des médias	Réponses aux préoccupations des médias, clarification des messages clés et mise en perspective institutionnelle de la conférence.
12h55 - 13h00	Clôture et consignes de suivi	Synthèse finale, remerciements, invitation à l'appropriation des rapports ITIE et encouragement à la recherche académique.

## 8. Profil synthétique de quelques intervenants

**Pr. Thomas Hirenee Atenga** : Professeur à l'Université de Douala

Sa biographie souligne un parcours académique de haut niveau, une expertise en sciences de l'information et de la communication, ainsi qu'un travail de recherche centré sur l'espace public médiatique, l'autoritarisme dans le champ politico-médiatique, la globalisation et les changements sociaux en Afrique. Sa présence crédibilise l'ancrage scientifique et universitaire de la conférence.

**M. Aristide MIMBANG** : Directeur des Mines au Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique

La présentation de ce profil fait apparaître une expertise technique fondée sur une formation d'ingénieur des mines et sur une expérience approfondie du terrain. En tant que Directeur des Mines, il joue un rôle important dans l'accompagnement des orientations du ministère en matière de développement du secteur minier, notamment dans la perspective de la mise en place de la mine industrielle, axe majeur de la politique sectorielle inscrite dans la SND30 et portée par le Chef de l'État. Son intervention permettra d'apporter une lecture technique, stratégique et institutionnelle des mutations en cours dans le secteur minier camerounais.

**Dr. Blasius Ngome (Ph.D.)** : Membre de la Société civile, représentant de l'Union des Journalistes du Cameroun au sein du Comité ITIE/MINFI

Le profil combine expérience universitaire : enseignant à l'Université de Douala et l'Université de Buea, expertise en communication des organisations, expérience de haut niveau en relations publiques et communication d'entreprise, ainsi qu'une forte expérience média. (ancien directeur des relations publiques, communication et traduction dans une entreprise pétrolière notamment la SONARA) Son intervention est particulièrement utile pour articuler communication institutionnelle, débat public et vulgarisation stratégique des données ITIE.

## 9. Messages clés de la conférence

- **L'ITIE ne se limite pas à la publication de chiffres.** Elle permet aussi de mieux comprendre comment les ressources naturelles sont gérées et d'alimenter un débat public fondé sur des faits.
- **Le Rapport ITIE Cameroun 2023 constitue une base utile pour réfléchir à la responsabilité sociale des entreprises.** Il montre toutefois que les déclarations des entreprises ne suffisent pas à elles seules : une attention particulière doit être portée aux effets réels sur les populations et sur l'environnement.
- **L'université a un rôle essentiel à jouer.** Elle peut aider à transformer les données publiques en connaissances, en analyses critiques et en travaux de recherche.
- **Les rapports ITIE offrent de nombreuses pistes de recherche.** Les étudiants de plusieurs disciplines, notamment le droit, l'économie, les sciences sociales, l'environnement, le journalisme, la gouvernance et le management, peuvent y trouver des sujets de mémoire et de thèse.
- Cette conférence-débat vise à encourager une appropriation durable des données ITIE par les étudiants. L'objectif est de faire des rapports ITIE de véritables outils d'apprentissage, de réflexion et de production scientifique pour la jeunesse universitaire camerounaise.

## 10. Questions probables des journalistes et éléments de réponse

### Q. Pourquoi avoir choisi l'Université de Douala ?

**R.** Parce qu'il s'agit d'un espace de production du savoir, de débat public et de formation des futurs cadres. La conférence vise à faire des données ITIE un objet de recherche et non un simple support de communication.

### Q. Pourquoi parler de RSE à partir de l'ITIE ?

**R.** Parce que le rapport 2023 contient des données sur les dépenses sociales et environnementales. L'intérêt du thème est justement de tester ce que ces données permettent de dire et ce qu'elles ne permettent pas encore de prouver.

### Q. Au-delà de la RSE, que peuvent faire les étudiants avec les rapports ITIE ?

**R.** Ils peuvent y puiser des sujets sur la fiscalité extractive, les contrats, la propriété effective, les transferts aux collectivités, l'emploi, le contenu local, l'impact environnemental, la gouvernance institutionnelle ou encore l'informalité minière.

### Q. Le rapport 2023 est-il suffisamment fiable pour des travaux académiques ?

**R.** Il est une base utile, mais il doit être lu avec méthode. Le rapport lui-même mentionne des limites d'assurance, des déclarations unilatérales et des incohérences chiffrées ponctuelles. C'est précisément pourquoi il constitue un excellent matériau académique.

### Q. Quel résultat attendez-vous après cette conférence ?

**R.** Une meilleure appropriation des données ITIE, une couverture médiatique qualifiée et, surtout, l'émergence de travaux de mémoires et de thèses qui exploitent ces données dans une perspective de gouvernance publique.

## 11. Communiqué de presse

Le Comité ITIE Cameroun organise, **le mardi 12 mai 2026 de 11h00 à 13h00 à l'Université de Douala**, une conférence-débat sur le thème « L'ITIE sous le prisme de la Responsabilité Sociale des Organisations (RSO) »

Au-delà d'une lecture limitée à la RSE, cette rencontre entend montrer aux étudiants, aux chercheurs et aux médias que les rapports ITIE constituent une source riche pour l'analyse de la gouvernance extractive, des finances publiques, de l'environnement, de l'emploi, des territoires et de la redevabilité publique.

À partir des données du Rapport ITIE Cameroun 2023, les échanges porteront notamment sur les dépenses sociales et environnementales, les écarts entre obligations normatives et déclarations effectives, ainsi que sur les nombreuses pistes de mémoires et de thèses que ces données permettent d'ouvrir.

La conférence réunira des intervenants issus du monde universitaire, des médias et du dispositif ITIE. Elle s'inscrit dans une logique de débat public, d'appropriation citoyenne de l'information et de stimulation de la recherche académique.

Les médias, étudiants et partenaires institutionnels sont invités à participer à cette rencontre qui ambitionne de faire des données ITIE un outil de réflexion, de débat et de production scientifique au service de la nation.

(é) **LE MINISTRE DES FINANCES,**  
*Président du COMITE ITIE*

## **12. Contact presse et suivi média**

Pour toute demande d'interview, de précision documentaire, de prise de contact avec les intervenants ou de suivi post-événement, les médias peuvent se rapprocher du Secrétariat Permanent du Comité ITIE Cameroun.

Contact : Secrétariat Permanent - E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com).

**Mme Corinne AHOUE , responsable Communication du Comité ITIE : 674 07 36 05**

**Mme BONGA Jeanette, DIVCOM/MINFI : 696 95 79 49**

# PRESS KIT/PARTICIPANT

REPUBLIC OF CAMEROON  
PEACE – WORK – HOMELAND

-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
EITI COMMITTEE

-----  
Permanent Secretariat

Tel/Fax: (237) 222 22 08 67

Email: [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)

P.O. Box: Yaoundé



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
EITI COMMITTEE

---

## EITI COMMITTEE

# PRESS KIT/PARTICIPANT

## Conference and Panel Discussion at the University of Douala

### The EITI through the Lens of Corporate Social Responsibility (CSR)

*Using EITI data as a resource for reflection, research, and academic work*

<b>Date</b>	<b>Tuesday, May 12, 2026</b>
<b>Time</b>	<b>11:00 AM – 1:00 PM</b>
<b>Location</b>	<b>University of Douala, Douala</b>

## TABLE OF CONTENTS

1. Introduction	
2. Activity Fact Sheet	
3. Institutional Basis and Rationale	
3.1. Educational Guide: Understanding the EITI in a Nutshell	4
4. What the 2023 EITI Report allows us to say and question	
5. EITI 2023 data to highlight during the conference	
6. Why students should engage with EITI reports	5
7. Conference-debate program	6
8. Brief profiles of some speakers	7
9. Key messages from the conference	8
10. Anticipated questions from journalists and suggested responses	8
11. Press release	
12. Press contact and media monitoring	9

## 1. Presentation Note

This press kit has been designed as a tool for institutional communication, media outreach, and intellectual engagement surrounding the conference-debate organized by the EITI Committee **on May 12, 2026, at the University of Douala**. Its aim is not merely to announce an event: it seeks to reposition EITI data as a raw material for analysis, critique, research, and academic production.

The officially selected theme—“**The EITI Through the Lens of Corporate Social Responsibility (CSR)**”—provides a useful starting point, but this report deliberately broadens the scope. Beyond CSR and social spending, EITI reports contain a wealth of information on governance, taxation, the environment, subnational transfers, employment, exports, land titling, beneficial ownership, project costs, and public accountability mechanisms.

Bearing in mind the phrase coined by the President of the Republic, H.E. PAUL BIYA, that youth constitute “the spearhead of the nation,” this dossier proposes a framework designed to encourage students, faculty members, and young researchers to transform public data into topics for theses, dissertations, research papers, scientific presentations, and applied studies on extractive governance in Cameroon.

## 2. Activity Overview

<b>Title</b>	Conference-debate: “The EITI through the Lens of Corporate Social Responsibility (CSR)”
<b>Date</b>	Tuesday, May 12, 2026
<b>Time</b>	11:00 AM – 1:00 PM
<b>Location</b>	University of Douala, Douala
<b>Organizer</b>	EITI Cameroon Committee
<b>Target audience</b>	Students, teachers, researchers, media, public administrations, civil society, extractive companies, and partners.
<b>Objective</b>	To use EITI data as a basis for public debate and a catalyst for academic research on extractive governance.

## 3. Institutional Basis and Rationale

This activity aligns with Requirement 7.1 of the EITI Standard 2023 regarding public debate. The conference-debate serves as a lever to improve public engagement with EITI reports. The primary focus of the event should be the 2023 EITI Report, and one of the central objectives is to encourage debate within the academic community and stimulate academic research in these areas.

The conference-debate therefore aims to bring the discussion into academic circles in order to raise awareness of the EITI in terms of overall communication, the promotion of scientific research, and the dissemination of best practices for transparency in the extractive industries. This focus fully justifies a press kit that is not merely event-based, but also educational and intellectually rigorous.

### 3.1. Educational Guide: Understanding the EITI in a Nutshell

The EITI, or Extractive Industries Transparency Initiative, is an international standard for transparency and accountability. It aims to make essential information on the governance of extractive resources public, understandable, and open to discussion: legal framework, contracts, licenses, revenues, transfers, state participation, economic contribution, and social and environmental expenditures. For students, the EITI is therefore of dual interest: it provides data usable for research, but it also teaches them to read public policies with a critical eye.

**Editorial approach adopted: transforming the conference-debate into a bridge between institutional communication, a culture of transparency, and academic research.**

## 4. What the EITI Report 2023 Allows Us to Say and Question

The EITI Cameroon Report 2023 shows that the extractive sector retains significant economic weight, contributing 21.95% of extractive revenues to total government revenues, 4.15% of GDP, 32.04% of exports, and 0.62% of recorded formal employment (*EITI Cameroon Report 2023*, pp. 249–250).

However, a methodological point of caution warrants mention at the outset of the conference: page 249 of the report states 22.05% of total government revenue in the text, while Table 125 on the same page shows 21.95%. This report uses 21.95%, as it corresponds to the value detailed in the table. This discrepancy usefully illustrates the critical approach the conference aims to convey to students: read the data, but also verify its internal consistency.

Chapter 6 of the report then provides a direct introduction to the CSR theme through social and environmental expenditures (pp. 233–239). But it also highlights a significant limitation: these expenditures are reported unilaterally by companies, without a materiality threshold and without cross-validation with the beneficiaries. In other words, the EITI reveals a part of reality; it does not eliminate the need for analysis, verification, and impact assessment.

## 5. EITI 2023 data to be highlighted during the conference

### 5.1. Excerpts from the 2023 EITI Report: Social and Environmental Expenditures

Chapter 6 of Cameroon's 2023 EITI Report is devoted to social and economic expenditures. The sections relevant to this fact sheet are primarily found on pages 233–240, with significant additional information on environmental impact on pages 253–258 and a consolidated table of payments on page 264.

### 5.1.1. General highlights in the report

Section	Reference Pages
Social Expenditures	p. 233
Social expenditures – hydrocarbons sector	pp. 233–234
Social Expenditures – Mining and Quarrying Sector	pp. 234–236
Environmental expenditures	p. 236
Environmental legal framework	pp. 236–237
Types of environmental payments	pp. 237–238
Environmental Expenditures – Hydrocarbons	pp. 238–239
Environmental expenditures – mining	p. 239
Environmental Impact and Document Accessibility	pp. 253–257
Social and environmental payments by recipient entities	p. 264

### 5.1.2. Social expenditures

#### Definition adopted by the EITI Committee – page 233

The report distinguishes between two categories: mandatory social expenditures, imposed by regulations, a mining agreement, or an oil contract; and voluntary social expenditures, made by companies as part of their Corporate Social Responsibility policy, without any contractual or legal obligation.

The report specifies that the beneficiaries of these expenditures are generally third parties: local authorities, communities, associations, NGOs, etc. The EITI Committee therefore considered that reconciling these expenditures with the beneficiaries was not feasible in the Cameroonian context. Consequently, these expenditures are reported unilaterally by companies, without a materiality threshold and without cross-validation with the beneficiaries.

#### Methodological Consideration

These data are useful, but they should not be interpreted as expenditures verified with the final beneficiaries. For a thesis or dissertation, a clear distinction must be made between reporting, verification, and actual impact.

#### 5.1.2.1. Social Expenditures in the Hydrocarbons Sector – pages 233–234

The report indicates that the 2019 Petroleum Code contains no specific provisions regarding mandatory social expenditures. A review of petroleum contract templates also did not reveal any clauses requiring such expenditures. However, COTCO reported mandatory social expenditures related to its environmental management plan.

Company	Type	Reported Amount	Page
COTCO	Mandatory social expenditures related to the environmental management plan	4,374,000 CFA francs	p. 233

The voluntary social expenditures reported by oil companies for 2023 are presented in Table 118 of the report.

Company	Cash contributions	In-kind contributions	Total
APCC	—	727,986,925	727,986,925
APCL	—	28,161,938	28,161,938
COTCO	49,512,040	—	49,512,040

GDC	62,039,473	—	62,039,473
PERCAM	2,773,433	—	2,773,433
PRDR	154,992,906	—	154,992,906
Total	269,317,852	756,148,863	1,025,466,715

Reference: EITI Report 2023, Table 118, p. 234. The introductory text mentions 1,013.23 million CFA francs, while the total in the table is 1,025,466,715 CFA francs. This discrepancy must be noted in any rigorous academic analysis.

### 5.1.2.2. Social Expenditures in Mines and Quarries – pages 234–236

Two types of mandatory social expenditures are identified in the mining sector: the contribution to the Special Account for Local Capacity Development (CSDCL) and the social contributions stipulated in mining agreements.

Type of Obligation	Content	2023 Findings	Pages
Contribution to the CSDCL	Annual contribution ranging from 0.5% to 1% of revenue excluding taxes, depending on the mining agreement or specifications.	No contributions reported by EITI-covered companies.	p. 234
Contributions provided for in mining agreements	Community commitments: health and educational infrastructure, social programs, water, housing, health, training, and co-management with communities.	No company reported any mandatory contributions in 2023.	pp. 235–236

The 2023 EITI Report cites the agreements of **C&K Mining, G-Stones Resources, CIMENCAM, CODIAS, SINOSTEEL, and GEOVIC**. These agreements include various social commitments: construction or improvement of medical and educational infrastructure, a mining training center, community development programs, housing, health, education, recreation, water, and conditional access to infrastructure.

#### Key finding

The mining sector shows a notable discrepancy between the existence of social obligations in agreements and the absence of mandatory contributions reported in 2023. This discrepancy provides an excellent angle for research on the effectiveness of contractual obligations.

Regarding voluntary social expenditures in the mining sector, only one company reported a contribution in 2023.

Company	Type	Amount	Page
DANGOTE Cameroon	Voluntary social contribution in kind	67,000,000 CFA francs	p. 236

### 5.1.2.3. Total social payments – page 264

Sector	Amount in millions of FCFA	Reading
Hydrocarbons	975.95	Major social item in consolidated cash payments.
Oil transportation	53.89	Corresponds primarily to expenses reported by COTCO.
Mining	67.00	Corresponds to the voluntary in-kind contribution reported by DANGOTE Cameroon.
Total social payments	1,096.84	Negligible share of consolidated payments.

Reference: EITI Report 2023, table of payments by recipient entities, p. 264.

### 5.1.3. Environmental expenditures

#### 5.1.3.1. Legal framework – pages 236–237

Environmental payments in the extractive sector are governed by several laws that establish obligations regarding the prevention, monitoring, and remediation of environmental impacts.

Text	Main purpose
Law No. 96/12 of August 5, 1996	Framework law on environmental management; polluter-pays principle; requirement for environmental impact assessments.
Decree No. 2001/78/PM of September 3, 2001	Organization of the Interministerial Committee on the Environment.
Decree No. 2005/0577/PM of February 23, 2005	Procedures for conducting Environmental and Social Impact Assessments.
Decree No. 2008/064 of February 4, 2008	Management of the National Fund for the Environment and Sustainable Development.
Decree No. 2013/0171/PM of February 14, 2013	Procedures for conducting ESIA.
Decree No. 2013/0172/PM of February 14, 2013	Procedures for conducting environmental and social audits.
Mining Code 2023 and Petroleum Code 2019	Requirement to plan for and finance the rehabilitation of sites after operations have ceased.
2020 Finance Act	Creation of the FNEDD Special Purpose Account.

#### 5.1.3.2. Types of environmental payments – pages 237–238

Category	Examples
Environmental taxes and fees	EIA review and approval fees; environmental permit fees; audit review fees; monitoring and control fees.
Fines and penalties	Fines for non-compliance with legal and regulatory obligations; penalties for illegal operations.
Contributions to environmental funds	FNEDD; funds for the rehabilitation of mining and oil sites; amounts recovered for site restoration; voluntary contributions and grants.

#### 5.1.3.3. Environmental Expenditures of the Hydrocarbons Sector – pages 238–239

In 2023, no mandatory environmental payments were reported directly by the oil companies within the scope of the study. However, MINEPDED reported an amount charged to Perenco Cameroon.

Company	Type	Amount	Page
Perenco Cameroon	Costs related to the terms of reference for an ESIA	3,500,000 CFA francs	p. 238

The report also presents the provisions for abandonment and rehabilitation set aside by certain oil companies. These amounts are significant, but they have not yet been deposited into escrow accounts.

Company	Permit	Amount (USD)	Amount (FCFA)	Comment
APCC	Dissoni North	111,750	67,533,403	Provision not yet deposited in escrow.
APCC	Mokoko Abana & Rio Del Rey	22,718,188	13,729,186,002	Provision provided for in the partnership agreement; no deposit into escrow account.
APCL	Iroko	196,000	118,447,847	Provision not yet deposited in an escrow account.
Total	—	23,025,938	13,915,167,252	Provisioned amount, not equivalent to an actual

			expenditure.
--	--	--	--------------

Reference: EITI Report 2023, Table 120, p. 238. Key point: An accounting provision is not equivalent to an actual environmental expenditure.

Two oil companies reported voluntary environmental payments.

Company	Type	Amount	Page
COTCO	Payment to the Foundation for the Environment and Development in Cameroon (FEDEC).	302.7 million CFA francs	p. 239
PRDR	Support for the WORD CLEAN DAY initiative, plastic waste recycling, support for Earth Day 2023, purchase of plants for reforestation.	7.77 million CFA francs	p. 239

#### 5.1.3.4. Environmental Expenditures of the Mining Sector – page 239

The mining companies included in the reconciliation scope reported no payments for mandatory environmental expenditures in 2023. However, MINEPDED reported payments corresponding primarily to environmental review and audit fees.

Company	Description of payment	Amount (FCFA)
BOCOM Petroleum SA	Terms of Reference for Environmental and Social Impact Study	9,500,000
RAZEL	Review of ESIA reports and environmental audit	5,000,000
E&M Global Mining LLC	Review of EIA reports and environmental audit	5,000,000
MIRA Company	Review of EIA reports and environmental audit	5,000,000
Total	—	24,500,000

#### Mine site rehabilitation

Article 233 of the Mining Code provides for a Fund for the Restoration, Rehabilitation, and Closure of Mining Sites and Quarries. In 2023, this fund was not yet operational due to the lack of an implementing decree. The report specifies that no actual expenditures or payments were made for 2023.

#### 5.1.3.5. Total environmental payments – pages 17 and 264

Category	Amount	Reading
Environmental payments	328.50 million CFA francs	Environmental payments identified in the consolidated table.
FNEDD	28.00 million CFA francs	Amounts related to the National Fund for the Environment and Sustainable Development.
Total environmental expenditure	356.50 million CFA francs	Environmental payments + FNEDD.

#### 5.1.4. Supplement: Environmental Impact and Transparency – pages 253–257

Section 6.5 of the report supplements the analysis of expenditures by describing the framework for managing environmental and social impacts. It notes that extractive projects must conduct an EIA-ation prior to operations, consult with affected communities, and develop an environmental and social management plan.

#### 5.1.4.1. Environmental Sanctions

Violation	Penalty indicated in the report	Page
Failure to conduct an ESIA	Fine of 2 to 5 million CFA francs and/or imprisonment for 6 months to 2 years	p. 256
Soil, air, or water pollution	Fine of 1 to 5 million CFA francs and/or imprisonment for 6 months to 1 year	p. 256
Offense committed by a public official	Penalties doubled	p. 256

The report indicates that in 2023, no payments of environmental fines were reported.

#### 5.1.4.2. Accessibility of Environmental Assessments and Permits

Document	Disclosure status in practice	Page
Terms of reference for ESIA audits	Not disclosed	p. 256
ESIA reports	Not disclosed	p. 256
Environmental and social audits	Not disclosed	p. 256
Reports on public hearings	Not disclosed	p. 256
Environmental Compliance Certificates	Not disclosed	pp. 256–257
Proceedings of the Interministerial Committee on the Environment	Undisclosed	p. 257
Environmental audit reports	Undisclosed	p. 257

#### 5.1.4.3. Corporate Management of Social and Environmental Impact

Stated policy	Mining companies	Oil companies	Page
Specific Policy for Managing Environmental Impacts	2	8	p. 257
Specific policy on social impacts	2	8	p. 257
Gender policy	2	6	p. 257

*The report notes that companies do not systematically make this information available to the public.*

## 5.2. Proposed Institutional Comment

The 2023 EITI Report highlights significant progress in the transparency of social and environmental expenditures in Cameroon’s extractive sector. By disclosing social contributions, environmental payments, rehabilitation provisions, and information regarding impact management obligations, Cameroon is gradually strengthening its commitment to more responsible extractive governance.

However, the published data calls for a balanced interpretation. Social and environmental amounts remain marginal (low) relative to the extractive sector’s overall payments. In 2023, social payments amounted to approximately 1.097 billion CFA francs, while expanded environmental payments reached approximately 356.5 million CFA francs. These figures show that social and environmental contributions exist but remain marginal compared to the financial weight of hydrocarbons in extractive revenues.

The other major finding concerns the quality of accountability. Several social expenditures are reported unilaterally by companies, without direct verification with the beneficiaries. Similarly, essential environmental monitoring documents—impact studies, audits, compliance certificates, and public hearing reports—are not systematically accessible to the public. Transparency is thus improving, but it must now take a new step: moving from the simple declaration of amounts to the verification of their effectiveness, traceability, and real impact on local communities.

The year 2023 thus reveals a dual dynamic: on the one hand, a notable effort to publish and structure data; on the other, significant room for improvement in terms of oversight, disclosure of environmental documents, the operation of rehabilitation funds, and the monitoring of community commitments. For public authorities, businesses, and civil society, the challenge is no longer merely to know how much has been reported, but to demonstrate what concrete changes these expenditures bring about for the regions, the people, and the environment.

### Final Summary for Students

The scientific value lies not in simply reproducing EITI figures, but in questioning them: who pays, to whom, why, under what obligation, with what evidence, and with what real impact?

### Final summary for students

The scientific value lies not in simply copying EITI figures, but in questioning them: who pays, to whom, why, under what obligation, with what evidence, and with what real impact?

### Final summary for students

The scientific value lies not in simply copying EITI figures, but in questioning them: who pays, to whom, why, under what obligation, with what evidence, and with what real impact?

## 6. Why students should engage with EITI reports

Reducing the EITI to social spending alone would be a misreading. The 2023 EITI Report shows that it addresses many other important topics: the legal and institutional framework, licensing, contract disclosure, beneficial ownership, state participation, exploration, production, exports, greenhouse gas emissions, revenue collection, transfers to local governments, quasi-fiscal expenditures, contribution to the economy, environmental impact, and local content. In other words, the EITI offers a broad field of study. Students in law, economics, political science, sociology, geography, journalism, management, communication, environmental studies, public finance, or international relations can find a concrete foundation for their work here. EITI reports provide data, raise questions, reveal gaps between rules and practice, and open up useful avenues for academic research.

### 6.1. Suggested Topics for Theses and Dissertations

- 15) The effectiveness of social and environmental obligations in the extractive industries in Cameroon: between standards, declarations, and territorial impact.
- 16) A critical analysis of voluntary social spending by oil companies.
- 17) Extractive transparency and fiscal accountability: what does the contribution of extractive revenues to public finances reveal?
- 18) Beneficial ownership, governance, and the fight against opacity in the extractive industries.
- 19) Public debate and EITI institutional communication: how can academic and public engagement with extractive data be improved?
- 20) Subnational payments, municipalities, and local communities: what are the justice issues?
- 21) Energy transition: Can the EITI become a tool for climate analysis?

### 6.2. Desired outcome of the conference

The goal of this conference is not limited to securing good media coverage. The real objective is to encourage students to go further: not just to listen or watch, but also to reflect, analyze, and produce their own work on the management of extractive resources. This conference should inspire them to read EITI reports with a researcher's eye—that is, by asking meaningful questions, rather than simply out of curiosity.

## 7. Conference-Debate Schedule

Schedule	Session	Content / Objective
10:30 AM – 11:00 AM	Welcome for guests, press, and participants	Welcome, seating, distribution of press kits, and audience orientation.
11:00 AM – 11:10 AM	Opening remarks	Remarks by the MINFI representative, followed by a welcome address by the Rector of the University of Douala or his representative. Overview of the context, the need for public debate, and the objectives of the meeting.

11:10 a.m. – 11:20 a.m.	<i>Presentation 1:</i> Communication by Organizations <b>Prof. Thomas Hirenee Atenga</b>	Presentation by a professor from the University of Douala on the links between the public sphere, governance, communication, and organizational accountability.
11:20 AM – 11:50 AM	<i>Keynote Presentation:</i> The EITI Through the Lens of Corporate Social Responsibility - <b>Dr. Blasius NGOME</b>	What is the EITI, CSR, and their common denominator
11:50 a.m. – 12:00 p.m.	Presentation 2: <b>CSR Reporting by Extractive Companies in the Context of the 2023 EITI Report - Ms. Jessica ABEGA, Deputy CEO of ADDAX, Member of the Multi-Stakeholder Group, Extractive Company</b>	The significance of social and environmental expenditures by companies in the hydrocarbon and mining sectors in light of data from the 2023 EITI Report
12:05 PM – 12:25 PM	<i>Presentation 3:</i> <b>The mining sector's contribution to the national economy - Mr. Aristide MIMBANG, Director of Mines.</b>	The importance of EITI data for the mining sector in the context of major mining projects and the establishment of industrial mining in Cameroon.
12:25 PM – 12:45 PM	Discussion with students and the public	Discussion on thesis and dissertation topics, relevant disciplines, possible research methods, and issues in extractive governance.
12:45 PM - 12:55 PM	Press briefing / media questions	Addressing media concerns, clarifying key messages, and providing an institutional perspective on the conference.
12:55 PM – 1:00 PM	Closing remarks and follow-up instructions	Final summary, acknowledgments, invitation to engage with EITI reports, and encouragement for academic research.

## 8. Brief profiles of some speakers

**Prof. Thomas Hirenee Atenga:** Professor at the University of Douala

His biography highlights a distinguished academic career, expertise in information and communication sciences, and research focused on the public media sphere, authoritarianism in the political-media field, globalization, and social change in Africa. His presence lends credibility to the conference's scientific and academic foundation.

**Mr. Aristide MIMBANG:** Director of Mines at the Ministry of Mines, Industry, and Technological Development

This profile highlights technical expertise grounded in a background as a mining engineer and extensive field experience. As Director of Mines, he plays a key role in supporting the ministry's policies regarding the development of the mining sector, particularly with regard to the establishment of industrial mining—a major focus of the sectoral policy outlined in the SND30 and championed by the Head of State. His presentation will provide a technical, strategic, and institutional analysis of the ongoing changes in Cameroon's mining sector.

**Dr. Blasius Ngome (Ph.D.):** Civil society member, representative of the Union of Journalists of Cameroon on the EITI/MINFI Committee

His profile combines academic experience—as a professor at the University of Douala and the University of Buea—with expertise in organizational communication, high-level experience in public relations and corporate communication, as well as extensive media experience. (Former Director of Public Relations, Communication, and Translation at an oil company, notably SONARA.) His presentation is particularly valuable for linking institutional communication, public debate, and the strategic dissemination of EITI data.

## 9. Key messages from the conference

- **The EITI is not limited to the publication of figures.** It also helps to better understand how natural resources are managed and to fuel a fact-based public debate.
- **The EITI Cameroon 2023 Report serves as a useful foundation for reflecting on corporate social responsibility.** It shows, however, that corporate disclosures alone are not enough: particular attention must be paid to the actual impacts on communities and the environment.
- **Universities have a vital role to play.** They can help transform public data into knowledge, critical analysis, and research.
- **EITI reports offer numerous avenues for research.** Students in various disciplines, including law, economics, social sciences, environmental studies, journalism, governance, and management, can find topics for their theses and dissertations within them.
- This conference-debate aims to encourage students to make sustainable use of EITI data. The goal is to turn EITI reports into genuine tools for learning, reflection, and scientific research for Cameroonian university students.

## 10. Anticipated questions from journalists and suggested responses

### Q. Why was the University of Douala chosen?

**A.** Because it is a hub for knowledge production, public debate, and the training of future leaders. The conference aims to make EITI data a subject of research rather than merely a communication tool.

### Q. Why discuss CSR through the lens of the EITI?

**A.** Because the 2023 report contains data on social and environmental expenditures. The significance of this topic lies precisely in examining what these data reveal and what they cannot yet prove.

### Q. Beyond CSR, how can students use EITI reports?

A. They can draw on them for topics such as extractive taxation, contracts, beneficial ownership, transfers to local communities, employment, local content, environmental impact, institutional governance, and informal mining.

**Q. Is the 2023 report reliable enough for academic work?**

A. It is a useful resource, but it must be read carefully. The report itself mentions limitations in assurance, unilateral declarations, and occasional discrepancies in figures. That is precisely why it makes for excellent academic material.

**Q. What outcome do you expect following this conference?**

A. Greater adoption of EITI data, informed media coverage, and, above all, the emergence of master's theses and dissertations that utilize this data from a public governance perspective.

## 11. Press Release

The EITI Cameroon Committee is organizing a conference-debate **on Tuesday, May 12, 2026, from 11:00 a.m. to 1:00 p.m. at the University of Douala**, on the theme “The EITI through the Lens of Corporate Social Responsibility (CSR)”

Moving beyond a narrow focus on CSR, this event aims to demonstrate to students, researchers, and the media that EITI reports are a rich source for analyzing extractive governance, public finance, the environment, employment, regional development, and public accountability.

Drawing on data from the EITI Cameroon Report 2023, discussions will focus in particular on social and environmental expenditures, the gaps between regulatory obligations and actual disclosures, as well as the numerous avenues for research papers and theses that these data open up.

The conference will bring together speakers from academia, the media, and the EITI initiative. It is designed to foster public debate, promote citizen engagement with information, and stimulate academic research.

The media, students, and institutional partners are invited to participate in this event, which aims to make EITI data a tool for reflection, debate, and scientific research in the service of the nation.

FINANCE,

(signed) **THE MINISTER OF**

*Chair of the EITI Committee*

## 12. Press Contact and Media Follow-up

For any requests for interviews, documentary clarification, contact with speakers, or post-event follow-up, the media may contact the Permanent Secretariat of the EITI Committee of Cameroon.

Contact: Permanent Secretariat - Email: [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com) .

**Ms. Corinne AHOUE, Communications Officer of the EITI Committee: 674 07 36 05**

**Ms. Jeanette BONGA, DIVCOM/MINFI: 696 95 79 49**

# **CONTRIBUTION DE L'ITIE DANS L'ECONOMIE CAMEROUNAISE**

## **I. INTRODUCTION GENERALE**

## **II. L'INDUSTRIE EXTRACTIVE**

## **III. CONTRIBUTION DU SECTEUR EXTRACTIF DANS LE BUDGET EN 2023**

## **IV. GRANDS PROJETS MINIERES ET LEUR IMPACT SUR L'ECONOMIE NATIONALE**

## **V. PERSPECTIVES**

## I. INTRODUCTION GENERALE

L'Initiative pour la Transparence dans les Industrie Extractive (ITIE) est un mécanisme volontaire visant à renforcer dans les pays riches en ressources pétrolière, gazière et minière, l'ensemble des activités économiques liées à la prospection, à l'extraction et à la valorisation primaire des matières premières présentes à l'état naturel dans le sol et le sous-sol, favoriser la bonne gouvernance des revenus publics issus de l'exploitation des ressources naturelles. Dans le souci de transparences et de bonne gestion de ses activités extractives, le Cameroun a intégré le programme ITIE depuis 2001. Les exigences ITIE obligent les différents pays ayant adhéré à ce modèle de divulguer tous les revenus de l'Etat issus des industries extractives et les différents paiements significatifs versés au gouvernement par les entreprises opérantes dans les hydrocarbures, le gaz et les mines

## II. L'INDUSTRIE EXTRACTIVE

L'industrie extractive est un secteur économique clé qui englobe un large éventail d'activités visant à extraire et à exploiter les ressources naturelles. Les activités extractives sont réparties en différents sous-secteur notamment : les sous- secteurs des hydrocarbures (pétrolier et gazier), transport pétrolier et minier. L'industrie pétrolière est organisée en deux entités à savoir **le secteur amont** (prospection, exploration, exploitation, transport et stockage des hydrocarbures) et **le secteur aval** (raffinage, distribution des produits pétrolier et commercialisation du gaz naturel), le présent exposé se limitera au secteur amont. La SNH (Société Nationale des Hydrocarbures) est le bras séculier de l'Etat dans le Sous-secteur des hydrocarbures. Elle coordonne la gestion des ressources pétrolières et gazières, depuis la promotion des gisements et la supervision de l'exploration jusqu'à la commercialisation des hydrocarbures sur les marchés internationaux. Quant au sous-secteur minier au Cameroun a connu une réforme majeure avec la Loi no 2023/014 portant Code Minier et ses différents textes d'application (2024-2025). Ce texte a participé à moderniser la gestion du secteur et à renforcer la transparence dans l'octroi et le suivi des titres minier. Également avec l'entrée de la SONAMINES (Société Nationale des Mines) comme opérateur public de référence. Elle gère les intérêts nationaux, soutient la production artisanale, garantit la traçabilité des ressources et veille à la réhabilitation des sites miniers.

L'industrie extractive peut être une source importante de revenus et d'emplois, en particulier dans les régions riches en ressources naturelles. Cependant, elle est souvent confrontée à des défis tels que la gestion durable des ressources, la réduction des impacts environnementaux, la protection des droits des travailleurs et des communautés locales, et la lutte contre la corruption et la mauvaise gouvernance.

Pour relever ces défis, de nombreuses entreprises extractives mettent en œuvre des pratiques de développement durable, telles que l'adoption de normes environnementales et sociales strictes, la consultation des parties prenantes et l'investissement dans des projets de développement communautaire

### III. CONTRIBUTION DU SECTEUR EXTRACTIF AU BUDGET DE L'ÉTAT EN 2023

En 2023, le budget de l'État a capté **1 035,86 milliards FCFA (1 714,06 millions USD)** de recettes issues du secteur extractif, contre **1 119,58 milliards FCFA en 2022**. Cela correspond à une **baisse de 7,5 %**.

#### ➤ Répartition des revenus budgétaires par secteur

Ces recettes proviennent principalement du sous-secteur des **hydrocarbures**, qui à lui seul représente **95,3 %** des revenus, malgré une baisse par rapport à 2022. Le **transport pétrolier** a connu une légère progression, tandis que les **mines et carrières industrielles** affichent une croissance notable, bien que leur part dans l'ensemble reste marginale.

**Tableau 1 - État des revenus budgétaires par secteur<sup>1</sup>**

(En millions de FCFA)	2022		2023		Évolution	
	Montant	Contribution	Montant	Contribution	Montant	En %
Hydrocarbures	1 074 293,50	95,95%	987 458,92	95,33%	<b>(86 834,58)</b>	<b>(8,08%)</b>
Transport pétrolier	44 330,70	3,96%	47 009,76	4,54%	<b>2 679,05</b>	<b>6,04%</b>
Minier	957,90	0,09%	1 386,16	0,13%	<b>428,26</b>	<b>44,71%</b>
<b>Total</b>	<b>1 119 582,10</b>	<b>100%</b>	<b>1 035 854,84</b>	<b>100%</b>	<b>(83 727,26)</b>	<b>(7,48%)</b>

### III.1 PRODUCTION ET EXPORTATION DU SECTEUR EXTRACTIF EN 2023

#### ➤ Secteur des hydrocarbures

En 2023, la production du secteur des hydrocarbures est estimée à **1 410,6 milliards FCFA**, pour des **exportations de 1 459,1 milliards FCFA**. Le **pétrole brut** reste la principale ressource (22,9 millions de barils, 1 117,9 milliards FCFA), suivi du **gaz naturel**. Le **condensat** et le **GPL** apportent des contributions plus modestes.

#### ➤ Secteur des mines et carrières

En 2023, le secteur minier a eu une **contribution marginale** aux exportations, dominé par l'artisanat et l'absence de projets industriels en production. La production déclarée se limite à **953 kg d'or (dont seulement 22 kg exportés)** et **3 306 carats de diamant**, tandis que les matériaux de construction (argile, calcaire, pouzzolane, sable, granulats, latérites) alimentent surtout le marché intérieur.

## **IV. GRANDS PROJETS MINIERES ET LEUR IMPACT SUR L'ECONOMIE NATIONALE**

### **IV.1 QUELQUES GRANDS PROJETS MINIERES**

Le Cameroun a lancé plusieurs projets miniers majeurs pour dynamiser son économie à savoir :

- L'exploitation de fer de Kribi-Lobé porté par la société Sinosteel avec des réserves de fer estimées à plus de 630 millions de tonnes de minerai (teneur moyenne 33%), la phase pilote prévoit environ 04 millions de concentré de fer enrichi à plus de 60%. Le projet va générer plus de 1000 emplois directs et
- 5000 emplois indirects ;
- L'exploitation du fer Bipindi-Grand Zambé est piloté par la société G-Stones Resources, évalué à 150 millions de tonnes de fer et 1,2 milliard de tonnes prévisionnel à teneur environ de 29% de fer en moyenne. Elle prévoit dans son plan de développement ;
- L'exploitation du minerai de fer de Mbalam est développée par la société Cameroon Mining Company, avec une réserve estimée à plus de 2,3 milliards de tonnes de fer et près de 2000 emplois directs et indirects ;
- Le projet d'exploitation de la mine de bauxite de Minim-Martap porté par la société Camalco dispose de réserves évaluées à près d'un milliard de tonne de bauxite ;
- L'exploitation de la petite mine d'or de Colomine porté par la société Codias SA, prévoit produire 600 kg d'or par an ;

Ces projets sont attendus pour contribuer de manière significative à l'économie nationale.

### **IV.2 IMPACTS DES GRANDS PROJETS MINIERES DANS LA FORMATION PROFESSIONNELLE.**

Durant les phases de négociation des conventions minières, l'Etat exige des compagnies étrangères le développement de la main d'œuvre locale en donnant la priorité à la formation professionnelle et au transfert des compétences.

L'administration en charge des mines encourage la collaboration entre les universités, les écoles techniques et les centres de formation locaux pour élaborer des programmes d'étude et de formation qui répondent aux besoins de l'industrie minière.

### IV.3 LES DIFFERENTS FONDS D'ETATS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MINIERE

- Le fonds de développement du secteur minier ;
- Le fonds de restauration, réhabilitation et de fermeture des sites miniers et des carrières ;
- Le compte spécial pour le développement des capacités locales.

**Tableau2 : comparatif des principales dispositions des Codes miniers (2016-2023)**

Thématique	Code minier 2016	Code minier 2023
<b>Régime fiscal</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Instauration d'une fiscalité minière structurée, combinant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• redevance proportionnelle à la valeur des produits extraits,</li> <li>• impôt sur les sociétés (IS) au taux de droit commun,</li> <li>• imposition des plus-values de cession de titres miniers</li> </ul> </li> <li>- Introduction du principe de pleine concurrence et obligation d'audit pour encadrer les transactions, afin de limiter les pratiques de transfert de prix.</li> <li>- Plafonnement des intérêts déductibles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Maintien du principe d'application du droit commun pour l'IS.</li> <li>- Maintien des instruments spécifiques (redevance, fiscalité des transactions).</li> <li>- Renforcement des règles anti-optimisation (plafond intérêts, amortissements, coûts déductibles).</li> <li>- Introduction du <b>partage de production</b> comme nouvel instrument fiscal.</li> </ul>
<b>Transactions minières</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cession soumise à avis des administrations.</li> <li>- Plus-value : prélèvement 10 %.</li> <li>- Cédant &amp; cessionnaire solidairement responsables.</li> <li>- Audit obligatoire, pleine concurrence.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cession soumise à <b>approbation préalable de l'État</b>.</li> <li>- Plus-value : prélèvement 10 % confirmé.</li> <li>- <b>Nouveau permis délivré</b> après cession.</li> <li>- <b>Droit de préemption généralisé</b> à l'État.</li> </ul>
<b>Gouvernance &amp; transparence</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- ITIE pilier de gouvernance.</li> <li>- Obligation respect ITIE &amp; Kimberley.</li> <li>- Obligation de Traçabilité de l'or &amp; diamant.</li> <li>- Publication des décisions au JO.</li> <li>- Déclaration bénéficiaires effectifs <math>\geq 5\%</math>.</li> <li>- Interdiction pour agents publics.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- ITIE confirmé + Kimberley (diamant précisé).</li> <li>- Obligation Traçabilité or &amp; diamant confirmée.</li> <li>- Déclaration élargie : <b>actionnaires <math>\geq 5\%</math>, filiales, sous-traitants, directeurs et cadres</b>.</li> <li>- Interdiction confirmée + <b>sanctions</b></li> </ul>

Thématique	Code minier 2016	Code minier 2023
<b>Convention minière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Basée sur un modèle-type réglementaire.</li> <li>- Contenu détaillé : droits, obligations, participation État, contenu local, transformation <math>\geq 15\%</math>.</li> </ul>	<p><b>prévues.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Publication des décisions au JO</li> <li>- Négociée dans un <b>cadre géré par un organisme public mandaté.</b></li> <li>- Intègre : <b>audit recherche, remboursement dépenses, modèle économique &amp; financier, partage de production, clés de répartition, royalties, suivi/contrôle.</b></li> </ul>
<b>Politique minière &amp; développement local</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Trois fonds (développement, réhabilitation, capacités locales).</li> <li>- Compte spécial de développement des capacités locales : contribution 0,5–1 % CA HT (sociétés minières).</li> <li>- Contenu local exigé.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Trois fonds confirmés (gestion Banque centrale, exonération fiscale pour réhabilitation).</li> <li>- Compte spécial de développement des capacités locales : 0,5–1 % CA HT, <b>étendu aux carrières.</b></li> <li>- Contenu local détaillé : emploi nationaux, formation, PME locales, communautés autochtones.</li> </ul>
<b>Participation de l'État &amp; Partage de production</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Petite mine : 10 % gratuits + 10 % à l'achat.</li> <li>- Mine industrielle : 10 % gratuits + 25 % à l'achat.</li> <li>- Droit de préemption en cas de cession.</li> <li>- Pas de partage de production (sauf artisanal semi-mécanisé : impôt synthétique 25 %).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Petite mine : 10 % gratuits + 10 % à l'achat.</li> <li>- Mine industrielle : 10 % gratuits + 25 % à l'achat.</li> <li>- Gestion centralisée via un organisme public.</li> <li>- <b>Partage de production introduit</b> : 1–5 % (précieuses), 2–15 % (autres).</li> </ul>
<b>Stabilité fiscale &amp; douanière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Stabilité garantie (taxe ad valorem, redevances, exonérations).</li> <li>- Durée : permis de recherche = toute la durée ; carrières = durée initiale ; exploitation = durée nécessaire pour TRI 15 %, max. 15 ans.</li> <li>- Interdiction de cumuler des avantages de phases différentes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Même schéma : stabilité confirmée.</li> <li>- Durée et plafonds identiques (TRI 15 %, max. 15 ans).</li> <li>- Interdiction de cumul confirmée.</li> </ul>

## V. PERSPECTIVES

Le projet transfrontalier d'exploitation du champ gazier YOYO-YOLANDA entre le Cameroun et la Guinée Equatoriale (84% et 16%) dont les réserves sont estimées à 2500 milliards de pieds de cubes de gaz naturel et l'investissement est évalué à 4 milliards de dollars.

L'apport dans le PIB des grands projets miniers entrés en production effective depuis la fin de 2025 et le début de 2026.

Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) et Responsabilité sociale des entreprises : enjeux communicationnels AMPHI ENSET 18 MAI 2026 Par Pr Thomas Atenga Plan

Qu'est-ce que l'extractivisme?

Communiquer sur l'extractivisme

Les défis de la communication sur l'extractivisme

Le concept d'extractivisme a été introduit par des chercheur·ses et militant·es d'Amérique du Sud pour analyser de manière critique l'exploitation des ressources naturelles par des acteurs majoritairement établis au Nord. La notion permet aussi d'analyser les résistances qu'elle a suscitées et les alternatives post-extractivistes qu'il est possible d'envisager (Gudynas 2015, 2021 ; Syampa 2013). Historiquement, ces processus extractifs s'inscrivent dans la continuité des politiques de développement (post)colonial et de l'expansion du capitalisme à l'échelle mondiale, en étroite articulation avec le développement des sociétés industrielles du Nord global.

L'extractivisme se rapporte ainsi à la production de valeur, par le biais de processus d'extraction (exploitation minière, industrie pétrolière, agriculture industrielle, etc). Dans la mesure où il conduit à l'épuisement des ressources, il impacte durablement les moyens de subsistance des populations affectées par ces processus

Aujourd'hui, le concept d'extractivisme tend à être utilisé pour rendre compte de processus plus larges de prédation, de prélèvement et d'exportation qui ne se réduisent ni à l'extraction des ressources naturelles, ni aux relations Nord/Sud L'extractivisme peut ainsi être employé comme un concept exploratoire qui invite à étudier dans une perspective empirique, les processus d'appropriation de la nature, du travail, du savoir et de la culture entre différents centres et périphéries à l'échelle globale, régionale ou locale. Communiquer sur l'extractivisme Quelles sont les pratiques problématiques que l'on essaie souvent de passer sous silence ? Comment les analyser et les comprendre ? Que disent-elles des pratiques, normes et idéologies professionnelles ? Manipulation, mensonge, violence, harcèlement, conflit larvé ou incivilité, ambiguïté et dissimulation Ambivalences, ambiguïtés et non-dits dans les pratiques communicationnelles « Un rapport ambigu au recours à la communication externe : dissonances des registres de valeurs chez des professionnels de la protection de la nature » ☞ Les pratiques communicationnelles entre discrédit et légitimité, dialogue et conflit ☞ Communiquer sur

l'extractivisme La communication est non seulement constituée par l'organisation (la communication dans l'organisation) mais aussi constitutive des processus d'organisation (l'organisation par la communication).

La Communication de projet, communication de crise et de risque, communication professionnelle, (inter)culturelle, médiatique, événementielle, Internet/Web/Web2... Jamais, semble-t-il, les organisations n'ont été aussi « communicantes » ☐ Les apports de cette approche pour comprendre comment une stratégie communicationnelle peut s'incarner dans des pratiques langagières écrites et orales variées à différents niveaux de discours organisationnel (opérationnel, institutionnel, commercial...). Communiquer sur l'extractivisme « L'environnement économique évolue rapidement sous la forme de marchés ouverts, d'une activité de production mobile et d'une abondance d'information. Les ressources sont de plus en plus échangeables, et la sécurité des stratégies d'imitation et de premier entrant est remise en cause. ☐ La communication des organisations (ou communication organisationnelle) désigne l'ensemble des actions, messages et canaux qu'une structure utilise pour interagir avec ses publics internes et externes. Elle permet de transmettre son identité, de valoriser son image et d'atteindre ses objectifs stratégiques. Elle se structure autour de deux axes principaux ☐ Les défis La communication des organisations doit aujourd'hui concilier engagement interne, maîtrise technologique et responsabilité sociétale. Elle sert de levier pour fédérer les équipes et piloter la gestion du changement face aux transitions actuelles.

La transformation digitale et l'Intelligence Artificielle (IA) : l'essor du digital et des outils d'IA transforme la création de contenu et le ciblage. Le défi est d'automatiser les processus tout en conservant une dimension humaine et personnalisée pour éviter la déshumanisation des échanges.

L'engagement et le sens au travail : les collaborateurs exigent plus de transparence et d'alignement entre les discours officiels et la réalité. Le défi est de réussir à donner du sens aux actions de l'entreprise pour limiter le désengagement et renforcer la cohésion d'équipe Les défis La gestion des crises et la réputation : les informations circulent instantanément via les réseaux sociaux. L'organisation doit anticiper, réagir rapidement et maîtriser sa e-réputation face à des crises devenues plus fréquentes et complexes. ☐ La Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) : les parties prenantes sont de plus en plus exigeantes sur les engagements environnementaux et éthiques. La communication doit prouver la véracité des engagements pour éviter toute accusation de greenwashing

Bibliographie D'Almeida, N. et Andonova, Y. (2014). La communication des organisations. Dans S. Olivesi Sciences de l'information et de la communication, Grenoble Presses universitaires de Grenoble, p. 137-153). Gudynas, Eduardo. 2021. Extractivisms: Politics, Economy and Ecology. Nova Scotia, Canada: Fernwood Publishing. ☐ Svampa, M. (2013), « Consensus des matières premières, tournant éco-territorial et pensée critique en Amérique latine », in F. Thomas, Industries minières. Extraire à tout prix ? Paris, Syllepse, p. 33-47

**CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR  
LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES  
(ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE  
DES ORGANISATIONS (RSO)**

**A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026**

# PLAN DE PRESENTATION

- Introduction
- C'est quoi l'ITIE
- C'est quoi la (RSE)
- l'ITIE sous le prisme de la RSE
- Conclusion

## Socrate, Voltaire, Victor Hugo

- *« L'ignorance est un fléau, un obscurantisme entravant la liberté et l'humanité, mais aussi un point de départ de la connaissance »*

**Illustration (Vox Pop ITIE) : Connaissez-vous l'ITIE ?**

**70%** : ne connaissent pas

**20%** : en ont entendu parler

**<10%** : savent quelque chose mais pas clairement quoi

**Constat** : faible connaissance → faible appropriation.

**Hypothèse / Problème :**

L'ITIE est **peu connue** par les Camerounais

donc ils **ne peuvent pas tirer profit** de son existence

**Notre démarche consiste à :**

**Expliquer l'ITIE**

ce qu'elle est, et son rôle

**Convoquer la RSO (Responsabilité Sociale des Organisations)**

concepts, engagements, impacts

**Trouver le "dénominateur commun" ITIE-RSO**

relier transparence et responsabilité sociale

---

**But :**

apporter plus de **lumière** sur l'ITIE  
(organisme international auquel le **Cameroun a adhéré depuis 2005** pour servir **l'intérêt des citoyens**)

**Retombées attendues :**

susciter le **débat académique** au sein de l'Université de Douala, **motiver la recherche scientifique** sur l'apport de l'ITIE dans le contexte national

**Objectif :**

**Partir de l'ignorance vers la connaissance pour une gouvernance plus responsable et utile au citoyen.**

## C'EST QUOI L'ITIE ?

- **L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)**
- **Standard international** pour une gestion **ouverte et responsable** des ressources :
  - pétrole, gaz et ressources minières
- **Plus de 50 pays sur 4 continents** (Afrique, Europe, Amérique, Asie)
- Idée clé : les ressources naturelles **appartiennent aux citoyens**
- Objectif : **suivre la chaîne de valeur** du secteur extractif pour que les ressources **profitent à tous**

## **l'ITIE est Mise en œuvre par une Norme qui contient**

- Principes, Exigences, validation, participation de la société civile

### **Concrètement, l'ITIE consiste à :**

- collecter et fiabiliser** des informations sur :
  - exploration, exploitation, exportation des ressources
- publier** ces informations :
  - de façon **détaillée** et **annuelle**
- diffuser largement** pour alimenter le **débat public** sur la gouvernance du secteur extractif

**Norme adoptée : 2013, révisée en 2016, 2019, 2023**

## **Objectifs & axes prioritaires**

Promouvoir la bonne gouvernance, la transparence et la redevabilité dans la gestion des ressources naturelles au bénéfice de tous les citoyens.

### **Axes majeurs**

Collecte et fiabilisation des données

→ Rapport ITIE annuel

### **Publication des Rapports ITIE**

quinze (15) rapports couvraient les exercices 2001/2004 à 2023  
Communication : divulgations compréhensibles et accessibles,

**Débat public :**

Libération de la parole, usage des données par la société civile,  
encourager mémoires & thèses

**Axes prioritaires (détails contenus dans le rapport 2023)**

Transferts infranationaux (112 85 milliards)

Fiscalité minière / optimisation

Divulgateion des contrats extractifs

Modernisation et mise en ligne du cadastre minier

Bénéficiaires effectifs (31)-lutte contre les flux financiers illicites

Rôle de la mine solide (SONAMINES)

Traçabilité et gestion de l'or

## **RSE / RSO : DÉFINITION ET REPÈRES**

- **La RSE et la RSO** : notions liées, car **entreprises, organisations et institutions** ont des **responsabilités sociales**
  - . La contribution vise **les effets de l'organisation sur la société** et son **impact positif**.
- **Commission européenne (idée clé)** : la RSE/RSO = responsabilité envers les **effets sociaux** et **environnementaux**, avec un objectif de **développement durable**.
- Repères théoriques :
  - **Friedman (1970)** : maximiser les profits
  - **Freeman (1985)** : priorité aux **parties prenantes**
  - **Elkington (1990)** : **Triple Bottom Line = People, Planet, Profit**

## People , Planet & Profit

- **People (Social)** : Sécurité & santé au travail • Dialogue social (syndicats, prévention des conflits) • Communautés locales (éducation, santé, accès à l'emploi) • Diversité & inclusion (égalité des chances)
- **Planet (Environnement)** : Réduction carbone (sobriété énergétique) • Gestion de l'eau (baisse des prélèvements) • Préservation biodiversité (limiter l'impact) • Économie circulaire (réduire/réutiliser/recycler) • Prévention pollution (air, sol, eau)
- **Profit (Économie)** : Produire de la **valeur ajoutée**

## Gouvernance & utilité de la RSE/RSO (en pratique)

- **Objectifs "Gouvernance" / éthique**
- **Transparence & redevabilité** : reporting, traçabilité, communication honnête
- **Éthique des affaires** : lutte contre la corruption, respect des règles de conformité
- **Protection des consommateurs** : qualité, sécurité, respect des données
- **En pratique : à quoi ça sert ?**
- **Réduire les risques** : sociaux, environnementaux, juridiques, réputationnels
- **Créer de la valeur durable** : bénéfiques à long terme pour l'organisation et ses **parties prenantes**

# La pyramide de Carroll sur la RSE(1991)



## Acteurs de la RSE : national et international

- **1) Au plan national**
  - État & pouvoirs publics / autorités de régulation
  - Entreprises et parties prenantes internes
  - Collectivités territoriales
  - Organismes : normalisation, évaluation, contrôle
  - Société civile
  
- **2) Au plan international**
  - Organisations internationales : ONU, agences spécialisées,
  - Organisations de standardisation et de reporting ONG internationales
  - Syndicats et réseaux internationaux

## 1V-L'ITIE SOUS LE PRISME DE LA RSO

- CONCEPTS DE LA RSO
- ResearchGate (2026) : l'engagement volontaire à se comporter de manière appropriée, équitable et responsable envers l'environnement, approche qui prend en compte les aspects économiques, environnementaux et sociaux de manière équilibrée, à long terme et au bénéfice des parties prenantes actuelles et futures
- La norme internationale ISO 26000 (2010) : la responsabilité sociale consiste à agir en tenant compte des intérêts des **parties prenantes** et à rendre compte de ses impacts.
- .

**Edward Freeman (1984)** : Gestion des relations avec les *parties prenantes* en prenant en compte leurs intérêts. **John Elkington (1997), Commission Européenne (2001) contrat social et l'ONU (2011)** sont dans la même logique

## LA RSE/RSO DANS L'ITIE

- **1997** : Tony Blair arrive au pouvoir et met en place un programme politique axé sur **la bonne gouvernance**
- **2002** : **introduction de la gestion des matières premières & gouvernance**
- 2003 : lancement formel de l'initiative (ITIE)
- **2004** : Démarrage des premiers processus de mise en œuvre dans des pays pilotes, cadre de publication / validation.
- **2005** : Adhésion du Cameroun à l'ITIE sur instruction du Chef de l'Etat monsieur le Président de la République
  
- Démarches clés de l'ITIE depuis sa conception et le type de la RSO
- l'Etat s'intéresse au bien-être des populations au travers d'une gestion saine de ses ressources naturelles (RSO)

## **LES ATIVITES DE RSE/RSO DANS L'ITIE ET LEUR CATEGORIE**

- Les exigences de la norme ITIE 2023
  - Supervision par le groupe multipartite (GMP)
  - Cadre légal et institutionnel, contrats et licences
  - Suivi de la production
  - Collecte des revenus
  - Redistribution des revenus
  - Contributions économiques et sociales
  - Résultats et impact
-

## TABLEAU COMPARATIF DES VALEURS ENTRE RSE ET L'ITIE

Axe	RSE (entreprise)	ITIE (EITI)	Point commun
<b>Transparence</b>	Reporting ESG, pratiques & impacts	Publication paiements/recettes liées aux ressources	Transparence
<b>Intégrité / anti-corruption</b>	Éthique, conformité, lutte anti-fraude	Réduction du risque par divulgation + contrôle	Traçabilité & intégrité
<b>Gouvernance</b>	Systèmes internes : politiques, comités, conformité	Processus multi-acteurs + règles de publication	Cadre de décision/contrôle

## PISTES DE SUJETS DE MEMOIRES ET DE THESES

- 1) Effectivité des obligations sociales et environnementales (norme → impact territorial)
- 2) Lecture critique des dépenses sociales volontaires des entreprises pétrolières
- 3) Transparence extractive & redevabilité budgétaire
- 4) Gouvernance & lutte contre l'opacité
- 5) Communication institutionnelle ITIE : appropriation universitaire et citoyenne
- 6) Paiements infranationaux : enjeux de justice
- 7) Transition énergétique : ITIE et analyse climatique

## CONCLUSION

Cet exposé a voulu démontrer que depuis le début des travaux en 1997 par Le premier ministre Tony Blair et la société civile sur la gouvernance des ressources pétrolières, gazières et minières, la mise en place de l'ITIE en 2003 et l'adhésion du Cameroun en 2005, toute les activités de l'ITIE se fondent sur la responsabilité sociale.

Il existe donc une convergence entre l'ITIE la RSO aussi bien au niveau des pratiques que des acteurs. Les Etats en sont les principaux acteurs soucieux du bien-être des parties prenantes que sont les citoyens.

**Trusting that we have layed a  
foundation for future academic  
debates, we thank you for your  
keen attention**

The end

CONFÉRENCE-DÉBAT À L'UNIVERSITÉ DE DOUALA

L'ITIE SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO)

RÉALISATIONS RSE DES ENTREPRISES EXTRACTIVES DU PÉRIMÈTRE DE DÉCLARATIONS ITIE  
EN 2023

18 MAI 2026

Par Jules S. WACKMBALLA

Directeur des Relations Publiques et de l'Interface avec l'Administration - Société COTCO

## SOMMAIRE

- DÉFINITION RETENUE PAR LE COMITÉ  
ITIE SUR LES DÉPENSES SOCIALES
- VISION ET STRATÉGIE DE  
RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES  
ENTREPRISES – CAS DE COTCO
- RÉALISATIONS SOCIALES DES  
ENTREPRISES EXTRACTIVES EN 2023
- PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS



DÉFINITION RETENUE PAR LE COMITÉ ITIE SUR LES DÉPENSES SOCIALES

## DÉFINITION RETENUE PAR LE COMITÉ ITIE SUR LES DÉPENSES SOCIALES

Deux catégories de dépenses sociales :

- les dépenses sociales obligatoires, imposées par la réglementation, une convention minière ou un contrat pétrolier et
- les dépenses sociales volontaires, réalisées par les entreprises au titre de leur politique de Responsabilité Sociétale d'Entreprise, sans obligation contractuelle ou légale.

## VISION ET STRATÉGIE DE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES – CAS DE COTCO

Chacune des entreprises extractives a sa propre stratégie de responsabilité sociale.

### Vision

- COTCO s'engage à être une entreprise citoyenne.
- Elle maintient des normes éthiques élevée, respecte toutes les lois et réglementations applicables, et promeut les cultures locales et nationales.
- Par-dessus tout, son principal engagement est de mener des opérations sûres, fiables, respectueuses de l'environnement et compétitives.

### Stratégie

- COTCO a pour stratégie d'obtenir des résultats de développement positifs, à travers des activités que nous soutenons en faveur des communautés au sein desquelles nous menons nos opérations au Cameroun.
- Ces activités comprennent le renforcement des capacités, des projets, des contributions, des investissements socio-économiques ou des initiatives de développement communautaire financées directement par COTCO, ainsi que par d'autres donateurs.

**Les domaines clés d'action RSE de COTCO sont les suivants :** la santé communautaire; l'accès à l'eau; l'éducation; la protection de l'environnement et la conservation de la biodiversité; l'amélioration des conditions de vie des communautés et le soutien à l'économie locale; le sponsoring des événements culturels et sportifs.

RÉALISATIONS SOCIALES  
DES ENTREPRISES  
EXTRACTIVES EN 2023



RÉALISATIONS SOCIALES  
DES ENTREPRISES  
EXTRACTIVES EN 2023

COTCO – volet santé communautaire



Renovation et equipement du Centre Medical d'Arrondissement de Mvengue



**RÉALISATIONS SOCIALES  
DES ENTREPRISES  
EXTRACTIVES EN 2023**

COTCO – volet access à l'eau



Forage de Nkoteng

Forages à motricité d'énergie solaire construits en 2023 à Nkoteng et à Bipindi – retroctédés aux Mairies respectivement le 25 avril et 23 mai 2024



Forage de Bipindi

**RÉALISATIONS SOCIALES  
DES ENTREPRISES  
EXTRACTIVES EN 2023**

**COTCO – volet éducation**



Cérémonie de rétrocession d'un bâtiment de trois (3) salles de classe au CES de DOMPLA le 31 janvier 2023



RÉALISATIONS SOCIALES  
DES ENTREPRISES  
EXTRACTIVES EN 2023

COTCO – volet education



31 mai 2023: ceremonie de primes d'excellence scolaire à 456 élèves (3 premiers classés de chaque classe) des écoles primaires et secondaires publiques de l'Arrondissement de Djohong, département du Mbere



## Réalisations sociales des entreprises extractives en 2023

### COTCO – volet protection de l'environnement et conservation de la biodiversité

Depuis plusieurs années, COTCO apporte un soutien financier annuel volontaire à la Fondation pour l'Environnement et le Développement Economique du Cameroun (FEDEC) pour la mise en œuvre de ses programmes ci-après :

- **Parc de Campo Ma'an** : Lutte anti-braconnage, suivi écologique, réalisation de projet durables au bénéfice du parc ou des populations autochtones Bagyeli riveraines du parc.
- **Parc de Mbam et Djerem (PNMD)** : Lutte anti-braconnage, suivi écologique, réalisation de projets durables au bénéfice du parc ou des populations autochtones Mbororo riveraines du parc.
- **Plan Pour les Peuples Autochtones Vulnérables**: Education, sante, agriculture, citoyenneté des Bakola/Bagyeli vivant dans la zone de mise en œuvre du Plan pour les populations autochtones, réalisation de projets durables au bénéfice des populations autochtones Bakola Bagyeli riveraines du pipeline Tchad-Cameroun.



Bâtiment scolaire construit à l'école publique du quartier Aviation de Mbakaouo (PNMD)



Pensionnaires du foyer de Ngoyang dans la salle d'études



Distribution de PIF à Nnemeyong



Pepinière communautaire d'Efoulan

RÉALISATIONS SOCIALES  
DES ENTREPRISES  
EXTRACTIVES EN 2023

COTCO – volet soutien à l' économie local



Cérémonie officielle de mise en production du projet miel des Pics du Mayo-Rey dans les villages de Yandea et Bakari - le 30 janvier 2023



## RÉALISATIONS SOCIALES DES ENTREPRISES EXTRACTIVES EN 2023

COTCO – volet soutien à l' économie local



Une vue du désherbage de l'emprise du pipeline au village Nkoayos

Désherbage de l'emprise du pipeline par les comités de développement des villages riverains du pipeline



Une vue du désherbage de l'emprise du pipeline au village Koukouni

# Réalisations sociales des entreprises extractives en 2023

## COTCO – volet événements culturels et sportifs

Soutien à l'organisation du festival culturel Nguma Mabi à kribi et à celle du festival culturel Ngondo a Douala

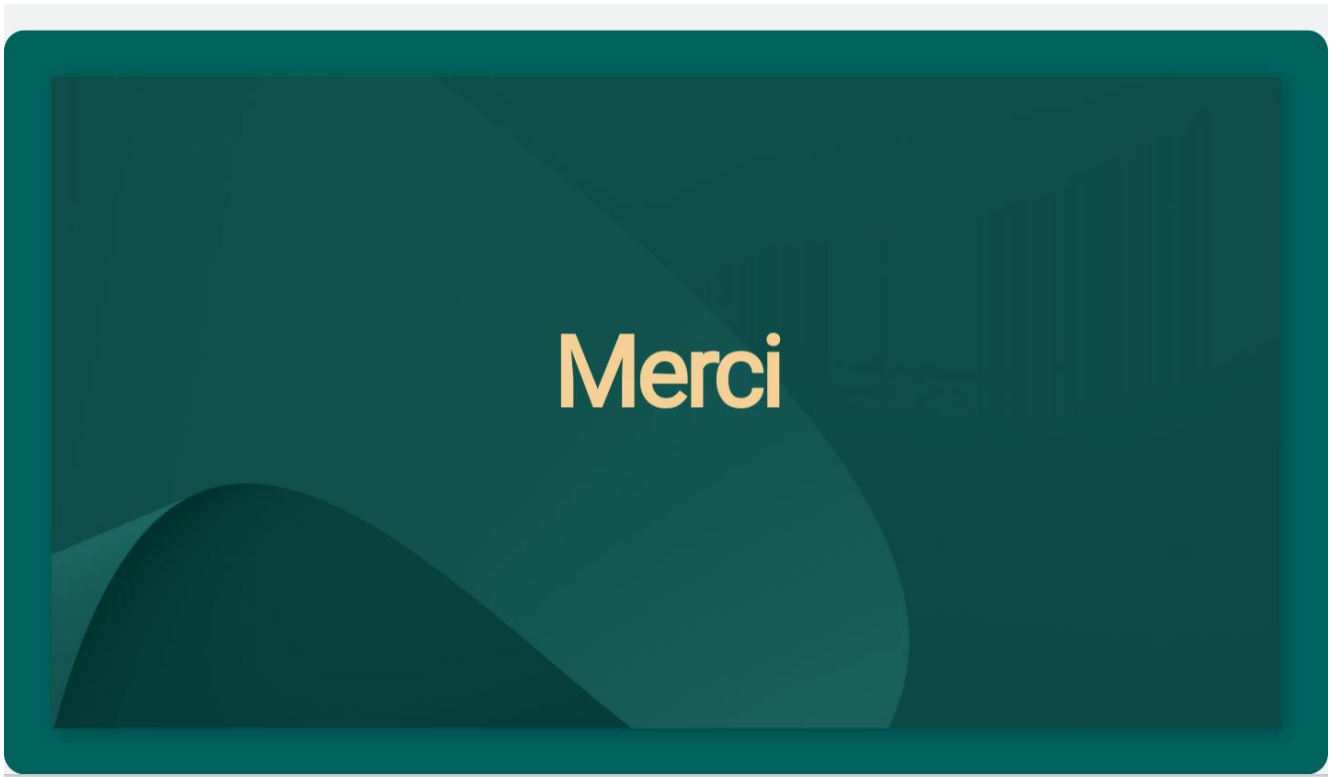


Festival culturel  
Nguma Mabi 2023 à  
kribi



## • PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

- ✓ Publier des rapports RSE annuels basés sur des indicateurs de performance vérifiables;
- ✓ Faire un suivi de la durabilité des différents projets et leurs appropriations par les communautés bénéficiaires.



# **PREPARATION MATERIELLE DE LA CONFERENCE - DEBAT**



## Conférence Débat sur le thème :

“ L’Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) sous le prisme de la RSE ”



**Pr. Thomas ATENGA,**  
Professeur  
des universités,  
Intervenant



**Dr. Blasius NGOME,**  
Expert en communication  
des organisations,  
Intervenant



**Victor Aristide MIMBANG,**  
Directeur des Mines,  
Représentant du Ministre des  
Mines, Intervenant



**Pr. Georges MADIBA,**  
Professeur  
des universités,  
Modérateur

### Les travaux

**Exposé sur la Communication des Organisations**  
Par Pr. Thomas ATENGA

**L'ITIE sous le prisme de la responsabilité sociale des organisations**  
Par Dr Blasius NGOME

**Contribution de l'ITIE à l'économie du Cameroun**  
Par le Directeur des Mines, Représentant le Ministre en charge des Mines (MINMIDT)  
Aristide MIMBANG - Intervenant

**Ouvert à tous**  
(étudiants, enseignants, professionnels, grand public)

677 33 33 77

**18 Mai**  
**2026**  
Université de Douala  
11H00 - 13H00

Limbe, 22 Avril 2026

**GUIDE POUR L'ORGANISATION DE LA CONFERENCE-DEBAT A 'UNIVERSITE  
DE DOUALA LE 12 MAI 2026**

<b>ITEM</b>	<b>RESPONSABLE</b>		<b>ETAT</b>
<b>1-COORDINATION GENERALE</b>			
• Veiller au bon déroulement de la cérémonie ;	Pr. Atenga	30/4/2026	
Obtenir les autorisations a UDo	Pr. Atenga	/	
• Assurer le suivi des différentes commissions ;	Dr. Ngome	30/4/2026	
• Apporter toute information complémentaire aux responsables des commissions en cas de besoin ;	Dr. Ngome	30/4/2026	
• Coordonner les réunions préparatoires ;	Dr. Ngome	30/4/2026	
• Veiller au respect du programme ;	Mme Abega	30/4/2026	
<b>11-TRANSPORT ET LOGISTIQUE</b>		30/4/2026	
• Veiller au choix de la salle et à la mise en place des participants à l'événement (chaises, tables)	Pr. Atenga/ Dr. Edimo	30/4/2026	
• S'assurer de la disponibilité du matériel (banderoles, sonorisation, fleurs etc.;		30/4/2026	
• Veiller à la conformité entre les données du contrat de location des matériels et la réalité sur le terrain ;	Anne Amagne	30/4/2026	
• Veiller à la disponibilité d'un groupe électrogène ;	Mr. Eyango	30/4/2026	
• Veiller à la disponibilité des lieux d'aisance (toilettes, papiers hygiénique) ;	Mr. Eyango	30/4/2026	
• Veiller à la disponibilité, décapsuleurs et autres consommables utilitaires ;	Dr. Meshi	30/4/2026	
• Veiller à la restitution du matériel en qualité et en quantité après la cérémonie ;	Mr. Eyango	30/4/2026	
• Organiser le moyen de déplacement	Dr. Meshi	30/4/2026	
<b>111- PROTOCOLE</b>		30/4/2026	

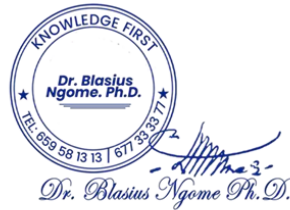
2 | Page

• Sélectionner les hôtesse et stewards pour la cérémonie ;	Dr. Edimo/Meshi/Amagne	30/4/2026	
• Etablir la liste des invités ;	Anne Amagne	30/4/2026	
• Élaborer le plan de salle et le plan de table ;	Amagne/Dr. Meshi	30/4/2026	
• Accueillir et guider les invités avant, durant et après la cérémonie ;	Hôtesse	30/4/2026	
• Location sonorisation	• Dr. Edimo	30/4/2026	•
• Confection banderole + fil	• Dr. Meshi	30/4/2026	•
• Montage des banderoles	• Mr. Eyango	30/4/2026	•
<b>IV - SECURITE</b>		30/4/2026	
• Assurer la sécurité des biens et des personnes ;	Mr. Eyango	30/4/2026	
• Mettre sur pieds une équipe de sécurité autour des différents sites de l'événement ;	Mr. Eyango	30/4/2026	
• Matérialiser un espace externe pour tenir lieu de parking ;	Mr. Eyango	30/4/2026	
• Veiller au parking ;	Mr. Eyango	30/4/2026	
		30/4/2026	
<b>V - COMMUNICATION</b>		30/4/2026	
<b>.Concevoir le plan media (Journalistes à inviter)</b>	Mme Ahoupe/Bissou	30/4/2026	
<b>.Produire un dossier de presse</b>	Mme Ahoupe/Bissou	30/4/2026	
• Confectionner les chevalets de table,	Dr. Meshi/Amagne	30/4/2026	
• Designer un modérateur	Pr. Madiba	30/4/2026	
• Concevoir le programme de la cérémonie ;	Dr. Ngome/Mme Abega	30/4/2026	
Confectionner le programme/Infographie	Jules Mballa	30/4/2026	
• Identifier un photographe et un cameraman ;	Mme Abega	30/4/2026	
• Concevoir le plan photos pour chaque articulation de la cérémonie ;	Mme Tchankoue	30/4/2026	
• Créer un groupe WhatsApp pour la coordination des actions du comité d'organisation;	M. Bissou	30/4/2026	
• distribuer les T-shirts	Dr. Edimo/Dr. Meshi	30/4/2026	
<b>VI - BOISSONS</b>		30/4/2026	
• Assurer l'achat des boissons + eau à distribuer aux panelistes et	Amagne/Dr. Meshi	30/4/2026	

Page 2 of 3

3 | Page

invites d'honneur ;			
<b>V11 - HYGIENE ET SALUBRITE</b>		30/4/2026	
• Mettre à jour les différents sites de l'évènement ;	Dr Edimo/ Mr. Eyango	30/4/2026	
• Veiller au nettoyage des différents sites avant, pendant et après l'évènement ;	Dr Edimo/ Mr. Eyango	30/4/2026	
• Veiller à la propreté des toilettes pendant et après l'évènement	Dr Edimo/ Mr. Eyango	30/4/2026	



KNOWLEDGE FIRST  
 Dr. Blasius  
 Ngome. Ph.D.  
 TEL: 059 58 13 13 | 671 33 33 77  
 Dr. Blasius Ngome Ph.D.



# ROUND TABLE CONFERENCE

## THEME

« THE EXTRACTIVE INDUSTRIES TRANSPARENCY INITIATIVE (EITI) THROUGH THE LENS OF CORPORATE SOCIAL RESPONSIBILITY (CSR). »




May 18, 2026



11 a.m.–1 p.m.



University of Douala

### FORMAL CEREMONY

- 10:30 a.m.: Arrival of the students
- Arrival of EITI Committee Members
- Arrival of the teaching staff
- Arrival of LACOCOM Members
- Arrival of the facilitators of the conference-debate
- Arrival of Representatives from MINMIDT and MINFI
- Arrival of the head of the communications department
- Arrival of the Dean of the Faculty of Arts and Humanities
- 11:00 a.m.: Singing of the National Anthem
- Welcome Address from the Dean of the Faculty of Arts and Humanities University of Douala or his representative
- Message from the representative of the MiFI
- Suspension of the session
- Family photo

### WORKS

- Presentation on Organizational Communication by Professor Thomas Atenga
- The EITI through the lens of corporate social responsibility by Dr. Blasius Ngome.
- Contribution of the EITI to the Cameroonian economy by the Director of (MINMIDT), Mr. Aristide Mimbang
- Question and Answer Session

☎ 677 33 33 77



# CONFERENCE-DEBAT

## THEME

« L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO). »



---



**18 Mai 2026**



**11H-13H**



**Université de douala**

---

**PARTIE PROTOCOLAIRE**

- 10h30 : Arrivée des étudiants
- Arrivée des membres du comité ITIE
- Arrivée du corps Enseignant
- Arrivée des Membres de LACOCOM
- Arrivée des Animateurs de la conférence-débat
- Arrivée des Représentants du MINMIDT et MINFI
- Arrivée du chef de département communication
- Arrivée du doyen de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines
- 11h00 : Exécution de l'hymne national
- Mot de Bienvenue du Doyen de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines l'Université de Douala ou de son représentant
- Mot du représentant du MINFI
- Suspension de la séance
- Photo de famille

**TRAVAUX**

- Exposé sur la Communication des organisations par professeur Thomas Atenga.
- L'ITIE sous le prisme de la responsabilité sociale des organisations par Dr, Blasius Ngome.
- Contribution de L'ITIE a l'économie du Cameroun par le directeur des mines au MINMIDT, Monsieur Aristide Mimbang
- Séance des questions réponses

 **677 33 33 77**







Tee-Shirt model 1



CAMEROUN  
**EITI**  
CAMEROON

Conférence  
**Débat sur le  
Thème :**

“*L’Initiative pour  
la Transparence dans  
les Industries Extractives  
(ITIE) sous le prisme  
de la RSO*”

Mai  
**2026**



CAMEROUN  
**EITI**  
CAMEROON

Round Table  
**Conference  
Theme :**

“*Extractive Industries  
Transparency  
Initiative (EITI)  
under the prism  
of CSR*”

Mai  
**2026**



# CONFÉRENCE-DÉBAT

**THÈME: INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE  
DANS LES INDUSTRIES EXTRACTRIVES SOUS LE  
PRISME DE LA RSE**

**Date: 18 mai 2026**

**Lieu: Université de Douala**

**ENSET ,AMPHI 300**

**Heure:11h00 à 13h00**

# Jour J-7











**CAMEROUN  
EITI  
CAMEROUN**



**LACOCOM**  
Laboratoire d'Analyse  
Chimique et Géochimique



		<p><b>“L’Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) sous le prisme de la RSO”</b></p>		
		<p><b>“Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) under the prism of CSR”</b></p>		

### 1. Processus de collecte et de publication des données ITIE

Au cours des années écoulées, la mise en œuvre de l'ITIE a permis d'atteindre les résultats et impacts suivants :

- La publication régulière d'une information de qualité (fiable et pertinente) sur le secteur extractif ;
- L'implication de la Chambre des Comptes dans le processus de fiabilisation des données ITIE ;
- La désagrégation des données ITIE qui permet de connaître la contribution de chaque entreprise extractive tant au niveau local que national ;
- L'intégration de la mine solide puis de l'artisanat minier dans les Rapports ITIE ;
- La prise en compte des bénéficiaires effectifs dans les Rapports ITIE.

### 2. Parties prenantes à la mise en œuvre de l'ITIE

Le rôle des parties prenantes au processus ITIE s'est étoffé avec le temps, ce qui a permis d'observer les évolutions suivantes :

- Le renforcement de la redevabilité des entités déclarantes ;
- Le renforcement des capacités de la société civile pour un meilleur suivi de la gouvernance du secteur extractif ;
- Le renforcement de l'efficacité des administrations chargées de la gestion du secteur extractif.

### 3. Débat public autour de la gouvernance du secteur extractif

L'accès à l'information pétrolière, gazière et minière a :

- libéré la parole des citoyens par rapport aux questions concernant l'exploration, l'exploitation et l'exportation des ressources naturelles ;
- permis que les données ITIE soient de plus en plus utilisées par la société civile ;
- encouragé un nombre sans cesse croissant d'étudiants à faire des mémoires et des thèses sur l'ITIE.

### 4. Réformes du secteur extractif

Les recommandations des Rapports ITIE ont :

- mis en évidence la problématique des transferts infranationaux qui fait désormais l'objet d'une attention

particulière de la part de la société civile et des régies financières ; ce sujet a toute sa place dans un contexte de décentralisation ;

- contribué à l'optimisation de la fiscalité minière dans le cadre des lois des finances et du code minier ;
- mis l'accent sur la problématique de la divulgation des contrats extractifs qui est désormais prise en compte dans la loi N° 2018/011 du 11 juillet 2018 portant Code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun (cf. article 6) ;
- contribué à la modernisation et à la mise en ligne du cadastre minier ;
- permis une nette évolution du Cameroun sur le chantier de la divulgation des bénéficiaires effectifs à travers la prise de la Décision n°00000723 MINFI/DGI du 21 octobre 2022 ainsi que la production d'un guide du bénéficiaire effectif. Ces efforts visent à accompagner le pays à l'examen par les pairs du Forum Mondial pour la transparence et l'échange en matière de renseignements à des fins fiscales en vue de renforcer la lutte contre les flux financiers illicites ;
- mis en évidence la faible contribution de la mine solide à l'économie nationale en dépit du fort potentiel du pays ; la création de la Société Nationale des Mines (SONAMINES) devrait contribuer à remédier à cette situation ;
- permis la prise d'une instruction ministérielle visant la comptabilisation et la répartition du stock d'or matière collecté auprès du Cadre d'Appui et de Promotion de l'Artisanat Minier (CAPAM) au titre de divers impôts et taxes.
- à la prise des mesures par le MINMIDT pour assurer la traçabilité de l'or.

**Contacts**  
BP : 11065 Yaoundé  
Siège : Nouvelle route Bastos, à côté de la Banque Mondiale

**Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)**  
Site internet : [www.eiticameroun.org](http://www.eiticameroun.org)

### 1. L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)

L'ITIE est un standard international qui promeut une gestion ouverte et responsable des ressources pétrolières, gazières et minières. Plus d'une cinquantaine de pays répartis sur quatre (4) continents (Afrique, Europe, Amérique et Asie) mettent en œuvre l'ITIE. Les ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz et les mines solides appartiennent aux citoyens. Pour s'assurer que lesdites ressources profitent à tous, la Norme ITIE fait le suivi de la chaîne de valeurs des industries extractives.

La supervision de la mise en œuvre de l'ITIE est assurée par un conseil d'administration et un secrétariat international qui en est la cheville ouvrière. Le siège de l'ITIE est à Oslo (Norvège).

[Version d'avril 2026]

## II. La Norme ITIE

La mise en œuvre de cette initiative est régie par la Norme ITIE qui comprend notamment les Principes de l'ITIE, les Exigences, un aperçu de la Validation et le Protocole relatif à la participation de la société civile. Elle consiste essentiellement à collecter et à fiabiliser des informations relatives à l'exploration, l'exploitation et l'exportation des ressources naturelles, à publier lesdites informations de manière détaillée et sur une base annuelle, à les diffuser le plus largement possible afin de nourrir le débat public sur la gouvernance du secteur extractif. Adoptée en 2013, la Norme ITIE a déjà été révisée en 2016, en 2019 et 2023.

## III. L'ITIE au Cameroun

### 1.1. Dates clés de la mise en œuvre de l'ITIE Juin 2005:

- Adhésion, sur les Très Hautes Instructions du Président de la République
- Mise en place des premières structures de mise en œuvre de l'ITIE par décret n°2005/2176/PM du 16 Juin 2005
- Novembre 2007 : Obtention du statut de pays candidat
- Octobre 2013 : Obtention du statut de pays conforme
- Janvier 2021 : Décision du conseil d'administration de l'ITIE suite à la dernière Validation du Cameroun
- Juin 2023 : Adoption d'une nouvelle édition de la Norme ITIE
- Janvier 2024 : Prise du décret ITIE de janvier 2024 portant création, organisation et fonctionnement du Comité de suivi de la mise en œuvre de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives

## 2. Structures de mise en œuvre de l'ITIE

En application du décret ITIE de Janvier 2024, le suivi de la mise en œuvre de l'ITIE incombe au Comité ITIE ; pour l'accomplissement de ses missions, il dispose d'un Secrétariat Permanent.

- **Le Comité ITIE**  
C'est un groupe multipartite (gouvernement, entreprises extractives privées et société civile) qui est chargé de définir la politique de mise en œuvre de l'ITIE au Cameroun et de suivre son exécution. Il est présidé par le Ministre chargé des finances ; le Ministre chargé des mines en est le Vice-président.
- **Le Secrétariat Permanent**  
C'est la cheville ouvrière du Comité ITIE ; cette structure est placée sous la direction d'un Secrétaire Permanent nommé par arrêté du Ministre chargé des finances.

## 3. Communication

Le Comité ITIE doit s'assurer que les divulgations du gouvernement et des entreprises extractives privées sont compréhensibles, activement promues, accessibles au public et contribuent au débat public. Le gouvernement, les parlementaires, la société civile, les entreprises extractives privées, les étudiants, les médias et les populations riveraines des zones d'activité extractive constituent les principaux publics cibles.

## 3. Suivi-évaluation de la mise en œuvre de l'ITIE

Le Comité ITIE assure l'évaluation de la mise en œuvre de l'Initiative sur une base annuelle. A cet effet, il documente les résultats et impacts obtenus dans le Rapport Annuel d'Avancement.

En outre, le conseil d'administration de l'ITIE assure l'évaluation de l'efficacité du processus à travers la Validation qui est un mécanisme d'assurance-qualité visant le respect de la Norme ITIE dans son intégralité.

En novembre 2024, le conseil d'administration de l'ITIE a révisé la grille d'évaluation des pays avec l'introduction d'une évaluation à mi-parcours. Au terme de la VALIDATION, chaque pays mettant en œuvre l'ITIE reçoit un score global qui est une moyenne des scores des trois composantes afférentes aux résultats et à l'impact, à l'engagement des parties prenantes et à la transparence.

## VI-Résultats et impact de l'ITIE au Cameroun

L'impact de l'ITIE au Cameroun est perceptible à plusieurs niveaux : sur le processus de collecte et de publication des données ITIE, sur les parties prenantes à la mise en œuvre de l'ITIE, sur le débat public autour de la gouvernance du secteur extractif et sur les réformes dudit secteur.

## IV. Objectifs de l'ITIE au Cameroun

Le décret de janvier 2024 dispose que : « le Comité ITIE est un organe qui vise à promouvoir la bonne gouvernance, la transparence et la redevabilité dans la gestion des ressources naturelles au bénéfice de tous les citoyens. A cet effet, il supervise la mise en œuvre au Cameroun de la Norme ITIE dans le respect des lois et règlements en vigueur ». Pour ce faire, le Comité ITIE adopte annuellement et exécute un Plan de travail qui doit prendre en compte les priorités nationales.

## V.Principaux axes de la mise en œuvre de l'ITIE

### 1 Collecte des données ITIE

Le Comité ITIE doit assurer la collecte et la fiabilisation des informations relatives à l'exploration, l'exploitation et à l'exportation des ressources naturelles, y compris les informations contextuelles. Les informations ainsi collectées font l'objet de la publication du Rapport ITIE sur une base annuelle.

### 2. Publication des Rapports ITIE

Le Cameroun a publié quinze (15) Rapports ITIE au titre des exercices 2001/2004, 2005, 2006/2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023.

		<p>Conférence   Round Table Débat sur le thème :   Conference theme :</p> <p><i>“L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) sous le prisme de la RSE”</i></p> <p><i>“Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) under the prism of CSR”</i></p>								

# **COVERTURE MEDIATIQUE**

## Transparence dans les industries extractives : l'ITIE Cameroun interpelle les futurs communicants à l'Université de Douala

C'est dans un Amphithéâtre 300 comble que s'est tenue lundi 18 mai 2026 à l'Enset, campus 2 de l'Université de Douala, une conférence-débat sur un sujet qui touche directement aux fondements de l'économie camerounaise : la transparence dans les industries extractives. Organisé sous le thème : **“L'ITIE sous le prisme de la RSE”**.



L'événement a réuni étudiants en communication, enseignants-chercheurs et praticiens du secteur, autour d'une question centrale — comment mieux informer, former et mobiliser sur la gouvernance des ressources naturelles ? Le ton a d'emblée été donné par le Pr **Thomas Atenga**, chef du Département de Communication de la **Faculté des lettres et sciences humaines** (Fish) de l'Université de Douala. En développant le concept d'extractivisme, il a souligné une tendance lourde : celle des organisations, notamment extractives, à « *silencier* »

leurs pratiques dommageables. Un constat qui place la communication — et les futurs journalistes et communicants présents dans la salle — au cœur des enjeux de gouvernance économique. À l'heure de l'intelligence artificielle, les défis de la communication organisationnelle autour de ces industries n'en sont que plus aigus.

C'est le Dr **Blasius Ngome**, représentant de l'**Union des Journalistes du Cameroun** à l'ITIE, qui a livré l'exposé le plus attendu. Après avoir défini les contours de l'ITIE, de la RSE et de la RSO, il a partagé un résultat de vox-pop révélateur : l'ITIE reste « *peu connue* » du grand public, et la RSE se confond souvent avec la RSO dans les esprits. Un déficit de notoriété qui contraste avec le rôle pourtant décisif de l'initiative. Rappel des faits : le Cameroun adhère à l'ITIE en 2005, engagement pris directement par le chef de l'État pour rendre le secteur extractif transparent. Mais en 2024, malgré un score de 53 %, le pays a été suspendu de l'initiative — un signal d'alarme que les intervenants n'ont pas esquivé.

L'ITIE collecte, fiabilise et publie les données relatives à l'exploitation des ressources naturelles — pétrole, gaz, mines. Quinze rapports ont déjà été publiés, couvrant les exercices de 2001 à 2021. Des données qui, selon Dr **Ngome**, pourraient alimenter des recherches académiques de master et de doctorat, avec un possible financement de l'ITIE à la clé — une perspective visiblement bien accueillie par l'amphithéâtre.

### **La RSE sur le terrain : le cas Cotco**

**Jules Wack Mballa**, directeur des relations publiques de **Cotco**, a illustré concrètement ce que signifie la responsabilité sociale dans le secteur extractif camerounais. S'appuyant sur les données du rapport ITIE 2023, il a décrit les actions menées par la compagnie pétrolière le long du pipeline Tchad-Cameroun : éducation, accès à l'eau potable via des forages solaires, amélioration agricole, soutien à des événements culturels et sportifs... **Cotco** interagit ainsi avec 228 villages riverains du pipeline, auxquels s'ajoutent 18 villages côtiers à Kribi, tous considérés comme « *partenaires* ». Une approche qui illustre, selon lui, que chaque entreprise du secteur développe sa propre stratégie RSE — avec des résultats variables.

La dimension politique et sécuritaire a aussi été posée sans détour. « *Tout ce qui se passe à l'Est de la RDC — des pillages, des formes d'extraction qui ne tiennent pas compte des communautés locales — peut être source de déstabilisation si rien n'est fait* », a averti le Pr **Atenga**, intervenant à la conférence-débat, appelant les médias à s'emparer de ces questions. Une mise en garde qui résonne dans un contexte régional tendu.

Du côté institutionnel, Dr **Blasius Ngome** a tenu à souligner l'engagement de l'État : « *Le rôle de l'État est que les citoyens profitent largement de leurs ressources naturelles.* » La conférence elle-même n'aurait pas vu le jour sans l'implication du ministre camerounais des Finances **Louis-Paul Motazé** et du ministre des Mines, de l'Industrie et du développement technologique par intérim, Pr **Fuh Calistus Gentry**, a-t-il précisé.

Une séance d'échanges nourris avec les étudiants a clôturé la séance — signe que la nouvelle génération de communicants camerounais entend bien s'approprier les enjeux communicationnels sur les industries extractives.

## University of Douala: Students Drilled on Extractive Industries' Potentials

The University of Douala on Monday, May 18, 2026, hosted a high-level roundtable conference for students and professionals in the communication department. Held under the theme “The Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) through the Prism of CSR (Corporate Social Responsibility),” the three-hour deliberation brought together seasoned communication experts and was chaired by Dr. Ngome Blasius. In his keynote presentation, Prof. Thomas Atenga enlightened participants on why the government of Cameroon must jealously safeguard its extractive industry. Professor Atenga traced the critical framework of “extractivism,” noting it was popularized by researchers in South America to analyze the systematic exploitation of natural resources by Global North corporations. Today, however, the concept is vital for local populations to understand resistance, community impact, and post-extractivist alternatives. “When we talk about capitalism and resource management, we are talking about a process of value production that drives market extraction,” Atenga explained. “Today, this often manifests as resource predation, which severely disrupts the livelihoods of local populations affected by these activities.” He challenged the audience to look inward, noting that extractivism is no longer just driven by Western companies, but also by local actors participating in these processes. He urged future communicators to analyze how resource extraction alters the socio-economic organization of territories, communication ecosystems, and local cultures. In addition, Prof. Atenga highlighted that companies in the extractive sector often operate in a complex political and liberal space, sometimes deploying communication strategies to obscure harmful practices or deflect public discredit. To counter this, he outlined three pillars of communication required to tackle the extractivism crisis: Re-evaluating how companies engage ethically with the public. Ensuring robust, objective journalistic coverage. Ensuring local communities are actively participating in decisions, rather than being sidelined. “The first challenge is awareness and information. The second is community participation,” Atenga emphasized, pointing to the ongoing resource-driven conflicts in the eastern Democratic Republic of Congo as a warning sign. “If local communities who bear the brunt of environmental damage—are not educated and included, resource extraction becomes a recipe for national destabilization. The media has a fundamental duty to inform, educate, and raise awareness.” Taking the floor, Dr. Blasius Ngome shed light on the mechanics of the extractive sector and its macroeconomic importance to Cameroon. He reminded the audience that Cameroon’s adherence to the EITI framework represents a top-down state commitment to fighting corruption and ensuring resource transparency.

Responding to questions about how citizens directly benefit from oil, gas, and mining revenues, Dr. Ngome clarified the mechanisms of state wealth redistribution. "It is logistically impossible to distribute cash from the extractive sector to every Cameroonian individually," Dr. Ngome stated. "Instead, the state injects these revenues directly into the national community through the annual state budget. This is how citizens benefit through the construction of public infrastructure like roads, schools, and hospitals." Nevertheless, Dr. Ngome emphasized that the conference's ultimate goal was to demystify the extractive sector and Corporate Social Responsibility for the university community. He challenged the undergraduate and postgraduate students to take ownership of these contemporary issues through rigorous academic research. "We would be deeply fulfilled if students took it upon themselves to conduct Master's and PhD research on the EITI framework," Dr. Ngome remarked. "In fact, we have already registered our first student who is willing to carry out their thesis research on the EITI. This is a massive win, as their scholarly work will help educate the wider Cameroonian public on how this vital sector operates and how they can benefit from it." The roundtable conference concluded with high engagement, drawing a massive crowd of both student communicators and practicing media professionals eager to bridge the gap between communication theory and natural resource governance.

## By Henry Wana

# Transparence dans les industries extractives : Des étudiants de l'Université de Douala encouragés à embrasser la filière

**L'amphi 300 de l'Ecole nationale supérieure de l'enseignement technique de l'Université de Douala a servi de cadre à une conférence-débat sur un domaine sensible de l'économie camerounaise : la transparence dans les industries extractives. Conférence-débat organisée sous le thème : "L'ITIE sous le prisme de la RSE".**

L'événement a réuni étudiants en communication, enseignants-chercheurs et praticiens du secteur extractif autour d'une question centrale : comment informer, former et mobiliser sur la gouvernance des ressources naturelles ? Le ton a été donné par le Pr Thomas Atenga, chef du Département de Communication de la Faculté des lettres et sciences humaines (Flsh) de l'Université de Douala. En développant le concept de l'« extractivisme », le Professeur a souligné une tendance lourde : celle des entreprises extractives, à dénoncer leurs pratiques dommageables. Un constat qui place le traitement de l'actualité liée aux industries extractives au cœur des enjeux de la nouvelle gouvernance économique prônée par le ministre des finances, Louis Paul Motaze. Pour le Pr Atenga, le premier enjeu d'abord l'information autour de l'activité, la sensibilisation des communautés concernées par les problèmes d'extractivisme, ensuite amener à une participation plus active des dites communautés locales autour des industries extractives dans la mesure où ce sont les premières personnes par les dommages environnementaux que cause l'activité. Et les rôles des médias justement est de dénoncer les manquements qui peuvent les autorités à prendre un certain nombre de mesures.

Au pupitre de l'amphi, Dr Blasius Ngome, représentant de l'Union des Journalistes du Cameroun à l'ITIE, qui a livré l'exposé le plus attendu à savoir les contours de l'ITIE, de la Responsabilité sociale des entreprises ainsi que celle des organisations autour de l'activité, il a parlé d'un secteur « **peu connue du grand public** ». Un déficit de notoriété qui contraste avec le rôle pourtant décisif de l'initiative. A titre d'information, le Cameroun adhère à l'ITIE en 2005, engagement pris directement par le chef de l'État pour rendre le secteur transparent. D'après le Dr Blasius Ngome, le rôle de l'Etat c'est de veiller à ce qu'il n'y ait de corruption dans le domaine ; l'Etat voudrait que les citoyens profitent de leurs ressources naturelles que sont le pétrole, le gaz, les mines, et c'est la raison d'être de cette conférence-débat autour de la transparence, une initiative voulue par le ministre des finances, qui vise à impliquer les étudiants et les journalistes à s'intéresser davantage à ce secteur.

Le rôle de l'**ITIE** c'est de collecter, fiabiliser et publier les données relatives à l'exploitation des ressources naturelles : pétrole, gaz, mines. Et jusqu'ici 15 rapports ont déjà été rendus publics, couvrant les exercices de 2001 à 2021. Des données qui, selon Dr Ngome, pourraient alimenter des recherches académiques de master et de doctorat, avec un possible financement de l'ITIE à la recherche académique et professionnelle.

### **L'exemple de la Cotco**

Jules Wack Mballa, directeur des relations publiques de Cotco, a illustré concrètement ce que signifie la responsabilité sociale dans le secteur extractif camerounais. S'appuyant sur les données du rapport ITIE 2023, il a décrit les actions menées par la compagnie pétrolière le long du pipeline Tchad-Cameroun : éducation, accès à l'eau potable via des forages solaires, amélioration agricole, soutien à des événements culturels et sportifs. Bon à savoir, Cotco interagit ainsi avec 228 villages riverains du pipeline, auxquels s'ajoutent 18 villages côtiers à Kribi, tous considérés comme « *partenaires* ». Une approche qui illustre selon l'expert, que chaque entreprise du secteur peut développer sa propre stratégie RSE, avec des résultats variables, et c'est d'ailleurs le cas pour bon nombre d'entre elles.

La dimension politique et sécuritaire a aussi été posée sans détour. « ***Tout ce qui se passe à l'Est de la RDC, des pillages, des formes d'extraction qui ne tiennent pas compte des communautés locales – peut être source de déstabilisation si rien n'est fait*** », a averti le Pr Thomas Atenga, intervenant à la conférence-débat, appelant les médias à s'emparer de ces questions. Une mise en garde qui résonne dans un contexte régional tendu.

Du côté institutionnel, « ***Le rôle de l'État est que les citoyens profitent largement de leurs ressources naturelles*** », affirme Dr Blasius Ngome. La conférence elle-même n'aurait pas vu le jour sans l'implication du ministre camerounais des Finances Louis-Paul Motazé et celui des Mines, de l'Industrie et du développement technologique par intérim, Pr Fuh Calistus Gentry, confie-t-il aux médias. Une séance d'échanges nourris avec les étudiants a clôturé la séance, signe que la nouvelle génération de communicants camerounais entend bien s'approprier les enjeux communicationnels sur les industries extractives.

### **Rodrigue TCHOKOUAHA**

Douala:

## EITI engages students on transparency in extractive industries

By Elizabeth Banyitabi

Students of the University of Douala have been encouraged to take greater interest in Cameroon's extractive industries sector and pursue academic and professional careers linked to transparency, governance and corporate accountability.

The call was made during a conference-debate organised by the Extractive Industries Transparency Initiative, EITI Cameroon, which took place on Monday, May 18, at Lecture Hall 300 of the National Higher School of Technical Education, ENSET, Campus II of the University of Douala.

Held under the theme: "The EITI Through the Lens of Corporate Social Responsibility, CSR", the event brought together communication students, lecturers, researchers, journalists and actors of the extractive sector to reflect on the role of transparency, communication and public accountability in the management of Cameroon's natural resources.

Organisers disclosed that the conference-debate falls within Requirement 7.1 of the EITI Standard 2023 relating to public debate and citizen engagement.

They said the event was organised under the supervision of the President of the EITI Committee, Minister of Finance, Louis Paul Motaze, with the Interim Minister of Mines, Industry and Technological Development, Prof Fuh Calistus Gentry, serving as Vice President of the initiative.

The organisers did not fail to

acknowledged the support of both ministers in facilitating the conference and promoting transparency in the sector.

Speaking at the opening of the conference, Prof Thomas Atenga, Head of the Department of Communication at the Faculty of Arts and Humanities of the University of Douala, stressed the need for the media and communication professionals to play a central role in exposing harmful practices linked to extractive activities.

Developing the concept of "extractivism", Prof Atenga noted that many companies in the sector increasingly attempt to silence or minimise the negative consequences of their activities on communities and the environment.

According to him, communication on extractive governance is now a major challenge in modern economic governance, especially in the era of artificial intelligence and digital information.

"The first challenge is to inform the public, educate communities affected by extractive activities and encourage citizen participation in the management of natural resources," he stated.

Prof Atenga warned that if issues surrounding extractive industries are poorly managed, they could become sources of instability, citing the situation in the eastern Democratic Republic of Congo where illegal and unregulated exploitation of minerals continues to fuel insecurity and conflict.

He urged future journalists

and communication experts to use the media as a tool to denounce shortcomings and stimulate government action in favour of affected communities.

### EITI still little known to public

One of the major presentations of the conference was delivered by Dr Blasius Ngome, representative of Cameroon Union of Journalists, CUJ, to EITI. Dr Ngome regretted that despite the importance of the initiative, EITI remains largely unknown to the general public in Cameroon.

He explained that Cameroon joined the EITI in 2005 following a commitment by President Paul Biya to improve transparency in the extractive sector. According to Dr Ngome, the initiative seeks to ensure that citizens effectively benefit from revenues generated from natural resources such as oil, gas and mining.

"The role of the State is to ensure there is no corruption in this sector and that citizens fully benefit from their natural resources," he said.

He explained that the EITI collects, validates and publishes data related to the exploitation of oil, gas and mineral resources. To date, he disclosed, 15 reports covering the period from 2001 to 2021 have already been published.

Dr Ngome further indicated that the data contained in EITI reports can serve as valuable material for academic research at Masters and PhD levels, adding



Organisers, participants immortalise conference in group picture



Convener, Dr Blasius Ngome, speaking to the press

that the initiative may support certain research projects financially.

The conference also highlighted the educational importance of the EITI 2023 Report, which, according to organisers, should be transformed into a working tool for scientific research, public debate and policy analysis.

The report indicates that the extractive sector contributed 21.95 percent of government revenues, 4.15 percent of Gross Domestic Product, GDP, 32.04 percent of exports and 0.62 percent of formal employment in Cameroon in 2023.

Speakers, however, encouraged students to critically analyse public data, pointing to discrepancies identified within some sections of the report itself as proof that research and verification remain essential.

### COTCO presents CSR actions

The Corporate Social Responsibility, CSR, dimension of extractive activities was illustrated by the Director of Public Relations at the Cameroon Oil Transport Company, COTCO, Jules Wack Mballa.

Drawing from the 2023 EITI Report, he presented several social projects carried out by the company along the Chad-Cameroon pipeline.

The projects include support to education, provision of solar-powered boreholes for access to drinking water, agricultural support programmes as well as sponsorship of cultural and sporting activities.

He revealed that COTCO currently collaborates with 228 villages situated along the pipeline corridor and 18 coastal communities in Kribi, all considered development partners. According to him, each company in the extractive sector develops its own CSR strategy depending on its priorities and operational realities.

Industries extractives

## L'Université de Douala dissèque de la transparence et de la Rse

**Durant la conférence débat organisée à l'amphi 300 de l'Enset le 18 mai 2026 enseignants chercheurs et étudiants ont discuté sur la transparence dans les industries extractives et leur impact sur leur environnement.**

Comment expliquer que le Cameroun, riche en ressources pétrolières, gazières et minières, peine encore à transformer cette manne en véritable moteur de développement inclusif ?

C'est autour de cette problématique que chercheurs, étudiants et professionnels se sont réunis le 18 mai 2026 à l'amphi 300 de l'Enset de l'Université de Douala, à l'occasion d'une conférence consacrée à « l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie) sous le prisme de la responsabilité sociale des organisations (Rso) ». Portée par le Laboratoire de communication (Lacocom) sous la coordination du Pr Thomas Atenga, la rencontre a permis de confronter les approches théoriques, institutionnelles et industrielles autour d'un même constat : le fossé demeure immense entre les mécanismes de transparence et leur appropriation par les populations.

### Une transparence encore méconnue des citoyens

Le premier signal d'alarme est venu du Dr Blasius Ngome. À travers les résultats d'un micro-trottoir réalisé en amont de la conférence, le chercheur a révélé qu'environ 70 % des citoyens interrogés ignorent totalement l'existence de l'Itie, tandis qu'à peine 10 % disent en avoir une connaissance approximative. Un paradoxe pour un pays engagé dans cette initiative internationale depuis juin 2005. Malgré les efforts du dispositif national piloté par le ministre des Finances Louis Paul Motaze, la suspension temporaire du Cameroun en février 2024 a rappelé les fragilités persistantes du système de gouvernance extractive.

Pour le Dr Ngome, la solution passe désormais par une articulation plus forte entre l'Itie, centrée sur la transparence financière, et la Rso inspirée de la norme ISO 26000. L'objectif est d'imposer une logique d'équilibre entre rentabilité économique, justice sociale et préservation environnementale à travers le principe « People, Planet, Profit ».

Le chercheur a notamment insisté sur plusieurs priorités :



Impact des industries extractives sur l'environnement

une meilleure fiscalité minière, la traçabilité de l'or artisanal ainsi que la lutte contre les flux financiers illicites qui privent les États africains d'importantes recettes.

### Le poids des héritages coloniaux dans l'extractivisme

Dans une approche plus critique, le Pr Thomas Atenga a déconstruit le concept même d'extractivisme. Revenant sur les origines sud-américaines du terme, il a soutenu que les modèles actuels d'exploitation des ressources naturelles prolongent souvent des logiques héritées de la colonisation. Selon lui, les multinationales continuent d'extraire massivement les richesses du sous-sol africain tout en laissant des retombées locales limitées. Le chercheur a

également dénoncé les « silences » et ambiguïtés de certaines entreprises qui utilisent parfois la communication institutionnelle comme un instrument de légitimation.

À l'heure des réseaux sociaux et de l'intelligence artificielle, a-t-il prévenu, la communication ne peut plus relever du simple affichage cosmétique. Les entreprises extractives sont désormais contraintes d'aligner leurs discours sur des pratiques réellement transparentes afin d'éviter les accusations de greenwashing.

### Cotco défend son modèle social de proximité

Face à ces critiques académiques, le secteur industriel a tenu à présenter des actions concrètes. Représentant la Cameroon Oil Transportation

Company, Jules Wack Mballa, directeur des relations publiques de l'entreprise, a détaillé le bilan social 2023 du pipeline Tchad-Cameroun. Présenté dans 228 villages riverains du projet, l'entreprise met en avant une politique de responsabilité sociale axée sur les besoins communautaires. Parmi les réalisations évoquées figurent la rénovation du Centre médical d'arrondissement de Mvengue, la construction de forages solaires à Nkoteng et Bipindi ainsi que l'édification de salles de classe au CES de Dompila. Sur le plan environnemental, Cotco affirme également soutenir, via la Fedec, plusieurs programmes de lutte contre le braconnage dans les parcs nationaux de Campo Ma'an et du Mbam-et-Djerem, avec un accent particulier sur les communautés autochtones Bagyeli, Bakola et Mbororo.

### Vers un réveil scientifique durable ?

Au-delà des échanges académiques, cette rencontre organisée sous le parrainage des autorités publiques entend ouvrir un débat de fond sur la gouvernance des ressources naturelles au Cameroun. Entre exigences de transparence, impératifs de rentabilité économique et attentes sociales des populations, le défi reste immense. L'enjeu, pour les participants, consiste désormais à transformer les mécanismes de contrôle et les engagements de responsabilité sociale en véritables leviers de développement inclusif, capables de faire des richesses du sous-sol camerounais un moteur concret de progrès social.

**Hervé Villard Njole**

## Economie

Le Messenger n° 8765

Lundi 25 Mai 2026

### Transparence dans les industries extractives

# Des étudiants de l'Université de Douala encouragés à embrasser la filière

L'Amphi 300 de l'Ecole nationale supérieure de l'enseignement technique (Enset) de l'Université de Douala a servi de cadre à une conférence-débat placée sous le thème : « l'Itie sous le prisme de la Rse », à l'initiative du Comité Itie Cameroun.

L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie) est la norme mondiale de gestion ouverte et responsable des ressources pétrolières, gazières et minières. L'initiative est pilotée au Cameroun par un Comité dont le ministre des finances est président et le Minmidt assure la vice-présidence. A l'Université de Douala, la conférence scientifique sur le sujet a réuni étudiants en communication, enseignants-chercheurs et praticiens du secteur extractif autour d'une question centrale : comment informer, former et mobiliser sur la gouvernance des ressources naturelles ? Le ton a été donné par le Pr Thomas Atenga, chef du Département de Communication de la Faculté des lettres et sciences humaines (Fish) de l'Université de Douala. En développant le concept de l'« *Extractivisme* », un néologisme créé de sa part, le Professeur a souligné une responsabilité lourde : celle des entreprises extractives et du gouvernement, à dénoncer les pratiques dommageables.

Un constat qui place le traitement de l'actualité liée aux industries extractives au cœur des enjeux de la « *Nouvelle gouvernance économique* » prônée par le ministre des finances, Louis Paul Motaze. Pour le Pr Atenga, le premier enjeu est d'abord l'information autour de la question, la sensibilisation des communautés riveraines, ensuite les amener à une participation plus active autour de l'activité dans la mesure où ce sont les premières personnes affectées par les dommages sociaux et environnementaux créés par ces activités. Et le rôle des médias devient alors primordiale, celui de dénoncer les manquements qui peuvent survenir, et aux



autorités à prendre un certain nombre de mesures pour y remédier.

#### Un secteur peu connu du grand public

Deuxième personnalité au pupitre de l'amphi, Dr Blasius Ngome, représentant de l'Union des Journalistes du Cameroun à l'Itie. Dr Ngome a livré l'exposé le plus attendu à savoir les contours de l'Itie, de la Responsabilité sociale des entreprises ainsi que celle des organisations autour de l'activité ; il a qualifié les industries extractives de « *secteur peu connu du grand public* ». Un déficit de notoriété qui contraste avec le rôle pourtant décisif de l'initiative dans l'amélioration de la gouvernance. A titre d'information, le Cameroun adhère à l'Itie en 2005, engagement pris directement par le chef de l'État pour rendre le secteur transparent.

D'après le Dr Blasius Ngome, le rôle de l'État c'est de veiller à ce qu'il n'y ait moins de corruption dans le secteur ; « *l'État souhaite que les citoyens profitent des ressources naturelles que sont le pétrole, le gaz, les mines, et c'est la raison d'être de cette conférence-débat autour de la transparence* », une initiative voulue par le ministre des finances, qui vise à impliquer les étudiants et les journalistes à s'intéresser davantage à ce sec-

teur, ajoute l'universitaire. Le rôle de l'Itie c'est de collecter, fiabiliser et publier les données relatives à l'exploitation des ressources naturelles : pétrole, gaz, mines. Et jusqu'ici 15 rapports ont déjà été rendus publics, couvrant les exercices de 2001 à 2023. Des données qui, selon Dr Ngome, pourraient alimenter des recherches académiques de master et de doctorat, avec une possibilité de financement de la recherche par l'Itie.

#### L'exemple de la Cotco

Jules Wack Mballa, directeur des relations publiques de Cotco, a illustré concrètement ce que signifie la responsabilité sociale dans le secteur extractif camerounais. S'appuyant sur les données du rapport Itie 2023, il a décrit les actions menées par la compagnie pétrolière le long du pipeline Tchad-Cameroun : « *éducation, accès à l'eau potable via des forages solaires, amélioration agricole, soutien à des événements culturels et sportifs* ». Bon à savoir, Cotco interagit ainsi avec 228 villages riverains du pipeline, auxquels s'ajoutent 18 villages côtiers à Kribi, tous considérés comme des « *partenaires* ». Une approche qui illustre selon l'expert, que chaque entreprise du secteur peut développer sa propre stratégie RSE, avec

des résultats variables, et c'est d'ailleurs le cas pour bon nombre d'entre elles, affirme-t-il. La dimension politique et sécuritaire a aussi été posée : « *Tout ce qui se passe à l'Est de la Rdc, des pillages, des formes d'extraction qui ne tiennent pas compte des communautés locales, peut être source de déstabilisation si rien n'est fait* », a averti le Pr Thomas Atenga, intervenant à la conférence-débat, appelant les médias à s'emparer de ces questions. Une mise en garde qui résonne dans un contexte régional tendu.

Du côté institutionnel, « *La mission de l'État c'est que les citoyens profitent largement de leurs ressources naturelles* », déclare Dr Blasius Ngome. La conférence elle-même n'aurait pas vu le jour sans l'implication personnelle du ministre camerounais des Finances Louis-Paul Motazé et celui des Mines, de l'Industrie et du développement technologique par intérim, Pr Fuh Calistus Gentry, confie-t-il aux médias. Une séance d'échanges nourris avec les étudiants a clôturé la séance, signe que la nouvelle génération de communicants camerounais entend bien s'approprier les enjeux communicationnels sur les industries extractives.

Rodrigue TCHOKOUAHA



Cédric Ketchanga, Pdg de KC Trade International  
**“Guerre en Iran, choc pétrolier et rivalité sino-américaine : combien de temps le Cameroun peut-il encore tenir ?”**

Page 10

Directeur de la publication : Victor NDOKI - Réc. n° 203/RDDJ/C19/BAPP - n° 274 du 21 mai 2026 - Prix : 400 FCFA

# LES NOUVELLES

## DU PAYS

Informier pour apporter des solutions



MINISTRE DES SPORTS ET DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE  
 Félicitations  
 AU CHAMPION  
**FRANCIS NGANNOU**  
 pour son éclatante victoire par KO (12 rounds), lors des MUF MMA à Los Angeles, contre le challenger Philippe Lim.  
 Une victoire de plus qui honore grandement le mouvement sportif camerounais !

## Université de Douala

# L'ITIE et la responsabilité sociale au coeur d'un débat académique

Nouvelle victoire  
 Pr Narcisse Mouelle Kombi salue l'exploit de Francis Ngannou

Page 2



L'amphi 300 de l'École normale supérieure de l'enseignement technique (Enset) de l'Université de Douala a servi de cadre, le 18 mai 2026, à une conférence-débat consacrée à «L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) sous le prisme de la responsabilité sociale des organisations (RSO)». Animée par le Pr Thomas Etenga, Pr Georges Madiba, Dr Blasius Ngome, Dr Jean Camille Tonje et Jules Wack Mballa, la rencontre a permis de mettre en lumière les enjeux de transparence, de gouvernance et de responsabilité sociale dans la gestion des ressources naturelles au Cameroun.

Pages 5-8



Rénovation de l'aéroport de Douala par ADC  
 Dr Fritz Ntone Ntone rassure sur la viabilité financière du projet

Page 9

## Liaison maritime entre Kribi et Douala

# Le projet Gulfcam bloqué par les multinationales



Depuis plusieurs semaines, un cargo polyvalent demeure immobilisé en rade du port de Kribi. À première vue, l'image peut sembler anodine : un navire à quai, sans cargaison apparente, dans l'attente d'un départ. Pourtant, derrière cette immobilisation se joue un projet stratégique à fort potentiel économique porté par la société Gulfcam, qui se heurte à un marché dominé par les multinationales.

Page 3

## Industries extractives

# L'itie expliquée aux étudiants de l'Université de Douala

Ils ont été sensibilisés sur cette Initiative, ainsi que sur les avantages qu'ils auront à s'y intéresser.



Par Blaise Djoukep

En développant le concept de l'« extractivisme », le Pr Thomas Atenga, chef du département de communication de l'Université de Douala, a souligné une tendance lourde : celle des entreprises extractives, à dénoncer leurs pratiques dommageables. Le constat fait au cours de la conférence organisée par l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie) à l'amphi 300 de l'Enset sous le thème "Itie sous le prisme de la Rse" place le traitement de l'actualité liée aux industries extractives au cœur des enjeux de la nouvelle gouvernance économique prônée par le ministre des Finances (Minfi), Louis Paul Motaze.

Pour le Pr Atenga, le premier enjeu est celui de l'information autour de l'activité, notamment la sensibilisation des communautés concernées par les problèmes d'extractivisme. Il est également question d'amener les communautés locales à une participation plus active autour des industries extractives, dans la mesure où ce sont les premières personnes touchées par les dommages environnementaux causés par l'activité. Et les médias n'ont pas un rôle moins important. Le rôle des médias est de dénoncer les manquements observés par les sociétés extractives, afin de pousser les autorités à prendre des mesures visant à protéger et favoriser les communautés locales. S'exprimant sur « les contours de l'Itie, de la responsabilité sociale des entreprises ainsi que



Sources de productions académiques et professionnelles !

celle des organisations autour de l'activité », le Dr Blasius Ngome, représentant des journalistes à l'Itie, a regretté que le secteur soit très peu connu du grand public. Un déficit de notoriété qui contraste avec le rôle pourtant décisif de l'initiative. L'Itie est un standard international qui promeut une gestion ouverte et responsable des ressources pétrolières, gazières et minières.

Le Cameroun adhère à l'Itie en juin 2005, date à laquelle le chef de l'État s'engage à rendre le secteur transparent. « Le rôle de l'État c'est de veiller à ce qu'il n'y ait pas de corruption dans le domaine. L'État voudrait que les citoyens profitent de leurs ressources naturelles que sont le pétrole, le gaz, les mines. Et c'est la raison d'être de cette conférence-

débat autour de la transparence, une initiative voulue par le ministre des Finances, qui vise à impliquer les étudiants et les journalistes à s'intéresser davantage à ce secteur », renseigne Dr Blasius Ngome.

Le rôle de l'Itie c'est de collecter, fiabiliser et publier les données relatives à l'exploitation des ressources naturelles : pétrole, gaz, mines. Et jusqu'ici, 15 rapports ont déjà été rendus publics, couvrant les exercices de 2001 à 2021. Des données qui, selon Dr Ngome, pourraient alimenter des recherches académiques de master et de doctorat, avec un possible financement de l'Itie à la recherche académique et professionnelle.

L'importance de la transparence est d'autant plus importante que la mauvaise gestion des ressources du sous-sol peut être source de déstabilisation. « Tout ce qui se passe à l'Est de la RDC, des pillages, des formes d'extraction qui ne tiennent pas compte des communautés locales, peut être source de déstabilisation si rien n'est fait », avertit le Pr Thomas Atenga.

Du côté institutionnel, « Le rôle de l'État est de veiller à ce que les citoyens profitent largement de leurs ressources naturelles », affirme Dr Blasius Ngome. Au cours des échanges, les étudiants ont été édifiés sur l'Itie. Par ailleurs, ils se sont appropriés les enjeux communicationnels sur les industries extractives.

## Douala Varsity: Comms Students Discuss Social Responsibility In Extractive Sector

Story, Henry Wana

Communication students of the University of Douala has discussed the Cooperate Social Responsibility, CSR, of extractive industries. This was the focus of a conference organised yesterday themed: "The Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) through the Prism of CSR (Corporate Social Responsibility)".

Dr. Ngome Blasius chaired the discussions. In a keynote presentation, Prof. Thomas Atenga enlightened participants on why the government must jealously safeguard its extractive industry.

Prof Atenga traced the critical framework of "extractivism," noting it was popularized by researchers in South America to analyze the systematic exploitation of natural resources by Global North corporations.

He said today, the concept is vital for local populations to understand resistance, community impact, and post-extractivist alternatives. "When we talk about capitalism and resource management, we are talking about a process of value production that drives market extraction," Prof Atenga explained, adding that: "Today, this often manifests as resource predation, which severely disrupts the livelihoods of local populations affected by these activities."

Extractivism, he noted, is no longer just driven by Western companies, but also by local actors participating in these processes. He urged future communicators to analyze how resource extraction alters the socio-economic organization of territories, communication ecosystems, and local cultures.

Prof. Atenga highlighted that companies in the extractive sector often operate in a complex political and liberal space, sometimes deploying communication strategies to obscure harmful practices or deflect public discredit.

To counter this, he outlined three pillars of communication required to tackle the extractivism crisis:

He underscored the need to re-evaluate how companies engage ethically with the public to ensure robust, objective journalistic coverage. The scholar also said



there is need to ensure local communities are actively participating in decisions, rather than being sidelined.

"The first challenge is awareness and information. The second is community participation," Atenga emphasized, pointing to the ongoing resource-driven conflicts in the eastern Democratic Republic of Congo as a warning sign

"If local communities who bear the brunt of environmental damage—are not educated and included, resource extraction becomes a recipe for national destabilization. The media has a fundamental duty to inform, educate, and raise awareness".

Taking the floor, Dr. Blasius Ngome shed light on the mechanics of the extractive sector and its macro-economic importance to Cameroon. He reminded the audience that Cameroon's adherence to the EITI framework represents a top-down state commitment to fighting corruption and ensuring resource transparency.

Responding to questions about how citizens directly benefit from oil, gas, and mining revenues, Dr. Ngome clarified the mechanisms of state wealth redistribution.

"It is logistically impossible to distribute cash from

the extractive sector to every Cameroonian individually," Dr. Ngome stated, proposing that: "Instead, the State injects these revenues directly into the national community through the annual state budget. This is how citizens benefit through the construction of public infrastructure like roads, schools, and hospitals."

Dr. Ngome emphasized that the conference's ultimate goal was to demystify the extractive sector and Corporate Social Responsibility for the university community.

He challenged the undergraduate and postgraduate students to take ownership of contemporary issues through rigorous academic research.

"We would be deeply fulfilled if students take it upon themselves to conduct Master's and PhD research on the EITI framework," Dr. Ngome said, adding that: "In fact, we have already registered our first student who is willing to carry out their thesis research on the EITI. This is a massive win, as their scholarly work will help educate the wider Cameroonian public on how this vital sector operates and how they can benefit from it".

## Limbe:

## Hon. Etombi Offers Support To Bikers, Fishmongers

Story, Ngake Nguemegni Amourette

Member of Parliament, MP, Hon. Etombi Gladys has offered support to women fishmongers and commercial bike riders at Down Beach, Limbe, Fako Division of the South West Region.

The support was handed Monday, May 18. The MP said the activity is part of her 2026 "Parliamentary Outreach". The event brought together members of the MITOVN Assembly, women traders, riders, and community stakeholders.

Speaking during the gathering, Hon. Etombi emphasized the importance of unity, resilience, and faith in overcoming life's challenges. She encouraged participants to remain united despite the economic and social difficulties confronting many families.

"Unity is strength. We will work together, and God will bless every effort we put in," she stated, while urging community members not to allow challenges to overpower them.

As part of the outreach, the parliamentarian donated several items to support the activities of fishmongers and commercial bike riders. The donations included basins, bags, umbrellas for riders, and protective helmets aimed at improving safety and easing their daily economic activities.

Hon. Etombi also highlighted some of her humanitarian contributions to the health sector, notably her support to the Mother and Child Centre at the Regional Hospital, where she assisted in renovation works and donated items for the care of premature babies.

Describing herself as "a living testimony" of God's grace, she encouraged participants to trust in



God despite their difficulties.

Delivering a vote of thanks on behalf of the fishmongers, one of the women leaders praised the parliamentarian for understanding the plight of women and vulnerable groups in society.

She noted that Hon. Etombi's support had transformed many lives "from grass to grace," while calling for continued peace, unity, and mutual support within the community.

## ■ Conférence-débat à l'Université de Douala Jules Wack Mballa présente les réalisations sociales des entreprises extractives

À l'occasion de la conférence-débat organisée le 18 mai 2026 à l'amphi 300 de l'École nationale de l'enseignement technique de l'Université de Douala, autour du thème «L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) sous le prisme de la responsabilité sociale des organisations (RSO)», Jules Wack Mballa, Directeur des Relations publiques et de l'Interface avec l'Administration de la société COTCO, a présenté les réalisations sociales des entreprises extractives inscrites dans le périmètre des déclarations ITIE en 2023. Il intervenait comme troisième panéliste de cette rencontre académique et citoyenne.

Face à un auditoire composé d'universitaires, d'étudiants, de professionnels et d'acteurs de la gouvernance extractive, le responsable de COTCO a d'abord rappelé la définition retenue par le comité ITIE concernant les dépenses sociales des entreprises extractives. Selon lui, celles-ci se répartissent en deux catégories : les dépenses sociales obligatoires, imposées par la réglementation ou les conventions minières et pétrolières, et les dépenses sociales volontaires, engagées dans le cadre des politiques de responsabilité sociétale des entreprises.

Prenant l'exemple de COTCO, Jules Wack Mballa a souligné que chaque entreprise extractive développe sa propre stratégie de responsabilité sociétale, avec des approches et des résultats qui peuvent varier d'un acteur à l'autre. Il a ainsi présenté la vision de son entreprise, fondée sur la volonté d'être «une entreprise citoyenne», attachée au respect des normes éthiques, des lois et des cultures locales, tout en garantissant des opérations sûres, fiables et respectueuses de l'environnement.

Dans cette logique, COTCO oriente sa stratégie RSE vers l'obtention de résultats de développement positifs au profit des communautés riveraines de ses activités. Une politique qui se traduit par des projets de renforcement des capacités, des investissements socio-économiques et des initiatives de développement communautaire financées directement par l'entreprise ou en partenariat avec d'autres bailleurs.

Le conférencier a révélé que COTCO entretient des relations avec 228 villages situés le long du pipeline Tchad-Cameroun, auxquels s'ajoutent 18 villages côtiers à Kribi,



tous considérés comme des «partenaires» de l'entreprise. Une présence territoriale qui, selon lui, impose un engagement constant en faveur des populations locales.

Illustrant concrètement cette politique, Jules Wack Mballa a détaillé plusieurs réalisations sociales enregistrées en 2023. Dans le domaine de la santé communautaire, l'en-

treprise a procédé à la rénovation et à l'équipement du Centre médical d'arrondissement de Mvengue. Concernant l'accès à l'eau potable, des forages alimentés à l'énergie solaire ont été construits à Nkoteng et à Bipindi avant leur rétrocession aux municipalités concernées en 2024.

Le secteur de l'éducation a également bénéficié d'un accompagnement important. Parmi les actions évoquées figurent la rétrocession d'un bâtiment de trois salles de classe au CES de Dompla ainsi que la remise de primes d'excellence scolaire à 456 élèves des établissements publics de l'arrondissement de Djohong.

Sur le plan environnemental, l'entreprise soutient depuis plusieurs années la Fondation pour l'Environnement et le Développement Économique du Cameroun (FEDEC). Ce partenariat permet notamment de financer des actions de lutte anti-braconnage dans les

parcs de Campo Ma'an et de Mbam et Djerem, tout en accompagnant les populations autochtones Bagyeli, Bakola et Mbororo à travers des projets éducatifs, sanitaires et agricoles.

Le soutien à l'économie locale figure également parmi les axes majeurs de cette stratégie sociétale. À ce titre, Jules Wack Mballa a cité la mise en production du projet apicole «Miel des Pics du Mayo-Rey» dans les villages de Yandea et Bakari, ainsi que les travaux de désherbage de l'emprise du pipeline confiés aux comités de développement des villages riverains.

La promotion culturelle et sportive n'a pas été en reste. COTCO a notamment accompagné l'organisation du festival culturel Nguma Mabi à Kribi et du Ngondo à Douala, deux événements emblématiques du patrimoine culturel camerounais.

En guise de perspectives, le troisième intervenant de cette conférence-débat a formulé plusieurs recommandations visant à renforcer l'impact des politiques RSE dans le secteur extractif. Il a notamment plaidé pour la publication régulière de rapports RSE annuels fondés sur des indicateurs de performance vérifiables, ainsi que pour un meilleur suivi de la durabilité des projets réalisés et de leur appropriation par les communautés bénéficiaires.

À travers cette intervention, Jules Wack Mballa a voulu démontrer que la responsabilité sociétale constitue désormais un levier essentiel de gouvernance pour les entreprises extractives, appelées à conjuguer performance économique, transparence et développement communautaire durable.

Victor NDOKI



## ■ Conférence-débat à l'Université de Douala ITIE et RSE : le Pr Thomas Étenga décrypte les enjeux communicationnels de l'extractivisme

À l'amphi 300 de l'Université de Douala, la réflexion sur la gouvernance des ressources extractives s'est enrichie d'un regard résolument communicationnel. Lors de la conférence-débat consacrée au thème « *Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) et Responsabilité sociale des entreprises : enjeux communicationnels* », le Pr Thomas Étenga, l'un des trois intervenants invités, a livré une analyse approfondie des mécanismes de l'extractivisme et des défis contemporains liés à la communication des organisations.

Face à un auditoire composé d'enseignants, d'étudiants et de professionnels, l'universitaire a d'abord clarifié les contours du concept d'extractivisme. Revenant sur ses origines intellectuelles en Amérique du Sud, il a expliqué que cette notion a été développée par des chercheurs et militants pour analyser de manière critique l'exploitation des ressources naturelles par des acteurs majoritairement installés dans les pays du Nord. Selon lui, cette approche permet également de comprendre les résistances sociales suscitées par ces modèles économiques ainsi que les alternatives dites « *post-extractivistes* ».

### Une logique économique héritée de l'histoire coloniale

Le Pr Thomas Étenga a replacé cette dynamique dans une perspective historique plus large, en soulignant que les processus extractifs s'inscrivent dans la continuité des politiques de développement postcoloniales et de l'expansion du capitalisme mondial. Exploitation minière, industrie pétrolière ou agriculture industrielle participent, a-t-il rappelé, à une logique de production de valeur souvent accompagnée d'un épuisement progressif des ressources naturelles et d'impacts durables sur les populations locales.

Mais au-delà de l'exploitation des matières premières, le conférencier a insisté sur l'évolution contemporaine du concept. Désormais, l'extractivisme renvoie aussi à des formes plus larges de prédation et d'appropriation touchant la nature, le travail, le savoir ou encore la culture. Une réalité qui, selon lui, impose une lecture plus globale des rap-



ports de pouvoir entre centres et périphéries, tant à l'échelle internationale que locale.

### Les silences et ambiguïtés de la communication organisationnelle

Au cœur de son intervention, le spécialiste des sciences de l'information et de la communication a surtout mis en lumière la manière dont les organisations communiquent autour des activités extractives. Il a interrogé les pratiques souvent passées sous silence : manipulation, ambiguïtés discursives, dissimulation, conflits larvés ou encore stratégies de légitimation. Pour lui, ces mécanismes révèlent des

tensions profondes entre discours institutionnels et réalités opérationnelles.

Le Pr Thomas Étenga a également insisté sur l'ambivalence des pratiques communicationnelles dans les secteurs extractifs. Entre dialogue et conflit, transparence et discrédit, la communication devient à la fois un outil de gestion et un espace de confrontation symbolique. « *La communication n'est pas seulement présente dans l'organisation ; elle participe à la construction même des processus organisationnels* », a-t-il expliqué en substance.

### La communication, pilier stratégique des

création de contenu et les stratégies de ciblage. Pour le conférencier, l'enjeu consiste à automatiser certains processus sans perdre la dimension humaine des échanges.

### Transparence, réputation et quête de crédibilité

Autre défi évoqué : l'urgence croissante de transparence de la part des collaborateurs et des parties prenantes. Les salariés attendent davantage de cohérence entre les discours officiels et les pratiques réelles des entreprises. Une situation qui oblige les organisations à redonner du sens à leurs actions afin de renforcer l'adhésion interne.

Le Pr Thomas Étenga a aussi attiré l'attention sur la fragilité des réputations à l'ère des réseaux sociaux. La circulation instantanée de l'information impose aux entreprises d'anticiper les crises et de réagir avec rapidité et crédibilité. Enfin, il a insisté sur la Responsabilité sociale des entreprises (RSE), devenue incontournable dans les secteurs extractifs. Selon lui, les engagements environnementaux et éthiques doivent désormais être démontrés par des actes concrets afin d'éviter toute accusation de greenwashing.

Par la richesse de son analyse, le Pr Thomas Étenga a offert aux participants une lecture critique des enjeux communicationnels liés aux industries extractives. Une contribution qui a nourri les échanges de cette conférence-débat, aux côtés des deux autres intervenants, autour des exigences de transparence, de responsabilité sociale et de gouvernance dans les secteurs stratégiques des ressources naturelles.

Dans ce contexte, plusieurs défis majeurs se posent aux organisations. Le premier concerne la transformation digitale et l'essor de l'intelligence artificielle, qui bouleversent la



## ■ Université de Douala

# L'ITIE et la responsabilité sociale au cœur d'un débat académique

Le débat sur la gouvernance des ressources naturelles gagne progressivement du terrain dans les milieux universitaires camerounais. À Douala, cette réflexion a trouvé un nouvel écho le 18 mai 2026, à l'amphi 300 de l'École nationale supérieure de l'enseignement technique de l'Université de Douala, à l'occasion d'une conférence-débat consacrée au thème : «L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) sous le prisme de la responsabilité sociale des organisations (RSO)».

Réunissant enseignants, étudiants, chercheurs et professionnels des médias, la rencontre s'est imposée comme un espace d'échanges interdisciplinaires autour des enjeux de transparence, de gouvernance et de responsabilité sociale dans la gestion des ressources extractives au

Cameroun. À travers cette initiative, les organisateurs ont voulu rapprocher le monde académique des problématiques concrètes liées à l'exploitation des ressources naturelles, dans un contexte marqué par une exigence croissante de redevabilité publique et de gouvernance responsable.

Placée sous la modération du Professeur Georges Madiba, cette conférence-débat a mobilisé plusieurs intervenants issus des sphères universitaire, institutionnelle et professionnelle. Parmi eux figuraient le Pr Thomas Atenga, Professeur des universités et président du Laboratoire de communication (LACOCOM) de l'Université de Douala, le Dr Blasius Ngome, expert en communication des organisations et porteur de ce projet au plan national, Dr Jean Camille Tonje, Sous-directeur

du Cadastre minier, ainsi que Jules Wack Mballa, Directeur des relations publiques de la Cameroon Oil Transportation Company (COTCO).

Au niveau national, cette initiative est portée par l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), présidée par le ministre des Finances, Louis Paul Motaze, avec comme vice-président le ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique, le Pr Fuh Calistus Gentry. À l'échelle de l'Université de Douala, le projet est conduit par le LACOCOM, sous l'impulsion du Pr Thomas Atenga, dans une dynamique visant à renforcer la réflexion scientifique sur les mécanismes de gouvernance des industries extractives.

Au-delà des échanges académiques et institutionnels, cette rencontre ambitionnait égale-

ment de susciter un intérêt scientifique durable autour des questions de gouvernance extractive au sein de l'université. Les organisateurs espèrent ainsi encourager la production de mémoires, de thèses et de travaux de recherche consacrés à l'impact de l'ITIE dans le contexte camerounais, ainsi qu'aux défis liés à la responsabilité sociale des organisations engagées dans le secteur extractif.

Dans un pays où les ressources minières, pétrolières et gazières occupent une place stratégique dans l'économie nationale, cette conférence-débat apparaît comme une contribution significative à la promotion d'une culture de transparence, de responsabilité et de participation citoyenne autour de la gestion des ressources naturelles.

**Dossier réalisé par  
Victor NDKO**



### ITIE Cameroun mise sur la communication pour une meilleure transparence

**Industries extractives.** Une conférence-débat s'est tenue le lundi 18 mai à Douala sous le thème « ITIE sous le prisme de la responsabilité des organisations »

La communication dans le domaine des industries extractives était au cœur d'une conférence-débat à l'amphithéâtre 300 de l'École nationale supérieure de l'enseignement technique de l'université de Douala. Elle a réuni, étudiants, enseignants, chercheurs, société civile, entre autres. Organisée par le Comité de l'initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) Cameroun, la rencontre d'échange scientifique s'est articulée autour d'une thématique centrale, à savoir : « ITIE sous le prisme de la responsabilité sociale des organisations ». La conférence-débat interactive, tenue le lundi 18 mai 2026 en milieu universitaire, n'a pas été choisie au hasard. En effet, elle vise à inciter les étudiants en communication et les futurs journalistes de la nouvelle génération des communicants à s'intéresser à des concepts des industries extractives pour mieux diffuser des bonnes pratiques dans ce domaine. La notion d'extractivisme, développée par le Pr Thomas Atenga a permis aux participants de se trotter à ce type de concepts



Douala, le 18 mai 2026. Conférence-débat à l'initiative du Comité ITIE Cameroun.

pour mieux appréhender la communication dans le domaine des industries extractives. « Il faut former la nouvelle génération de communicants sur la manière de prendre en charge ces problématiques qui sont essentielles pour la survie et la stabilité de nos jeunes pays. Nous avons le cas de la RD

Congo ou des entreprises qui se livrent à des formes de pillages d'extraction sans tenir compte des préoccupations des communautés locales », a indiqué le Pr Thomas Alanga, chef de département de la communication de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de l'université de Douala.

#### 200 opérateurs illégaux

Dans un contexte marqué par l'exploitation illégale de l'or au Cameroun, l'État du Cameroun, à travers le ministère des Mines, de l'Industrie et du développement technologique a décidé de faire la transparence sur la gestion de cette ressource minière.

C'est ainsi que 200 opérateurs illégaux, dont plus de 95% sont des sociétés étrangères. Le Pr Fuh Calistus Gentry, ministre des mines et du développement technologique a demandé à tous les opérateurs non détenteurs des titres miniers d'arrêter sans délai l'exploitation des sites miniers. « L'engagement exprimé par l'État, c'est de rendre le secteur extractif transparent. C'est ce qui explique l'adhésion du Cameroun à l'ITIE en 2005. C'est ce qui explique la mise en place du Comité ITIE dont le rôle est le suivi », a fait savoir le Dr Blasius Ngome, représentant de l'Union des journalistes du Cameroun au sein du Comité de l'ITIE Cameroun. Pour lui, le rôle de l'État consiste à ce qu'il n'y ait pas de corruption dans ce domaine. Le Dr Blasius souligne que l'État prend en compte les intérêts des populations afin que ces dernières puissent profiter largement des ressources naturelles que sont le pétrole, le gaz, les mines.

Moustapha Oumarou Djidjoui

### Sotrabus en pole pour équiper l'armée

**Production locale de véhicules.** Le ministère camerounais de la Défense a engagé, de manière discrète, des discussions avec la Société de transformation de bus (Sotrabus), entreprise spécialisée dans la construction et le montage de bus interurbains.



Selon des sources autorisées, ces échanges portent sur la possibilité de s'appuyer sur cette société locale, déjà fournisseur de plusieurs opérateurs du transport interurbain, pour développer au Cameroun une production de véhicules à usage militaire, mais aussi de certains équipements individuels, notamment des casques et des gilets. Cette initiative conforte les ambitions affichées par l'État autour de Sotrabus. Dans le Rapport d'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de dé-

veloppement 2020-2030 (SND30), récemment publié par le ministère de l'Économie, cette entreprise figure parmi les cinq sociétés à capitaux nationaux appelées à devenir des « champions nationaux ». L'objectif poursuivi est de soutenir la transformation structurelle de l'économie à travers l'émergence d'un tissu industriel robuste et compétitif, conformément aux orientations de la SND30.

Le rapprochement en cours entre le ministère de la Défense et Sotrabus s'inscrit

aussi dans une dynamique plus large : celle de l'implication croissante de l'armée camerounaise dans le processus d'industrialisation du pays. Début 2022, le ministre délégué à la Présidence chargé de la Défense, Joseph Béti Assomo, avait mis sur pied un groupe de travail présidé par le chef d'État-Major des armées, le général Henri Claude Meka. Cette instance avait pour mission de réfléchir au développement des capacités militaro-industrielles de l'armée camerounaise.

C.K

### Le Cameroun rembourse 58,7 milliards de FCFA

**Emprunt obligataire 2022-202.** L'Etat du Cameroun procédera, le 27 mai 2026, au remboursement de la 4<sup>e</sup> tranche de son emprunt obligataire 2022-2029, selon un communiqué publié le 18 mai 2026 par Louis Banga Ntolo, le directeur général de la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (Bvmac), basée à Douala au Cameroun.



Le remboursement porte sur un montant total de 58,75 milliards de FCFA, dont 11,75 milliards de FCFA d'intérêts et 47 milliards de FCFA au titre du principal, précise le communiqué du marché financier unifié des pays de la Cemac - Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA.

Les opérations d'encaissement débiteront le 28 mai 2026 auprès des guichets des sociétés de bourse et des banques teneurs de comptes. Les investisseurs détenteurs de titres émis lors de cet appel public à l'épargne recevront 2500 FCFA par obligation, dont 500 FCFA au titre des intérêts et 2000 FCFA correspondant au principal, indique la Bvmac.

Assorti d'un taux d'intérêt de 6,5% pour une maturité de 7 ans, l'emprunt obligataire 2022-2029 de l'État du Cameroun avait permis de mobiliser une enveloppe de finance-

ments de 235 milliards de FCFA. Selon le ministère des Finances, Louis Paul Motazé, les investisseurs ont fait à l'État du Cameroun une offre globale de 239 milliards de FCFA, pour une demande initiale de 200 milliards de FCFA. L'engouement ainsi manifesté par les investisseurs avait amené l'État du Cameroun à solliciter puis obtenu du régulateur du marché une autorisation de surallocation. Laquelle avait permis de compléter l'opération à 235 milliards de FCFA.

À en croire les détails contenus dans la note d'information élaborée par le gouvernement dans le cadre de cette opération de levée de fonds, les financements obtenus devaient servir à la réalisation de projets d'infrastructures routières, énergétiques, d'adduction d'eau potable et d'aménagement urbain.

Xavier Tassous

## ■ Conférence-débat à l'Université de Douala

# Dr Blasius Ngome met en lumière la convergence entre ITIE et RSO

L'amphi 300 de l'École normale supérieure de l'enseignement technique (Enset) de l'Université de Douala a servi de cadre, le 18 mai 2026, à une conférence-débat consacrée à «L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) sous le prisme de la responsabilité sociale des organisations (RSO)». Animée par l'un des intervenants, le Dr Blasius Ngome, la rencontre a permis de mettre en lumière les enjeux de transparence, de gouvernance et de responsabilité sociale dans la gestion des ressources naturelles au Cameroun.

Dès l'entame de son exposé, le conférencier a dressé un constat préoccupant : l'ITIE demeure largement méconnue du grand public camerounais. S'appuyant sur un vox pop réalisé en amont, il a indiqué que près de 70 % des personnes interrogées ne connaissent pas l'initiative, tandis que 20 % en ont simplement entendu parler. Moins de 10 % des répondants affirment en avoir une compréhension approximative. Une situation qui, selon lui, traduit une faible appropriation citoyenne d'un mécanisme pourtant conçu pour servir l'intérêt public.

### Vulgariser l'ITIE pour renforcer la gouvernance citoyenne

Face à cette réalité, le Dr Blasius Ngome a expliqué que l'objectif principal de la conférence était de «partir de l'ignorance vers la connaissance», afin de promouvoir une gouvernance plus responsable et plus utile aux citoyens. Pour y parvenir, son intervention s'est articulée autour de trois axes : expliquer ce qu'est l'ITIE et son rôle, présenter les fondements de la responsabilité sociale des organisations, puis établir le lien entre transparence extractive et responsabilité sociale.

Le conférencier a rappelé que l'ITIE constitue un standard international visant à promouvoir une gestion ouverte et responsable des ressources pétrolières, gazières et minières. Présentée dans plus de cinquante pays répartis sur quatre continents, l'initiative repose sur un principe fondamental : les ressources naturelles appartiennent aux ci-



toyens. Son ambition est donc de suivre toute la chaîne de valeur du secteur extractif afin de garantir que les revenus générés profitent effectivement aux populations.

### Le Cameroun face aux défis de la transparence extractive

Dans cette logique, l'ITIE exige la collecte, la vérification et la publication régulière d'informations relatives à l'exploration, à l'exploitation et à l'exportation des ressources naturelles. Ces données doivent ensuite être largement diffusées afin d'alimenter le débat public sur la gouvernance du secteur extractif.

Revenant sur le cas du Cameroun, le Dr Blasius Ngome a rappelé que le pays a adhéré à l'ITIE en juin 2005. Il a également évoqué les principales étapes de son évolution, notamment l'adoption successive des différentes versions de la norme internationale en 2013, 2016, 2019 et 2023. Toutefois, il a souligné qu'en février 2024, le Cameroun avait été suspendu malgré un score de 53 sur 100 obtenu lors du processus de va-

lidation.

Le spécialiste a par ailleurs détaillé le fonctionnement du dispositif national de mise en œuvre de l'ITIE, piloté par un comité multipartite regroupant l'État, les entreprises extractives et la société civile. Ce mécanisme, présidé par le ministre des Finances avec pour vice-président le ministre chargé des Mines, poursuit plusieurs objectifs : renforcer la transparence, améliorer la redevabilité et promouvoir une meilleure gouvernance des ressources naturelles.

### Des axes prioritaires au service d'une meilleure redevabilité

Au fil de sa présentation, le conférencier a insisté sur les axes prioritaires actuels de l'ITIE au Cameroun. Parmi eux figurent les transferts infranationaux, la fiscalité minière, la divulgation des contrats extractifs, la modernisation du cadastre minier, l'identification des bénéficiaires effectifs dans le cadre de la lutte contre les flux financiers illicites, ainsi que la traçabilité de l'or et le rôle stratégique de la Sonamines.

L'autre temps fort de cette conférence-débat a porté sur

des politiques publiques et des activités économiques. Il a rappelé que depuis les premières réflexions engagées à la fin des années 1990 sous l'impulsion de l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, la transparence dans les industries extractives s'est progressivement imposée comme un instrument de gouvernance responsable.

Selon lui, toutes les activités prévues par la norme ITIE 2023 — supervision multipartite, suivi de la production, collecte et redistribution des revenus, publication des contrats ou encore évaluation des impacts — relèvent directement des principes de la responsabilité sociale des organisations.

### Stimuler la recherche scientifique sur la gouvernance extractive

En conclusion, le Dr Blasius Ngome a estimé qu'il existe une véritable convergence entre l'ITIE et la RSO, tant au niveau des pratiques que des acteurs impliqués. Les États, a-t-il soutenu, demeurent les principaux garants de cette dynamique, avec pour responsabilité de veiller au bien-être des citoyens à travers une gestion saine, transparente et équitable des ressources naturelles.

Au-delà de la sensibilisation, cette conférence-débat visait également à susciter un véritable intérêt scientifique autour des questions de gouvernance extractive au sein de l'Université de Douala. Les organisateurs espèrent ainsi encourager davantage de travaux de recherche, de mémoires et de thèses sur l'impact de l'ITIE dans le contexte camerounais.

## **QUELQUES PHOTOS DE L'ÉVÉNEMENT**























## **LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS**

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES  
INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES  
ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	MOSSALEMILIE NAVE	M2	698 822404	[Signature]
2	YIAGNIGNI NSANGOU M.	M2	695 628752	[Signature]
3	KISSOB NIBANG ARICANE	M2	698 317307	[Signature]
4	TEMFACK JOYCE BITA	L1 <sup>com</sup>	693 722787	[Signature]
5	HAPPI TIAKO NESLINEV.	L1 <sup>com</sup>	658 746583	[Signature]
6	MEH GUE LIANE	L2	655 453960	[Signature]
7	FRANCK Bernard	L2	655 17 7971	[Signature]
7				
8				
9				
10				
11				
12				
13				
14				
15				
16				
17				
18				

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	MANTHO SHESLEY VANEILE	BPA	683710067	
2	KATILEKEU KENPACK	ISA2	692592048	
3	NGANKEUTHOUANE MIRIAM	COM (L1)	674066599	
4	MEWHEM DANIEL FRANK	COM (L1)	674.081057	
5	DSIOKENGI TIOFACK K.D	COM L1	671028257	
6	KOTCHAP SIDOU JOSEPHINE L.	COM L1	657991473	
7	NTCHAM N ZOLO EVANA	COM L1	69814550	
7	LONOSI CHRISTIANE JULIA	COM L1	693586580	
8	EDIMA LONOSI JULIA	COM L1	658386593	
9	KENGNE DDUAL DDUAL	COM L1	671392693	
10	JUMKWA MARK FAVOUR	COM L1	693985629	
11	TCHAFU TEUYO ANGE NEEL	COM L1	672687527	
12	MAGNE YANIE ANGE BELWA	COM L1	656689184	
13	TAMAYEU TAMAYEU STEEVE	COM L1	681293538	
14	NGANDJO GEUSSEU BLANDE	COM L1	680185398	
15				
16				
17				
18				

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES  
INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES  
ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	NGAM MAMU STEPHAN	I	682241762	
2	CATHERINE DJACHECH		678046687	
3	ATTA-AWA DANIELLE	I	678-88-58-35	
4	NGUENE GNI FOU DJOU EYNHZA	I	673501325	
5	MANDOUNSANGOLI BOUREM	II	698933113	
6	WONWE TADJEU DURELLE	II	698046687	
7	MANBOUNE TOISO MERLENE	II	686261417	
7	HASSANATOU PASIMATOU OUMAROU	II	693035134	
8	MOUNEKE TOKO ANNE FLORE	II	659349036	
9	BADJALE-DJAMON-JONAS	COM II	686278128	
10	ADAYE MBATAMMA	COM II	688258788	
11	KWINTAN SERAPHIN H	COM II	674549788	
12	GASTON WIEB		657021042	
13	FANSI RAPHAEL	JSA	695588837	
14				
15				
16				
17				
18				

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES  
INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES  
ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	BILLONG Emma CHRISTINE	Com II	686373967	
2	BIEKA INES	Com I	671854097	
3	ABDOU ABA'A ANAËL	Com I	683853581	
4	NJOCK SOLANGE GRACE	Com I	682 73 82 85	
5	HANDOU FORTUNE CANDERA	Com I	688 64 3397	
6	MOUKAM NISIOR HERMAN	Com I	676 38 66 67	
7	NGWE TOMBE ELISABETH	Com I	650362676	
7	BILON KENNE TAKEM	Com V	698530479	
8	BITEE ROLIE LOIS	Com IV	658262155	
9	TOUHAM MARIE BLANCHE	Com I	695526248	
10	KUETE HANGO MIRANDA	Com I	683181803	
11	NGATANGUI JONAN	Com I	640334952	
12	QUEMANE MAHAMAT ADAMI	Com I	657 00 45 14	
13				
14				
15				
16				
17				
18				

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	HEMERBOW KALA DANIELLE SAMIRA	Com I	691787541	
2	FINDJE TIONTICHEU YRIS .C	I	640587983	
3	TEMGOUA JOSEFAK BELVINE .C	I	692487374	
4	MBAMBA MICHELLE GAELLE	Com I	655288613	
5	MANGOUA MANGOUA BENERIE	Com I	677176519	
6	ANGABADO JOSEPHINE	I	688864060	
7	ASSIDI APATINI	I	692766275	
7	NKOTO TOMMY RICHNELLE	Com I	699722908	
8	NGNODJON MIREILLE	Com I	676384239	
9	KAMJEM JOSUE	Com I	654266833	
10				
11				
12				
13				
14				
15				
16				
17				
18				

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	WANDJI TCHAKOUMBE AMUR M	2	697396576	
2	NGANMIENI NOUBESSI DORALE	L2	672859169	
3	NGOÏL BOUSS CASSANDRA	L3	691099216	
4	ENGUETSIGUETANILAFRANKINE	L1	688296269	
5	NEZA NJEKOUA GUY LEA	L2	694257703	
6	TCHOKOM ENGOU E MAEVA H.H	L1	686198300	
7	MEZANOU TCHOUDA BRAYAN	HEB2	667867686	
7	NGANI DJENKOU FRANCESCA	L4	682498336	
8	NGANJO GEUSSEU BLONDELLE	L1	2568243	
9	DESSOUAL BARBARA	L3	2565871301	
10	FOKOUA THEODORE MARIUS	L1	25609130	
11	TANGHA MBLINETCH	L3	672286750	
12	ITOP NAGISSE	L3	687102876	
13	MAKATE LAFORTUNE	L3	697424545	
14	NDZENGUE MARIE ANIELLE	COM2	685261172	
15	NOUSSSI CHARNEL DE LOR	COM3	652597365	
16	MBAYA NDONGA LUCIE	COM2	678308693	
17	AKONO SAUREL	COML	654582874	
18	KENTMOGNE PRISCA	COM1	697410286	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	NZIE NJEFOM CHAMSIATOU	L3 <sup>COM</sup>	656155795	
2	LAYA BAYE ALIFA	M1 <sup>COM</sup>	656941884	
3	NOURGANI BENDU ISMAEL	COM2	650767603	
4	IKAMFANG KAMBEM FABIOA	COM2	692684016	
5	MAREMAYE ARMAND	MII	698147859	
6	MOUNDOINGUE MBANSA Rebecca Thérèse	COM2	658308984	
7	NGUEA NIDMBA LISETTE	COM2	691715270	
7	NONIAMA NAUDINA M.	MASTII	695024588	
8	MANICHOUANGI GHESSI A.S	COM2	658224664	
9	DAYE TEGAMBOLUE DELILLE	COM2	655524844	
10	NKONDOK HELENE S	COM2	697058129	
11	WONDJE JEANNETTE PATIENCE	MII	658747019	
12	TONDI GALLAND LISETTE	M2	694907576	
13	NGOBA MBDBA ELODIE	COM2	690157564	
14	ESSENGUE LIAM BERTRAND	COM2	691530414	
15	BARLEKOH BARCEL .F	COM2	689564961	
16	ZANGA ZANGA Diane C.	COM1	693093900	
17	TCHAKAN LOUISE BELVA	COM1	691928180	
18	ZOUFACK LOIC	COM1	68655-0696	

3

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	TSASSE TALLA CHRIST	I	682827416	
2	ONDJA YVAN LOIC	E.T.1	692-68-730	
3	BESSOMOU YVAC BUMAL	BT.1	696.737868	
4	TERKULA RAHIM OBI	COM2	691083232	
5	BERBISSI GRACE	COM2	671104239	
6	DJIMNAREM - CHRISTIAN	COM3	692-545494	
7	MATEM KIMENE PAULE.E	COM3	655586609	
7	IYA KOUBA. A. PPRIMARIN	COM3	655-12-31-12	
8	AMINOU IDRISS	COM3	686090919	
9	SALL BOUCOUM SANJA. L	COM2	687740363	
10	NKOU AMBI FRANCK DANIEL	COM3	620-124744	
11	POMAM TCHANEISE AUBIN BIBIL	MEB1	686457684	
12	BELA JOSEPH	MEB1	674694546	
13	MVATE Jeanne Lauren	M2.	677-14-38-27	
14	NONKI GLORIA JECILL Y.	M2	674343247	
15	DIDJATOU DJOUHAÏ GAMBA	COM2	655-25.11.63	
16	LAD KOUARA SIMPLICE	COM2	683685542	
17	WOUA GUEU ALIDA Blaw	COM2		
18	TIOGOUDO TCHINDA JOELLE	COM4	659 1503.21	

~~CEMI~~

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	ABILA ONDOBO A.Y.C	L1	657-09-1869	
2	NGO MBELECK J.	COM1	680.56.9622	
3	WONO JULIENNE	COM L1	659495756	
4	NEMBOP .EDEN	COM L1	670765287	
5	NABOUANG MAEVA FABELLE	COM L1	657853481	
6	ADJITEM TONFO REINE.F	COM L1	659105270	
7	SOP A GOE MARTHE.S	COM L2	696542911	
7	MAFONKOU TAKONTCHOU REINE	COM L2	655351229	
8	STEMBISSI LIENDU GRACE.L	COM L2	671104239	
9	PIBODSI BIAS La Fleure	COM L2	657-51-70-47	
10	AMINATOU SHALANYOU	COM L3	680597050	
11	TONGMAM NGONGANG CUREL	COMPTONIA MASTENTII	658-087544	
12	MBANGO MBELA CHARNELLE	COMPTONIA MASTENTII	672755792	
13	ABONO NATACHA	COM L2	6110731996	
14	LAOHOLA MALACHIE	COM L3	693.51.8564	
15	MAFFO ETONDE ELISABETH	COM L2	698217230	
16	MASSOHO FANI B Gloria	COM L1	674890445	
17	KUATE JIMGUE Merveilles G.	COM L2	679547961	
18	HAISSOU SOUMLINA ALEXIS	COM L3	696393654	

MEDIA S

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	TCHOUQUIN EISA	Licence 1	654740150 655251135	
2	ZANGA ALPHONISINE KARLA	Licence 1	656375277	
3	MPONO INDONG MUGUEL	Licence 1	658214510	
4	Hysta Gabrielle Tiadam	Licence 1	695588483	
5	MBOM MBOM BOLIVARD	Licence 3	6951120805	
6	TAMENI TACHOUTIBOU B. A	Licence 3	682101106	
7	TAMENI TACHOUTIBOU L. A	Licence 3	652491710	
7	BAPPA JACQUES ANTOINE	Licence 1	693763138	
8	KOUMOU MOHAMMED SAMAN	L1	697313062	
9	MBOUË ELA MOCHRILO	L1	689454426	
10	ABONDO JULCHERIE GLADYS	L2	692895254	
11	DJOUKONG ASSONDI FRANCOIS	L3	678936473	
12	BELAN YVONNE SANDR.	L2	658029252	
13	MBOM ALFREDA SEREXIA	L1	25109201	
14	ZOUA MIMBAÏA NOËLLEN	L2	24299774	
15	MOUDOUË WILFRIED ERWIN	L2	23287753	
16	NGOSSALADELANGA ANNIE	L1	25109265	
17	NTHOUKHO DJOUKON ARLETTE	L3 COM	696554784	
18	NOUBISSIE MONTHE REYANNE	L1 COM	657164958	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	EBBDMBA MARIE DAVIDE	L2	679998889	
2	LEUMABA N JOELLE SEBOLENE	L2	672722603	
3	NGACHATSSOMBA Cynthia	L2	695188940	
4	DISSMANE MAHAMAT ADAM	L1com	696796925	
5	ADOU M ADOUM CHERIF	L1com	6409273708	
6	SALEH MAHAMAT NOUR	L1com	694762295	
7	DJENAISSSEM STEPHANE MOISE	com2	693610079	
7	DJIBYINE ADOUM KAYA	L1com	682222822	
8	KOUALAO ERNEST	L2com	692.91.1609	
9	NISSOM JEANNE LAURE	COML2	659669072	
10	Abela Marie Gaëlle Verena	COM1A	695194108	
11	NOSO ALIBUINA MARIE VICTOR	COM2	24296020	
12	Olivier Mahamat Ngargam	Com3	23189874	
13	AWA SAVALAM ESPRIT	COM1	25209054	
14	TCHAGUIE NDJOH SAMUELLE	COM1	25209327	
15	MBANA NGOA Lorraine	COM	25209196	
16	NKONAGNANG ROLAND	MEB1	657593485	
17	DBELOU BOYONG SUZY M	Com2	693879124	
18	NGOBO ANKOUNISSA BATELA	com2	656480135	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	KWEDI MAKANG BENERICK OTHNIEL	L1	656031991	
2	MANDENG MA NJEMB. ETIENNE	L1	693359996	
3	SOPPT NGOUNE LARISSA	L3 com	692131240	
4	KONGO Andy Williams	Com L3	688359830	
5	BLACK JERRY ANDERSON	L3 com	655069572	
6	EBEDI MOUSSALA GEORGINA	L3 com	697391665	
7	KELTCHATCHOUDJI DAELAN	L3 Com	650511956	
7	MENGUE ODILE. R	L3 com	695503871	
8	NYANO ELISABETH MARIE	L3 com	690652566	
9	KOVAYEP YONKPO RONALD	L3 com	688171370	
10	PATOU PATOU DAHROU	COM L3	692069871	
11	NGUEA NOMBA LISETTE	COM L2	691715270	
12	PENDA HELENE SANDRA	COM L1	691312695	
13	BILLONG MARIE LOUISE PATRI	L1	640947186	
14	OMBASSOBEN M. YVANCA	COM L3	692397997	
15	MOUNGUELI MANGWA	COM L1	640254605	
16	SZICHA BATELOO DANIELA F	COM L2	692662222	
17	LONA KONGDI EVARISTE	COM L2	656407565	
18	KOUSSOCKMACK DELANGUEAM	COM L2	659612965	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	BALME TEMAR TRESOR	L2	640 89 61 80	
2	SABANA YAYA TCHONGUINA	COM 2.2	686 40 67 09	
3	KAMDEM KAMTE WILFRED	TIC 1	653 11 99 87	
4	CHEMEGNE NKOUE MICHEL A.	II 1	682 40 23 20	
5	EGOH FORTUNE ALCHANDA	COM media 1.3	650 84 56 49	
6	NTSAMA ENDEZ DIANE LOBY	COM 1.2	698 90 22 67	
7	KENNE TAMELI MORINA F.	COM 3 Medias	676 19 73 05	
7	BASSOMBE YVAN STIVE	COM 3 ORGAN	699 45 02 64	
8	GABASSIA AZINA BENJAMIN	COM 3 medias	689 73 60 55	
9	BELLE ROCKSIA PELICIE	COM 1	695 55 80 91	
10	ESTRONNING DOSTIAN OULOBANINI	TIC 1	659 79 61 01	
11	NDEME JULIE HORNEIA	TIC 1	694 56 85 40	
12	ESSOMBE EPANDA LAURIE	COM 1	685 88 35 02	
13	NKOUAMEN ASTHIDE	COM 1	690 80 26 28	
14	ABOBAKO SANDRINE	COM 1	650 02 60 56	
15	BOTAMB SOLEDAD	COM 1	687 90 13 41	
16	KOALNE HAMSSI PATRICIA P.	COM 1	640 93 29 21	
17	EBANE WISOUL CABELLE	COM 1	650 69 91 93	
18	EMOCK JEAN J	ET 1	656 61 75 17	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	NGO MONGO MARIE sidie	COML1	640652162	Smd
2	NBARFANI DANIEL	COM3	69633668	
3	FOTIE JAHVY	ISA1	675571201	
4	NZEUKOU SILO	GIT1	659070369	
5	NZEUNGA WANDSI	ISA2	677992026	
6	FANSI RAPHAEL URUEL	ISA1	678811316	
7	BENGTONO GRESILADE	COML1	695822147	
7	MANICA ANGE NADINE	COML1	691992597	
8	MONNYEKWA OSCAR H.	ETA	673493398	
9	DUMAROU	MINIST	657919727	
10	ABONHA FRANCE GAËLLE	COML1	679385794	
11	Ndianjengal Marie R.	COMM2	680775250	
12	MBIANG ALLIANCE ENZO TRESOR	COML1	697397751	
13	KHADAFLABDULLAYE MARY	COML2	69511558	
14	Abakar Abdraman Heloum	COM2	658548378	
15	ABDEKERIM mahamat tahir	COM2	689998954	
16	SENGUE EBELLE ORIANE	COM2	694294698	
17	MASSOH ABIGUAL LAURENCE	COM2	688355382	
18	A'ISSATOU BOLKAR	COM2	690497654	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	ZANG ZANG AMBROISE ROMEO	L1	697984408	
2	MEYEMANI VOFO MAËLLE	L1	694573974	
3	MATIKÉ MISSANGO DANIELLE R	L1	659815820	
4	NYATIBI TCHOFFOUSALNON GIBRICE	L1	678206073	
5	ONGBETOBOTOB ENGAL J	L2	674153784	
6	LOGA NGUINDJEL STEPHANE	L2	699320265	
7	Suibb Viany	L2	693 24 3644	
7	Tchambou mendo Oceane	L2	65632958	
8	NGO NJEWEL ESTHER YVANA	L1	677480389	
9	ITIMA SIMHANI FAUSTIN	L1	650950210	
10	NDAM MBOUANDI AROUNA M.	L2 COM	656-368-040	
11	NYKOCK PANDA Virginie F	L3 COM	659 655735	
12	NODJIDENE SIDOTHE Triphose	L3 COM	695 30 8194	
13	ALYO MBATOUSSI ESTELLA M.	COM L2	657514940	
14	DALOUXI MASSO	COM M2	659975792	
15	FERI MAXIME	COM M2	693 534281	
16	PEHUIE ELEGANT	COM2	690335907	
17	NGO TEMBIOUS jacqueline	COM1	694033572	
18	NKAMIWA MBIAKOP future	COM1	692 370536	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	BADAXIE-DJANON-JONAS	L2	686278128	
2	AIDAYE MBOUAMMA	L2	689258788	
3	KWINTAN SERAPHINE M.	L2	674549782	
4	NDJE BAYI OK A'A .B	L1	688709371	
5	INMAGBOU LARISSA	L1	6592321128	
6	DJOURSE TSINA KATELA	L1	656825371	
7	Eteme Onana Severinus E.	L2	690464819	
7	RIM LARISA PAULINE	L2	656587708	
8	CHARRE MVLH JUNIOR	L1	690172608	
9	FAYO FOTCHINGE Unicef Nadia	L1	657720668	
10	NGAH BARBARA GLADYS	L1	695033033	
11	NGUEMAPI FANNY	L1	651535869	
12	Mairiamou saidou charlote	L1	683580107	
13	KAMFAING KAMDEM FABRICA	L2	692684016	
14	HENI MBIH RODRIGUE	L2	686205346	
15	BACOKOK FRANK BABEL	L2	620521959	
16	MALINGO PAMELA	L2	698073305	
17	TCHANTCHOU LEDICIA	L2	692530156	
18	NADIYA SAIDOU	L1	650281776	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	MBELLA BISSWA FABIEN	L2	688089513	
2	NZOUATOM FUMBA MELISSA B	L1	688063904	
3	Mossy Nadège	COM1	687055927	
4	NONO DIMITRI ROMUAL	COM2	682262816	
5	NOZANATNANA AXEL ARIS	COM1	657-81-11-36	
6	HASSAN BOUHAL	COM2	688216094	
7	Nguze Romanus	MEB1	678283247	
7	AHOUNZOU GUETSA STEPH	TIG	652462956	
8	AKOA CEDRIC	MEB1	692797167	
9	NGO MBOUS MARIUS	COM1	698-519466	
10	NOUCHA ALEX DIVINE	COM1	678627502	
11	TCHAMAYE ALPHONSE	ETA	686888302	
12	NAWINGABEYÉ KARO SUCCÈS	COM4	695949293	
13	MBANGUE LANDRY	COM1	695089644	
14	EDIBIYIME VIRGINIE FRISCH	COM1	694450768	
15	NGO TONYE ODILE M.F.	COM1	695423051	
16	SOH MBANG BLONDELLE	TIG1	686447738	
17	KASSI EXODE B.	COM2	659004108	
18	KAMI MBONDA MICHEL T.	COM2	654086656	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	DJEUKOUA MIAXUELLAP	I	658 64 2527	
2	AYIAGNIGNI N'Joupa Jovine	I	6 89 964865	
3	EYONO EYAMA GERTRUDE	I com	690989766	
4	NGONGANG LUCIENNE-A	com I	650393637	
5	NLOME BOGOL BRUNETTE L.	Com I	697221571	
6	JEANNE CELESTINE	Administrative		
7	A. CHARLES BOUENYE	MEMORANT	67771307	
7	EGOH FORTUNE NCHENNA	com media	650845649	
8	AKANELE -CHI ESTHER	L3	654916500	
9	KAMGA DIB ERIKA	L3	621848360	
10	NJENBELLE DOOH	L3	694 05 1918	
11	NTSAMA ENDEZ DIANE LOBY	com 2	698902267	
12	MBITA FOTSO JERROLD	Niveau I EF	658519008	
13	KINIGUE CATHERINE	com 1	695470288	
14	Epre Ndome Joyce	L1	671666464	
15	NKAMZOK SAREPRA PATIENCE	L1 com	688527316	
16	DZANGUE SAPI BRINDA	L2 com	688783637	
17	GUELIDOXI LE ROI	L1 com	686551794	
18	MATSI NGOUT NDASHI YVANA	L2 com	686 614139	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	PAGIBE BAPIAL JEAN CLAUDE	Com1	659637015	
2	BABAKA MANIBEN LAURENT	COM1	655424744	
3	MADINA	COM1	698531968	
4	NGOH MBANG JUNIOR	COM1	696812253	
5	EDENE NDONGO LILIANE	COM2	679974976	
6	FOUOSSONGI KUETE ELVISA	COM1	689754312	
7	ESSONO RHANALID	COM1	677090352	
7	ALLARAKOULA DANIEL FRAN	COM1	640622198	
8	Ngjel Nlep XADON	COM3	658825737	
9	DIEUDONNE BELFORTOUDSID	COM3	693038537	
10	NDOUNGOUILLA RACHEL	COM3	659615820	
11	ISSINA MEMECHOSSE TEBANE	COM2	692272951	
12	DANGBALLI MOISE ANDRE	COM2	687856927	
13	LIKOSSIDI JUSTINE DASSIDI	M. en COM	651639109	
14	NGO NDONG ESTHER LABRINE	COM1	694545158	
15	TEGOMO ZEBAZE ALVINE DARRI	COM1	6561162702	
16	NOMBOCK KEY ASAPH	COM3	690859674	
17	LARMEN AUDREY FOKO	COM1	679216571	
18	FOUDA GLADICE	COM1	656269561	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	TIOKIA MAXIME GEDRON	2	657726922	
2	TOUSSI TCHAMBA EL-IDAJA	1	654123575	
3	MEZATIO.NGUIMAYA.KANOLA	5	675839289	
4	DJUIKOM KOUETE EL	3	680929273	
5	KALLA NAM JUNIOR	2	692861295	
6	PENDA YVIELLE HILARY	1	637043194	
7	NANIHO JESSY	1	686626950	
7	ABOU NTANGAN MYRIS	1	690.30.83.25	
8	NDUMBE KIBES E.	1	681584067	
9	ATOUAPO JESSIE BROUW	1	677057054	
10	NKEACK LEITITIA	1	699965150	
11	ALLADUM MBAIRALIE HYACINTHE	V	689861665	
12	DEJELASSEM ABORAIM	V	698340210	
13	PAI'ALON MBA ROBINSON	MIT	698275314	
14	HASSAN DARDAOU KALIA	I	688647628	
15	MIBAG DANIEL JADEL	III-COM9	696985718	
16	PESSI LANITOUNG JONATHAN	COM3	653082860	
17	PENDA MPRESSA Richard	COM3	691461873	
18	NGO MANBENG BRIGITTE C.	COM3	697839120	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	NTIECHE SALOMON P.	L1	691 630141	
2	DSEUDJAM PERINE	L1	659 099950	
3	ABDoul BAGUI ADAMBA	L1	695 625808	
4	HAIENOA JEANNE CARINE	L1	655 48 18 23	
5	JABEA DIKDAIGUE MYRIAM	L1	658 39 36 82	
6	NDJOUPOUO NDAM AMINATOU	L2	699 233248	
7	TCHOKONTÉ MOUKAN GENA. M	L3	65757 69 80	
7	MOUSSA ABANKA	L1	658 168426	
8	TEUKE BOLA YVES	L1	699 176086	
9	NDOUNTIO OUKEDOU STEVE	L1	679 487955	
10	LOGMO LOUIS ULRICH	L3	695 23 36 45	
11	SAGNIN BOXANE	L3	651 373242	
12	BIEN A BESSING MARIE M.	L2	676 06 5396	
13	NEROLEE LETICIA	L2	658 976028	
14	NDOUKWELEM ELIANE	L2 com		
15				
16				
17				
18				

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	INACH GENY GLOIRASSIA	L2	689824091	IGB
2	NGOUPAYOU MEGNE BABY	L2	688646946	
3	Tchameni Cheumeni	L3	698206847	
4	TCHWAYO LESJOK LUCIA Brenda	L2 <sup>Com</sup>	657866693	
5	NOYA MATANGA ELIANNE	L3	691507805	
6	TEDDY FOUELEFAK	M1	698608799	
7	ITOP NARCISSE	COM 3	687102876	
7	MPIKI SANDRINE NADIA	COM 2	679413371	
8	BISSAI FANI ALEXANDRA	COM 3	696527535	
9	ENOUMEDI CHRISTINE IVOIRE	COM 4	698047160	
10	NDOMBE NDORU C.	COM 1	6901310283	
11	MALEGUEL ANNE DANETTE	COM 4	694834404	
12				
13				
14				
15				
16				
17				
18				

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	ADOLPH MATHEU	III	099526018	
2	DAOU DA BENI SILAS	II	6 87910574	
3	ASSALA MONANGA MARIU.V.	II	674 65 7704	
4	ADAMA SYLVIE	II Com	622239745	
5	DEUMANI NGALEU BRINDA	LI Com	697055834	
6	JOLO MARIQUERITE	LI Com	692-61-8328	
7	BOHINGA TOM NADIA EYMA	II Com	692 446169	
7	MEDON ISEI MARIE	LI Com	69540 3882	
8	NDJILORICHOU GAFRED	LI Com	678 981722	
9	MANYAGOUA PAULETTE.V.	I	696-70521	
10	KAMENI AMANDINE ISERE	I	693481400	
11	GUWLI GNAM IDOUNE ADJALA	III	69687811	
12	MANDEDEJE ASNIANG EOTASE	ComTE	692 55 70 06	
13				
14				
15				
16				
17				
18				

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	TITIBA ISSOUKOU ELEONORE	Mater	656611597	
2	MBILI ESSOMBA ODILE	L1 COM	683379909	
3	AZANGUE DONGHO ANGE.V	Licence 2	65699081251	
4	MALET MISS MAËVA	COM L2	693715901	
5	MANIKENG SILATSA ARCELLE B	COM L2	691-46-04-M	
6	ALLADOU M AYAMIS	L1	68033663	
7	Mbome Claude Jeanne	COM L2	68840152	
7	MAFFO MAMTO STELLA	COM L2	691964251	
8	MONANG TCHINDA DABELLE	COM L2	698283464	
9	NGAH MANI STELLA	COM L1	682241762	
10	NGO BALEM ANGELINE GLADYS.	COM L2	698465862	
11	BALOKOK FRANCK	COM 2	6924100139	
12	NGA N JEANNE F	COM 1	689-20-34-80	
13	AZAPACIS STEVINA	COM 1	655351282	
14	MOUNDE MONSIEUR P NARELLE T	COM 1	655092527	
15	NSANGOU CHINTOU ELISE F	COM 1	655512077	
16	HANLIMEN NELLUS CABRELLE	COM 2	696407780	
17	MAFOK GRACE FORTUNE	COM 2	689767122	
18	NGO MABONG BISTETTE	COM 2	671136376	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	DEMENI LIENZI Guillaume	ComL3	699 82 1095	
2	KFONKA NGoucheme	ComL3	696 020125	
3	Mey Ali Jardel	ComL3	690315141	
4	TENE MANGAN Jean-m	ComL2	693279217	
5	Noumsi-TUEKA charnel-Deba	ComL3	652 597365	
6	NGASSA TCHATBA	ComL3	680455005	
7	MANDANA MESSINA	ComL3	6140327191	
7	NGAO BETJICK	ComL3	659801095	
8	MAGHOUA KAMTA ELVIRA	ComL3	657364383	
9	BE MENYE MANYE	ComL3	697498065	
10	EMALEU TCHAPI LINDA	ComL2	6911440931	
11	Mbomo Shalom	ComL3	697649180	
12	NTSAM NZOUF J. PATRICA	Com <sup>org</sup> 3	637393253	
13	PIDH FELIX	Master II	656237162	
14	MAGNE TADIE ANGE BELVA	ComL1	656689184	
15	BOUIE NGANDEU CECILE	Com <sup>org</sup> 2	678-92-85-61	
16	NONO Driame	Com <sup>org</sup> 2	675465339	
17	ETAMANE LEA	COM L1	640612783	
18	BRAHIM DJIBRINE SALEH	Com <sup>org</sup> 2	692822026	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	NGUIDSOL BILIM ETIENNE DE ANGELE	COM L2	691-18-39-56	
2	ESSALA ESSALA GILBERT	COM L2	697352850	
3	MAGALA OWOUNDI FKEDJONG	COM L2	687-13 5726	
4	NGAH ALIX	COM L2	691935521	
5	PEKA XIKITRI	COM L2	625422332	
6	NGO BILLONG RUTH	COM L1	689-762122	
7	KOMBOU MANYAKA NICASIE	COM L1	699644073	
7	Tom JULIENNE	COM L3	657244762	
8	NTHEUGHE NIOUKA ARLETTE	COM L3	696554781	
9	NDAMA UM DANIEL PRINCE	COM L3	655439692	
10	NLEDE BIATOLA TONY F	COM L3	680-70-6375	
11	MOTIE FOTIE FERDINE	COM L3	678878515	
12	ATANEFO DIFO BRUNELE	COM L1	680682481	
13	KABANJANG BOSSO CI MARIELENE	COM L2	687839060	
14	MEBANDA NDSORDO HN	COM L2	691663328	
15	NDOUTOU NGINA PUTH	COM L2	698632464	
16	TINI JVES HYPPOLITE HENRI	COM L2	691302237	
17	NGIO EHAN ANNE. M	COM L2	656534519	
18	NKABA FRANCESCA DANIELA	COM L1	6963041065	

## **REMERCIEMENTS**

**Nous venons par la présente témoigner notre gratitude à tous ceux et celles ayant contribué à la réussite de la conférence-débat ITIE du 18 mai 2026 tenue à l'université de Douala. sous le thème: Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE ) sous Prisme de la RSE: Enjeux Communicationnels.**

**Vos déploiements multiformes ont permis une organisation sans faille de cet important événement de taille pour la vie de L'ITIE.**

**Ensemble nous avons impulsé une nouvelle dynamique gagnante de L'ITIE dans le milieu universitaire et au-delà.**

**A vous la gloire!**

**Dr. Blasius Ngome**

**Tel: 677 33 33 77/ 659 58 13 13**





















## **QUELQUES PHOTOS DE L'ÉVÉNEMENT**



















## **LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS**











































